

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15
QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14835 - 6 F
SAMEDI 15 FÉVRIER 1992

BOURSE ★
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

L'application du plan de paix de l'ONU

M. Boutros-Ghali demande l'envoi de dix mille « casques bleus » en Croatie

Une mesure provisoire

APRÈS avoir longtemps hésité, M. Boutros-Ghali, le nouveau secrétaire général des Nations unies, vient donc de décider de recommander l'envoi de « casques bleus » en Croatie. Le Conseil de sécurité se réunira la semaine prochaine et devra, sauf imprévu, donner le feu vert à une opération d'une envergure jamais vue depuis l'intervention de l'ONU au Congo dans les années 60 : un contingent de plus de dix mille soldats - dont sans doute quelque trois mille Français - va être dépêché dans les trois enclaves serbes de Croatie, théâtre de sanglants combats pendant plus de six mois. Le coût annuel de ce déploiement est estimé à 400 millions de dollars.

Les hésitations du secrétaire général étaient compréhensibles, compte tenu des risques et de la durée tout à fait imprévisible de l'opération. Si les dirigeants serbes, croates et de l'armée fédérale ont formellement accepté le plan de paix défini par M. Cyrus Vance, l'ambassadeur spécial de l'ONU, certaines communautés serbes - notamment en Krajina - continuent à s'opposer à l'envoi de « casques bleus » sur leurs territoires et affirment ne pas pouvoir garantir leur sécurité.

EN dépit de ces menaces, M. Boutros-Ghali estime avoir reçu des assurances suffisantes de la part du président serbe, M. Slobodan Milosevic, et de son homologue croate, M. Franjo Tudjman, qui ont tous deux proclamé leur volonté de « coopération ». Trop attendre présentait des risques. Le quinzième cessez-le-feu, entré en vigueur le 3 janvier, a été globalement respecté et de nouvelles tergiversations auraient pu permettre une reprise des combats, qui ont déjà fait plusieurs milliers de morts. Car il ne faut pas se leurrer : des deux côtés, il existe toujours des milices et des groupes paramilitaires plus ou moins incontrôlés qui ne rêvent que d'en découdre... Il fallait donc exploiter - c'était notamment la position de la France - l'accalmie actuelle pour intervenir et tenter de ramener le calme dans les esprits.

Cela dit, le déploiement de « casques bleus » dans les régions les plus chaudes de Croatie - qui ne peut être qu'une mesure provisoire - ne règle pas la crise « yougoslave ». Après l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, les problèmes se sont déplacés maintenant dans le sud de l'ex-fédération, en Macédoine et en Bosnie-Herzégovine, où cohabitent Serbes, Croates et Musulmans. Les tensions intercommunautaires s'y sont accrues ces dernières semaines, et c'est dans cette République que l'armée fédérale a concentré la majeure partie de ses troupes et de ses équipements. Certains diplomates avaient d'ailleurs préconisé l'envoi à titre préventif d'une force de l'ONU en Bosnie, menacée d'éclosion, mais l'idée a été écartée.

Au mieux, la présence de « casques bleus » pourrait, en consolidant le cessez-le-feu, favoriser une reprise de négociations politiques entre les deux camps, les relations économiques futures et les frontières.

M0147 - 0215 0 - 6,00 F
L'IRAI

La Serbie et la Croatie ont réagi favorablement, vendredi 14 février, à la décision du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, de recommander l'envoi de plus de dix mille « casques bleus » en Yougoslavie. Le déploiement de la force de maintien de la paix devra être préalablement entériné, la semaine prochaine, par le Conseil de sécurité.

Les irréductibles de la Krajina

KNIN (Krajina)
de notre envoyé spécial

Le déploiement des forces de paix de l'ONU tel qu'il est proposé par l'ambassadeur spécial des Nations unies, M. Cyrus Vance, sera considéré comme « une intervention et une occupation de la Krajina par une armée étrangère », ont déclaré jeudi 13 février les autorités de cette enclave serbe du sud-ouest de la Croatie. Elles venaient d'apprendre que le secrétaire général des

Nations unies, M. Boutros-Ghali, recommandait au Conseil de sécurité le déploiement des « casques bleus » en Yougoslavie dans les quinze jours.

Dans une lettre adressée, jeudi 13 février, à M. Boutros-Ghali, le leader serbe de cette région, M. Milan Babic, déclare : « Nous attendons de vous que vous rendiez possible la mise en œuvre de notre droit à l'autodétermination ».

YVES HELLER

Lire la suite et nos informations page 4

Alors que le gouvernement maintient son projet

Les dockers refusent la réforme de leur statut

Le délai fixé aux 8 300 dockers par le secrétaire d'Etat à la mer, M. Jean-Yves Le Drian, pour s'asseoir à la table des négociations expire samedi 15 février. La politique de la chaise vide de la CGT et les vingt-cinq grèves à répétition observées depuis septembre n'empêcheront pas le gouvernement de réformer le statut des dockers, vieux de quarante-cinq ans.

Tempête sur les quais

par François Grosrichard

« Le 16 février au matin, il sera trop tard. » Le secrétaire d'Etat à la mer n'arrêtera pas la pendule. « Si les dockers croient gagner dans leur course de lenteur, ils se trompent. Je dis et leur répète : venez vous asseoir dans chaque port à la table des négociations, et il n'y aura, je vous l'assure, ni vainqueur ni vaincu. »

M. Jean-Yves Le Drian sait de quoi il parle. Il dirige la mairie de Lorient, port de pêche, de

commerce et accessoirement de guerre, depuis 1981, et son propre grand-père, originaire de Lanester, dans la banlieue de Lorient, était dockeur.

Posée ouvertement depuis des décennies, la question de la réforme du statut des dockers français est aussi lancinante que furent pusillanimes les gouvernements successifs, de droite comme de gauche. S'attaquer à une forteresse de la CGT à l'intérieur de la CGT elle-même, quelle audace !

Lire la suite page 23

JEUX OLYMPIQUES

Biathlon féminin : médaille d'or pour la France

L'équipe de France de biathlon féminin, composée d'Anne Briand, Corinne Nioget, Véronique Claudel, a remporté la médaille d'or du relais 3 fois 7,5 km, vendredi 14 février, aux Saïas.

- Ski acrobatique : Edgar en concert par ALAIN GIRAUDO
- Patinage artistique : Bowman, star incorrigible
- Ski de fond : Jenny du Honduras par JÉRÔME FENOGLIO
- Ski alpin : médaille miraculeuse par PHILIPPE BROUSSARD
- Des antennes dans la neige par JEAN-PAUL DUFOUR
- Les stations tombent de haut par CLAUDE FRANCHILLON

pages 20 et 21

Pékin-Hanoï : l'« amitié » retrouvée

La frontière sino-vietnamienne déborde à nouveau d'activité

DONGXING

de notre envoyé spécial

En 1978, le pont qui enjambait la rivière de la Hiérarchie-du-Nord, petit cours d'eau qui se jette dans le golfe du Tonkin et qui marque la frontière entre la Chine et le Vietnam, connaît du jour au lendemain une circulation sans précédent, tant par son ampleur que par son sens : unique. Un exode qu'allait suivre une guerre brève mais sanglante.

Aujourd'hui, près de quatorze ans plus tard, le ministre chinois des affaires étrangères se trouve à Hanoï. M. Qian Qichen, qui est le plus haut responsable chinois à

se rendre au Vietnam depuis la guerre de 1979, a rencontré, jeudi 13 février, le premier ministre Vo Van Kiet ; il a annoncé à cette occasion que le chef du gouvernement chinois Li Peng se rendrait à Hanoï dans le courant de l'année, officialisant ainsi la récente normalisation entre les deux puissances communistes asiatiques.

Les choses ont bien changé depuis ce jour dramatique de 1978, quand, avec quelques confrères, nous nous tenions à l'une des extrémités de ce pont alors que des centaines et des centaines de gens affluaient de l'autre rive.

FRANCIS DERON

Lire la suite et nos informations page 5

La crise algérienne



Une semaine après des troubles qui ont entraîné la proclamation de l'état d'urgence, les autorités algériennes redoutaient, le 14 février, un nouveau « vendredi noir ». Lire page 28

Les évêques français sous l'Occupation

Le « mémoire » attribué au Père de Lubac est contesté par des historiens. page 9

La révolte de M. Cambacérés

Socialiste depuis le congrès d'Épinay, le député du Gard estime que « l'appareil du PS, c'est la fin d'une époque ». page 8

« Jason et Médée » à Strasbourg

Le ballet du Rhin réinvente une chorégraphie de Jean-Georges Novarra page 17

SANS VISA

- Comores, des mercenaires aux parrains.
- Thermalisme : les eaux de la mer.
- Paris : clocher d'Amérique
- La semaine gourmande.

page 29 à 36

« Sur le ré » et le sommaire complet se trouvent page 28



Francis Ponge

Nouveau Nouveau recueil

Édition en 3 tomes établie et annotée par Jean Thibaudesau

* 1923-1942 ** 1940-1975 *** 1967-1984

nrf

GALLIMARD

POINT DE VUE

Luc Tangorre et notre erreur

par Pierre Vidal-Naquet

C'est pendant l'été de 1983 que j'entendis pour la première fois prononcer le nom de Luc Tangorre qui avait été, le 24 mai précédent, condamné à quinze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises d'Aix-en-Provence. Luc Tangorre était le camarade d'un de mes neveux, étudiant en éducation physique, et ni ce garçon ni aucun de ses camarades ne comprenait que Luc Tangorre, gentil, serviable et menant une vie sentimentale normale, ait pu être accusé d'être l'auteur d'une série de viols. Je me fis communiquer le dossier, que me procura Gisèle Tichané, chercheur au CNRS et amie de la famille Tangorre. Je me convainquis rapidement que l'instruction avait été bâclée par un juge instruisant à charge et non à décharge, et que, contre Luc Tangorre, il n'existait aucune preuve digne de ce nom, hors les reconnaissances faites par les victimes de ces crimes très réels.

L'affaire Tangorre m'apparaissait alors comme une sorte d'affaire Dreyfus de M. Tout-le-monde. Je vins de relire le livre publié en janvier 1985 par Gisèle Tichané - disparue, hélas ! depuis sous le choc des rebondissements

successifs de l'affaire, - livre que j'avais muni d'une postface (1). Pour l'essentiel, et même si tout n'y est pas également convaincant, l'analyse demeure valable. Luc Tangorre n'avait pas été véritablement jugé, il fallait donc refaire son procès. Il fallait aussi, à mon avis, le tirer de sa prison. M'étant convaincu de son innocence, je décidai de tout faire pour cela. Je le vis à Fresnes et lui dis que je le défendrais comme s'il était mon propre fils. C'est ce que je fis.

Je défendis sa cause partout où je pouvais la défendre, dans le Monde, comme dans d'autres journaux, à la radio et à la télévision. Je mobilisai tout ce que je pus mobiliser pour sa cause. Je lui procurai deux nouveaux avocats : Jean-Denis Bredin, qui venait de publier un livre sur l'affaire Dreyfus, et mon propre frère. Tous deux eurent le sentiment d'une innocence rayonnante. C'est aussi le sentiment que m'inspiraient les lettres déchirantes que m'adressait Luc Tangorre, en dépit du manque de maturité affective dont elles témoignaient quelquefois.

Lire la suite page 2

(1) Gisèle Tichané, L'espérance à tout prix, Éditions La Découverte, 1985.

DÉBATS

Minorités

Mettre fin au terrorisme

par Denis Langlois

UNE vingtaine de personnes tuées dans des attentats en Espagne. Des explosions et des mitraillages un peu partout. L'année s'annonce sanglante en Europe de l'Ouest.

Comment ne pas dénoncer le terrorisme ? Comment ne pas s'indigner contre les tireurs ou les poseurs de bombes qui sèment la mort à la volée ?

Assurément. Mais les puissants de ce monde font-ils tout pour éviter le terrorisme ? Je ne parle pas de la répression. C'est la solution de facilité. On place sous haute surveillance des régions entières. On quadrille, on fiche, on infiltre, on arrête, on abat sommairement à son tour. Bref, des méthodes qui, pour lutter contre le terrorisme, s'inspirent directement du terrorisme quand elles ne le dépassent pas.

Je veux parler des causes du terrorisme. De ce qui fait qu'un homme ou un groupe d'hommes décident de tuer, parce qu'ils considèrent qu'ils sont brimés, humiliés, écrasés ou, plus largement, que leurs droits sont bafoués. Certes ils peuvent se tromper. Croire à tort que leurs revendications sont légitimes. Se battre par exemple pour le peuple, alors que le peuple estime son sort supportable et n'est pas prêt à se soulever.

La loi du plus fort

Cependant, même si les méthodes sont condamnables, il arrive que le combat soit juste, parce qu'il répond à l'oppression violente d'un État. Comment ne pas reconnaître que des luttes qui se prolongent durant des dizaines d'années bénéficient obligatoirement du soutien d'une partie importante de la population ? Les véritables défenseurs des droits de l'homme diront que la fin ne justifie jamais les moyens et je leur donnerai totalement raison. Mais cela ne saurait absoudre les gouvernements concernés.

Comme il serait plus simple que celui qui détient le pouvoir reconnaisse le bien-fondé de la revendication. Comme il serait plus simple qu'il décide d'en discuter pacifiquement autour d'une table avec ceux qui revendiquent.

Certes, la démocratie, du moins lorsqu'elle existe, a institutionnalisé tout cela. Chacun peut se présenter aux élections. On glisse son bulletin dans l'urne et on compte les voix. Mais, dans la plupart des

cas, ce n'est que la reconnaissance de la loi de la majorité et donc de la loi du nombre. Or être le plus nombreux à penser une chose ne signifie pas qu'on ait forcément raison. Un seul homme ou un groupe d'hommes peuvent être plus lucides que l'ensemble du troupeau. Malheureusement, dans nos démocraties plus ou moins démocratiques, les minorités ont surtout le droit de se taire.

Cependant, tout est relatif. Une minorité peut très bien être majoritaire. Si un État regroupe plusieurs peuples, chacun de ces peuples peut être majoritaire chez lui et minoritaire dans le cadre étatique. S'il ne parvient pas à faire entendre sa voix, il est tenté pour lui de vouloir se séparer des autres et choisir son propre chemin. C'est même un droit légitime reconnu par toutes les bonnes chartes internationales : le droit à l'autodétermination. On est un peuple qui a son histoire, sa langue, son territoire, sa culture. On ne se sent pas bien dans un amalgame d'autres peuples, on réclame sa liberté. Et généralement on ne l'obtient pas. Quand cela se passe de l'autre côté de l'ancien rideau de fer, c'est encouragé, il est vrai bien mollement ces derniers temps.

Les peuples du défunt empire soviétique, et ce n'est que justice, ont le droit de secouer leurs chaînes. La Communauté européenne a fini par reconnaître la Slovaquie et la Croatie. A l'Ouest, en revanche, c'est formellement interdit. Les Basques, les Irlandais ou les Corses n'ont qu'à accepter, bon gré mal gré, leur sort historique. Les guerres et les héritages des princes ont scellé définitivement leur destin. Silence dans les rangs. Obligation de se plier à la loi du plus fort qui n'a que faire de ces revendications qualifiées avec mépris de « chauvines » ou de « sectaires ».

Et quand certains osent appuyer leur droit à l'autodétermination par la violence, quel tollé de la part des gouvernements ! La condamnation serait assurément plus convaincante si elle s'accompagnait de la volonté de régler le problème pacifiquement. Cependant, le pouvoir tient généralement un raisonnement hypocrite : « Nous ne négocierons jamais avec des terroristes. Laissez vos armes au vestiaire et nous vous écouterons ! » Mais, quand les armes sont au vestiaire, le pouvoir lance avec dédain : « Pourquoi voulez-vous que nous discutons avec vous, le

calme règne. Où voyez-vous un problème ? »

Alors, les attentats reprennent, le sang coule, les prisons se remplissent et les bonnes consciences se voilent la face.

Dans la plupart des cas il suffirait pourtant de peu de chose, juste un peu de sagesse. L'équilibre du monde ne s'est jamais écroulé parce qu'un peuple est parvenu à plus de liberté.

Le cas basque

Penchons-nous plus particulièrement sur la situation du Pays basque. Elle est significative. Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, a lancé sur un ton péremptoire : « Les tueurs de l'ETA veulent exercer un chantage sur l'Espagne. Nous ne céderons jamais ! » Ce n'est certainement pas le langage qui convient. L'ETA, de son côté, a décidé d'intensifier ses actions en cette année 1992 où l'Espagne accueille les Jeux olympiques et l'Exposition universelle. Ce n'est certainement pas la réaction qui convient.

Ce qui dans un monde d'intelligence et de bon sens conviendrait, c'est que l'ETA décide unilatéralement d'arrêter ses attentats et que le gouvernement espagnol engage immédiatement des négociations avec elle et les différents partis basques, sur la base du droit des peuples à l'autodétermination, droit qui a été proclamé officiellement par la majorité du Parlement basque.

Luc Tangorre et notre erreur

Suite de la première page

Pour tirer un innocent de prison, il y avait, en principe, deux voies normales : la révision, qui ne peut être décidée que par la Cour de cassation à la demande du garde des sceaux, et la grâce présidentielle. Je fis toutes les démarches possibles et imaginables place Vendôme, comme au palais de l'Élysée, et beaucoup d'autres m'aiderent dans ces démarches. L'affaire Tangorre ne fut en aucune façon une affaire qui fut le monopole de la gauche, comme

on l'a écrit parfois. Alain Peyrefitte, par exemple, à qui l'erreur judiciaire fait horreur, se convainquit, lui aussi, qu'il y avait au moins doute et à son honneur, il intervint dans ce sens. Jean-Denis Bredin rédigea un mémoire en révision. Il ne reçut jamais de réponse officielle. Robert Badinter, bien qu'il ne fût nullement convaincu de l'innocence de Luc Tangorre, découvrit une troisième voie : le pardon. Il le fit savoir au président de la République. Le 9 octobre 1986, la chambre criminelle refusait ce pardon.

Il ne restait plus qu'une seule issue : la grâce. François Mitterrand accorda une remise de peine de quatre ans, ce qui permit à Luc Tangorre de sortir de prison le 15 février 1988. Je lui suggérai de déclarer à sa sortie de prison, comme l'avait fait Dreyfus en septembre 1899, que la liberté ne lui était rien sans l'honneur. Il le fit. Je le vis à Paris les 15 et 16 mai 1988. Je puis témoigner qu'il ne paraît que d'une chose : de la révision de son procès. Nous esquissâmes même ensemble un modèle des lettres qu'il envoya à chacune des victimes des viols commis à Marseille et qu'on lui avait attribués. Il voulait convaincre ces jeunes femmes qu'il n'était pas leur agresseur. Ces lettres furent effectivement envoyées, mais les destinataires déclinaient la proposition.

C'est une semaine après qu'il a, selon les déclarations de deux jeunes Américaines, commis de nouveaux viols, mais les faits, on le sait, ne furent révélés qu'en octobre, après une longue et minutieuse enquête.

« A-t-il été jugé ? »

Ces jeunes filles avaient-elles dit la vérité et était-ce bien Luc Tangorre qui les avait violées ? Après une longue et douloureuse réflexion, aussi documentée que possible, j'ai dû me rendre à l'évidence. En dehors de ce récit, il n'y avait que deux hypothèses possibles, toutes les deux romanesques : l'action d'un sosie qui aurait persécuté Luc Tangorre au moins depuis 1980, ou une machination policière, qui supposait des manipulations tellement énormes – sans parler de la complicité des jeunes filles – qu'on ne peut que se refuser à l'admettre. Jusqu'à plus ample informé, telle est, je crois, hélas, la vérité, et je ne puis qu'exprimer mes regrets tant à l'égard des victimes anciennes, même si toutes n'ont pas été violées par Luc Tangorre, – il avait pour certaines d'entre elles des alibis irréprochables, – qu'à celui des victimes nouvelles, puisque, sans mon action et celle de tant de Français qui m'ont accompagné, ces derniers

Cela ne signifie pas que les Basques décident obligatoirement de se séparer de l'Espagne. Ce sont des gens raisonnables, ils préféreront certainement une formule intermédiaire qui ne créera pas de nouvelles frontières : une structure fédérale ou confédérale ou bien autre chose dans le cadre de la nouvelle Europe. Mais ce qui est évident, c'est que c'est à eux d'en décider.

Le gouvernement français, qui a lui aussi son « problème basque » (le candidat Mitterrand a fait avant mai 1981 la promesse toujours non tenue de créer un département Pays basque), a les moyens d'inciter à ces négociations et d'y participer. Il aurait tout intérêt à le faire au lieu de s'enliser lui aussi dans la répression et d'encourager l'entêtement espagnol (et par voie de conséquence celui de l'ETA).

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, aucun peuple ne souhaite la guerre. Il sait qu'il en est toujours la première victime. Son intérêt est toujours la paix et l'harmonie avec les autres peuples. Cela passe généralement par des négociations et des concessions réciproques. Eh bien ! que l'on négocie sans perdre un instant ! C'est la seule façon de renvoyer rapidement au passé les terribles attentats de ce début d'année. C'est la seule façon de prouver que la violence est toujours le plus mauvais argument.

Denis Langlois est avocat et écrivain.

viols n'aurait pas eu lieu. Cela dit, Luc Tangorre vient d'être condamné à une peine dont je ne suis pas sûr qu'il existe un seul précédent : dix-huit ans de réclusion criminelle. A-t-il été jugé ? Je dois à regret écrire que non. Chacun a pu constater l'incroyable partialité du président de la cour d'assises du Gard, qui est allé jusqu'à déchirer en public un document favorable à l'accusé sans le communiquer aux parties et jusqu'à expulser un père brisé par onze ans de souffrance et d'illusions, et qui répétait que la famille Tangorre n'était pour rien dans l'enquête de ce document qualifié par le président de « l'orchon ».

Mais il y a beaucoup plus grave : tous les journalistes ont décrit Luc Tangorre comme « enfermé dans son innocence », installé « derrière son boudoir de papiers », suffisamment dédoublé pour traiter abstraitement de sa propre affaire. La est peut-être le noeud du mystère. Comment, autrement, expliquer et ses crimes et sa sincérité ? Un simulateur conscient aurait-il laissé tant de traces et presque sa signature au moment de son dernier crime ? Seul le lapsus final : « La vérité a gagné une bataille », a peut-être brisé ce mur d'innocence.

Pendant sept ans, l'administration judiciaire a tenu Luc Tangorre en prison, et il, sans qu'aucune enquête psychiatrique digne de ce nom, digne d'un cas aussi rebelle, ait été tentée. « En France, on ne condamne pas les fous », s'écria M. Jean-Louis Pelletier. Le vendredi 7 février à 18 h 30, le président faisait savoir que la cour rejetait la demande de nouvel examen psychiatrique déposée par la défense. Par là même, il scellait le destin de Luc Tangorre, mais renonçait aussi à rendre la justice. Condamné à dix-huit ans de réclusion criminelle, Luc Tangorre doit, en principe, en faire dix-neuf, puisque, s'il faut retrancher un peu plus de trois ans de préventive, il faut aussi ajouter les quatre ans qui lui restaient à accomplir lorsque sa peine a été suspendue. Ce délai est-il assez long pour que la justice daigne faire examiner ce grand malade ?

Luc Tangorre aurait-il avoué son crime que la peine aurait été infiniment moins lourde. Il le savait parfaitement, et c'est cela précisément qu'il a refusé, comme il a refusé les étranges « circonstances atténuantes » qu'on lui a accordées et qui lui ont valu deux années de réclusion en moins par rapport aux demandes de l'avocat général. Est-ce ce refus d'avouer que la cour et les jurés ont voulu sanctionner ? Mais alors en vertu de quel étrange principe, aussi « moyenâgeux » que le principe de l'aveu lui-même ? Ou est-ce, par-delà ce coupable, l'idée même d'erreur judiciaire – car tout de même, il y en a – qu'on a voulu frapper de réclusion criminelle ?

PIERRE VIDAL-NAQUET

Immigration

Pour le droit d'asile

par Alain Vivien

AU moment où certains interrogent le gouvernement sur l'exercice du droit d'asile en France, je crois utile de rappeler quelques vérités.

Nous n'avons pas à rougir, bien au contraire, de notre action en la matière.

La France s'appuie sur une longue tradition d'accueil, bâtie à partir de 1793, et à laquelle seul le régime de Vichy avait osé porter atteinte. La défense de cette tradition est pour nous un des éléments fondamentaux de notre démocratie.

L'asile politique n'est pas un aspect de la politique d'immigration. Mais défendre le droit d'asile, c'est écarter le faux réfugié, pour accueillir et protéger les vrais persécutés.

Je tiens à rappeler que la France a fait sienne la définition établie par la convention de Genève de 1951. Aux termes de ce texte, nous considérons comme réfugié « toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité, et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays... »

Dès 1952, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) était créé, avec pour première mission d'instruire les demandes d'asile et d'accorder le statut de réfugié politique, conformément aux engagements auxquels la France avait souscrit. Placé sous la tutelle administrative et financière

du ministère des affaires étrangères et de lui seul, cet établissement public jouait dans l'exercice de la mission quasi juridictionnelle qui est la sienne de la plus grande autonomie. Face au triplement des demandes d'asile, nous avons dès 1989 entamé un effort en moyens et en personnels, qui permet aujourd'hui à l'OFPRA de remplir à nouveau pleinement sa mission, sans occasionner ces retards insupportables qu'on observait il y a quelques années encore.

Jusqu'à l'automne dernier, seule la police de l'air et des frontières était présente dans les aéroports. Désormais, et à la demande du ministère des affaires étrangères, la présence d'agents de l'OFPRA permet et garantit un meilleur accès des demandeurs à la procédure. J'y veille personnellement.

Chaque fois que l'instruction requiert, le demandeur est reçu par un officier de protection de l'OFPRA. Le personnel de l'Office – et en particulier les officiers de protection chargés de l'instruction des dossiers – bénéficie d'une formation continue, portant notamment sur la situation politique dans les pays d'origine des demandeurs. Leur information est complétée par une liaison constante entre l'OFPRA et le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR).

Bien plus, lorsque, venant d'un pays trouvant certains demandeurs d'asile peuvent être en réalité des candidats à l'immigration, des missions conjointes OFPRA-HCR sont organisées dans le pays en cause pour éclaircir la réalité de la situation. Cela vient d'être le cas dans un pays d'Asie il y a quelques mois seulement.

Procédure contradictoire

Ceux qui demandent l'asile en France ont la faculté de contester une décision négative de l'OFPRA devant une juridiction spécialisée : la commission des recours.

C'est la seule juridiction française à comprendre dans sa formation de jugement, un fonctionnaire international : le délégué du HCR. La procédure y est contradictoire et le respect des droits de la défense, au sens de la Convention européenne des droits de l'homme, y est garanti. Encore le requérant peut-il saisir le Conseil d'État et, au-delà, la Cour européenne des droits de l'homme.

Cette procédure, très protectrice des droits du demandeur, va au-delà des dispositions de la convention de Genève. Il faut le savoir : dans de nombreux autres États signataires, le statut de réfugié est accordé ou refusé par simple décision administrative.

Les moyens accrus mis à la disposition de l'OFPRA ont permis le traitement en janvier 1992 de tous les dossiers en instance, et les demandeurs sont aujourd'hui assurés d'une réponse rapide. Cela signifie que les délais de procédure administrative ont été réduits, sans que l'instruction au fond des dossiers soit pour autant négligée. Elle est aujourd'hui rationnelle, sérieuse et approfondie.

On a abusivement rapproché la modernisation de l'OFPRA de la diminution du nombre des demandes. Ce lien est absurde. L'analyse par nationalité montre que la diminution est la conséquence directe de l'essor de la démocratie dans le monde. Qui s'en plaindrait ?

Evidemment, nous sommes soucieux de rechercher, avec nos partenaires de la Communauté, les moyens de faire face aux conséquences, dans ce domaine particulier, de l'instauration progressive d'un régime de libre circulation entre les États européens. C'est pourquoi nous avons décidé, à Dublin, en juin 1990, que pour chaque demande d'asile, et notamment en cas de demandes multiples, un État responsable serait déterminé. Le réfugié statutaire sera ensuite reconnu dans les autres États signataires, ce qui consolide l'espace de liberté européenne.

En 1991, l'OFPRA a reçu cinquante mille dossiers, soit environ cinq mille de moins que l'année précédente. Mais le nombre de demandes acceptées, resté à peu près constant, est de l'ordre de onze mille. Ces chiffres montrent bien que ce n'est pas l'exercice du droit d'asile qui est en cause dans notre pays, où les réfugiés sont assurés de bénéficier d'une procédure à bien des égards exemplaire. En revanche, ils tendent à montrer que des mesures concrètes ont permis de dissuader un certain nombre de candidats à l'immigration de détourner cette procédure à leur profit.

Alain Vivien est secrétaire d'État aux affaires étrangères.

L'AFRIQUE DU SUD PLUS VITE ET SANS ESCALE.

South African Airways est la seule compagnie à vous offrir des vols sans escale et les vols les plus rapides vers l'Afrique du Sud. Paris-Johannesburg non-stop le mardi. Un deuxième vol direct le dimanche. Profitez également des autres avantages exclusifs offerts par SAA :

tarifs préférentiels pour l'hébergement et la location de voitures en Afrique du Sud, tarifs spéciaux sur le réseau intérieur, correspondances vers toute l'Afrique Australe. SAA. Élu "meilleure compagnie vers l'Afrique" pour la troisième année consécutive par les lecteurs du prestigieux "Travel Magazine".

Paris-Orly	Mardi	SA 229	Départ	19h25	Dimanche	SA 263	Départ	19h15
Johannesburg	Mercredi	Arrivée	07h20		Lundi	Arrivée		10h50

SAA
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix, 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03

سكنا ناصير

Pour favoriser les retrouvailles avec Damas

Discretion sur les divergences franco-syriennes

Chacun a exposé son point de vue. Aucun sujet n'a été étudié mais tout a été fait pour que la visite de M. Roland Dumas en Syrie constitue de chaleureuses retrouvailles entre Paris et Damas.

DAMAS

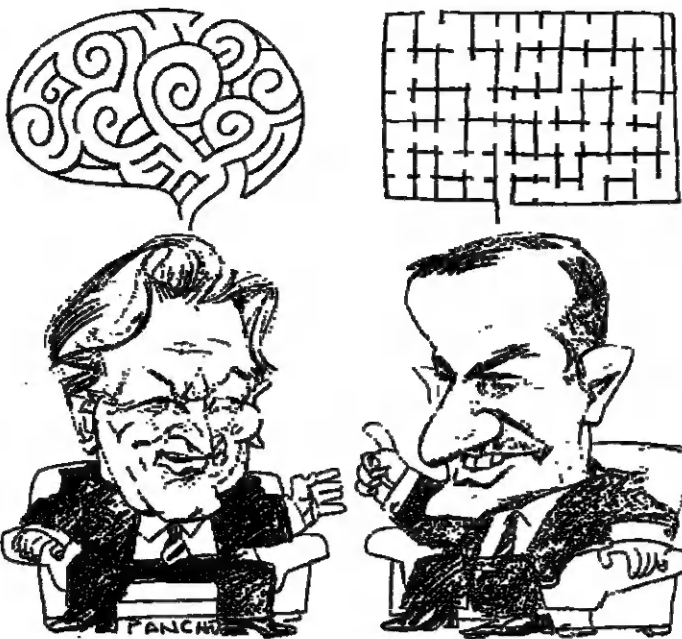
de notre envoyée spéciale

Pendant plus de huit heures d'entretiens avec ses différents interlocuteurs, le président Hafez El Assad, le vice-président Abdel Halim Khaddam et le ministre des affaires étrangères, M. Farouk Charieh, M. Dumas aura pu prendre, jeudi 13 février, la mesure des pré-occupations syriennes et leur faire part en revanche de la position française au sujet du Liban, du processus de paix, des relations bilatérales.

La volonté de discrétion manifestée, du côté français, semble traduire une détermination à ne pas souligner les sujets de contentieux : « Tous les cas humanitaires et les problèmes touchant aux personnes ont été évoqués », déclarait-on jeudi soir en guise de réponse aux questions sur l'affaire de l'extradition du criminel de guerre nazi Alois Brunner et sur le sort des deux derniers membres de la communauté juive de Syrie encore en prison. Le problème libanais aura occupé les quatre cinquièmes des trois heures et demie d'entretien entre le président Assad et le chef de la diplomatie française. Attention particulière, c'est dans le nouveau palais présidentiel, utilisé jusqu'à maintenant dans de rares occasions, que le président Assad a reçu M. Dumas.

Le processus de désarmement au Liban

Au long plaidoyer du chef de l'Etat syrien pour la politique au Liban, M. Dumas n'aura pu que rappeler le point de vue de Paris, c'est-à-dire : oui aux accords de Taëf, dans la mesure où leur but ultime demeure la pleine restauration de la souveraineté libanaise ; celle-ci passe aussi, a indiqué



M. Dumas, par l'application de la résolution 425 de l'ONU, c'est-à-dire le retrait des troupes israéliennes du Liban-Sud.

M. Dumas s'est inquiété de la poursuite du processus de désarmement des milices libanaises - les intégristes chiites du Hezbollah qui mènent désormais seuls les opérations anti-israéliennes au Liban-Sud n'ont pas été inclus dans ce désarmement - et a souhaité que les Libanais puissent s'exprimer. Il ne fait pas de doute que, sur ce point essentiel dans les relations franco-syriennes, tous les malentendus demeurent, tant le discours commun sur l'indépendance et la souveraineté recouvre des notions différentes à Paris ou à Damas.

A propos du processus de paix avec Israël sur lequel la convergence est quasi totale, les deux parties ont fait part du même souci quant au risque de blocage accru du fait des élections israéliennes et

américaines. M. Dumas a pu toutefois mesurer la détermination syrienne à la fois sur le refus total de participer aux négociations multilatérales, en l'absence de progrès sur les bilatérales, comme sur l'axiome de Damas : une paix honorable, c'est-à-dire la restitution des territoires occupés, sinon pas de paix, le temps se chargeant alors de partager les ennemis d'aujourd'hui.

Le problème des relations bilatérales

On semble à Damas avoir pris conscience que cette année électorale sera une année perdue, au cours de laquelle le seul souci américain sera de maintenir en vie le processus de paix qui ne pourrait véritablement repartir qu'en janvier 1993.

En définitive, le vrai test d'une véritable reprise entre Paris et

Damas se situera dans la volonté de faire redémarrer des relations bilatérales. A ce sujet et pour résoudre l'épineuse question des réfugiés syriens vis-à-vis de la COFACE (1,2 milliard de francs), qui ne couvre plus les entreprises françaises qui veulent travailler en Syrie, M. Dumas a proposé à son homologue l'envoi à Paris d'une mission d'experts. Sollicitant un geste de bonne volonté de Damas, M. Dumas a indiqué que seule la solution de ce problème pourrait permettre l'octroi de nouvelles facilités financières à la Syrie. Tout en exprimant son accord sur la nécessité première d'aplanir ce problème, M. Charah a, à son tour, plaidé pour un geste de la France de même nature, comme, par exemple, celui en faveur de l'Egypte. Après la guerre du Golfe la France a accordé au Caire une substantielle réduction de dette.

Dans l'attente d'un déblocage sur le plan économique, c'est dans le domaine culturel que M. Dumas a offert les perspectives les plus intéressantes avec, en particulier, une offre d'envoyer quelques professeurs français pour améliorer l'étude du français au prestigieux lycée de l'ancienne mission laïque française, le lycée El Hourriyeh, qui compte deux mille élèves.

Dans ce lycée où se côtoient sans distinction confessionnelle les enfants de la vieille bourgeoisie damascène et ceux des nouvelles élites, le français est la seule langue étrangère enseignée dès le jardin d'enfants. L'envoi de professeurs permettrait à la fois un meilleur enseignement et la formation de maîtres syriens dont certains pourraient suivre des stages de perfectionnement en France.

Un projet bien accueilli à Damas qui, pour sa part, pourrait faire un geste à propos du terrain sollicité par Paris pour agrandir l'école française de Damas (près de cinq cents élèves, jusqu'à la terminale). On souligne, du côté français, la volonté de répondre à la vieille revendication syrienne pour des relations comparables à celles existant entre la France et le Liban.

FRANÇOISE CHIPAUX

Devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève

M. Arafat accuse Israël d'avoir établi des « camps de concentration »

M. Yasser Arafat est intervenu, jeudi 13 février à Genève, devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, où l'OLP a le statut d'observateur. Dans un violent réquisitoire, il a notamment accusé Israël d'avoir établi pour les Palestiniens « des camps de concentration comparables aux camps nazis ».

GENÈVE

de notre correspondante

La délégation américaine à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, peu favorable à la venue de M. Yasser Arafat à Genève, et estimant que la place de ce dernier n'est pas précisément parmi les défenseurs des droits de l'homme, avait tout mis en œuvre pour qu'il ne soit pas reçu comme un chef d'Etat. Ils ont finalement obtenu, en accord avec M. Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations unies, que le leader de l'OLP ne parle pas à la tribune, mais de sa place, comme un simple observateur.

Tous ces efforts peuvent d'ailleurs être tenus pour superflus car, en comparaison de ses précédentes prestations à l'ONU, M. Arafat peut être considéré, sauf par les inconditionnels, comme dévalorisé, voire marginalisé.

« Bombes chimiques »

Les Occidentaux et leurs alliés ont du mal à oublier son soutien à l'Irak pendant la guerre du Golfe, tandis que nombre de délégués arabes sont déçus par le peu d'énergie qu'il a manifestée en faveur des Palestiniens restés au Koweït, dont on évalue actuellement le nombre à près de deux cent mille et qui continuent à y être persécutés. En outre, l'actuel processus de paix israélo-arabe le place en retrait.

Son discours de soixante-cinq minutes a été un réquisitoire extrêmement violent contre la politique d'occupation poursuivie par l'Etat hébreu. Selon le dirigeant palestinien, les Israéliens ont mis en place « des camps de concentration comparables aux camps nazis de la dernière guerre » et l'armée israélienne aurait eu recours à des bombes chimiques « déguisées en lacrymogènes » contre des Palestiniens.

niens. Pour prouver le bien-fondé de cette dernière accusation, le chef de l'OLP a brandi des documents qu'il a qualifiés de « rapports médicaux » mais qu'il a refusé de montrer aux journalistes qui souhaitaient les examiner. Interrogé sur ce dernier point, la délégation israélienne nous a précisé qu'il s'agissait en fait de gaz lacrymogènes classiques achetés en Occident : « les mêmes qui sont utilisés à Zurich » pour disperser des manifestants, a ajouté un autre diplomate.

M. Arafat s'est élevé contre le soutien des Etats-Unis à Israël mais s'est félicité de la persévérance de M. James Baker à s'opposer au renforcement des colonies de peuplement juif dans les territoires occupés. Il a dénoncé l'intransigeance israélienne qui a pour effet de bloquer le processus de paix entamé à Madrid, auquel il se déclare favorable, tout en déplorant que la composition de la délégation palestinienne ait été imposée par Israël. Son but proclamé demeure le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, de manière à parvenir à une confédération jordanienne-palestinienne « sur la base du choix volontaire et libre des deux peuples frères ».

Au cours d'une conférence de presse, interrogé sur l'affaire Habache et ses suites, M. Arafat s'est refusé à tout commentaire. Cependant, au sujet de la diffusion par la chaîne américaine CNN d'une conversation avec M. Ibrahim Souss au cours de laquelle il aurait proféré des propos insultants contre les juifs, il a estimé que cette affaire était du seul ressort du gouvernement français. Après quoi il a accusé des groupes ou pays, qu'il n'a pas cités, d'avoir « manipulé » et « monté » l'enregistrement, tout en déclarant que c'était une violation d'un entretien privé ; il a refusé de dire si c'était sa propre voix qui figurait dans l'enregistrement.

Ne répondant pas au vœu formulé récemment devant la commission par le vice-président américain, M. Dan Quayle, qui voulait l'entendre condamner le terrorisme, il s'est contenté d'affirmer qu'il n'était pas concerné : « Je ne m'occupe pas de terrorisme ».

ISABELLE VICHNIAC

La visite de M. Alain Vivien au Nicaragua

La France augmentera son aide à Managua pour « contribuer à la consolidation de la démocratie »

Après avoir dirigé la délégation française à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui se poursuit à Carthagène (Colombie), M. Alain Vivien, secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, a entrepris une visite officielle en Amérique centrale et au Mexique, qui l'a conduit à Managua, jeudi 13 février. L'aide de la France au Nicaragua sera augmentée, a-t-il promis, mais elle ne retrouvera pas les niveaux qu'elle atteignait lors que les Sandinistes étaient au pouvoir.

MANAGUA

de notre envoyé spécial

A l'issue d'un entretien avec la présidente du Nicaragua, M. Alain Vivien a indiqué que la politique de réconciliation nationale menée par M^{me} Violeta Chamorro depuis sa victoire aux élections de 1990 était « la seule voie possible ». « Elle pourrait servir d'exemple aux autres pays de la région », a souligné M. Vivien, qui a également eu un entretien avec le chef de l'opposition sandiniste, M. Daniel Ortega, et avec l'« homme fort » du gouvernement, M. Antonio Lacayo, gendre de M^{me} Chamorro.

Pour « contribuer à la consolidation de la démocratie », la France a décidé d'augmenter d'environ 20 %, par rapport à 1991, son aide en faveur du Nicaragua.

M. Helmut Kohl à Paris. — M. François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl ont eu jeudi 13 février un entretien d'une heure et demi en tête-à-tête à l'Elysée, qu'ils ont prolongé par un dîner en petit comité au « Pactole », boulevard Saint-Germain, non loin du domicile privé du chef de l'Etat. A la veille de la visite, le porte-parole de l'Elysée, Jean Musitelli, avait déclaré que celle-ci serait « l'occasion de réaffirmer la bonne entente franco-allemande ».

ragua, dans le cadre de la coopération culturelle, scientifique et technique. Cette aide, qui portera sur 10 millions de francs en 1992, reste cependant inférieure aux crédits accordés au gouvernement issu de la révolution sandiniste de 1979 (12 millions de francs en 1985 mais réduction de moitié l'année suivante avec l'arrivée du gouvernement de M. Jacques Chirac).

Managua continuera de recevoir une aide alimentaire annuelle de 6 000 tonnes de blé, vendues sur le marché local pour financer des petits projets. Un protocole financier portant sur 60 millions de francs devrait être signé prochainement, notamment pour la mise en état d'un hôpital, l'amélioration de l'alimentation en eau potable et pour-être l'extension du réseau téléphonique, a ajouté M. Vivien.

Facteurs d'instabilité

La dette ayant été renégociée, l'an dernier, très avantageusement en faveur du Nicaragua par ses créanciers du Club de Paris, le gouvernement de M^{me} Chamorro espère une augmentation du produit national brut en 1992, pour la première fois depuis huit ans. Des les rues de Managua, on note des signes de reprise, avec l'ouverture de nombreux magasins, de restaurants et même de six banques privées. Le parc automobile a doublé mais, déplore le président du conseil du patronat, M. Ramiro Gurdian, « il n'y a pas encore un seul investissement destiné à relancer la production ». D'où la croissance spectaculaire du chômage et du secteur informel. Le patronat et certains secteurs politiques de la majorité restent très préoccupés par deux facteurs d'instabilité : la prolifération de groupes armés, qui n'en finissent plus de déposer les armes et de les reprendre lorsqu'ils se sentent menacés par leurs adversaires ; et le problème de la propriété, qui n'est toujours pas résolu, après la gigantesque distribution des biens confisqués par le Front sandiniste. L'Assemblée nationale, malgré le veto opposé en décembre par M^{me} Cha-

morro à une loi destinée à réviser ces expropriations, s'apprete à présenter un nouveau texte. « Cette fois, souligne le président de l'Assemblée nationale, M. Alfredo Cesar, principal promoteur de cette loi, nous comptons sur un appui international. Le Congrès des Etats-Unis, deux gouvernements européens et un pays latino-américain sont disposés à retenir leur aide en faveur du Nicaragua, tant que notre gouvernement n'aura pas indemnisé les personnes victimes de ces confiscations ».

BERTRAND DE LA GRANGE

Nominations à l'ONU

Un Américain aux finances et un Suédois à l'aide humanitaire

Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a désigné, mardi 11 février, un Américain, M. Dick Thornburgh, à la tête de l'administration et des finances des Nations unies, et un Suédois, M. Jan Eliasson, ambassadeur à l'ONU depuis 1988, comme coordonnateur de toutes les opérations d'urgence. M. Thornburgh, avait été spectaculairement battu par un démocrate inconnu, au mois de novembre 1991, dans la course au Sénat. Le nouveau « grand agent » aura la responsabilité de toute l'administration et des finances des Nations unies mises à mal par l'importance des retards de paiement des pays membres et particulièrement des Etats-Unis. — (AFP)

LAURENT JOFFRIN



Une philippique accablante pour les élites. On adhère souvent, on proteste parfois, on ne s'ennuie pas une seconde.

Alain Duhamel / Le Point

Une critique au vitriol de notre système féodal.

Alain Minc / Le Nouvel Observateur

Un essai propre à faire grincer les dents.

André Laurens / Le Monde

Collection L'Histoire immédiate dirigée par Jean-Claude Guillebaud. 130 F

Editions du Seuil

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur surenchère au Palais de Justice de NANTERRE
le Jeudi 27 février 1992, à 14 h EN UN LOT :
LOCAL à LEVALLOIS-PERRET
(92) - 43, rue Louis-Ronquier
au rez-de-chaussée, vestibule de droite, porte gauche, comp. pce, toil. et W.C.
MISE A PRIX : 330 000 F
S'ad. pr. rns. à M^{me} DENNERY-HALPHEN, avocat à BOULOGNE, 12, rue de Paris - Tél. : 46-05-36-94 - au Greffe du Tribunal de Grande Instance de NANTERRE - et sur les lieux pour visiter en s'ad. à l'avocat poursuivant.

VENTE sur surenchère après licitation, au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 27 FÉVRIER 1992, à 14 h 30 - EN 2 LOTS
90, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ
Angle place BEAUVAU - PARIS 8^e
1^{er} lot - **APPART. 4P. PRINC.** Bât. A, Escal. B, 4^e étg, 87 m² env. VUE EXCEPTIONNELLE
2^e lot - **PIÈCE MANSAURÉ - CAVÉ - LIBRE A LA VENTE** Bât. A, Escal. A, 5^e étg, 5 m² env. LIBRE
MISES A PRIX : 2 035 000 F - 49 500 F
S'ad. SCP. LAMOTTE, avocats assoc. 100, rue Saint-Dominique, Paris (75007) - Tél. : 45-55-61-10 - Sur les lieux pour visiter : les 22 et 24 FÉVRIER 1992, de 10 à 12 h.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt du 11^e chambre de la cour d'appel de Paris du lundi 23 septembre 1991, BITON José, né le 1^{er} novembre 1930 à ALGER (Algérie), demeurant 3, rue Greffulhe, Paris-8^e, a été condamné à une amende de 1 300 F pour non-paiement des cotisations d'assurance-maladie du 1^{er} 4-1990 au 30-3-1990.

La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le journal *le Monde*.
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général, sur sa réquisition.
LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt du 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du mardi 9 juillet 1991.

NAIM Joseph, né le 30 août 1924 à SFAX (Tunisie), demeurant à BOIS-COLOMBES (92270), 8, villa Chanoine, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures.

La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné la publication de cet arrêt par extrait dans *le Monde*.
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.
LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Par jugement (contradictoire - sur opposition) rendu par défaut le 2 février 1991 en date du 4 octobre 1991, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné, pour fraude fiscale, à la peine de dix mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende François ANDREA DE NERCIAT, né le 19 février 1944 à PARIS-13^e, ex-avocat, demandeur d'emploi, domicilié 52, rue de Vauvise à PARIS.

Le tribunal a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement, par extrait, au journal *officiel* et dans les quotidiens *le Monde* et *le Figaro*.
Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.
NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE NANTES

Par arrêt de la chambre correctionnelle de la cour d'appel de Nantes, en date du 24 septembre 1991, rendu sur appel d'un jugement du tribunal correctionnel d'Alès, en date du 8 février 1991, le nommé JOLIVET Dominique, demeurant quartier du Ranquet, SALINDRES (30), a été, par application des articles L. 231-2, L. 263-2, L. 263-4 du Code du travail, 463 du Code pénal et pour avoir, à SALINDRES, le 18 septembre 1990, commis le délit d'infraction à la réglementation générale sur l'hygiène et la sécurité du travail, condamné à la peine de deux amendes de 10 000 F chacune, ledit arrêt ordonnant par extrait l'affichage pendant huit jours aux portes de l'entreprise et la publication dans le journal *le Monde*. L'a condamné aux dépens.

Cet arrêt est définitif.
Pour extrait conforme :
LE GREFFIER.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

Audience publique du tribunal correctionnel de Nanterre (14^e chambre), du 22 mai 1991.

FLANCHAIS Andrée, née le 28 novembre 1956 à ROSNY-SOUS-BOIS, domiciliée 3, allée Paul-Langevin, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS, a été condamnée à la peine de six mois d'emprisonnement avec sursis pour avoir à CLICHY, étant gérante de la SARL A.B.E. SECURITE de s'être frauduleusement soustrait à l'établissement ou au paiement total ou partiel de ou des impôts de la TVA pour les années 1986 et 1987, soit en ayant volontairement omis de faire une déclaration dans les délais prescrits soit volontairement dissimulé une part des sommes sujettes à l'impôt.

Le tribunal a ordonné la publication par extrait du présent jugement dans *le Monde*.
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.
LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt en date du 12 janvier 1990, devenu définitif, la cour d'appel de Versailles a condamné :
BERTHAULT Roger, demeurant à CHATOU, 8, rue Saluza, exploitant individuel de l'école supérieure de tourisme, sise 195, bd St-Germain, à Paris-7^e, et gérant d'hôtel-restaurant « Lou Pinet », chemin du Pinet, à Saint-Tropez (Var).

à la peine de 18 mois d'emprisonnement avec sursis pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures comptables ;
MORCHOISNE Catherine, épouse BERTHAULT, demeurant même adresse, exploitante de l'école de secrétariat moderne, sise 141, rue de Rennes, à Paris-6^e.

à la peine de 8 mois d'emprisonnement avec sursis pour mêmes faits, commis courant 1982, 1983 à Neuilly-sur-Seine.

A ordonné la publication de l'arrêt dans le journal *officiel* et *le Monde*.
A ordonné l'affichage pendant 3 mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles ou les contribuables ont leur domicile ainsi que sur la porte extérieure de ou des établissements professionnels.

Pour expédition certifiée conforme.
LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 11^e chambre de la cour d'appel de Paris, du mardi 25 juin 1991, HYGONENQ Marc, né le 28 mai 1955 à BAGNOLET, demeurant 1, rue Maubland, Paris-15^e, a été condamné à une amende de 1 300 F pour non-paiement des cotisations des-tinées à financer l'assurance-maladie au régime obligatoire.

La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le journal *le Monde* ; l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant quinze jours sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 1, rue Maubland, Paris-15^e, où M. HYGONENQ exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.
LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du mardi 9 juillet 1991.

HARDY Philippe, né le 2 mai 1947 à VALENCIENNES (Nord), demeurant 1, villa de la Terrasse, Paris-17^e, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et à 15 000 F d'amende, pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures.

La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le journal *officiel* de la République française, *le Monde* et *le Figaro*.

L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Paris-17^e.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.
LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BORDEAUX

Par jugement rendu par défaut le 17 octobre 1990, signifié le 13 mai 1991 à parquet, le tribunal correctionnel de Bordeaux, 3^e chambre, a condamné pour soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration, fraude fiscale au cours des années 1985, 1986, 1987, possession d'écritures inexactes ou fictives dans un livre comptable, prévus et réprimés par les articles 1741 al. 1, 1743 al. 1^{er} du Code général des impôts, articles 311 du Code de commerce, CHATONSKY Jacques, né le 19 janvier 1945, à Toulouse (31), demeurant 48, rue de Tocqueville, 75017 Paris, à un an d'emprisonnement avec sursis, à 30 000 F d'amende.

Le tribunal a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication du présent jugement par extraits dans les journaux *Sud-Ouest* édition générale, *le Monde* et le journal *officiel* de la République française, l'affichage également par extraits du jugement sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la mairie de Paris (17^e arrondissement) pendant trois mois.

Pour extrait certifié conforme, délivré à M. le Procureur de la République.
LE GREFFIER EN CHEF.

EUROPE

Les Tchétchènes, rebelles entre les rebelles

Dans cette République autonome de Russie qui s'est proclamée indépendante s'installe une joyeuse et dangereuse anarchie

GROZNY

de notre envoyée spéciale

Dans le Caucase, il y a un indice des prix que tout le monde observe de près : celui des fusils mitrailleurs. A Grozny, capitale de la République tchétchène, où une demi-douzaine de casernes de l'armée ont été pillées la semaine dernière, cet indice a presque chuté, dit-on en ville. Les intermédiaires de ce type de commerce opèrent sur certains marchés en plein air ; la quantité d'armes à vendre en circulation dans toute la République serait au moins égale au nombre d'adultes masculins. C'est là, au cœur des nombreux peuples musulmans du nord du Caucase, traditionnellement insoumis au pouvoir russe, que les Tchétchènes, rebelles entre les rebelles, ont entrepris de désintégrer la Fédération de Russie dont fait partie leur République autonome.

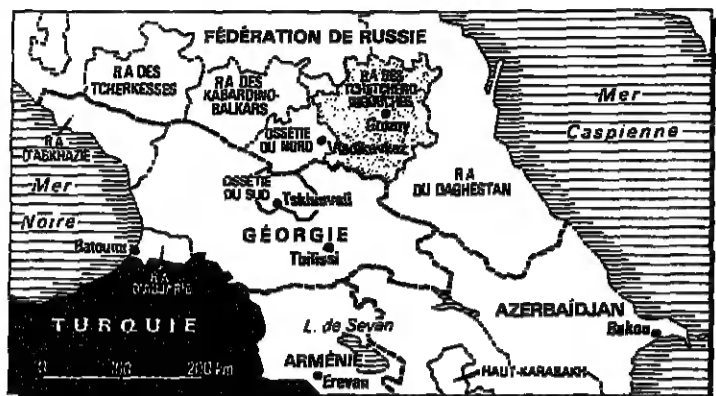
Il y a trois mois, quand Boris Eltsine a envoyé 2 000 soldats instaurer l'état d'urgence dans la République tchétchène qui venait de proclamer son indépendance, les montagnards armés sont descendus par dizaines de milliers pour soutenir leur président élu, le général Djohar Doudaev. Les soldats soviétiques repartaient piteusement, alors que l'union sacrée formait autour du président, auparavant contesté par une partie de la nomenklatura communiste et intellectuelle. Mais maintenant l'euphorie a cédé la place à l'anarchie. Les divers clans et groupes d'intérêts (qualifiés à Moscou de « mafieux ») tentent d'emparer de diverses institutions du pouvoir, dont aucune ne semble réellement fonctionner.

La police occupe le ministère de l'intérieur

Continuement à ce qui se passait dans la Géorgie voisine du temps du président Gorbachov, en République tchétchène, la contestation a pignon sur rue : le « Conseil des anciens » (les vieillards sont traditionnellement respectés), le Parlement et la presse critiquent à l'occasion tel ou tel des multiples décrets du président, son choix des ministres, voire sa tendance à attribuer à

l'« impérialisme russe » la responsabilité de tous les problèmes locaux. Mercredi 12 février, les théâtres et autres centres culturels étaient en grève à Grozny, pour protester contre la nomination d'un ministre à leurs yeux indigne. La veille, c'étaient les OMON (forces spéciales

l'après-midi devant la caserne numéro quinze, a fini par s'engouffrer par un portail, probablement défoncé par les canons. Un chauffeur et six autres assaillants furent tués, peut-être par des tirs de leur propre camp. C'est ce qu'affirment en tout cas



de la police tchétchène) qui avaient occupé rien de moins que le ministère de l'intérieur pour réclamer un meilleur équipement.

Mais le plus grave fut la vague d'attaques lancées du 5 au 8 février derniers contre des casernes de l'armée, dernières bases d'appui du pouvoir russe dans cette République dont Moscou ne reconnaît pas l'indépendance. Leurs effectifs sont devenus presque entièrement tchétchènes, depuis que les autres Républiques de la Communauté des Etats indépendants refusent d'envoyer leurs hommes dans les autres régions de l'ex-empire. Au début du mois, le bruit s'était répandu que ces casernes allaient être évacuées, que les familles des officiers partaient déjà, que plus personne ne gardait les armes qui y étaient entreposées.

Les conséquences furent immédiates : dès le 5 février, les casernes étaient envahies, saccagées, dévalisées par des gens en armes alors que les rares officiers et soldats présents ne se dérobèrent pas à ouvrir le feu. Le scénario se répétait les deux jours suivants malgré les appels au calme télévisés du président Doudaev, son ordre de tirer sur tout attaquant. L'ordre ne fut exécuté que dans la nuit du 8 au 9 février quand une foule, forte entre fois de plusieurs milliers de personnes massées depuis

M. Mikhail Starenkov, commandant - russe - de la caserne numéro quinze et M. Chamil Beno, ministre - tchétchène - des affaires étrangères, venus ce soir-là tenter de calmer la foule aux côtés d'autres députés et de notables religieux.

Un plan d'évacuation des armes ?

L'officier, serviteur de l'empire soviétique, et le ministre, grand contempteur de l'impérialisme russe, affirmèrent tous deux que les attaques ont été organisées par des clans hostiles au président Doudaev qui voulaient à la fois s'emparer d'armes, monter un peu plus les Tchétchènes contre les Russes (qui formeraient encore le tiers des 450 000 habitants de Grozny malgré un fort courant de départ), et surtout, déstabiliser le pouvoir du président. M. Beno ajoute cependant au récit des éléments plus dramatiques : selon lui, le maréchal Chapochnikov, commandant des forces armées de la CEI, avait ordonné un départ en règle des unités de l'armée stationnées à Grozny avec leurs matériels et armements à partir du 8 février.

Le 9 février, affirme M. Beno,

une centaine d'avions militaires sont arrivés dans la République voisine du Daguestan. L'envoi de troupes de choc à Grozny était prévu mais, toujours selon M. Beno, les autorités de la Biélorussie, où ces unités étaient disposées, auraient refusé de les laisser partir. Enfin, dernier élément qui aurait provoqué l'échec du plan d'évacuation : les gardes nationaux et la police du général Doudaev ont réussi, entre-temps, à s'emparer d'importants stocks d'armements lourds appartenant à des unités locales du ministère russe de l'Intérieur et s'appropriés, selon M. Beno, à s'en servir pour s'opposer au départ du matériel de l'armée. Ce serait d'ailleurs la prise de ces nouvelles armes par le camp Doudaev qui aurait poussé les clans qui lui sont hostiles à tenter de « rétablir l'équilibre » en organisant le pillage des dépôts d'armes.

Ces casernes sont désormais « protégées » par des gardes nationaux du général Doudaev, que rien ne distingue dans l'apparence de ceux qui ont participé aux attaques contre les casernes. Le chef de l'Etat tchétchène a certes proclamé, mardi 11 février, un couvre-feu et ordonné de retrouver les armes volées, mais le conducteur d'une voiture pleine de ces armes, arrêté la nuit dans un village éloigné, a, semble-t-il, dû être relâché pour ne pas provoquer une émeute du clan local dont il était membre. A ce degré de confusion, les officiers des casernes « protégées » feraient plutôt figure d'otages. Ce qui constitue une prétexte idéal pour une nouvelle tentative d'intervention en force de l'armée de la Communauté, qui s'apprête à passer officiellement sous pouvoir unique russe. Une telle intervention provoquerait immédiatement une nouvelle collision contre l'ennemi russe de tous les Tchétchènes, qui seraient soutenus par les peuples voisins. Dans les deux camps - chez les combattants des Tchétchènes comme chez les « patriotes » russes à l'affût de pouvoir à Moscou - il ne manque pas de partisans d'un tel scénario qui verrait se répéter la longue guerre entre Russes et montagnards du Caucase du XIX^e siècle.

SOPHIE SHIHAB

Les Serbes irréductibles de la Krajina

Suite de la première page

Réaffirmant qu'il se pliera aux résultats du référendum sur le plan de paix de l'ONU, qu'il a fixé aux 22 et 23 février prochains, M. Babic attend des autres qu'ils l'acceptent aussi et qu'ils ne fassent rien pour empêcher la tenue. Toute décision « allant à l'encontre des intérêts légitimes du peuple serbe aurait de dangereuses conséquences, dont le président et le gouvernement de Krajina ne peuvent endosser la responsabilité ». Indiquant-t-il, en demandant au Conseil de sécurité des Nations unies de « ne rien faire avant que le peuple serbe se soit prononcé ». L'« envoi de « casques bleus » sur le territoire de la République serbe de Krajina sans accord de notre part provoquerait de nouvelles victimes », ajoute-t-il.

Par ces menaces à peine voilées, M. Babic demande en fait aux Nations unies de lui laisser organiser la consultation pour laquelle il avait réclamé la présence de cinq cents observateurs de l'ONU, de crainte que Belgrade, avec l'aide de l'armée yougoslave, n'y fasse obstacle.

Le seul espoir de paix

Le ministre de l'information de la « République serbe de Krajina », autoproclamée, M. Lazar Macura, nous a également déclaré, jeudi à Knin : « La mise en œuvre du plan de paix de l'ONU, sans que nous ayons été consultés, serait une grosse erreur (...). Quelle que soit la décision du Conseil de sécurité, le référendum aura lieu le 22 février (...). Nous empêcherons le déploiement de « casques bleus » selon le plan de M. Vance. » Mais la Krajina a-t-elle la force de s'opposer ou de faire face aux troupes de l'ONU ? Le ministre répond par l'alternative : « 95 % des effectifs de l'armée yougoslave présents dans la région ont des origines » et resteront en grande majorité fidèles aux décisions du peuple de Krajina ; dans ces circonstances « il est impossible de désarmer les Serbes ».

comme cela est prévu par le plan Vance. « Nous avons des amis en Bosnie, nous avons notre meilleure défense », ajoute-t-il.

Le ministre de l'intérieur de Krajina, Milan Martić, est favorable au contraire aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. Il confirme que la plupart des recrues de l'armée fédérale qui se trouvent dans la région en sont originaires, mais en tire la conclusion inverse : le retrait de l'armée prévu par le plan Vance « ne représente aucun danger » pour le peuple serbe puisqu'il signifie en fait la démobilisation sur place. « Nous devons accepter ce plan ; mais les hommes seront prêts à être de nouveau mobilisés au cas où les Croates ne le respecteraient pas ».

M. Martić réfute ainsi l'un des principaux arguments invoqués par M. Babic pour rejeter le plan Vance, qui, selon lui, laisse les Serbes de Krajina à la merci d'une nouvelle offensive des forces croates. Selon le chef de la police, le problème de la défense des Serbes de Krajina ne se pose pas, d'autant plus que « la plupart des habitants détiennent légalement une arme », et que « c'est une tradition chez les Serbes de s'être armés ».

Si le plan de l'ONU « n'est pas idéal », M. Martić reconnaît qu'il est le seul en ce moment à être porteur de paix. Il pense que « le référendum n'aura pas lieu ou, que s'il a lieu, peu de gens se rendront aux urnes ». En s'opposant à la venue des « casques bleus », « la milice et l'armée yougoslave désobéissent à la volonté du peuple exprimée à Gline », souligne-t-il en se référant à la réunion du Parlement de Krajina de dimanche 9 février, où la majorité des députés avait accepté sans condition l'intervention des forces de l'ONU. Pour lui, c'est ce qui a décidé le secrétaire général, M. Boutros-Ghali, à se prononcer comme il l'a fait jeudi, en dépit de la réunion du parlement convoquée lundi 10 février à Knin, par M. Babic, et qui n'avait pas de légitimité.

YVES HELLER

GRANDE-BRETAGNE : l'affaire Salman Rushdie, trois ans après

Les « Versets sataniques » vont être édités en livre de poche

LONDRES

de notre correspondant

Le troisième anniversaire de la *fatwa* prononcée par l'imam Khomeiny contre Salman Rushdie devait être marqué, vendredi 14 février, par plusieurs manifestations de solidarité en faveur de l'auteur des *Versets sataniques*. Des artistes et des écrivains devaient se réunir à Londres pour débattre de la liberté d'expression, et différentes manifestations étaient prévues dans plusieurs capitales (*le Monde* du 14 février).

Cette condamnation à mort, que deux journaux de Téhéran ont réitéré jeudi, reste donc d'actualité, et Salman Rushdie vit toujours caché - depuis février 1989 - sous la protection de la police britannique. Trois ans après, il semble, cependant, que le mouvement de solidarité ait perdu de son élan. Les principaux journaux britanniques n'accrochent plus de son élan. Les principaux journaux britanniques n'accrochent plus de son élan. Les principaux journaux britanniques n'accrochent plus de son élan.

En décembre 1990, Salman Rushdie avait expliqué qu'il renonçait à publier son livre en édition bon marché et qu'il adhérerait aux principes fondamentaux de l'islam. Plusieurs de ses amis, déçus de cette « capitulation », avaient alors quitté le comité de soutien lancé en sa faveur. Un an plus tard, lors d'un voyage-surprise à New York, l'écrivain a expliqué que son livre devait avoir la plus large diffusion possible, pour être « lu et étudié », faute de

quoi « toutes ces années n'auraient pas de sens ». Cette détermination nouvelle est soutenue par l'Author's Guild de New York, qui rassemble des éditeurs, des écrivains et des militants des droits de l'homme. L'édition en livre de poche devrait être disponible l'été prochain aux Etats-Unis, et plus tardivement en Grande-Bretagne.

LAURENT ZECCHINI

ITALIE : le ferry-boat *Moby-Prince* a probablement fait l'objet d'un attentat. - M. Luigi De Franco, le procureur chargé de l'enquête sur la collision qui avait fait cent-quarante victimes entre un ferry-boat, le *Moby-Prince*, et un pétrolier, près du port italien de Livourne en avril 1989, a confirmé que des traces d'explosifs ont été trouvées sur la carcasse du navire (*le Monde* du 24 janvier). Selon lui, la thèse de l'attentat paraît « plus probable » que celle du transport d'explosifs. - (AP, Reuter.)

L'assassinat de deux carabinieri revendiqué par une « Phalange armée ». - L'assassinat de deux carabinieri, tués à coups de mitraillette mercredi 12 février, à Pontecagnano, au sud de Naples, alors qu'ils contrôlaient les papiers des passagers d'une voiture, a été revendiqué, dans la nuit de mercredi à jeudi, par un appel téléphonique au nom d'une « Phalange armée ». - (AFP.)

TURQUIE : huit morts dans le sud-est et l'est du pays. - Six séparatistes kurdes et un soldat turc ont été tués, jeudi 13 février, dans la province de Tunceli, dans l'est de la Turquie, au cours d'un accrochage opposant l'armée au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste). - (Reuter, UPI.)

Pékin et Hanoi : l'amitié retrouvée

Le sport de la personnalité

Le sport de la personnalité

Le sport de la personnalité

Le sport de la personnalité

Le sport de la personnalité

Le sport de la personnalité

Le sport de la personnalité

Le sport de la personnalité

ASIE

Pékin et Hanoï : l'amitié retrouvée

Suite de la première page

Les hommes, la plupart coiffés du célèbre casque vert des *bodoi* (soldats) communistes vietnamiens, tiraient des charrettes chargées d'une invraisemblable quantité de meubles, d'ustensiles ménagers, de valises bourrées d'effets personnels. Le contenu d'un foyer rassemblé à la hâte, dans une panique d'exode, sur lequel veillait un grand-mère, trop faible pour marcher, perché sur elle aussi sur la charrette, un enfant en bas âge dans les bras.

La « hiérarchie du Nord » évoquée par le nom de la rivière Beilun, censée régir les rapports de suzeraineté entre la Chine et le Vietnam, était en passe de se retrouver cul par-dessus tête : le « petit frère » vietnamien, sorti vainqueur de sa guerre contre les États-Unis (avec l'aide de la Chine), avait conclu un pacte économique, puis militaire, avec le diable soviétique. Il allait tenter d'assouvir des ambitions régionales que Pékin n'était nullement prêt à lui reconnaître, et il chassait sans ménagement ces commerçants chinois qui, tout en étant citoyens du Vietnam, n'en gardaient pas moins des attaches très fortes avec la patrie d'origine, comme la plupart des communautés chinoises expatriées.

Sur le pont de l'Amitié, jeté au travers de la rivière Beilun, comme en plusieurs autres points de la frontière, ces Chinois du Vietnam, les Hoas, venaient avec leurs pieds, discrètement incités au départ – mais Pékin le niera toujours – par une République populaire de Chine rompue à user des multiples rouages non officiels dont elle dispose auprès des communautés chinoises de l'étranger. Bientôt, ce serait la guerre, la première quasi officiellement déclarée entre deux anciens alliés communistes qui s'étaient dits unis « comme les lèvres et les dents ».

Le domaine de la palanche

Aujourd'hui, la carcasse du pont de l'Amitié, effondré en son milieu, déchaîné par les explosifs vietnamiens dans le but d'empêcher l'armée chinoise de l'utiliser, est comme une balafre laissée par cette morsure de dents sur les lèvres, qui commença avec l'exode des Hoas, sans doute l'une des plus vastes manipulations de populations civiles à des fins politico-militaires survenues dans l'histoire. Près de trois cent mille personnes en furent les acteurs semi-conscients.

La marée humaine, que les autorités vietnamiennes laissent filer, à heures fixes, sur ce pont et aux autres postes frontaliers, se retrouve dans une Chine qui commençait tout juste à s'arracher au collectivisme dans la gueule duquel Hanoï venait de se jeter. Initiale-

ment débordées, les autorités chinoises installèrent progressivement les réfugiés dans des exploitations agricoles d'Etat, la plupart se trouvant toujours.

Pour autant, la frontière sino-vietnamienne est redevenue le théâtre d'une circulation humaine intense, dans les deux sens cette fois. Celle, quotidienne, des commerçants des deux pays qui, par milliers, la franchissent dans un des quarante-cinq marchés frontaliers plus ou moins officiels qui ont bourgeonné depuis plus de deux ans.

Ici, c'est à bord de petites barques agglutinées à la rive dans une pagaille plus organisée qu'il n'y paraît que les marchandises sont chargées pour gagner le marché de Mongcal, situé à une vingtaine de minutes de trajet sur la rive vietnamienne. M. Qun, batelier chinois, assure à 5 yuans par jour – autant qu'un paysan du coin en un mois de labeur – en effectuant l'aller et retour jusqu'à dix-fois dans la journée pour le compte des marchands.

Plus loin à l'intérieur des terres, à proximité de la célèbre passe de l'Amitié, le marché de Nongyao grouille, dans la journée, de milliers de commerçants chinois et vietnamiens. Là où, pendant une douzaine d'années, les armes régnaient en maîtres, c'est à nouveau, sur une échelle bien plus importante que jamais, que les deux pays, le domaine de la palanche.

Dans un sens, vers le Vietnam, partent les produits de l'industrie légère, de la pharmacopée chinoise, des conserves, de la bière en quantité (le Vietnam du Nord en manque cruellement) et même, commence-t-on à observer, des produits industriels plus élaborés. Ceux-ci, tracteurs, vélos, petites machines agricoles, transitent, le long des sentiers de montagne, en pièces détachées, ficelées dans les paniers d'osier, pour être remontés de l'autre côté de la frontière et revendus sur le marché vietnamien.

En sens inverse, arrivent en Chine des produits agricoles et marins, moins chers, et des productions annexes également plus rentables à réaliser au Vietnam en raison des coûts de main-d'œuvre inférieurs. Bref, sur cette frontière où l'idéologie, le militarisme politique, le nationalisme militaire et la guerre fratricide ont pendant quatre décennies été les règles, la seule loi qui paraisse compter désormais est celle du marché.

M. Wu Shuxing, maire de Pingxiang, district frontalier chinois, ne s'en cache nullement : « Historiquement, c'était, ici, une ville de commerce. Dès avant la dynastie Song (dixième-dixième siècle), le commerce frontalier a cessé pendant un temps du fait du caractère anormal des relations avec le Vietnam. Dès que les relations sino-vietnamiennes ont été normalisées, il a repris ».

donne l'impression qu'on a purement et simplement supprimé, sans le dire, le communisme et que tout a redémarré naturellement entre les deux populations, ethniquement très proches dans ces régions de peuplades minoritaires, et particulièrement douées pour le commerce. Pourtant, le spectre de l'hostilité passée demeure suspendu sur certains points névralgiques de la frontière.

La porte de style vaguement Ming qui s'élève à la passe de l'Amitié porte encore les stigmates de la guerre : impacts d'explosions sous sa voûte, encadrement de fenêtres démolies. La passe reste pour le moment fermée, hormis le passage très occasionnel d'une dérogation officielle. La région frontalière entière reste à déminer. Le vice-gouverneur du Guangxi, M. Chen Ren, éclate d'un rire sonore, signe d'embarras, quand on lui demande combien de paysans ont été victimes d'explosions dans des sentiers de passage transfrontalier. Beaucoup, en tout cas, se plaignent de ce que les deux armées n'aient guère travaillé au déminage, même si le déstage militaire est reconnu officiellement dans la zone limitrophe.

Il est un groupe de gens à qui les années de confrontation entre la Chine et le Vietnam auront apporté le malheur sans qu'ils bénéficient notablement, pour l'instant, de leur récent rabibochage : ces réfugiés dont certains, comme M. Vo Van Kueng, chef d'un village de mille trois cents réfugiés du Vietnam, à plusieurs heures de route de la frontière en territoire chinois, vivent encore de quelques dizaines de yuans par mois. Certes, il est retourné dans son bourg d'origine, Mongcal, et a constaté que la situation « y était encore pire qu'ici ». Mais sa sœur, mariée à un Américain, vit aux États-Unis, et il voudrait la rejoindre.

Pékin a récemment ouvert ces régions aux investissements de Chinois d'outre-mer, dans la petite industrie notamment. Certains salariés y gagnent jusqu'à 500 F par mois, un revenu décent pour la Chine profonde.

Mais pour M^{lle} Hoang Moc Khieu, jeune Vietnamienne qui n'avait que treize ans quand ses parents ont plié bagages pour gagner la Chine dans un moment de panique générale, l'histoire reste un mystère qu'il vaut mieux ignorer. « Pourquoi mes parents ont-ils fui ? Je ne sais pas. Quelle importance ! » Elle s'est mariée ici avec un Vietnamien. Mais ni elle, ni son mari, ni leurs deux enfants n'ont de véritable patrie. Un comble quand on sait d'où elle vient : Dien-Bien-Phu, site de la victoire historique des *bodoi* de l'Onclé Ho sur l'impérialisme français.

FRANCIS DERON

A quand le déminage ?

En fait, les responsables de la province du Guangxi reconnaissent que la plupart des vingt-cinq marchés frontaliers dans ce secteur de la frontière ont recommencé à fonctionner dès 1989, ce qui implique que la normalisation politique, en novembre 1991, n'a fait que suivre une tendance imprimée par les populations civiles, tandis que les administrateurs locaux fermaient les yeux. Le volume d'échanges est aujourd'hui estimé à 37 millions de dollars pour le seul Guangxi, où la frontière est la plus praticable.

Officiellement, il ne s'agit que de troc. Mais on voit d'importantes quantités de papier monnaie changer de mains. Un taux fluctuant est fixé par des changeurs, surtout des femmes côté chinois, et les transactions n'ont nullement l'air de buter sur les différences linguistiques.

Il n'y a visiblement plus que les seuls frontaliers à venir « sentir » le marché. Des commerçants du Zhejiang, province côtière au sud de Shanghai, disaient se trouver à Nongyao « pour prospecter pendant quelques jours » lorsque des journalistes étrangers ont été, pour la première fois depuis la guerre, autorisés par Pékin à visiter la frontière, en janvier. Des représentants du commerce vietnamiens venus d'aussi loin que Haiphong se mêlent aux paysans des districts limitrophes venus passer quelques jours du côté chinois, plus ou moins légalement. Au-dessus de l'embarcadere de Dongxing trône un grand panneau publicitaire vantant, en chinois et en vietnamien, les mérites des appareils vidéo et hi-fi de la firme japonaise National Panasonic, avec l'adresse de son représentant au Guangxi.

L'effervescence marchande

BIRMANIE : après avoir réprimé l'opposition politique

L'armée intensifie son offensive contre les musulmans à l'ouest et les Karens à l'est

Après avoir fait le ménage à Rangoun, en mettant au pas l'opposition politique – coupable d'avoir remporté les élections législatives de 1990 – par l'intimidation ou l'emprisonnement de ses dirigeants qui n'ont pas choisi l'exil, la junte militaire au pouvoir s'en prend désormais à l'opposition ethnique. C'est ainsi que l'armée birmane a lancé conjointement trois offensives depuis le début de l'année.

La première, et la moins spectaculaire, lui a permis de s'emparer des bases de la guérilla Naga, dans le nord-ouest du pays, à la frontière indienne. La deuxième, lancée par une cinquantaine de milliers d'hommes dans l'Etat de l'Arakan contre la minorité musulmane des Rohingyas, s'est accompagnée d'une telle répression qu'elle a conduit près de cent mille personnes à fuir au Bangladesh voisin. Ces réfugiés, entassés dans des camps le long de la frontière – où nombre d'entre eux avaient déjà trouvé asile lors d'une précédente campagne, en 1978 – apportent avec eux une litane de témoignages sur les atrocités commises par les soldats birman.

Ces derniers, qui avaient déjà, fin décembre, ouvert le feu contre un poste-frontière bengalais, ont capturé des milliers de civils dont des centaines sont morts de faim ou d'asphyxie dans des grottes surpeuplées, tiré sur des bateaux de réfugiés, dont un certain nombre se sont d'autre part noyés en tentant de traverser la frontière. Des jeunes ont été tués, des femmes

violées, tandis que les discussions entre Dacca et Rangoun pour désamorcer la tension grandissante à la frontière ont, jusqu'à présent, échoué.

A l'est, le long de la frontière thaïlandaise, les généraux du Conseil pour la restauration de la loi et de l'ordre (SLORC) – le nom que s'est donnée la junte militaire – tentent actuellement d'aneantir la dissidence de l'ethnie karen. Retraqués depuis des décennies dans les montagnes frontalières, d'où ils se livrent à la guérilla et à la contrebande, les maquisards karen doivent faire face à l'offensive la plus déterminée de l'armée. De violents combats se déroulent actuellement pour le contrôle du quartier-général karen de Maner-plaw.

Un milliard de dollars d'armes chinoises

Rarement, au cours de la longue guerre qui oppose Rangoun aux Karens, les forces gouvernementales ont mis autant de moyens pour tenter de venir à bout de la dissidence, dans ce qu'elles appellent l'« Opération Roi dragon ». Des milliers de civils ont été recrutés de force comme porteurs, et bon nombre d'entre eux – et elles – ont été victimes de la brutalité des soldats. Il faut dire que les officiers au pouvoir sont en excellents termes avec leurs collègues qui gouvernent la Thaïlande. Quant à l'ASEAN (1), elle vient de se réunir, lors de son dernier sommet de Singapour, à condamner la dictature birmane (le Monde du 31 janvier).

Cette dernière bénéficie en outre

de l'appui de la Chine populaire, qui a accepté de lui vendre pour plus d'un milliard de dollars d'armes – avions, chars, bateaux... – qui risquent de faire la différence avec une guérilla équipée de brique et de broc. D'autant que Rangoun a également acheté du matériel à la Suède et à la Yougoslavie, alors que le pays est ruiné par trente années de gestion incohérente et d'autarcie militaire.

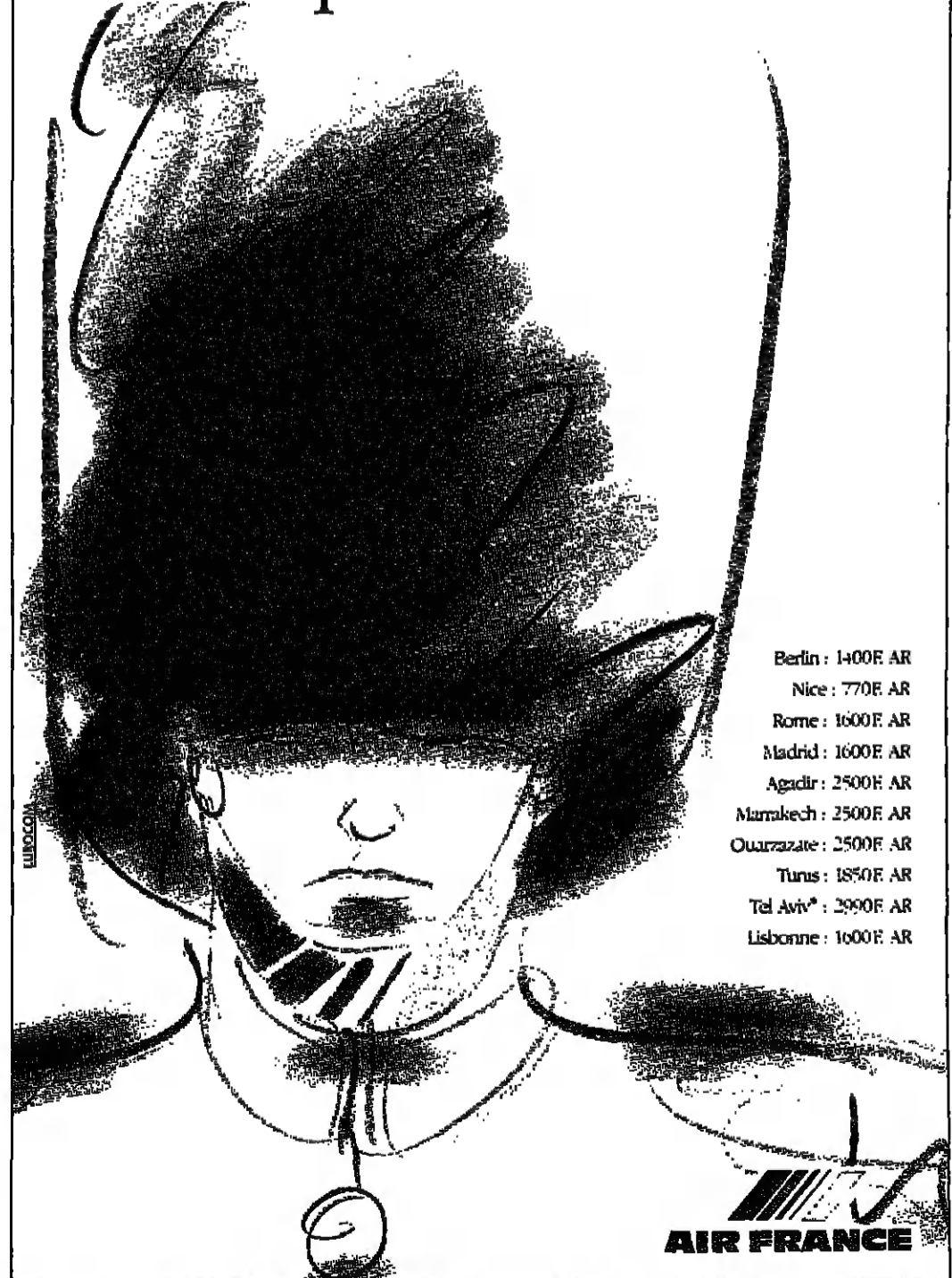
Les critiques internationales qui ont fusé depuis la sanglante répression des étudiants en 1988, le refus du SLORC de reconnaître la validité des élections de 1990 et de libérer la dissidente Aung San Suu Kyi, prix Nobel 1991 de la paix et maintenue en résidence surveillée, n'ont en rien calmé l'ardeur répressive des généraux. Au contraire, ils semblent vouloir s'en prendre, les uns après les autres, aux dissidences qui encercent la vallée de l'Irrawady, le pays « utile ».

Et ce, à un moment où, selon des informations qui filent de Rangoun, dont s'est faite écho la *Far Eastern Economic Review* de Hongkong, les relations au sein de la junte se tendent, en particulier en raison des problèmes de santé de son chef, le général Saw Maung. L'état mental de ce dernier – qui a publiquement déclaré que « la loi mariale, cela veut dire qu'il n'y a plus de loi du tout » et qu'il était la réincarnation du roi du XI^e siècle Kyanzitha – serait en effet préoccupant.

PATRICE DE BEER

(1) Association des nations d'Asie du sud-est, Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

Londres: 890 F. AR Embarquement immédiat



Berlin : 1400F AR
Nice : 770F AR
Rome : 1600F AR
Madrid : 1600F AR
Agadir : 2500F AR
Marrakech : 2500F AR
Ouarzazate : 2500F AR
Tunis : 1850F AR
Tel Aviv : 2950F AR
Lisbonne : 1600F AR

Tarifs applicables au départ de Paris à partir du 20 janvier 1992, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation administrative.

* Tarif non valable du 19 février au 8 mars 1992 et du 1^{er} avril au 7^{er} avril 1992

Séminaire Communication et Leadership

Le sport de la personnalité !

- impact sur un public
- qualité des contacts
- influence en réunions
- maîtrise en entretiens
- force de conviction
- contrôle du stress
- rayonnement de la personnalité
- leadership

CONFÉRENCES GRATUITES "L'Art de Communiquer"

PARIS : de 18h à 20h45
35 Av. de Wagram, 178
immeuble Hahn
les 18, 19, 21, 24 février
GARE DE LYON
Hôtel Fronteur
poussant la tour de la gare
les 26 et 28 février
LE CHESNAY
2, rue de Marly
Paris 2 bureaux
jouant l'Hôtel Mercure
les 26 et 28 février
SAINT GERMAIN
Pavillon Henri IV
21 rue Thiers
100 m du RER
Mardi 25 février
de 18h30 à 20h45
de 18h30 à 20h45

ENTRAÎNEMENT DALE CARNEGIE

Le 3^e mondial de la formation
présente en France par la SIE Weyne
2, rue de Weyne - 75010 Le Chêne
tél : 33 1 47 54 61 06 - fax : 33 1 47 54 61 25

AFRIQUE

CÔTE-D'IVOIRE : nombreuses arrestations à Abidjan

Les forces de l'ordre se sont violemment opposées aux étudiants

ABIDJAN

correspondance

La direction de la FESCI (Fédération estudiantine et scolaire de Côte-d'Ivoire) est décapitée. Seize membres du bureau, dont le secrétaire général de cette organisation, officiellement dissoute par le gouvernement, ont été interpellés, jeudi 13 février. Cette rafle, confirmée de source officielle, s'est produite après des incidents violents opposant, à Abidjan, des groupes d'étudiants et de lycéens aux forces de l'ordre.

Jeudi à l'aube, alors qu'une tornade s'abattait sur le quartier résidentiel de Cocody, où se trouvent le campus universitaire et les principaux lycées de la ville, les habitants ont été réveillés par des tirs de grenades lacrymogènes. Les policiers anti-émeutes poursuivaient des petits groupes d'étudiants qui tentaient de se diriger vers le « Plateau », le quartier des affaires d'Abidjan.

Les lycéens et les collégiens, vêtus de leurs uniformes kaki, se sont joints au mouvement, et Cocody a été le théâtre d'une véritable « chasse aux jeunes ». Les forces de l'ordre, qui avaient visiblement reçu des consignes de fermeté, ont procédé à de nombreuses interpellations « musclées », à coups de matraques et de ceinturons. Au moins quatre-vingt-dix jeunes gens ont été arrêtés, selon une source bien informée. Une quarantaine de personnes ont été légèrement blessées, indique-t-on de source hospitalière.

Cette flambée de violence s'inscrit dans le cadre des opérations lancées par la FESCI à la suite de la publication du rapport de la commission d'enquête sur les événements de la cité universitaire de Yopougon où, en mai 1991, des « viols » et des « tortures » ont été commis par des militaires (le Monde du 31 janvier). Les étudiants exigent des sanctions contre les responsables, dont le chef d'état-major de l'armée Robert Gué, ce que refuse le président Félix Houphouët-Boigny, actuellement en séjour à Paris à titre privé.

JEAN-KARIM FALL

SOMALIE : malgré les négociations sous l'égide de l'ONU

Les combats se sont intensifiés à Mogadiscio

Alors que se poursuivent à New-York, sous l'égide des Nations unies, des négociations visant à mettre un terme à trois mois de luttes de clans, de violents combats ont repris à Mogadiscio, depuis mercredi 12 février, selon des responsables d'organisations caritatives.

Selon ces témoignages, en l'espace de seulement deux heures, les affrontements ont fait 16 morts et 142 blessés, malgré un appel à un cessez-le-feu immédiat du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, de la Ligue arabe, de l'Organisation de l'Unité africaine et de l'Organisation de la Conférence islamique.

Les organisations humanitaires ont suspendu jeudi leurs vols à destination de Mogadiscio, à partir de Nairobi. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a précisé qu'un de ses avions était prêt à décoller, au cas où la situation le permettrait. Le CICR a indiqué, à Genève, qu'elle avait mobilisé cinq bateaux afin de distribuer quelque

6 000 tonnes de vivres dans les régions les plus affectées par la guerre civile. Selon ces diverses organisations, la population a commencé à mourir de faim, à l'intérieur et aux alentours de Mogadiscio.

A New-York, le secrétaire général de l'ONU a reçu jeudi les représentants des deux principales factions en conflit. Il était question que les deux délégations entament ensuite des négociations directes. Dans sa résolution 733, adoptée le 23 janvier dernier, le Conseil de sécurité avait exigé le respect d'un cessez-le-feu, condition indispensable au renforcement de l'aide humanitaire, et décrété un embargo sur les armes à destination de la Somalie.

Un représentant du président somalien par intérim, M. Mohamed Ali Mahdi, a déclaré que son camp était prêt à un cessez-le-feu, et a imputé au chef du clan rival, le général Mohamed Farah Aidid, la responsabilité du déclenchement des combats et le refus de la trêve. (AFP, Reuters.)

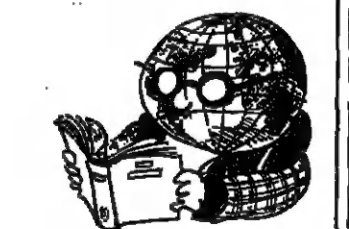
BIBLIOGRAPHIE

Autopsie à vif du « dinosaure » zairois

Les émeutes de septembre et d'octobre dernières qui ont ravagé les grandes villes du Zaïre ont sonné le départ des résidents belges et français non pas suffi à renverser le président Mobutu, ce « dinosaure » de la scène africaine, dont Colette Braeckman, journaliste au quotidien belge le Soir et collaboratrice du Monde diplomatique, offre un portrait sans concessions. Portrait d'un homme et d'un pays, mais surtout d'un système, que le livre s'attache à décrire avec une passion minutieuse.

Les principaux rousages du régime mobutiste, cette « étonnante pyramide, fondée sur la violence, l'argent, la séduction », donnent la trame de l'ouvrage. Du meurtre de Patrice Lumumba, en 1961, jusqu'au massacre des étudiants de Lubumbashi, en 1990, en passant par les guerres du Shaba des années 70, c'est toute l'histoire de la jeune nation zairoise qui nous est racontée, parallèlement à celle de son « guide », qui, pendant plus d'un quart de siècle, bénéficiera de la complaisance assistance des capitales occidentales.

Celui que le secrétaire d'Etat français à l'aide humanitaire, M. Bernard Kouchner, a qualifié, fin 1991, de « compte en banque ambulant, coiffé d'une toque de léopard » n'a pas toujours « loin s'en faut » fait l'objet des sarcasmes de l'Europe. Longtemps considéré comme un « rempart contre le communisme », le Zaïre n'a que très récemment perdu, fin de la



guerre froide oblige, sa « rente » géostratégique : la réconciliation entre Moscou et Washington a sonné le glas des fructueuses amitiés que le président Mobutu avait su contracter avec ses pairs sud-africains, américains ou européens.

Ce « rescapé de l'ère glaciale de l'affrontement Est-Ouest », comme le désigne Colette Braeckman, ne semble pas prêt, pourtant, à lâcher les commandes du navire zairois. La puissance de répression dont le chef de l'Etat dispose et celle que lui confère sa fortune financière lui ont, jusqu'à présent, permis de passer le cap.

Laissant le Zaïre dans un état de « sinistrose totale », il faudra pourtant bien que, un jour, il « quitte le pont du bateau ». Ces lendemains ne s'annoncent guère radieux : une fois qu'aura disparu « le ciment de la violence, de la corruption et du totalitarisme », tout l'édifice ne sera-t-il pas « menacé d'effondrement » ? s'interroge l'auteur. Et le Zaïre, « à l'instar des pays d'Europe de l'Est, que seul le communisme avait soudés », ne risque-t-il pas alors d'« imploser » ?

Achévé en décembre 1991, le Dinosaur, récit alerte d'un régime finissant, constitue un outil de synthèse précieux pour les « profanes » autant que pour les observateurs « éclairés ».

C. S.
► Le Dinosaur, de Colette Braeckman, Fayard, 384 pages, 120 francs.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le procès pour trafic de drogue de l'ancien homme fort du Panama

Le double jeu de Manuel Noriega

« Un ami et un allié, qui a rendu d'incalculables services aux États-Unis. » Tels ont été les termes employés par un des avocats de M. Manuel Noriega, présentant la défense de son client au jury de Miami, de nouveau réuni après six semaines d'une interruption due à la grave opération subie par le juge du procès. Dans le témoignage qu'il a présenté jeudi 13 février, M. Thomas Tallen, qui fut le délégué de l'agence américaine chargée de la lutte contre le trafic de drogue au Panama de 1984 à 1986, a confirmé que M. Noriega avait aidé ses services à intercepter en Colombie un bateau transportant de la cocaïne. Selon l'accusation, l'ancien dictateur avait initialement protégé le trafic de ce même bateau.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le procès de M. Manuel Noriega est passablement surprenant et parfois même cocasse, étant donné les personnalités très contrastées des principaux témoins. Ainsi, pendant les trois premiers mois des audiences ouvertes en septembre, l'accusation avait fait citer des repris de justice, des trafiquants de drogue et autres personnages douteux. Assurés d'une réduction de

peine ou d'un abandon des poursuites, ils avaient déposé, menottés aux mains, contre M. Noriega.

Un rôle diplomatique utile

En revanche, M. May, défenseur de l'ex-dictateur panaméen, a annoncé qu'il allait faire comparaître d'honorables personnalités, comme trois anciens chefs et plusieurs agents de l'administration chargée de la lutte contre la drogue

(DEA), un ambassadeur, un général, un amiral...

Les deux premiers témoins cités par la défense ont été embarrassés par la lecture de leurs lettres élogieuses adressées à Noriega en 1977 et 1978, le félicitant de sa « vigoureuse lutte contre la drogue ». L'un d'entre eux souligna que ces compliments s'imposaient à un moment où Washington négociait avec Panama au sujet du canal. L'autre, se réfugiant dans un euphémisme prudent, jugea bon de

préciser : « Je n'ai jamais considéré le général Noriega comme se concentrant uniquement sur l'application des lois. »

Toujours d'après M. May, M. Noriega était à l'avant-garde de la lutte contre le trafic de drogue, allant même jusqu'à violer les lois de son pays pour aider les États-Unis. Il se référait spécifiquement à la violation de la législation panaméenne sur le secret bancaire, qui avait permis à Noriega de communiquer à la DEA toutes les informations utiles sur les mouvements de fonds illicites du cartel de Medellín. M. Noriega lui-même avait résisté à la tentative de corruption du réseau, qui lui avait offert 5 millions de dollars.

Selon l'avocat, Noriega aurait joué un rôle diplomatique utile en prenant contact, sur les recommandations de la CIA, avec Castro, auquel, au moment de l'invasion de la Grenade en 1983, il avait apporté un message de Washington demandant au leader cubain de retirer ses troupes. « On peut se demander pourquoi le général Noriega a été inculpé », s'est exclamé l'avocat. Mais les procureurs fédéraux ont décidé de citer une vingtaine de témoins de la DEA, du département d'Etat, de la CIA et du ministère de la justice pour confirmer les dix chefs d'accusation qui, s'ils étaient tous retenus par le jury, pourraient rendre Noriega passible de cent-quarante ans d'emprisonnement.

HENRI PIERRE

Election présidentielle

M. Mario Cuomo fait campagne sans être candidat

M. Mario Cuomo, gouverneur démocrate de l'Etat de New-York, est expert dans l'art de peser tous les quatre ans sur les campagnes présidentielles sans entrer lui-même dans la course. M. Cuomo a créé la surprise, mercredi 12 février, en prononçant devant une bonne dizaine de caméras de télévision, à l'université Harvard (Massachusetts), un discours qui est apparu comme celui d'un candidat virtuel...

M. Cuomo affirme inlassablement qu'il ne recherche nullement l'investiture démocrate en

vue de l'élection présidentielle du 3 novembre prochain. Il a peut-être été victime d'un malentendu. Dans la mesure où le jeune gouverneur de l'Arkansas Bill Clinton, jusqu'ici le mieux placé dans le camp démocrate et candidat on ne peut plus actif, apparaît empêtré dans des difficultés qui tiennent à sa vie privée et au spectre du Vietnam, chacun a eu, mercredi soir au moins, les yeux tournés vers le gouverneur de New-York. A suivre.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Nouveau naufrage d'un bateau chargé d'émigrés clandestins

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Pour la deuxième fois en moins d'une semaine, un petit bateau chargé d'émigrés clandestins dominicains a fait naufrage alors qu'il tentait de gagner Porto Rico, « Etat libre associé aux États-Unis ». Les cadavres de huit femmes ont été retrouvés tandis que les autres passagers, une vingtaine au total, sont portés disparus, condition indispensable au renforcement de l'aide humanitaire, et décrété un embargo sur les armes à destination de la Somalie.

Un représentant du président somalien par intérim, M. Mohamed Ali Mahdi, a déclaré que son camp était prêt à un cessez-le-feu, et a imputé au chef du clan rival, le général Mohamed Farah Aidid, la responsabilité du déclenchement des combats et le refus de la trêve. (AFP, Reuters.)

De forts courants et de soudaines tempêtes rendent la navigation difficile dans le canal de la Mona, un passage infesté de requins qui sépare l'île d'Hispaniola de Porto Rico. En dépit du danger et de la surveillance des garde-côtes américains, les autorités porto-ricaines estiment que plus de cinq cents Dominicains tentent la traversée chaque semaine. Depuis le début de l'année, plus de mille trois cents d'entre eux ont été capturés en mer ou à leur arrivée à Porto Rico.

Les candidats au départ affirment vouloir échapper à la misère. La plupart d'entre eux vendent ou hypothèquent tous leurs biens pour

réunir les 6 000 pesos (près de 3 000 F) qu'exigent les organisateurs des voyages. A plusieurs reprises au cours des derniers mois, M. Cabral a accusé la marine de guerre dominicaine de complicité avec les gros bonnets qui contrôlent le trafic des clandestins.

Beaucoup de femmes enceintes s'embarquent sur les petits bateaux dans l'espoir d'accoucher en territoire nord-américain afin que leur enfant acquière la nationalité américaine. Comme les milliers d'Haïtiens qui tentent de gagner les côtes de Floride depuis le coup d'Etat contre le président Jean-Bertrand Aristide, les clandestins dominicains sont pourchassés par les autorités américaines et renvoyés dans leur pays. Mais le flot continue de grossir en raison de la crise qui sévit à Saint-Domingue et de l'attrait du dollar.

JEAN-MICHEL CAROIT

□ HAITI : nouveaux rapatriements forcés. — Quelque 255 nouveaux réfugiés haïtiens, dont des femmes et des enfants, auxquels les États-Unis ont refusé l'asile, sont arrivés jeudi 13 février à Port-au-Prince, où le centre haïtien des droits et libertés a fait état, ce même jour, de violations continuelles des droits de l'homme, venant de la base américaine de Guantanamo (en territoire cubain). Le nombre des réfugiés haïtiens rapatriés de Guantanamo s'élève donc à 2 350 depuis le 3 février, date à laquelle la Cour suprême des États-Unis a, sous certaines conditions, autorisé leur rapatriement vers leur pays d'origine.

restauration d'une monarchie constitutionnelle en Éthiopie avait demandé au gouvernement de transition cette mesure pour un enterrement officiel de l'empereur, en présence de sa famille, actuellement exilée en Grande-Bretagne. (AFP.)

□ GUINÉE-ÉQUATORIALE : arrestation d'opposants. — Quatre membres de l'opposition clandestine de Guinée-Équatoriale, MM. José Luis Nvumba, ancien directeur général du ministère de la justice, José Antonio Doronoro, ancien directeur général du Plan, Arsenio Bacale et Celestino Molongu, viennent d'être placés en garde à vue à Malabo pour « propagande subversive », a indiqué, jeudi 13 février à Libreville, M. Damjan Miko Anaba, opposant en exil. Dimanche, les services de la sécurité d'Etat avaient déjà arrêté un opposant, M. Plácido Miko, alors qu'il tentait de remettre un périodique clandestin à un voyageur. (AFP.)

EN BREF

□ COLOMBIE : Huit candidats aux élections municipales assassinés depuis un mois. — MM. Jose Perez Rodriguez et Salomon Perez, deux candidats du parti de l'Alliance démocratique (formé par d'anciens guérilleros) aux élections municipales du 8 mars prochain en Colombie, ont été tués par des inconnus près de la ville d'Acandí, dans le département du Chocó, a annoncé jeudi 13 février la police. Ces assassinats portent à huit le nombre de candidats de tous les partis en lice tués par des inconnus depuis un mois. (UPI.)

□ ÉTHIOPIE : exhumation de la dépouille de l'empereur Haïlé Sélassié. — La télévision éthiopienne a annoncé pour vendredi 14 février l'exhumation des dépouilles de l'empereur Haïlé Sélassié, de ses soixante-deux ministres assassinés au lendemain de la révolution de 1974 et des douze généraux exécutés après la tentative de coup d'Etat de 1989. Le Comité pour la

A TRAVERS LE MONDE

INDE

Massacre de paysans par des insurgés maoïstes

Au moins trente-trois hommes de haute caste ont été découverts décapités, jeudi 13 février, à Bara, village du Bihar (nord de l'Inde) situé à 100 kilomètres de Patna, capitale de cet Etat. Les auteurs de ce massacre sont, d'après les autorités, des membres du MCC (Centre communiste maoïste), souvent appelés aussi « naxalites ». Un paysan a raconté qu'un commando fort de deux cents personnes a investi la localité en pleine nuit et tiré les hommes de leur maison pour les rassembler dans un champ. Selon une paysanne dont cinq parents ont été tués, il y aurait eu quatre-vingt-cinq morts. La police aurait retrouvé et abattu plusieurs assassins. Ce massacre serait la réponse des rebelles communistes au meurtre, perpétré il y a deux mois dans le même district par des propriétaires terriens, de dix paysans « intouchables ». La plaine du Gange autour de Patna est actuellement l'un des points les plus « chauds » de l'affrontement entre castes dans les campagnes indiennes. — (AFP, Reuters.)

LIBYE

Les suspects recherchés par Paris pourraient accepter de comparaître en France

Les quatre Libyens recherchés par la France, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre le DC-10 d'UTA en 1989, pourraient accepter de comparaître devant les tribunaux français, a indiqué, jeudi 13 février, le colonel Mouammar Kadhafi, dans une interview à Antenne 2. En revanche, ceux qui sont soupçonnés par les États-Unis et la Grande-Bretagne d'avoir participé en 1986 à l'attentat contre un avion de la PanAm ne seraient pas rendus dans ces pays, a-t-il précisé.

« En ce qui concerne les Libyens accusés par la France, a dit le chef de l'Etat libyen, ils occupent des fonctions en général connues de tous et par conséquent ils ont eux-mêmes déclaré être disposés à se rendre en France pour comparaître devant les tribunaux s'ils font l'objet de recherches », a déclaré le colonel Kadhafi, en ajoutant : « Mais ceux qui étaient accusés par les Américains, ils ne sont pas responsables, ce sont de simples citoyens. Cela réfute les accusa-

tions américaines et britanniques selon lesquelles ces deux personnes seraient employées par les services de renseignement libyens. En tant que simples citoyens, ils ne peuvent se rendre dans des pays comme les États-Unis ou la Grande-Bretagne (...), ils en seraient fiers. »

TIMOR-ORIENTAL

Polémique à l'ONU entre l'Indonésie et le Portugal

Les délégations indonésienne et portugaise se sont violemment heurtées, jeudi 14 février, à la Commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève. Le représentant indonésien a qualifié de « ridicule » l'attitude de l'ancienne puissance colonisatrice à Timor-Orientale, annexé par Djakarta en 1976. Répliquant aux critiques de Lisbonne contre les violations des droits de l'homme dans le territoire (le Monde du 14 février), il a affirmé qu'il était « ridicule pour un pays qui a la pire dossier de l'histoire moderne de la colonisation de se prononcer sur l'autodétermination et sur la façon d'aborder les droits de l'homme ». Le délégué portugais a répliqué qu'il n'était « jamais ridicule d'exercer un droit ou d'accomplir un devoir ». D'autre part, la Communauté européenne a « accueilli avec satisfaction le message de condamnations du président indonésien à la population de Timor-Orientale et son engagement à faire en sorte qu'un tel incident ne se reproduise plus ». — (AFP.)

UKRAINE

Le président Kravtchouk ne veut pas de forces armées unies de la CEI

Le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, a déclaré vendredi 14 février, dès son arrivée au sommet des chefs d'Etat de la Communauté des Etats indépendants de Minsk (Biélorussie), qu'il n'y aura pas de forces armées unies de la CEI, a annoncé l'agence ITAR-Tass.

« Dans aucun cas, on ne pourra conserver des forces armées unies de la CEI. Des forces armées unies ne peuvent exister que dans un Etat uni », a déclaré M. Kravtchouk à l'agence ITAR-Tass à l'aéroport de Minsk. « Le maintien de forces communautaires unies n'est pas envisagé », a-t-il affirmé. Le sommet des chefs d'Etat de la CEI est essentiellement consacré à l'avenir de l'armée soviétique.

Les dirigeants nostalgiques



POLITIQUE

La préparation des élections régionales

Les dirigeants du Front national sont « nostalgiques d'un système disparu »

déclare M. Charles Pasqua

M. Charles Pasqua a participé, jeudi 13 février à Nice, à une réunion de soutien au candidat RPR de la cantonale partielle qui se déroule, dimanche prochain, dans le quatorzième canton de cette ville. L'ancien ministre de l'intérieur a vigoureusement attaqué la direction du Front national.

NICE

de notre envoyé spécial

C'est sous un chapiteau de cirque battu par la pluie que M. Charles Pasqua a donné, jeudi 13 février à Nice, son coup d'envoi des élections de mars, en profitant d'une

prochaine cantonale partielle (lire ci-dessous l'article de notre correspondant régional Guy Porte). Entouré de plusieurs élus du parti chiraquien, M. Suzanne Sauvaigo, tête de la liste d'union de l'opposition aux régionales, M. Charles Giney, président du conseil général des Alpes-Maritimes, et Christian Estrosi, responsable départemental, le président du groupe RPR du Sénat est venu apporter son soutien à M. Richard Giamarchi.

Devant plusieurs centaines de personnes, l'ancien ministre de l'intérieur s'est livré à une attaque en règle contre les dirigeants du Front national. Faisant une différence entre « la

base », qui est composée « de braves gens qui votaient pour nous », et la direction du parti d'extrême droite, où se trouve « un petit groupe de gens qui sont des nostalgiques d'un système disparu », M. Pasqua a déclaré : « Nous ne pouvons pas leur accorder la moindre confiance et nous devons les combattre. Je ne suis ni juif ni franc-maçon. J'aurais pu être, par naissance, l'un, et peut-être, par conviction, l'autre. Mais je revendique le droit pour tous les Français d'être ce qu'ils veulent car c'est cela la démocratie. Lorsque je vois dans certains organes, qui se réclament du Front national, signaler le nom d'un tel par l'épithète « le juif » ou « le franc-maçon », je me crois revenu à une période révolue, à l'époque où nous avons été un certain nombre à prendre les armes pour combattre cette tentation, cette dérive fasciste et raciste. Je reproche à ses dirigeants d'abuser la bonne foi et la bonne volonté des électeurs, et progressivement de les entraîner dans une impasse. Le moment est venu de le dire avec force, nous devons nous opposer à ce langage et à ces agissements ».

Nice

aux Nîçois

« Lorsque M. Le Pen fut sien ce vieux slogan « La France aux Français », je suis tenu de lui répondre : Nice aux Nîçois », a dit M. Pasqua, en soulignant que les élections régionales sont « l'occasion de porter un jugement sur la politique de M. Mitterrand et d'apporter la preuve que nous sommes capables de nous rassembler pour gouverner ». N'épargnant pas le gouvernement, le président du conseil général des Alpes-Maritimes a précisé que « le pouvoir mérite bien des critiques et des sarcasmes. La regrettable affaire Habache en a donné la démonstration ». Avec ironie, M. Pasqua a souligné qu'il était rassuré sur « l'état de santé » du chef du FFLP, mais, en revanche, qu'il ne l'était pas sur « l'état mental de ceux qui nous dirigent ».

Avant lui, M. Charles Giney avait comparé le Front national à un « royaume illégitime créé et choyé » par les socialistes, en appelant les électeurs à refuser que la région Provence-Alpes-Côte d'Azur devienne un « laboratoire d'expérimentation de M. Le Pen ». Pour sa part, M. Estrosi avait exigé « que soient renvoyés chez eux tous ceux qui ne respectent pas nos droits, nos devoirs et notre culture », tout en précisant : « En ce qui me concerne, des accords avec Le Pen et avec le Front national, il n'y en aura jamais ». Et M. Estrosi s'était promis de « laver toute la vermine de ces quartiers ouest de Nice » qui se situent dans le quatorzième canton. Maître de ses expressions, M. Giamarchi, candidat du RPR dans ce canton, avait relativisé l'insécurité, en parlant d'« une bande organisée de quinze jeunes qui pourrissent la situation et mettent en révolution une cité de quinze mille habitants ».

OLIVIER BIFFAUD

Trois candidats RPR brigueront la présidence du conseil régional d'Ile-de-France

Les prétendants RPR à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France après le scrutin du 22 mars ne sont plus que trois. Jeudi 13 février, le tenant du titre, M. Pierre-Charles Krieg, a déclaré forfait (nos dernières éditions du 14 février).

Gaulliste de toujours, fêlé compagnon et homme de devoir, M. Krieg avait brigué la présidence du conseil régional d'Ile-de-France en octobre 1988 quand M. Michel Giraud, contraint de choisir par la loi sur les cumulés, avait renoncé au fauteuil régional et préféré celui de député du Val-de-Marne. Maire du quatrième arrondissement de Paris, M. Krieg ne demandait rien, et certainement pas de gouverner une assemblée à la majorité incertaine (93 élus RPR-UDF, 65 PS, 19 PC, 19 FN, 1 non-inscrit) et volatile. Il l'emporta au bénéfice de l'âge devant son concurrent socialiste.

Pris au jeu et dépourvu de toute agressivité, mêlant pragmatisme et bonhomie, M. Krieg obtint, durant quatre années, la neutralité des socialistes pour faire voter son budget. Sans fracas, en toute complicité avec le premier vice-président chargé des finances, M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur des Hauts-de-Seine et maire de Saint-Cloud, et en continuité avec son prédécesseur, il fit avancer les dossiers, construisant soixante-six lycées, doublant le nombre des apprentis, créant plus de trois mille places de parking et trente-deux gares routières.

Mais la politique a ses droits.

Quatre candidats à la présidence au sein d'un même parti, cela fait riche mais quelque peu désordre. M. Krieg se trouvait face à trois « compagnons-concurrents » : M. Alain Juppé, tête de liste à Paris, secrétaire général du RPR, en train de s'émanciper de sa position de second derrière M. Chirac et davantage soutenu à l'origine par M. Pasqua que par le maire de Paris ; M. Michel Giraud, qui donne l'image d'un RPR plus consensuel et a toujours suivi de très près les dossiers franciliens ; M. Michel Péricard, député des Yvelines, qui, en cas de majorité RPR-UDF aussi courte que le pronostiquent certains sondages, pourrait rallier des voix des Verts en raison de ses convictions anciennes et de ses actions soutenues en faveur de l'environnement.

M. Krieg, en outre, était partisan de désigner le candidat de l'UPF au fauteuil présidentiel au moyen de primaires organisées au sein de l'UPF tout entière et non du seul RPR, comme le veut la stratégie officielle du mouvement gaulliste. Pour toutes ces raisons il a été prié de se souvenir qu'il est âgé de soixante-dix ans et de s'incliner.

Le prochain conseil régional d'Ile-de-France risque d'apparaître, le 22 mars, avec des groupes écologiste et léniniste importants, encore plus morcelés que l'assemblée actuelle. Avec le retrait de M. Krieg, le RPR se prive d'une carte qui lui avait été précieuse quand il l'avait sortie du jeu il y a quatre ans.

CHARLES VIAL

Le bouffon et le cancérologue

NICE

de notre correspondant régional

« Huit ans ! Et, en plus, ils m'ont foutu un comique, Pasqua, le même soir ! Huit ans que Guy Bedos était « interdit », de fait, à Nice. Il y est revenu, jeudi 13 janvier, pour soutenir M. Léon Schwartzberg, tête de liste de la majorité présidentielle aux élections régionales. « C'est un personnage qui me touche formidablement », a-t-il dit. Il est tellement autre chose qu'un homme politique ! Tellement autre chose que ce qu'on a l'habitude d'entendre... Vraiment, ça rafraîchit... Bref, si Bedos était « venu dans des conditions normales, c'est-à-dire pas en ayant l'air de soutenir la gauche », il aurait fait... la même chose. Sur-tout pas un meeting. Ni même un spectacle « spécial élection ». Mais son habituelle revue d'actualité n'épargnant rien ni personne. Sauf, bien sûr, que le moment était plus particulièrement choisi pour taper sur l'extrême droite. « On l'a telle-

ment comparée à un fléau, c'était normal qu'on envoie un cancérologue... » Les Nîçois ont d'ailleurs été prévenus. Historiquement leur ville a été rattachée à la France assez récemment. « Alors, si, comme on le dit, Le Pen prenait la mairie et [s'il] devenaient fascistes, on [les] rendrait aussitôt aux Italiens ! » Pardonné comme « bouffon » par un récent jugement de la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, Bedos en a volontiers ramené dans la « fonction sociale éminente » attachée au rôle. Sur le « gros blond oxygéné », encore, et ses électeurs « parmi lesquels il n'y a pas que des salauds mais aussi beaucoup de cons ! » Sur la gauche, également, moquée pour ses batailles de courants (« il y a même des marmaziens, maintenant. Ça fait malade de peau ! ») comme pour son attitude « pas toute blanche » à l'égard « des basanés ». Avec un dernier conseil, plus grave, à propos du FN : « Attention, ce sont des gens dangereux ! »

G. P.

L'élection cantonale partielle de Nice

Un test pour M. Le Pen

Les électeurs du quatorzième canton de Nice sont appelés à voter, les dimanches 16 et 23 février, pour pourvoir au remplacement d'Antoine Martin, conseiller général sortant (UDF), décédé le 2 décembre 1991. A un mois des élections régionales et cantonales, ce scrutin a valeur de test politique dans un département « phare » sur lequel M. Jean-Marie Le Pen a jeté son dévolu. Huit candidats sont en lice dont le leader nîçois du Front national, M. Jacques Peyrat, ancien député, dont les chances de l'emporter sont accrues par les divisions de la droite.

NICE

de notre correspondant régional

Fallait-il organiser une élection partielle dans un canton qui fait partie de la série renouvelable le 22 mars ? L'UDF et un conseiller municipal socialiste de Nice, M. Jean-François Knecht, ont soutenu, devant le tribunal administratif, que ce scrutin était non seulement inutile et « selon leur interprétation » contraire à la loi, mais aussi inopportun politiquement. Leur recours a été reconnu valable sur le fond mais jugé irrecevable en la forme. Le vote des électeurs du quatorzième canton peut, il est vrai, influencer celui qu'émettront, un mois plus tard, l'ensemble des électeurs du département. « Il donnera la tendance », admet le candidat du FN, M. Jacques Peyrat, néanmoins défavorable, lui aussi, à la consultation, compte tenu du risque d'une « révélation du tir en mars ».

C'est lui, cependant, qui a le plus à gagner dans ce « lever de rideau » électoral. Déjà présent en 1985, il avait talonné Antoine Martin, au premier tour, avec 30,36 % des voix. Mais le scrutin se présente, cette fois, dans des conditions beaucoup plus favora-

bles pour le Front national, qui bénéficie du contexte créé par le départ de M. Jacques Médécine et l'arrivée de M. Jean-Marie Le Pen auquel l'ancien maire (CNI) de Nice a apporté son soutien... M. Peyrat devrait profiter, en outre, de la division de la droite. L'UDF estimait que le quatorzième canton devait lui revenir. Du fait, d'abord, qu'Antoine Martin était l'un de ses adhérents directs. En raison, ensuite, de l'implantation ancienne de sa représentante, M. Marie-Jeanne Murela, conseiller municipal (PR) de Nice depuis 1983 et administrateur, depuis douze ans, de l'office public HLM, l'OPAM, qui gère, notamment, à Nice, la plus grande cité HLM du canton, celle des Moulins : trois mille appartements et un bon tiers des électeurs inscrits...

Sourd à ces arguments, le RPR a pourtant opposé à M. Murcia son propre secrétaire départemental, M. Richard Giamarchi, qui a beaucoup insisté, dans sa campagne, sur « l'immobilisme » de l'OPAM. Le candidat socialiste, M. Paul Cuturlo, conseiller municipal de Nice, estime, de son côté, que cette primauté lui offre une « petite » chance de figurer au second tour. Donné favori, M. Peyrat, qui est également candidat, en deuxième position, sur la liste du FN aux régionales, serait, en cas de victoire, mis en selle pour le scrutin de mars mais aussi pour les législatives de 1993, face au député sortant (RPR) de la circonscription, M. Christian Estrosi - lequel a soutenu activement M. Giamarchi, voire pour la mairie de Nice qui constitue son objectif intime. Inversement, une défaite nuirait non seulement à ses propres intérêts électoraux, mais doucherait l'optimisme de M. Le Pen et du Front national.

GUY PORTE

JUSQU'AU 22 FEVRIER 1992
NE RATEZ PAS L'OCCASION !

CHEZ CITROËN

DANS TOUS LES POINTS DE VENTE AFFICHANT L'OPÉRATION

REPRISES 6000^{F*} MINIMUM

CREDIT TOTAL

ET FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS**
SUR CITROËN BX ET XM D'OCCASION

UN CHOIX EXCEPTIONNEL DE VEHICULES
D'OCCASION TOUTES MARQUES
DES SERIES SPECIALES EUROCASION

GARANTIES CITROËN EUROCASION DE 6 A 24 MOIS

*Reprise 6000 F TTC minimum de votre ancien véhicule, quel que soit son état, pour tout achat d'un véhicule d'occasion marqué d'un point rouge.
**sous réserve d'acceptation du financement par Crédipar.

CITROËN
EUROCASION



POLITIQUE

La préparation des élections régionales

M. Descamps est écarté de la liste UPF dans le Nord

LILLE

de notre correspondant

M. Jean-Jacques Descamps, ancien secrétaire d'Etat au tourisme dans le gouvernement de cohabitation de M. Jacques Chirac, n'a pas réussi son retour en politique dans le Nord. Il ne figure pas sur la liste régionale de l'UPF que conduira M. Jacques Legendre (RPR), député et maire de Cambrai.

Candidat malheureux à la cantonale partielle de Lille-Ouest organisée en 1988 après le décès du député et maire de Lambart, Georges Delfosse (UDF-CDS), M. Descamps avait voulu s'imposer, avec le soutien des instances nationales de l'UPF, aux législatives de juin 1988 comme candidat d'union dans la sixième circonscription, au grand dam du président au titre, le RPR Alex Turk. Battu par le candidat socialiste, il avait décidé d'abandonner la politique et quitté la région.

On l'avait vu néanmoins réapparaître dans les premières manifestations publiques de l'opposition préparatoires aux régionales. Et, peu à peu, il s'était confié à l'ancien

secrétaire d'Etat souhaitait figurer sur la liste RPR-UDF. Mais sa candidature s'était heurtée à une fin de non-recevoir des instances départementales de l'UDF. Le RPR ne manifestait pas davantage d'enthousiasme, son secrétaire départemental, M. Turk, ne tenant guère à retrouver M. Descamps sur son chemin au détour de nouveaux scrutins.

M. Descamps s'était entêté et avait maintenu sa demande avec le soutien de M. Giscard d'Estaing, relayé par les instances nationales de l'UDF. Ce soutien s'était même transformé, au fil des semaines, en une forte pression qui n'a fait qu'accroître la résistance sur place.

« Il faut que le niveau national s'habitue à tenir compte de l'avis des régions », a affirmé, mercredi soir, M. Marc-Philippe Daubresse (UDF-CDS), député départemental de l'UDF, maire de Lambart et tout nouveau député depuis sa victoire du 2 février dernier, qui avait menacé de constituer une liste si Paris imposait M. Descamps.

M. Daubresse, qui figurait auparavant en seconde position sur la liste de M. Legendre, a choisi d'occuper la sixième-douzième et dernière place pour ne présenter « un rang éligible que des candidats non touchés par le cumul des mandats ». De ce fait, c'est M. Gérard Vignoble, député et maire de Wasquhal, aujourd'hui CDS, transfuge du PS depuis 1988, qui sera à la deuxième place. Il est suivi par M. Turk (RPR), M. Denise Segard (UDF-PR), M. Maurice Schumann (RPR), sénateur, et — nouveau venu sur la liste — M. René Vandierendonck (UDF-CDS), premier adjoint au maire de Roubaix.

JEAN-RENÉ LORE

Les communistes corses divisés

AJACCIO

de notre correspondant

M. Gisèle Moreau, secrétaire du comité central du Parti communiste, a informé, le 12 février, les fédérations départementales de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse que M. Charles Caresa, membre du comité central, a été mandaté pour « aider à la constitution d'une liste de large rassemblement des communistes et des démocrates qui sera présentée par le PC en Corse ». A deux semaines du dépôt des candidatures, il s'agit d'une démarche de la dernière chance, les deux fédérations locales s'opposant radicalement.

« Il apparaît que la constitution d'une liste stable en commun par les deux fédérations est mise en difficulté du fait de la volonté de blocage de la fédération de Corse-du-Sud », affirme M. Moreau, se faisant l'écho de la fédération de Haute-Corse, qui accuse celle de la Corse-du-Sud de « résister les candidats proposés par les communistes de Haute-Corse et de désigner elle-même l'ensemble des candidats en position éligible ». Les candidats du Nord refusés sont MM. Michel Stefani, conseiller régional sortant, et Ange Rovero, premier adjoint au maire de Bastia, qui étaient proposés à la deuxième et à la quatrième place derrière les candidats du Sud, MM. Dominique Buchini, maire de Sartène, conseiller sortant, tête de liste, choisi d'un commun accord, et Paul-Antoine Luciani, également conseiller sortant, prévu à la troisième place.

Aux responsables du Nord qui dénoncent « la prétention des dirigeants de la Corse-du-Sud d'exclure les secrétaires fédéraux de la Haute-Corse », ceux du Sud répliquent que les difficultés ne sont pas « des problèmes d'hommes mais de choix politiques ». La fédération du Nord, il est vrai, s'est depuis longtemps rangée aux côtés des réformateurs du Parti communiste, alors que celle du Nord est obstinément restée fidèle à M. Marchais.

« La liste Buchini continue », vient d'annoncer le Sud. A quoi le Nord répond qu'il n'y aura en tout état de cause qu'une seule liste communiste, c'est-à-dire vraisemblablement la sienne.

PAUL SILVANI

EN BREF

Manifestations contre M. Le Pen. Le meeting tenu jeudi 13 février à Dijon par M. Jean-Marie Le Pen a provoqué une manifestation de protestation de quatre mille personnes représentant une trentaine d'associations antiracistes, syndicales et politiques. Des accrochages ont eu lieu entre les forces de l'ordre et de petits groupes de manifestants aux abords de la salle de réunion, où mille huit cents sympathisants étaient venus écouter le président du Front national. Il y a eu quelques blessés légers parmi les manifestants. En outre, deux journalistes ont été malmenés par les CRS.

A Toulouse, quelque mille personnes ont manifesté, jeudi 13 février, à l'appel de dix-sept organisations antiracistes et de gauche, leur opposition à la venue de M. Le Pen pour un meeting prévu le 19 février. Réunis devant

le monument aux morts de la ville, les manifestants sont allés en cortège jusqu'à la préfecture, où une délégation a demandé l'interdiction de la réunion du Front national. (Corresp.)

SONDAGES : l'opposition UDF-RPR recueille 40 % d'intentions de vote en Bretagne et 47,5 % dans le Pays de la Loire. — Selon deux sondages réalisés par BVA les 9 et 10 février pour Antenne 2, FR3, France-Inter, France-Info et Paris-Match, l'opposition UDF-RPR obtient 40 % des intentions de vote en Bretagne et 47,5 % dans le Pays de la Loire. Le PS recueille respectivement 20 % et 23,5 % des suffrages, le PC 5,5 % et 8 %, le Front national 8 % et 7,5 %, Génération Ecologie 7,5 % et 7,5 %, les Verts 8,5 % et 4,5 %. Les enquêtes ont été menées par téléphone auprès, respectivement, de 817 et 809 personnes.

Les Verts restent opposés à toute alliance avec Génération Ecologie

La direction nationale des Verts doit se réunir, samedi 15 février, à Gentilly (Hauts-de-Seine), pour examiner une proposition d'alliance avec Génération Ecologie exprimée par une majorité des militants des Alpes-Maritimes. Pour le moment, M. Waechter, opposé à tout accord avec le mouvement de M. Lalonde, a réussi à faire prévaloir sa stratégie d'autonomie.

Au printemps dernier, la plupart des députés au conseil national interrégional (CNIR) des Verts étaient bien d'accord là-dessus : il n'y aurait aucune alliance, lors des élections régionales, avec quelque parti national que ce soit, le premier visé étant le mouvement concurrent, encore naissant, du ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde. La minorité dite « de gauche » du parti, favorable à la constitution de « listes vertes et ouvrières », n'avait pu s'opposer à la ligne majoritaire, défendue avec M. Antoine Waechter, par crainte de paraître remettre en cause la règle devenue sacro-sainte du « ni gauche ni droite » (Le Monde du 11 juin 1991).

A l'approche de l'échéance du 22 mars, il se trouve pourtant que le principe d'une stricte autonomie, arrêté sur le plan national, se révèle aujourd'hui, à l'épreuve des faits, un peu trop contraignant dans plusieurs départements. Face à la candidature du président du Front national dans les Alpes-Maritimes, une large majorité des Verts de ce département a

ainsi estimé, la semaine dernière, par quarante-trois voix contre vingt-huit, qu'il fallait opposer un front commun des écologistes en intégrant, en seconde position sur la liste des régionales, le maire de Mouans-Sartoux, M. André Aschieri, bien connu localement pour son opposition au projet d'autoroute A-8 bis, « militant antinucléaire depuis toujours », mais qui aurait le tort d'avoir reçu récemment le soutien de Génération Ecologie. Le candidat tête de liste des Verts dans les Alpes-Maritimes, M. Patrice Miran, délégué aux relations internationales des Verts et proche de M. Waechter, ainsi que le conseil d'administration du mouvement écologiste de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) sont opposés à un tel accord. Une commission nationale ad hoc, formée des seize membres du collège

exécutif et des six membres du conseil statutaire (la « Cour suprême » des Verts), devra arbitrer, samedi 15 février, ce conflit à caractère stratégique entre les militants des Alpes-Maritimes et les responsables écologistes de la région PACA.

Deux cas semblables auraient pu se produire dans deux autres départements importants. Dans le Nord, les responsables des Verts, au premier rang desquels M. Guy Hascot, conseiller municipal de Lille, ont mené la négociation jusqu'au bout avec les représentants de Génération Ecologie, à la lumière notamment des résultats de l'élection législative partielle de la quatrième circonscription du Nord, où leur candidat avait obtenu, le 26 janvier dernier, 8,49 % des suffrages contre 5,84 % pour le représentant du mouvement de M. Lalonde. L'accord envisagé a toutefois échoué, les représentants de Génération Ecologie refusant de s'engager par avance sur la constitution d'un groupe autonome au sein du futur conseil régional.

De la même façon, les Verts de la Haute-Garonne ont tenté de « décapiter » la liste de Génération Ecologie qui devait être conduite par un adjoint au maire de Toulouse, M. Philippe Dufetelle. Leur propre chef de file, M. Henri Farreny, ancien militant communiste, a finalement intégré sur sa liste trois membres de Génération Ecologie, dont un en position éligible, mais qui seront présentés comme des « socialistes ».

Les deux paris de M. Waechter

Des accords plus ou moins clandestins ont également été passés dans quelques départements de taille plus modeste. C'est le cas notamment dans les Hautes-Pyrénées, les Deux-Sèvres et dans le Territoire de Belfort. Ainsi, dans ce dernier département, les militants de Génération Ecologie présents sur la liste des Verts n'apparaissent pas comme tels, mais les deux organisations se sont partagées, en revanche, les cantons renouvelables. Profitant du fait que la direction nationale des Verts est bien incapable de maîtriser, et parfois même de connaître, l'ensemble des situations locales, les Verts de l'Ariège et de la Vienne sont également en discussion avec leurs partisans de Génération Ecologie. Même s'il regrette les « manœuvres de division », M. Daniel Lhomond, tête de liste des Verts dans la Vienne et conseiller municipal de Poitiers, explique que « des primaires pourraient se traduire par l'élimination des écologistes » au conseil régional.

En tout état de cause, les Verts seront la seule famille écologiste à être présente dans tous les départements de la métropole. Le second parti de M. Waechter, consistant à présenter des listes autonomes, sera également tenu puisque, même dans les cas où il y a accord, les listes devraient porter la dénomination « Les Verts » et non, comme le souhaitait M. Lalonde, celle d'« Union des écologistes ». Il reste à M. Waechter à démontrer que la stratégie de stricte autonomie qu'il défend est bien la meilleure. Génération Ecologie estime, en effet, pouvoir devancer les Verts dans vingt-six départements, et les sondages régionaux réalisés par BVA pour Antenne 2, FR3, France-Inter, France-Info et Paris-Match confortent, pour l'instant, cet optimisme. S'il devait se confirmer, le soir du 22 mars, que le seul nom de M. Brice Lalonde suffit à ébranler sérieusement non seulement le potentiel électoral des écologistes, mais aussi le travail d'implantation mené sur le terrain depuis la création des Verts il y a huit ans, la position de M. Waechter au sein de son propre mouvement serait sans doute fragilisée.

JEAN-LOUIS SAUX

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement contradictoire en date du 8 octobre 1991, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné, pour fraude fiscale, omission de passation d'écritures, à la peine de 8 mois d'emprisonnement avec sursis et 20000 F d'amende — venue à l'ORDI, née DELPIT Marguerite, née le 12 avril 1925 à ETAMPES (91), pharmacienne, domiciliée 1 bis, rue Gay-Lussac à PARIS.

Le tribunal a en outre ordonné, aux frais de la condamnée, la publication de ce jugement, par extrait, dans les journaux, Le Monde et Le Figaro et dans le Journal Officiel.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL

POINT DE VUE

Une autre vision du futur

par Félix Guattari

DÉROUÉE, dégoûtée par la politique traditionnelle, une part importante de l'opinion se tourne aujourd'hui vers l'écologie. Aspiration floue, mais significative d'une ouverture vers « autre chose », espoir de voir naître d'autres pratiques sociales, économiques et écologiques, une autre vision du futur. Il appartient au mouvement pluriel d'écologie politique de donner une expression à cette aspiration. Par un contenu programmatique qui articule l'écologie de la nature avec celle de la ville, de la société, voire celle de l'esprit. Mais aussi par l'invention d'une nouvelle façon de faire de la politique, à la fois plus conviviale, mieux en prise sur les réalités quotidiennes et articulée cependant aux questions planétaires tenail-

lantes qui devraient nous conduire à réviser les finalités fondamentales de nos sociétés.

La « mouvance » écologique n'a rien à faire avec les querelles de leadership autour d'Antoine Waechter et de Brice Lalonde. Elle a besoin de relais, de concertation et d'action, respectant la pluralité et la diversité de ses composantes. Il serait lamentable qu'à l'occasion des élections régionales, qui seront marquées par une véritable irruption du vote écologique, les Verts et Génération Ecologie ne parviennent pas à proposer des listes d'union comme première étape vers une recomposition d'ensemble du mouvement écologique.

► Félix Guattari est psychanalyste et philosophe

« L'appareil du PS, c'est la fin d'une époque »

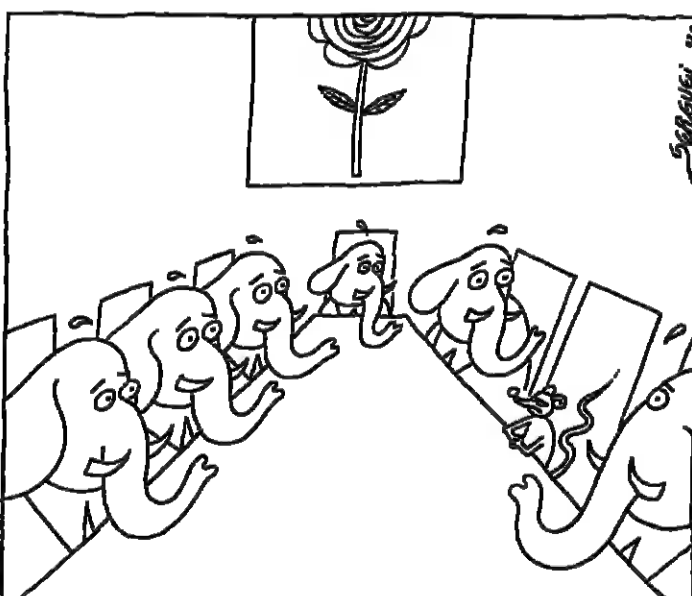
Député du Gard, socialiste depuis le congrès d'Epinay, bon élève du mitterrandisme, M. Jean-Marie Cambacérès ne veut plus être le « supplétif » de personne

SOMMIÈRES (GARD)

de notre envoyé spécial

« Ça m'a éclaté à la figure ! » Soudain, le monde de M. Jean-Marie Cambacérès n'a plus tourné rond. Soudain, le député loyal, choyé par la Rue de Solferino, a été frappé de scepticisme devant les arguments pro-gouvernementaux qu'il récitait pieusement dans sa Lettre du maire. Soudain donc, la foi l'a quitté. Une immense lassitude a commencé à l'envahir, tandis que ses administrés de Sommières (Gard) lui racontaient, eux, leur ras-le-bol du chômage, du déclin de la viticulture, des charges fiscales, des affaires et — même chez certains électeurs de gauche — du traitement de faveur dont bénéficieraient les immigrés. Il avait beau protester, argumenter... « Les gens n'écourent plus. On a rompu le fil ».

Alors, il a repensé de fond en comble à ce parti qu'il avait rejoint en 1972, quand les échos du congrès d'Epinay lui étaient parvenus, assourdis, à Tahiti où, jeune ingénieur agronome tiers-mondiste, il plantait des ananas entre deux cours du soir de chinois. Il a repensé, surtout, à toutes ces marches de la maison renouée qu'il avait gravies, en élève doué du mitterrandisme, jusqu'au cabinet de M. Lionel Jospin, alors premier secrétaire, qu'il avait dirigé



entre 1986 et 1988, puis au secrétariat national, où il avait été chargé des études. Il a repensé, enfin, à Rennes, ce terrible congrès « dont on n'a pas fini de subir les conséquences, avec ses haines inexpugnables », et à toutes ces réunions du clan jospiniste, où « on passait des heures à flinguer les fabiusiens et les rocardiens ». Il

repensait à tout cela jusqu'au moment où lui « a éclaté à la figure » cette révélation : « Le PS est une organisation fonctionnant de plus en plus sur elle-même. » Pis : « L'appareil du PS, c'est la fin d'une époque, c'est un monde qui s'écroule. » Les diverses tentatives de limiter les dégâts en suscitant des listes « genre Tapie, France unie ou Génération Ecologie » illustrent on ne peut mieux, selon lui, cette « déliquescence ». « Au début, il s'agissait d'attirer les modérés et les centristes pour jouer les supplétifs du PS, mais, aujourd'hui, elles jouent un rôle flou, et plus personne ne les contrôle. C'est la confusion totale. » Ainsi, Rome n'est plus dans Rome : « On ne sait plus pour quoi on se bat, pour qui, avec qui ni contre qui. »

Il en sait lui-même quelque chose puisqu'il a été battu à l'élection cantonale partielle de Sommières, le 22 décembre 1991, par un candidat estampillé France unie, qu'encourageaient des socialistes durement encartés. Comble de la « confusion », M. Gilbert Baumet, président du conseil général du Gard, exclu du PS en 1982, mais sollicité de nouveau par la fédération socialiste pour porter les couleurs de la majorité présidentielle, l'a formellement soutenu, tout en multipliant les avertissements à la santé de son adversaire. L'homme n'oublie pas que M. Cambacérès

avait, jadis, juré sa perte et il savourait, aujourd'hui, sa revanche. « Il s'en prend à l'appareil du PS, dit M. Baumet, mais il est un pur produit de cet appareil. Il m'avait entraîné à l'époque où je disais ce qu'il dit maintenant. »

L'ancien hussard du courant A ne le nie d'ailleurs pas : « Je disais la parole orthodoxe. » Et le décalage entre le parti et le pays profond lui a à ce point « éclaté à la figure » qu'il ne croit plus aux cours de rattrapage auxquels se livrent les sortants. « Certains députés pensent qu'ils vont se sortir en intensifiant leur travail local, mais ils se trompent : tout le monde sera balayé », prédit-il.

« Le monde a changé »

Parce que « le monde a changé », parce que « le PS a accompli une partie de son rôle historique », il a décidé, lui l'ancien de l'ENA et des Langues orientales, fêtu de concepts, ami du prince Sihanouk, de repenser ce monde en lançant une « structure de réflexion ». L'alliance générale d'initiatives et de réflexions (AGIR). Pour mieux s'y consacrer, il a quitté le PS et s'est délesté de son mandat de maire de Sommières, mais il n'exclut pas de présenter sa propre liste AGIR aux élections régionales.

L'avenir ? « Il faut sauter le pas. Il faut nouer des alliances à la fois complexes et claires : complexes, parce qu'elles rassembleront les traditions sociales-démocrates et chrétiennes-démocrates, tout en intégrant les écologistes ; mais claires, parce que personne ne sera le supplétif de personne. » Quitte, afin d'attirer les écologistes, à réintroduire une bonne dose de proportionnelle dans le mode de scrutin. Cela ferait-il le jeu de M. Jean-Marie Le Pen ? « Le Front national est plus dangereux dans la rue qu'au Palais Bourbon » assure-t-il.

Bien sûr, ce nouveau cas de figure provoquerait un cataclysme dans la classe politique. « A ce moment-là, dit-il, le PS explose, la droite explose. » M. Cambacérès, ou l'apparatchik métamorphosé en prophète.

FRÉDÉRIC BOBIN

Le CNTS deux mi

Une manifestation de jeunes musulmans est interdite à Lyon

JOURNAL OFFICIEL

Le commerce international des produits sanguins

Le CNTS va réexpédier à l'importateur deux mille litres de plasma contaminé

La direction du CNTS (Centre national de transfusion sanguine) a décidé de rendre à l'importateur deux mille litres de plasma fortement contaminé par le virus de l'hépatite C et qui avaient été importés de manière non réglementaire à la fin de 1991. Pour leur part, les responsables des centres de transfusion sanguine de Lille et de Montpellier ont apporté jeudi 13 février une série de précisions quant aux importations de plasma effectuées ces dernières années. M. Jacques Toubon (RPR) estime que « le gouvernement a le devoir de donner immédiatement aux Français toutes les informations sur les importations de produits sanguins (quantités, provenances et destinations) et sur les mesures prises à la suite des inquiétudes exprimées en 1990 par l'administration de la santé ».

Les deux mille litres de plasma avaient été importés dans les derniers mois de 1991 par le CNTS. Cette importation avait été réalisée par l'intermédiaire de la société Biopharm (Aubervilliers) spécialisée dans l'import-export de produits pharmaceutiques, qui l'avait acquise auprès de Continental Pharma, « courtier » international de plasma sanguin. Il s'agissait de fabriquer des immunoglobulines anti-HBs destinées au traitement de malades souffrant d'hépatite B. Les analyses effectuées sur ce plasma ayant montré l'existence d'un fort taux (près de 20 % des lots) de contamination par le virus de l'hépatite C, M. Gilles Cossette, alors directeur de Bio Transfusion (groupement d'intérêt économique réunissant les centres de Lille et de Paris) décidait sa « mise en quarantaine », situation dans laquelle il se trouve toujours.

Il apparaît aujourd'hui que l'importation de ce plasma avait été faite au mépris de la réglementation en vigueur. Si le CNTS avait en effet l'autorisation a priori d'importer de l'étranger du plasma pour la fabrication de certaines immunoglobulines (anti-D), cette autorisation n'était pas acquise pour la fabrication des immunoglobulines anti-HBs. La direction générale de la santé devait alors faire connaître son

opposition à l'utilisation de ce plasma pour lequel aucune autorisation préalable n'avait été accordée. Le docteur Najib Duedari, directeur par intérim du CNTS depuis le départ du docteur Michel Carreza, nous a indiqué, vendredi 14 février, que ces 2 000 litres de plasma allaient être réexpédiés.

Un épisode similaire était déjà survenu en 1990, lorsque le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, avait refusé la distribution en France de produits dérivés du sang (albumine et immunoglobulines) fabriqués par le Centre de transfusion sanguine de Lyon à partir de 10 000 litres de plasma importés, à encore de manière non réglementaire, des États-Unis par l'intermédiaire de la société Biopharm.

« Pour des raisons philosophiques »

Le docteur Daniel Richard, directeur du centre de transfusion de Montpellier depuis janvier 1991, a indiqué, jeudi 13 février, que ce centre avait importé des États-Unis 30 000 litres de plasma en 1989 et 1990 ainsi que 3 000 litres en 1991 (au nom du respect des contrats antérieurs). « J'ai décidé pour ma part de faire cesser ces importations, non pas pour des raisons médicales ou sanitaires, mais bien pour des raisons philosophiques », nous a déclaré le docteur Richard. Nous recommandons aujourd'hui à retravailler avec les donneurs français bénévoles, le centre de Montpellier, qui emploie 260 personnes, ne fonctionnant actuellement qu'à 40 % de ses possibilités. Pour ce qui est des importations, je suis incapable de dire si le centre était ou non habilité comme certains ont pu le croire. L'erreur principale de mes prédécesseurs a sans doute été de ne pas tenir informés les autorités sanitaires ».

Le conflit opposant la firme internationale Octapharma au CRTS de Lille et à Bio Transfusion remonte à 1986 (le Monde du 14 février). À cette époque, la principale question est celle de l'inactivation virale des produits dérivés du sang. Les techniques de chauffage ont permis d'inactiver le virus du sida, mais elles n'ont pas fait disparaître le risque de transmission de l'hépatite non A non B, la plus fréquente des pathologies post-transfusionnelles. Aussi est-ce avec beaucoup d'espoir que fut accueillie la mise au point, par le docteur Bernard Horowitz, du New York Blood Center, d'un nouveau

procédé d'inactivation, la technique SD (solvant-détergent), permettant d'inactiver le virus à enveloppe lipidique dont font partie le VIH et les virus des hépatites B, non A non B, C et delta.

Mais les dirigeants du New York Blood Center ont besoin d'intermédiaires pour faire connaître leur technique. Et c'est alors que l'on retrouve Octapharma. Non sans esprit d'à-propos, les responsables de la firme s'assurent l'exclusivité de ce rôle d'intermédiaire en développant les applications industrielles de cette nouvelle technologie et en déposant les brevets correspondants.

Compte tenu de la réelle avance technologique que représente ce nouveau procédé, le CRTS de Lille décide d'entrer en contact avec Octapharma. Dans le même temps, les dirigeants d'Octapharma commencent à sillonner le monde et à convaincre plusieurs Croix-Rouge nationales de l'intérêt qu'elles auraient à utiliser leurs services et leur technologie. La Norvège, qui ne dispose pas d'industrie du fractionnement, avait alors recours, moyennant des prix très importants, à une firme industrielle (Baxter) pour se procurer des produits sanguins issus du fractionnement (albumine, facteurs de la coagulation, etc.). Intéressés, les autorités norvégiennes proposent à Octapharma de prendre en charge cette activité. Au total, 70 000 litres de plasma qui seront fractionnés « à façon » par le CRTS de Lille.

En 1988, les chercheurs lillois mettent au point une technique encore plus sophistiquée qui permet d'allier rendement, qualité et pureté. « Quelle n'a pas été notre surprise, quelques mois plus tard, de constater qu'Octapharma avait, sans nous en avertir, brevété ce procédé à La Haye, aux Pays-Bas », explique le docteur Jean-Jacques Huart, qui dirige le CRTS de Lille. C'est alors seulement que nous avons compris qu'étaient les dirigeants d'Octapharma. de simples pilules de technologie. Immédiatement, nous avons alors décidé de rompre tous les liens que nous avions avec eux et nous avons, en outre, engagé toutes sortes de procédures judiciaires ».

La version des événements que nous a donnée M. Robert Taub, qui dirige Octapharma, est totalement différente. Selon lui, les raisons qui expliquent l'arrêt du contrat qui permettait au CRTS de Lille de fractionner le plasma norvégien tiennent au fait que des accidents allergiques, parfois assez graves (il nous a parlé

de « petits chocs anaphylactiques »), étaient survenus en Norvège à la suite de l'administration de produits sanguins.

Selon Octapharma, les conditions de fabrication de Lille étaient en cause. « D'autant », ajoute M. Taub, que des accidents similaires étaient survenus dans les mêmes conditions dans le nord de la France. Dans le même temps, ajoute le patron d'Octapharma, « nous avons également interrompu le contrat qui permettait à Lille d'importer et de fractionner du plasma d'Allemagne ». La cour d'arbitrage de la Chambre internationale de commerce de Paris doit statuer incessamment sur ce litige, Octapharma réclamant environ 20 millions de francs pour non-paiement de redevance.

« Deux centres suffiraient »

D'autres centres français de fractionnement, ceux de Montpellier (pour la production de facteur VIII concentré en présentation liquide) et de Bordeaux (pour la production de plasma thérapeutique viru-inactivé) ont, ces derniers temps, passé des contrats avec Octapharma, propos du contrat passé avec le CRTS de Bordeaux, M. R. Taub, PDG d'Octapharma, et M. L. Martinache, directeur général, avaient écrit le 30 octobre dernier à M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, pour l'informer de l'existence de ce contrat et lui proposer, « afin de compléter temporairement la capacité de production du CRTS de Bordeaux », de mettre à la disposition du gouvernement français l'usine de production d'Octapharma située à Vienne (Autriche).

Aujourd'hui, dans l'attente de décisions gouvernementales, la « guerre des centres de fractionnement » apparaît au grand jour. « Nous n'avons guère le choix », déclare le docteur Huart. Sept centres de fractionnement en France, c'est largement trop. Deux suffiraient. Si nous continuons à sept, nous allons mourir tous les sept. Derrière ces déclarations, faut-il voir des propos de bon sens ou, au contraire, comme l'insinuent les adversaires du patron de Lille, une manière abrupte de vouloir se débarrasser de concurrents disposant de nouvelles technologies ?

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI

L'attitude des évêques français sous l'Occupation

Le « mémoire » contesté du Père de Lubac

Plusieurs historiens, dont René Rémont et François Bédarida, ont contesté, jeudi 13 février, que le cardinal Henri de Lubac, mort en septembre 1991, ait été l'auteur, en 1944, d'un « rapport » particulièrement sévère sur l'attitude des évêques sous l'Occupation que vient de publier la Revue des Deux Mondes (le Monde du 8 février). Au cours d'une conférence de presse, les historiens ont aussi critiqué la présentation incomplète de ce texte et se sont interrogés sur les raisons de sa publication aujourd'hui.

En livrant ce « mémoire » à ses lecteurs, la Revue des Deux Mondes a-t-elle péché par précipitation (1) ? A-t-elle négligé l'élément de prudence qui consiste à se tourner vers les spécialistes avant de publier un document d'archives, quitte à provoquer aujourd'hui une controverse ? Sans doute convient-il, avant de répondre, de rappeler l'histoire de ce texte dont l'auteur indique, dès les premières lignes, qu'il n'en a entrepris la rédaction « que sur une haute invitation ».

On en trouve trace pour la première fois dans le carnet de Jacques Maritain, philosophe catholique, qui note en 1944 après une conversation avec le Père Chaillet, prêtre résistant, fondateur des Cahiers de témoignage chrétien, que ce dernier doit lui remettre un texte sur l'attitude de l'épiscopat français sous l'Occupation et le drame vécu par les catholiques. « Me promet un mémoire confidentiel écrit par le Père de Lubac et lui », écrit rapidement Maritain qui représentera quelques mois plus tard la France auprès du Saint-Siège.

Alors tenu secret, resté confidentiel depuis, le document que mentionne l'ambassadeur est-il bien celui publié ces jours-ci par la revue ? Une chose est sûre : un texte de dix-sept feuillets portant sur ce sujet fait partie des archives Maritain déposées à Kolbsheim, après la mort du philosophe. Plusieurs chercheurs y ont eu accès ces dernières années. Et le dernier en date, Jean-Luc Barré, en a proposé la publication à Jean Bothorel, rédacteur en chef de la Revue des Deux Mondes.

D'une grande hauteur de vue, le contenu de ces feuillets n'en est pas moins terrible. Ainsi l'auteur écrit-il : « Il y eut des drames sanglants. Ces choses ne se seraient pas produites sans la carence des évêques. Plusieurs de ceux-ci ont, sur leurs mains, du sang de leurs prières... ». Et plus loin, alors qu'il est question du Vatican dont les évêques sont matériellement coupés : « Un autre pouvoir était plus proche, la papauté de certains se muait sans gêne en « pétanolatricie ». La conclusion, à coup sûr, n'atténue pas réellement l'impact du « mémoire » : « Tout ce qui précède est, nous le savons, unilatéral. Nous voulons ce mémoire strictement confidentiel. Nous pouvons assurer que nous l'avons écrit sans passion aucune ».

Dans la mesure où le document original ne porte que le paraphe du Père de Lubac, la Revue des Deux Mondes s'est contentée de cette signature. « Je l'ai publié sur la foi de ce que m'a dit Jean-Luc Barré ».

EUROPE ECHECS

Au sommaire du numéro de février :

Viswanathan Anand superstar !
le jeune Indien vainqueur du fabuleux tournoi de Reggio Emilia devant Kasparov et Karpov

Toutes les parties avec les commentateurs des grands-maîtres

Chez votre marchand de journaux : 32 F

Après le refus de foudrarder islamiques dans un collège

Une manifestation de jeunes musulmans est interdite à Lyon

LYON

de notre bureau régional

M. Paul Bernard, préfet de la région Rhône-Alpes, a décidé d'interdire la manifestation que comptait organiser l'Union des jeunes musulmans, samedi 15 février à Lyon, pour protester contre le refus opposé à trois jeunes élèves du collège Elsa-Triolet de Vénissieux du port du foulard islamique. Le préfet de région a estimé qu'elle « constituerait objectivement un facteur de violence ».

Depuis le mois d'octobre dernier, trois élèves de 14 à 16 ans, d'origine algérienne et turque, dont la fille d'un imam, s'assistent plus aux cours du collège Elsa-Triolet, dans le quartier des Minguettes à Vénissieux (Rhône). Selon le recteur, leurs parents les ont enrôlés à la suite du refus, réitéré par le principal et confirmé lors d'une séance extraordinaire du conseil d'administration, de leur laisser porter le foulard islamique dans l'enceinte des locaux. Plusieurs rencontres ont, toutefois, été organisées pour tenter d'aboutir à un compromis. Le recteur avait, notamment, proposé aux familles l'inscription de leurs enfants au collège Paul-Luard, à deux cents mètres de là qui, lui, tolère cette pratique.

M. D.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du vendredi 14 février 1992

UN ARRÊTÉ

du 2 décembre 1991 portant majoration des plafonds de ressources ouvrant droit à l'attribution de bourses nationales d'études du second degré pour l'année scolaire 1992-1993.

JUSTICE

Aux assises de la Gironde : le meurtre du général Favreau

La mort pour « une belle voiture »

Accusé du meurtre du général Jean Favreau, ancien gouverneur militaire de la place de Paris, Alain Guibert, vingt-trois ans, comparait, depuis le 13 février, devant les assises de la Gironde. Il voulait tout simplement voler « une belle voiture » pour promener sa petite amie.

BORDEAUX

de notre correspondante

Le général Favreau avait disparu le 7 octobre 1989, après avoir conduit, au petit matin, son épouse à la gare de Libourne, à une quinzaine de kilomètres de leur maison de campagne. De la fugue à l'enlèvement politique - d'ailleurs revendiqué par un communiqué signé Action directe - on évoqua toutes les hypothèses. Il s'agissait, en fait, d'un crime crapuleux.

Le 13 octobre, le cadavre du septuagénaire fut retrouvé, les mains liées, le sternum et des côtes fracassées, dans les eaux de la Dordogne. L'autopsie révéla que le général avait été jeté à l'eau vivant. Alain Guibert fut interpellé le 25 octobre; de nombreux témoins l'avaient vu piloter la Mercedes verte du général. Il conduisait sa petite amie, Christelle, au lycée. Trois jours après le crime, une patrouille de police avait même failli l'intercepter par hasard sur les quais de Bordeaux, alors qu'il faisait une « virée » avec un copain à bord du véhicule.

Alain Guibert, un ancien apprenti charcutier, était sans véritable emploi ni ressources fixes depuis plusieurs années. Il était hébergé chez sa mère dans son village natal de Saint-Germain-la-Rivière. Le décès de son père, en 1985, l'avait, semble-t-il, précipité dans une dérive émaillée de violences et de brèves aventures

amoureuses. Les experts le décrivent comme un être « instable, immature ». A trois reprises, Alain Guibert a subi un internement psychiatrique d'office. Il avait notamment menacé de mettre le feu au domicile maternel à la suite du refus de sa mère de lui prêter la voiture qui avait appartenu à son père. A plusieurs reprises, Alain Guibert avait également été condamné pour coups et blessures, notamment le 16 mai 1989, puis encore le 3 octobre 1989, quatre jours avant le meurtre du général Favreau.

« Sans penser à mal »

La veille du crime, le jeune homme avait rendu visite à sa petite amie du moment, Christelle. La lycéenne, qui le croyait entrepreneur en maçonnerie, lui conseilla, « sans penser à mal », de changer « son vieux signon », une Renault 20 à bout de souffle. Décidé à « voler une belle voiture », l'ancien apprenti charcutier s'arma d'un couteau et d'une cordelette, prévoyant, en effet, de s'emparer « d'une voiture avec chauffeur », car, a-t-il expliqué presque naïvement à l'audience, « je ne sais pas forcer les portières ni démarrer sans clé de contact ».

A 6 h 30 du matin, devant la gare de Libourne, le 7 octobre, Guibert jette son dévolu sur la Mercedes du général Favreau. Il demande au militaire en retraite de le conduire aux Billauds, un hameau proche de la résidence du général. Ce dernier accepte sans méfiance. « En arrivant aux Billauds, c'est là que je vois le couteau de la ceinture de mon pantalon », rapporte Alain Guibert, d'une voix atone, à peine audible.

Après avoir conduit le général sur les rives de la Dordogne, « là où était amarré le bateau de pêche de mon père », Guibert le contraignit à se rendre au bord de l'eau et le précipita dans la rivière « en le poussant

dans le dos par surprise ». Puis il le repoussa à coups de pied lorsque l'homme s'efforça de remonter sur la berge. Les fractures et les ecchymoses relevées sur le cadavre attestent d'une violence apparemment bien plus grande que celle que veut bien reconnaître Alain Guibert. A la fin et répété à l'audience : « Il n'y avait qu'un mètre d'eau; je ne pensais pas qu'il allait décider de se jeter par-dessus bord pour avoir le temps de partir ». Le corps du général fut emporté par le courant.

Le verdict sera rendu le 14 février.

GINETTE DE MATHA

et René Mougel, le responsable du fonds d'archives Maritain, indique Jean Bothorel. Nous n'avons pas du tout « failli ». Ici, nait précisément la controverse car l'historien Jacques Prévotat, maître de conférences en histoire contemporaine à Paris-XII, entré en possession du document voilà plusieurs années, indique que le cardinal de Lubac n'en reconnaissait pas la paternité.

Dans un premier temps, Jacques Prévotat explique avoir soumis, en 1987, un texte de sept feuillets à l'appréciation du cardinal de Lubac. Ce dernier, alors, ne se souvient « pas du tout l'avoir écrit », mais déclare y retrouver son état d'esprit de l'époque. Dans un second temps, en novembre 1988, l'historien présente au cardinal le texte complet. Gravement malade à l'époque, le cardinal fait répondre par son secrétaire, le 23 décembre 1988, qu'il n'y a « rien, ni dans le style, ni encore moins dans le fond de ce libelle, de commun avec les textes qu'il écrivait auparavant dans le « Témoignage chrétien » clandestin ».

« Au moins un patchwork »

A partir de là, Jacques Prévotat se livre à une critique interne du document : « Il est impossible de prêter au Père de Lubac certaines « maximes anecdotiques et cette forme relâchée : on passe du « on » au « je », du « je » au « nous ». Pointant « la véhémence et la violence du ton », il assure que la revue « déforme la pensée profonde du Père de Lubac ». Pour leur part, René et François Bédarida, spécialistes de la deuxième guerre mondiale et de la résistance catholique, considèrent que le texte peut légitimement intéresser les chercheurs mais qu'il faut se garder de confondre « authenticité et vérité ». De nombreux passages, ont-ils expliqué, peuvent être attribués au cardinal mais non l'ensemble. Ce que résume d'une formule René Rémont : « C'est au moins un patchwork, un texte composite ».

Sur ce point, la Revue des Deux Mondes s'est donc rendue coupable, aux yeux de ces historiens, d'un manquement grave « aux règles élémentaires et de la recherche historique et de l'information ». Ce à quoi Jean Bothorel répond : « Ce texte n'avait intéressé personne jusqu'à présent. J'ai réagi en journaliste. Peut-être aurais-je dû réagir en historien de l'Académie... ».

Mais au-delà de cette controverse, un « procès » s'est amorcé avec pour toile de fond l'affaire Touvier. René Rémont et François Bédarida, deux des auteurs du récent rapport « Paul Touvier et l'Eglise » (2) établi à la demande du cardinal Decourtray, s'étonnent, en effet, que la présentation du document par la revue se réfère dès la première ligne à l'affaire Touvier : « A qui profite une telle publication ? », s'est interrogé François Bédarida. Pourquoi ce rapprochement, sinon pour esquiver une défense possible de l'ancien milicien puisque, au fond, la faute est essentiellement rejetée sur les évêques ? ».

Le rédacteur en chef de la revue, pour son compte, réfute absolument l'allégation. « C'est une initiative purement personnelle », déclare Jean Bothorel. Bien sûr, on peut toujours être instrumentalisé mais je ne le crois pas. J'ai vu partir le coup après. » Doit-on en conclure que les historiens, à leur tour, ont fait preuve d'une trop grande haine dans leur protestation ?

LAURENT GRELSAMER

(1) La Revue des Deux Mondes, février 1992.

(2) « Paul Touvier et l'Eglise », rapport de la commission instituée par le cardinal Decourtray, 1992, Fayard.

La municipalité de Laas fait appel du jugement l'obligeant à réduire les sonneries de cloches. La municipalité de Laas (Gers) a décidé de faire appel du jugement rendu le 21 janvier par le juge des référés d'Auch obligeant la commune à ne plus faire sonner les cloches de l'église que pour l'appel aux offices (le Monde du 29 janvier). La justice avait accédé à la demande du chanoine du village, M. Claude Monnoyeur, qui, bien que résidant habituellement à Paris, ne supportait pas le son des cloches pendant ses séjours dans le village gascon. Une pétition signée par cent cinquante-six personnes, soit la quasi-totalité des électeurs de la commune, a incité les édiles à former un recours, compte tenu du gros effort financier consenti pour la réfection du carillon électronique.

SOCIÉTÉ

Après une grève de la faim de trois semaines

Une Française va plaider devant un tribunal algérien la garde de ses trois enfants

Une Lilloise, M^{me} Monique Leclercq, vient d'interrompre une grève de la faim commencée le 20 janvier pour alerter l'opinion sur le sort de ses trois enfants retenus en Algérie par son ex-concubin. Elle doit répondre, le 2 mars, à une convocation du tribunal de Tlemcen et espère obtenir la garde de ses enfants, d'autant que la législation, de part et d'autre de la Méditerranée, lui donne raison.

Quand, en 1988, Monique Leclercq, agent technique au rectorat de Lille, et Abdelhadi Boudadi, qui n'a pas de travail fixe, décident de se séparer, la mère garde auprès d'elle les trois enfants : Halim, sept ans, Chehrade, six ans, et Fouad, quatre ans, tandis que le père jouit d'un droit de visite. Les tensions persistent après la séparation du couple, mais pas au point de refuser à M. Boudadi que les enfants voient leur grand-père paternel présumé mourant. L'ex-concubin utilise, en effet, cet argument pour attirer la mère et les enfants en Algérie. Confiante, trop confiante, celle-ci prend l'avion le 30 juillet 1991 en direction d'Oran, puis rejoint Tlemcen. Dès son arrivée, elle découvre que l'état de santé du patriarche n'a vraiment rien d'alarmant et décide de rentrer en France.

Mais M. Boudadi fait part à l'ami de son projet de la garder en Algérie. Affolée, mère et enfants tentent de s'enfuir. Ils sont vite rattrapés et dépouillés de passeports, billets d'avion et livret de famille. Monique est placée sous surveillance constante par les Boudadi, au bout de deux mois et demi, acceptent tout de même de la laisser partir, mais seule.

Depuis, celle-ci se bat pour le retour des enfants en France, subissant chantage et appels téléphoniques qui la menacent de représailles si elle n'envoie pas d'argent. Sur le conseil de son avocat, M^{me} Alain Vamour, elle a saisi le ministère de la justice français, alerté le ministre de l'Intérieur algérien, le consulat de France en Algérie, et a porté plainte au tribunal de Lille pour enlèvement et séquestration d'enfants.

Tout le monde lui affirme que son cas devrait être rapidement réglé puisqu'il s'agit de la législation des deux pays, les enfants doivent lui être confiés. Le couple n'étant pas marié, la France donne à la mère l'autorité parentale (article 374 du code civil), et la garde des enfants (article 371 du code civil). L'Algérie, elle, ne reconnaît pas les enfants nés hors mariage et ceux-ci sont donc automatiquement confiés à la mère. Seulement, il y a la loi et l'application de la loi, rendue encore plus difficile quand des considérations politiques s'en mêlent, ou que l'un des pays en cause traverse une crise grave.

En décembre dernier, M^{me} Leclercq a obtenu l'autorisation de se rendre en Algérie où elle a pu voir, au commissariat, ses enfants. De nouveau, elle a accepté de faire confiance. Cette fois, au consulat français qui lui a promis de suivre de près l'affaire. Mais, depuis son retour à Lille, elle est sans nouvelles des enfants. Elle a donc décidé, le 20 janvier dernier, de cesser de s'alimenter.

La semaine dernière, elle a eu la surprise de recevoir une lettre l'informant que M. Boudadi avait saisi la justice algérienne pour obtenir la garde des enfants, elle était convoquée à Tlemcen, le 2 mars. Ne voulant pas, selon ses propres termes, « se rendre en Algérie sur une civière », M^{me} Leclercq très affaiblie, a interrompu sa grève de la faim, mercredi 12 février. Elle espère maintenant que le tribunal reconnaitra l'illégitimité de la démarche du père et acceptera que les enfants reviennent avec elle.

CHRISTIANE CHOMBEAU

La chasse à courre en question en Grande-Bretagne

Haro sur les « tueurs » de renards

Si elle était acceptée, la proposition de loi examinée, vendredi 14 février, par la Chambre des communes aurait pour effet d'interdire toute chasse à courre. Le débat, en Grande-Bretagne, est intense.

LONDRES

de notre correspondant

Qu'on ne s'y méprenne pas : « Ce serait une tragédie pour la Grande-Bretagne et un désastre pour nos campagnes. » Dès lors, une seule solution : continuer la chasse aux renards, ces « prédateurs féroces et impitoyables », s'opposer à cette proposition de loi qui veut l'interdire. Ce message s'étale sur des pages entières des principaux journaux. Il est illustré par la photo d'un épagneul au visage défiguré par la colère (un militant anti-chasse), et ce commentaire n'est pas anecdotique : « Ce gentleman voudrait que nous changions la manière avec laquelle nous faisons certaines choses dans ce pays. »

Il s'agit d'une réponse des chasseurs à une série de publicités financées par la Société royale pour la prévention de la cruauté envers les animaux (RSPCA), tout aussi nuancées.

L'une des plus inspirées montre des hommes dont les mains plongent dans les intestins d'un cerf, que l'on suppose fraîchement abattu. Avec cette mention : « Les chasseurs ne tuent jamais un cerf de sang-froid. Ils le préfèrent chaud. » La guerre des communiqués et des signatures – des dizaines de milliers – a atteint son paroxysme ces jours derniers. Il s'agit d'un conflit fondamental, qui secoue ce que les Britanniques ont de plus cher : la tradition et, ajoutent les chasseurs, tout simplement la liberté.

Conflit de classes

Le texte législatif est présenté par M. Kevin McNamara, membre du Parti travailliste. Le conflit « de classes » n'est pas loin : d'un côté l'aristocratie terrienne qui chasse « depuis des générations », de l'autre les militants écologistes amoureux du règne animal, un rien « socialistes ». En réalité, la défense des animaux, depuis que la loi sur la protection des chiens et des chats a été votée, en 1911, est l'affaire de tous les Britanniques.

Les ministres eux-mêmes ne sont pas en reste. M. Alan Clark, secrétaire d'Etat à la défense, a publié une tribune libre dans le *Guardian*, pour expliquer son

« dégoût pour cette cruauté organisée ». Réponse de M. Michael Heseltine, ministre de l'environnement, dans le *Daily Telegraph* : une interdiction provoquerait « 33 000 suppressions d'emplois » dans le pays, détruirait l'équilibre écologique, obligerait à supprimer « 50 000 » chiens de meute et « probablement beaucoup de chevaux avec eux ». Et M. Heseltine d'ajouter : « n'est-ce pas beaucoup plus cruel d'empoisonner ou de « gazer » les renards ? »

Dans le Warwickshire (au sud de Birmingham), quelque 10 000 partisans de la chasse, accompagnés par douze meutes, devaient manifester, vendredi, leur hostilité au projet. A la Chambre des communes, il faudra cent votes et une majorité simple pour que le texte poursuive sa carrière parlementaire. Les 196 équipages de chasse à courre du Royaume-Uni seront aux abois. L'Eglise d'Angleterre (propriétaire de quelque 63 000 hectares de terres agricoles), le Palais de Buckingham sûrement, vont être attentifs. L'affaire est si sensible que la liberté de vote a été accordée aux parlementaires.

LAURENT ZECCHINI

FAITS DIVERS

Près de Calvi

Le gendarme tué en Corse a pu être victime d'un règlement de comptes entre malfaiteurs

BASTIA

de notre correspondant

Le gendarme Juvénal Défossez, tué le 13 février à Lunghignano, près de Calvi, en Haute-Corse (*le Monde* du 14 février), a pu être victime d'une méprise lors d'un règlement de comptes entre deux bandes rivales de malfaiteurs. Les enquêteurs semblent s'orienter vers une telle piste même si toutes les circonstances du drame ne sont pas encore éclaircies. « Des éléments ont été découverts qui permettent d'envisager une solution rapide et une élucidation probable ». Ces « éléments probables » sont en ces termes : M. Bernard Bonnet, le préfet de police, et M. Roland Mahi, le procureur de la République, ont conclu leur journée d'enquête passée à Lunghignano, jeudi 13 février.

Le matin même vers 2 h 30, le gendarme Juvénal Défossez était tué, atteint à la base de la nuque par une balle de gros calibre tirée dans le dos. Le garde mobile effectuait une ronde de surveillance dans le hameau proche de Calvi où plusieurs appels télé-

phoniques anonymes adressés à la gendarmerie signalaient des comportements bizarres d'hommes armés et cagoulés. Un premier coup de feu aurait même été tiré d'une ruelle du village en début de soirée. Après le drame le village avait été complètement bouclé par les forces de l'ordre et une équipe du GIGN appelée en renfort dans l'après-midi pour donner l'assaut à une maison dans laquelle « des éléments suspects » semblaient en planque.

La maison était vide mais la place ainsi libérée permettait aux enquêteurs de mener plus loin leurs investigations. Un peu plus tard dans la soirée de jeudi, la préfecture de police annonçait la saisie de l'arme du crime ainsi que d'une série de balles à ailettes découvertes dans la maison où s'étaient retranchées la nuit précédente trois personnes suspectes. Entendus par les gendarmes, ces « témoins » étaient toujours en garde à vue vendredi matin.

MICHEL CODACCIONI

DÉFENSE

A l'exemple de ministères alliés

M. Joxe crée une direction des affaires stratégiques

Au sein du ministère de la défense, M. Pierre Joxe va créer une direction des affaires stratégiques (DAS), qui devrait être confiée à M. Jean-Claude Cousseran, l'actuel numéro deux de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Un projet de décret est en préparation en ce sens. Un conseil des ministres devra entériner cette désignation.

Des pays alliés connaissent déjà une structure semblable, notamment les Etats-Unis, où l'équivalent de la DAS française porte le nom de Direction des affaires politico-militaires du Pentagone. Placée directement auprès du ministre, la DAS devrait devenir, dans une période qui connaît une véritable révolution stratégique dans le monde, un lieu d'échanges et de concertation transparent sur tout ce qui touche aux aspects politico-militaires et civilo-militaires de la sécurité.

A ce titre, elle dialoguera – pour le compte du ministre, qu'elle est chargée d'assister dans son travail de synthèse – avec des instances alliées de même nature, les états-majors, la délégation générale pour l'armement, le Quai d'Orsay, la direction du rensei-

gnement militaire en cours de mise en place (*le Monde* du 26 septembre 1991), et avec la DGSE.

Cette création d'une mission relativement légère auprès de M. Joxe était attendue depuis que, l'été dernier, l'actuelle Délégation aux études générales (DEG) du ministère de la défense n'avait plus de titulaire après le départ du général Henri Paris, qui l'animait, pour le commandement de la 2^e division blindée.

La DEG est condamnée à disparaître et certaines des tâches, qui ne seront pas reprises par la DAS, seraient redistribuées dans des organismes existants.

La DAS sera dirigée par un civil (qui devrait être M. Cousseran), assisté par un officier général. Au cabinet de M. Joxe, le conseiller technique chargé des questions stratégiques, M. Pascal Boniface, prend de nouvelles fonctions.

Directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS) à l'université de Paris-Nord-Villetaneuse, M. Boniface devient chargé de mission auprès de M. Joxe pour les colloques internationaux et, principalement, pour celui que le ministère français de la défense souhaite organiser à Paris à l'automne prochain, sous la responsabilité du général Jacques de

Barry, ancien secrétaire général de la défense nationale.

[Né le 15 septembre 1944 à Toulouse et diplômé de carrière, M. Jean-Claude Cousseran a alterné les postes à l'étranger (notamment à Beyrouth, Bagdad, Téhéran, New-York et Jérusalem) avec des fonctions dans l'administration centrale au Quai d'Orsay, à Paris. Après 1981, il a appartenu aux cabinets de Charles Hernu (au ministère de la défense) et à ceux de MM. Claude Chysson et Roland Dumas (au ministère des affaires étrangères). Conseiller des affaires étrangères, M. Cousseran est, depuis octobre 1989, directeur de la stratégie à la DGSE, et est considéré comme le numéro deux des services secrets, que dirige M. Claude Silberzhan, préfet.]

□ Un général à cinq étoiles dans la gendarmerie. – Le général de corps d'armée Jacques Hérisson, actuel major général de la gendarmerie nationale, devrait devenir, en mars prochain, inspecteur général de la gendarmerie. M. Pierre Joxe, ministre de la défense, l'a annoncé, jeudi 13 février, à Auxerre (Yonne), où il a visité des unités de la gendarmerie. A cette occasion, le général Hérisson devrait être le premier officier de gendarmerie, depuis la création de ce corps militaire il y a environ neuf siècles, à être élevé au rang de général d'armée (cinq étoiles). Jusqu'à présent, la hiérarchie s'y arrête au rang de général de corps d'armée (quatre étoiles).

EN BREF

□ Le CNES crée une antenne à Moscou. – Le Centre national d'études spatiales a annoncé, jeudi 13 février, la création à Moscou d'une antenne destinée à favoriser les échanges industriels avec la CEI dans le domaine spatial. Cette société, baptisée DERSI (Développement des relations spatiales industrielles internationales), sera dirigée par M^{me} Hélène Bourlakoïff.

□ Affiches Benetton : la famille du jeune homme décédé du sida défend la firme italienne. – Les parents de David Kirby, le jeune Américain atteint du sida dont la photo illustrait la dernière campagne de publicité de la firme italienne Benetton (*le Monde* du 27 janvier), ont apporté leur soutien au fabricant de textile italien, jeudi 13 février, lors d'une conférence de presse à New-York, en assurant que leur fils était favorable à toute publicité évoquant le sida. La photo controversée, qui paraîtra aux Etats-Unis dans les numéros de mars de *Vanity Fair*, *Interview* et *Rogue*, accompagnée du simple logo « United Colors of Benetton », représente la famille de David Kirby regroupée au chevet du jeune homme quelques minutes après sa mort. Lors de la conférence de presse tenue aux côtés du président du groupe, M. Luciano Benetton, M. William Kirby a estimé qu'il jouait cette campagne « positive »

De même, la généralisation annoncée de l'apprentissage d'une langue étrangère dès l'école primaire est approuvée par les syndicats d'enseignants (Syndicat national des instituteurs et SGEN-CFDT) et par les parents de la PEEP. Cette satisfaction est toutefois teintée de scepticisme sur les moyens, notamment en enseignants, dont disposera le ministère pour mettre en œuvre cette mesure. Pour ce qui concerne le lycée, enfin, syndicats d'enseignants (SNES et SNALC) et parents d'élèves (PEEP) réclament toujours le maintien d'une option permettant l'enseignement d'une troisième langue vivante en classe de seconde.

□ Rectificatif : l'enseignement du chinois au lycée. – Le chiffre que nous avons publié dans *le Monde* du 13 février concernant l'enseignement du chinois en France n'était uniquement en compte les élèves ayant choisi le chinois comme première langue. D'après les statistiques du ministère de l'éducation nationale, ces derniers étaient 117 en 1990-1991 et ils sont 108 cette année. Le nombre total d'élèves étudiant le chinois dans le système scolaire (première, deuxième, troisième langue et enseignement facultatif) s'élevait, pour l'année 1990-1991, à 2 640.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lessourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction
Jacques Amalric
Thomas Ferenzi
Philippe Hérissant
Jacques-Henri Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-89
ADMINISTRATION
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur 48-60-30-10

LOTTO		MERCREDI 12 FÉVRIER 1992	
19855	3 24 25 30 42 47	1	1
6	1	4 088 860 F	
5	138 105 F		
4	1 841	7 040 F	
3	31 138	152 F	
2	1 032 320	10 F	
20335		MERCREDI 12 FÉVRIER 1992	
1	5 9 10 12 25 41	1	1
6	1	139 605 F	
5	24 245 F		
4	7 051	945 F	
3	138 119	35 F	
2	2 087 881	4 F	

TACOTAC		LE N° 851 684 GAGNE 400 000 F	
TOUS LES BILLOTS DE TERMINANT PAR			
51 684	40 000 F		
1 684	4 000 F		
684	400 F		
84	40 F		
4	10 F		
DATE LIMITE DE RÈGLEMENT DES BILLOTS : 7 FÉVRIER 1992			
TIRAGE DU 13 FÉVRIER 1992			

SCIENCES

La NASA dans les turbulences après la démission de son administrateur

C'est désormais une certitude : l'astronaute Richard Truly, administrateur de la NASA, a bel et bien été démissionné (*le Monde* du 14 février). Après avoir un temps respecté le devoir de réserve des grands commis de l'Etat, l'ancien commandant de bord de la navette

n'a pu s'empêcher de faire éclater son amertume.

« Je suis accablé, a-t-il dit. Le président a décidé de procéder à un changement. Ce n'était pas ce que j'avais prévu », a-t-il ajouté, confirmant ainsi ce que beaucoup disaient tout bas, à savoir que des divergences importantes existaient entre la Maison Blanche et l'administrateur de la NASA. A l'heure où le Congrès prône la rigueur budgétaire et où le président Bush lui-même propose pour la NASA un budget en expansion de seulement 4,5 % (14,993 milliards de dollars), il semble en effet que Richard Truly n'ait pas su concilier, selon la présidence, les exigences d'économies drastiques avec celles d'un programme spatial limité, ponctuel, mais qui doit absolument paraître ambitieux.

Les missions spatiales scientifiques ne risquent-elles pas de faire les premières les frais de cette politique ? Sans doute. L'abandon de la mission CRAFT, qui doit donner lieu à un rendez-vous avec un astéroïde, en est un exemple. Ce qui fait dire à Richard Truly que l'Agence spatiale américaine doit s'attendre à « une période de mers fortes et de turbulences ».

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

15 minutes par jour pour apprendre le solfège

69 F

La

Qui doit rem

Identifica

Situatio

DOSSIER

La déclaration de vos revenus de 1991



Vous avez déjà reçu ou vous allez prochainement recevoir les imprimés nécessaires à la déclaration de vos revenus de 1991. En effet, l'administration les a envoyés à domicile jusqu'à la mi-février.

La déclaration des revenus aux contribuables qui ont déjà souscrit ce formulaire l'an dernier, la plupart des salariés et retraités reçoivent un formulaire simplifié en quatre pages cette année (n° 2042S) au lieu de six pour la déclaration normale (n° 2042N); la déclaration n° 2044 (feuille bleue) pour les propriétaires fonciers ayant déclaré l'an dernier des loyers, des fermages ou d'autres revenus des immeubles (redondances d'affichage); la déclaration n° 2047 (feuille rose) aux personnes encaissant des revenus hors de France;

la notice n° 2041 - AM sur la déduction « Monory » ou la déclaration n° 2048 sur le « CEA » (compte d'épargne en actions) aux contribuables qui ont déclaré les années passées des achats d'actions à ce titre;

les déclarations spéciales professionnelles.

Si vous ne recevez pas ces imprimés, vous pouvez les demander à partir du 17 février dans les centres des impôts. Dans les

communes où ces services ne sont pas installés, les mairies distribuent des déclarations de revenus (seulement le modèle normal), et des annexes n° 2044 pour la déclaration des revenus fonciers. Enfin, si vous avez réalisé des plus-values sur la vente de valeurs mobilières ou d'immeubles, les déclarations n° 2074 et 2049 correspondantes doivent être retirées dans les centres des impôts.

Les personnes qui ont reçu la déclaration simplifiée qui auraient en 1991 des revenus ou des charges autres que ceux qui sont prévus sur le formulaire ne doivent pas l'utiliser mais procurer un imprimé de déclaration normale n° 2042N (auprès

du centre des impôts ou, éventuellement, de leur mairie) sur lequel ils indiqueront l'adresse de leurs revenus et de leurs charges.

La déclaration, que vous devez remettre pour le 15 MARS 1992, minuit, au plus tard, a subi, par rapport à l'an dernier, des modifications pour tenir compte des mesures nouvelles. Celles-ci seront examinées au cas par cas de mesure de l'exposé des différents rubriques signalées par l'adjectif « NOUVEAU ».

Vous êtes dispensés de tout calcul, abatement, déduction ou limitation, qui sera automatiquement effectuée par l'exploitation informatique de vos déclarations. Nous publions toutefois des tableaux permettant de calculer vous-même votre impôt à payer et de vérifier, lorsqu'il vous sera communiqué par l'administration, votre montant d'imposition. En outre, la direction générale des impôts met à nouveau le service de calcul de l'impôt à la disposition des contribuables d'un Minitel (code « IR SERVICE », numéro d'appel: 36-15).

N'oubliez pas de joindre à votre déclaration et vos pièces justificatives pendant la période de contrôle pendant laquelle vos déclarations peuvent être contrôlées pendant une période.

Comment remplir votre formulaire

Qui doit remplir la déclaration ?

LE GÉNÉRAL. - La déclaration est souscrite par tout foyer dont l'un quelconque des membres perçoit des revenus imposables.

Toute personne disposant d'une résidence principale doit faire sa déclaration. Les personnes qui ne sont pas imposables y ont tout intérêt: l'administration leur adressera automatiquement un avis de non-imposition, qui est utile lors de la déclaration (ouverture d'un livret d'épargne populaire) ou de demandes de caractère social pour justifier de leurs ressources.

COUPLES MARIÉS. - Ils souscrivent une seule déclaration pour le foyer. Toutefois les époux mariés sous le régime de la séparation de biens et qui ont des revenus séparés font l'objet d'une imposition séparée (chacun en qualité de célibataire).

De même, il y a une déclaration distincte (en qualité de séparé):

- en cas de séparation de biens conjugaux pour méconnaissance, à la condition que les époux aient, chacun, des revenus;
- en cas d'absence de divorce ou de séparation lorsque les époux ont l'autorisation de vivre séparément.

MARIAGE EN 1991. - Les couples qui se marient en 1991 devront procéder ainsi:

- chacun souscrit, à son nom, une déclaration (éventuellement divorcé ou veuf) et un formulaire reprenant domicile, une déclaration de ses propres revenus et, le cas échéant, de ses enfants à charge, pour la période antérieure au mariage (remplir le cadre A, case C (éventuellement D ou V) et ligne X);
- les époux déposent, en outre, une déclaration de revenus ménage et une déclaration de charges pour la période postérieure au mariage (remplir le cadre A, case M et ligne X).

DIVORCE OU SÉPARATION EN 1991. - Comme pour le mariage, les époux doivent déposer une déclaration (en qualité de mariés) pour la période de vie commune et la séparation ou au divorce (si un des époux ne la signe pas, elle lui est néanmoins opposable): remplir le cadre A, case M et ligne Y.

D'autre part, chaque ex-époux souscrit, comme divorcé ou séparé, une déclaration personnelle de ses revenus postérieurs au divorce (ainsi que les revenus des enfants dont il a la garde et qu'il compte à charge) en remplissant le cadre A, case D et ligne Y.

DÉCÈS D'UN CONJOINT EN 1991. - Quel que soit le conjoint qui a décédé, les conséquences sont les mêmes: deux impositions sont établies.

Pour les revenus du ménage antérieurs au décès, la déclaration est souscrite par le conjoint survivant (remplir le cadre A (M et ligne Z)).

Pour les revenus personnels de l'époux survivant, postérieurs au décès, celui-ci doit remplir le cadre A (V et ligne Z).

Bien qu'ayant servi la V (veuf), le conjoint survivant bénéficie pour l'année du nombre de parts correspondant à la situation d'un contribuable marié (toutefois, la 1/2 part dont pouvait bénéficier le conjoint décédé s'il était invalide n'est pas reportable sur le survivant).

DÉCLARATION SOUSCRITE PAR UN ENFANT À CHARGE. - Le contribuable dont le conjoint est décédé ou divorcé peut demander l'imposition distincte de son enfant. Dans ce cas, il cesse d'être considéré comme à charge pour le calcul de l'impôt dû par ses parents.

L'imposition distincte est généralement la plus avantageuse, excepté lorsque le revenu de l'enfant ne représente qu'une faible fraction du revenu des parents.

REMARQUE. - Union libre: chacune des deux personnes doit souscrire une déclaration comme célibataire (ou divorcé ou veuf). Elles ont un enfant, celui-ci ne peut être compté à charge qu'une fois.

Où envoyer la déclaration ?

Adressez votre déclaration au service des impôts mentionné sur la déclaration, en tête de la première page, ou au service des impôts (ce service la transmettra alors au centre des impôts de votre domicile). Si vous envoyez votre déclaration par la poste, n'oubliez pas d'affranchir l'enveloppe. N'adressez votre déclaration au percepteur, il n'est que le chargé du recouvrement de l'impôt.

Si vous n'êtes pas en possession de tous les éléments nécessaires à l'établissement de votre déclaration, vous devez souscrire une déclaration provisoire en précisant les raisons pour lesquelles vous n'êtes pas en mesure de satisfaire à vos obligations.

Si vous souscrivez plusieurs déclarations (mariage, séparation...), envoyez-les ensemble au service des impôts du domicile conjugal.

Personnes à charge

L'administration imprime, dans le cadre 5 de la première page, les personnes à charge déclarées l'an dernier, à l'exception des enfants qui ne sont pas à charge et qui doivent être déclarés à la demande de rattachement, auquel cas il y a lieu de remplir le cadre C de la deuxième page.

Vérifiez scrupuleusement les mentions préimprimées dans le cadre 5, et en cas d'erreur, omission, ou si un enfant n'est plus à charge, remplissez, à la page 2, le cadre C en cas de rattachement d'enfants majeurs ou mineurs à votre foyer fiscal, le cadre B pour les autres enfants et personnes à charge, de manière à indiquer la situation qui doit être retenue: devez obligatoirement mentionner dans les cases appropriées le nombre des personnes à votre charge qui remplissent les conditions énumérées face à elles et appelées ci-après, à indiquer les deux derniers chiffres de leurs années de naissance.

Pour le calcul de l'impôt, les charges de famille sont appréciées au 1^{er} janvier (ou au début de la période d'imposition s'il est postérieur au 1^{er} janvier au 31 décembre 1991 ou à la fin de la période d'imposition si elle se situe avant le 31/12) selon la solution la plus avantageuse.

Si vous souscrivez une déclaration pour la première fois et si vous avez des personnes à charge, remplissez les cadres B et C. Faites de même si, ayant reçu une déclaration simplifiée, vous devez utiliser un imprimé de déclaration normale n° 2042N parce que vous avez des revenus et des charges correspondant à des rubriques n'existant pas sur le formulaire simplifié.

LES ENFANTS À CHARGE

Tout enfant né en 1991, enregistré à l'état civil, est compté à charge même s'il est décédé en cours d'année.

Vous bénéficiez d'une part entière, au lieu d'une demi-part, pour chaque enfant à charge à partir du troisième enfant.

Vous pouvez compter à charge vos enfants ou ceux de votre conjoint, légitimes ou naturels, adoptifs ou recueillis à votre foyer au cours de leur minorité (s'ils sont dans ce dernier cas, à votre charge effective et exclusive):

1) ENFANTS CÉLIBATAIRES

a) ENFANTS AGÉS DE MOINS DE DIX-HUIT ANS. - Les enfants âgés de moins de dix-huit ans au 1^{er} janvier 1991, ainsi que les enfants nés en 1991, les infirmes, quel que soit leur âge, peuvent être comptés à charge (les enfants infirmes titulaires de la carte d'invalidité donnent droit à une demi-part supplémentaire; ils comptent donc pour une part et demi, si vous avez au moins trois personnes à charge). S'ils perçoivent des revenus, ceux-ci doivent alors être ajoutés aux vôtres.

- Cas des parents divorcés ou séparés. - L'enfant est considéré à la charge du parent qui a la garde (soit par décision judiciaire, soit de son plein gré) ou pas de jugement.

Le parent qui n'en a pas la garde ne peut pas le déclarer à charge, mais peut déduire ses revenus de pension alimentaire qu'il verse pour lui.

En cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale, l'enfant est à la charge du parent chez lequel il réside habituellement, conformément à la décision du juge. L'absence de cette indication et si les enfants hébergés alternativement par chacun des parents, les derniers doivent alors désigner d'un commun accord celui d'entre eux qui doit les compter à charge et qui bénéficiera ainsi de la majoration du quotient familial. L'autre parent peut déduire de ses revenus le montant de l'obligation alimentaire, si vous êtes dans ce cas, joignez une note explicative à votre déclaration.

b) ENFANT AYANT ATTEINT L'ÂGE DE DIX-HUIT ANS EN 1991. - Vous pouvez le compter à charge tout en déclarant seulement les revenus qu'il perçoit avant la date de sa majorité.

L'enfant, de son côté, déclare les revenus qu'il perçoit depuis la date de sa majorité.

c) ENFANTS AGÉS DE PLUS DE DIX-HUIT ANS. - Ils sont, en principe, imposés à leur nom. Ils peuvent toutefois demander à être rattachés au foyer fiscal de leurs parents s'ils remplissent l'une des conditions suivantes:

- être âgés de moins de vingt et un ans;
- être âgés de moins de vingt-cinq ans pour les étudiants;
- effectuer leur service militaire légal, quel que soit leur âge.

L'OPTION POUR LE RATTACHEMENT

Cette option, annuelle, est irrévocable.

Pour formuler cette option, utilisez la demande de rattachement figurant dans le cadre C de la page 2 de la déclaration normale ou simplifiée.

L'accord du parent est considéré comme définitif dès lors qu'il a déclaré l'enfant à charge et joint à sa déclaration l'option pour le rattachement.

Le contribuable qui accepte le rattachement bénéficie d'une demi-part supplémentaire ou, dans certains cas, d'une part.

Le rattachement entraîne, pour les parents, l'obligation d'inclure dans leurs revenus perçus par l'enfant pendant l'année entière.

Cas des parents divorcés ou séparés. - Le rattachement peut être demandé à l'un ou l'autre des parents, mais jamais aux deux à la fois.

2) VOS ENFANTS MARIÉS OU CHARGÉS DE FAMILLE

Lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes:

- être âgés de moins de vingt et un ans,
- être âgés de moins de vingt-cinq ans lorsqu'ils sont étudiants,

effectuer leur service militaire quel que soit leur âge.

Ils peuvent opter pour le rattachement au foyer des parents (ou de l'un d'eux si ces derniers sont séparés).

Ce rattachement est global: il s'applique au jeune ménage, même lorsqu'un seul des époux remplit les conditions pour être considéré à charge et, le cas échéant, leurs enfants.

Il peut être demandé à la famille de l'un ou l'autre des conjoints (jamais aux deux).

L'avantage accordé au parent bénéficiaire de ce rattachement prend la forme d'un abatement sur le revenu de 22 100 F par personne prise à charge.

Les revenus du jeune ménage sont imposés du foyer de rattachement.

En cas de mariage en cours d'année d'un enfant âgé de plus de dix-huit ans, un même contribuable peut, à la fois, bénéficier d'une majoration du nombre de parts et d'un abatement.

3) VOS ENFANTS INFIRMES

Ils peuvent être comptés à charge quel que soit leur âge (ils donnent droit à une part s'ils sont titulaires de la carte d'invalidité). Mais pour un enfant infirme majeur, vous pouvez le compter à charge et déduire la pension alimentaire que vous lui versez (dans la limite de 22 100 F). Cette pension n'est pas soumise à l'impôt de l'enfant s'il s'agit de frais de séjour payés à un établissement hospitalier.

4) VOS ENFANTS EFFECTUANT LEUR SERVICE MILITAIRE

Ils peuvent demander à vous être rattachés, quel que soit leur âge (pour l'option, voir plus haut). Le service national au titre de l'aide technique ou de la coopération technique équivaut fiscalement au service militaire.

REMARQUE. - POUR LES ENFANTS MAJEURS: il est possible de déduire une pension alimentaire au lieu de les compter à charge. Cette déduction est surtout intéressante lorsqu'il n'est pas possible de compter un enfant à charge (étudiant de plus de vingt-cinq ans ou enfant plus de vingt et un ans recherchant un premier emploi). Elle permet également, en cas de divorce ou de séparation, au parent non bénéficiaire du rattachement, de déduire la pension à son enfant majeur de la déduire de ses revenus.

Les modalités et limites de déduction sont exposées plus loin sous le chapitre « Charges à déduire - Pensions alimentaires ». Si vous déduisez une telle pension, vous devez compter l'enfant à charge.

5) LES PERSONNES INVALIDES

(AUTRES QUE VOS ENFANTS) Il est possible de compter à charge une personne invalide recueillie à son foyer, qu'il soit nécessaire qu'il existe un lien de parenté entre elle et vous, et son exclusion en fonction du montant des revenus (elle donne droit à une part, ou une part et demi si vous avez au moins trois personnes à charge). Les conditions sont les suivantes:

- la personne doit obligatoirement vivre en permanence avec vous;
- elle doit être titulaire de la carte d'invalidité d'au moins 80 % (carte prévue par l'article 173 du code de la famille ou de l'aide sociale).

Bien entendu, vous devez, en contrepartie, vous avantage, déclarer ses revenus avec les vôtres, dans la catégorie correspondante (par exemple « Pensions, retraites, rentes... »).

Identification et adresse

1) **Civil.** - Outre les rectifications et compléments à apporter aux données précédentes, l'indication de la situation de famille est importante pour l'application automatique de certaines dispositions.

En effet, si vous êtes âgé(e) de plus de soixante-cinq ans, invalide (titulaire d'une pension d'invalidité de guerre ou d'accident, travail d'au moins 40 % ou titulaire d'une pension d'invalidité), vous bénéficiez d'un abattement de 8 860 F si vous êtes global, ou d'un abattement de 5 400 F si vous êtes local (ce revenu n'est exonéré que si vous êtes âgé(e) de plus de 60 ans, ou si vous êtes âgé(e) de plus de 60 ans et si vous êtes âgé(e) de plus de 60 ans et si vous êtes âgé(e) de plus de 60 ans).

2) **Adresse.** - Si vous avez déménagé en 1991, précisez votre nouvelle adresse au cadre 3 de la déclaration. Si vous avez déménagé après le 1^{er} janvier 1992, indiquez votre nouvelle adresse page 6 de la déclaration normale ou page 4 de la déclaration simplifiée. Si vous souscrivez une déclaration au titre d'une succession, indiquez vos coordonnées.

3) **Signature.** - Il faut prendre soin de signer la déclaration. Chaque époux doit signer.

4) **Profession.** - L'emploi est réservé, sur le formulaire simplifié, à la mention étant limitée, en particulier si vous avez plusieurs sources de retraite, indiquez les organismes payeurs.

5) **Signature.** - Il faut prendre soin de signer la déclaration. Chaque époux doit signer.

6) **Profession.** - L'emploi est réservé, sur le formulaire simplifié, à la mention étant limitée, en particulier si vous avez plusieurs sources de retraite, indiquez les organismes payeurs.

Situation de famille

La situation qui a été déclarée pour l'année dernière est préimprimée page 1, dans le cadre 4 de la déclaration que vous avez reçue à domicile. Si votre situation a été modifiée en 1991, vous ne devez porter aucune mention spéciale sur votre déclaration. En particulier, vous n'avez pas à remplir le cadre A (page 2). Si, au contraire, votre situation a changé, indiquez la situation imprimée en fausse ou incomplète, remplissez le cadre A (page 2, intitulée « Situation de famille en 1991 »); il en est ainsi, notamment, en cas de mariage, séparation, divorce ou décès du conjoint en 1991 (n'oubliez pas d'inscrire la date correspondante, ligne X, Y ou Z, qu'il s'agisse de la situation antérieure ou postérieure à l'événement).

Les couples mariés ou divorcés invalides des charges de famille bénéficient d'une demi-part supplémentaire de quotient familial.

Les ménages sont à la charge d'un demi-part supplémentaire lorsque l'un des conjoints remplit une des conditions suivantes:

- il est titulaire, pour une invalidité d'au moins 40 %, d'une pension militaire d'invalidité ou d'une pension de guerre;
- il est titulaire d'une pension d'invalidité pour accident du travail de 80 % ou plus;
- il est titulaire de la carte d'invalidité prévue par l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale.

L'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale.

Les ménages sont à la charge de deux conjoints invalides d'une part supplémentaire.

La carte d'invalidité est demandée à la mairie avant le 1^{er} janvier 1992, mais n'est pas attribuée, inscrivez la date de la demande à l'emplacement prévu pour le numéro et la date de la carte.

Une demi-part supplémentaire est accordée aux ménages lorsque l'un des conjoints a plus de soixante-cinq ans et est titulaire de la carte du combattant. Cet avantage peut cumuler avec les majorations de quotient familial prévues par l'article d'invalidité.

Les couples mariés ou divorcés invalides des charges de famille bénéficient d'une demi-part supplémentaire de quotient familial.

Attention! Une seule personne n'ayant pas de charge de famille a droit, au maximum, à une part et demi (les demi-parts supplémentaires cumulent pas).

Pour vos revenus et vos charges, ne portez jamais les centimes. Arrondissez au franc.

DOSSIER

1. - Traitements, salaires et pensions

Doivent être déclarés les rémunérations principales (salaires, primes, traitements, soldes, indemnités) et gratifications et pourboires.

a) SALAIRES, AVANTAGES EN NATURE ET INDEMNITÉS JOURNALIÈRES.

Vous ne percevez que des salaires qui ne donnent lieu à une déduction supplémentaire, n'avez que cette colonne à remplir, la déduction de 10% pour frais professionnels étant calculée et déduite directement par l'ordinateur (pour chaque bénéficiaire, le minimum de déduction pour frais professionnels est de 2 060 F au lieu de 2 000 F antérieurement, sans toutefois pouvoir excéder le montant brut des encaissements).

Cette déduction de 10% est limitée à 960 F. Elle s'applique aux frais professionnels (trajet du domicile au lieu de travail, frais de repas, de vêtements spéciaux, documentation, etc.) dont le remboursement constituerait une allocation imposable.

Vous devez ajouter à votre salaire les avantages en nature si votre employeur vous loge, vous nourrit, vous fournit des prestations ou des marchandises (eau, gaz, chauffage, électricité...) ou met une voiture à votre disposition. Ces avantages doivent être évalués pour leur montant réel. Toutefois, pour la nourriture, le logement, si le salaire n'a pas dépassé 137 760 F en 1991, vous pouvez les évaluer d'après le tarif prévu en matière de sécurité sociale.

CAS PARTICULIERS.

Salaires versés aux apprentis munis d'un contrat régulier d'apprentissage. - Ne déclarez que la fraction du salaire excédant 500 F.

Service national. - Les salaires et avantages en nature dont bénéficient les militaires non officiers pendant la durée légale du service national ou la durée correspondante du service national pour les engagés ne sont pas imposables. Il en est de même des indemnités perçues par les jeunes gens du service de l'aide technique ou la coopération.

Militaires en mission à l'étranger. - Les indemnités qu'ils perçoivent en raison de leur expatriation sont exonérées d'impôt sur le revenu (cas des militaires français en mission dans le Golfe).

Étudiants. - En dehors des indemnités des stages obligatoires (exonérées d'impôt), les rémunérations perçues par les étudiants qui travaillent pendant la période des congés scolaires ne sont pas imposables selon les règles du droit commun.

En revanche, bourses versées aux étudiants en fonction de critères de ressources pour leur permettre de poursuivre leurs études lorsqu'ils appartiennent à des familles modestes ne sont pas imposables.

Travailleurs privés d'emploi. - Toutes les allocations de chômage versées par l'ASSEDIC ou le FNE sont imposables.

REMARQUE. - Les allocations versées avant le 15 juillet 1987 par l'ASSEDIC employées pour l'acquisition de parts sociales d'une société coopérative ouvrière de production en constitution et pour lesquelles le report d'imposition n'est demandé ni en 1991 ni par la suite, ne sont pas imposables.

Les allocations versées avant le 15 juillet 1987 et le 31 décembre 1991 pour créer ou reprendre une entreprise, quelle qu'elle soit, ne sont pas imposables au titre de 1991 que si, au cours de l'année :

- vous avez totalement et définitivement votre activité ;

- vous avez créé votre entreprise, les actions ou parts de la société créée ou reprise.

Par exception, les allocations versées entre le 15 juillet 1987 et le 31 janvier 1988 exonérées d'impôt si vous cessez votre activité.

NOUVEAU. - L'apport de l'entreprise individuelle, créée, l'aide des allocations ASSEDIC, d'une société, ne fait perdre le bénéfice de l'exonération sous réserve que les revenus perçus en contrepartie de l'apport soient conservés jusqu'à l'expiration de la cinquième année suivant le versement des allocations et que l'apporteur effectue effectivement le contrôle de la société.

Dirigeants de société. - Les allocations forfaitaires pour frais d'emploi doivent être ajoutées au salaire dans tous les cas, ainsi que les remboursements des cas d'option pour la déduction des frais réels ou de déduction supplémentaire.

L'administration admet qu'une allocation de frais de déplacement calculée en fonction du barème kilométrique qu'elle publie chaque année ne revêt pas caractère forfaitaire s'il est justifié du nombre de kilomètres parcourus, mais constitue un « remboursement ». Toutefois, il est indispensable de préciser la date, l'objet, l'importance des déplacements, à défaut de quoi il s'agit d'allocations forfaitaires imposables.

Parmi les remboursements et frais exonérés - sauf option pour les frais ou une déduction forfaitaire supplémentaire - le fisc admet : les frais de déplacement professionnels que les trajets du domicile au lieu de travail (restauration, transport, hôtel), les invitations professionnelles au restaurant, les cadeaux

offerts aux relations professionnelles, la condition qu'ils soient appuyés de justificatifs.

Déduction des intérêts d'emprunts contractés pour souscrire au capital de sociétés nouvelles ou pour participer à des opérations de rachat d'entreprises. - Peuvent être déduits du salaire les intérêts des emprunts contractés à partir de 1984 :

- pour souscrire au capital d'une société qui se crée (ou d'une société issue de la transformation d'une société précédente) dans laquelle l'intéressé sera salarié ;

- pour racheter l'entreprise dans laquelle le contribuable a un emploi salarié.

Le montant déductible ne peut excéder 30% du salaire versé par la société nouvelle ou rachetée, ni la somme de 100 000 F.

Ces limites sont portées à la totalité du salaire versé par la société rachetée à 150 000 F pour les intérêts des emprunts contractés à compter du 15 avril 1987 pour le rachat d'entreprise par les salariés.

La déduction n'est autorisée que si des titres sont conservés cinq ans au moins et si des justificatifs nécessaires sont joints à la déclaration.

Indemnité de départ en retraite ou de préretraite. - En cas de départ volontaire, l'indemnité exonérée est la limite de 200 000 F.

En cas de mise en retraite ou de décision de l'employeur, l'indemnité exonérée est la limite de 200 000 F, la convention collective de branche (avec minimum de 100 000 F).

Le surplus est imposable, mais peut donner lieu à l'échelonnement au 1991 et les trois années antérieures (1988 à 1990). Il faut en faire la demande par lettre jointe à la déclaration.

Au lieu de l'échelonnement, il est possible de demander que la fraction imposable de l'indemnité de départ volontaire soit répartie pour sa taxation par quarts sur l'année 1991 et les trois années suivantes (1992 à 1994). Il faut en faire la demande par lettre jointe à la déclaration. Une fois exécuté, le choix pour l'échelonnement est définitif et ne peut être révoqué.

Son application est exclusive de celle de l'échelonnement sur les années antérieures.

Primes de départ volontaire. - Elles sont imposables et peuvent donner lieu à l'échelonnement l'année de leur perception et les trois années antérieures sur demande du contribuable.

Toutefois, les indemnités de départ volontaire versées dans le cadre d'un plan global de réduction d'effectifs sont exonérées à concurrence du montant de l'indemnité qui aurait été perçue en cas de licenciement.

Indemnité de licenciement. - Elle n'est pas imposable s'il s'agit de l'indemnité légale ou de l'indemnité prévue par la convention collective de branche, qui représente des dommages-intérêts. Quant aux indemnités allouées en application de clauses spéciales du contrat de travail d'accords particuliers à l'employeur, elles ne sont imposables que pour la partie qui excède l'indemnité légale conventionnelle.

La fraction imposable de l'indemnité de licenciement peut, à la demande de l'intéressé, être répartie sur 1991 et les trois années antérieures.

Délai-congé. - Lorsque le délai-congé se répartit sur plus d'une année civile, l'indemnité compensatrice due par l'application du contrat de travail est déduite par le contribuable à plusieurs fractions, pondant respectivement à la part de l'indemnité afférente à chacune des années considérées.

Exemple : licencié le 1^{er} décembre 1991, et percevant une indemnité compensatrice de délai-congé de six mois, le contribuable pourra rattacher :

- à ses revenus 1991, la fraction de l'indemnité afférente au mois de décembre 1991 (soit un mois) ;

- à ses revenus 1992, la fraction de l'indemnité afférente aux mois de janvier à mai 1992.

Rémunérations versées en cas de maladie. - Les indemnités journalières versées par les organismes de Sécurité sociale et de la Mutualité sociale agricole pour leur compte sont soumises à l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que les salaires.

Sont exonérées les indemnités journalières :

• d'accidents du travail ;

• de repos, versées aux femmes pendant leur congé de maternité ;

• de maladie, versées aux assurés reconnus atteints d'une maladie comportant un traitement prolongé ou des soins particulièrement coûteux.

Les rémunérations qu'une entreprise verse à ses salariés pour prestations journalières de Sécurité sociale sont imposables à déclarer dans la colonne « salaires ». Il en est de même si ces prestations sont payées par l'intermédiaire d'un comité d'entreprise ou versées par un organisme de retraite d'assurance directement au bénéficiaire pour le compte de l'employeur.

Lorsqu'un salarié se couvre personnellement du risque de perte de salaire en cas de maladie, auprès d'une compagnie d'assurances, les primes versées ne sont pas déductibles. Corrélativement, les indemnités en exécution du contrat ne sont pas imposables.

Enfin, les indemnités versées en cas de maladie de maternité par les régimes spéciaux qui maintiennent le salaire sont toujours imposables (par exemple le régime des fonctionnaires).

NOUVEAU. - Primes de... Quel que soit leur montant, les primes et indemnités versées à titre exceptionnel au cours d'un changement de poste ou de la démission peuvent, sur demande des intéressés, être réparties, pour leur imposition, sur l'année de leur perception et les années antérieures.

Lève d'options de souscription d'achat d'actions. - Les salariés qui ont procédé en 1991 à une levée d'options de souscription d'achat d'actions que leur société leur a offerte, à partir du 1^{er} janvier 1990, avec une réduction de prix supérieure à 10% de la valeur du titre doivent déclarer, étant imposables comme des salaires, la partie de cette réduction de prix qui excède 10%.

La déduction n'est pas imposable lorsque la levée porte sur des options offertes par l'employeur le 1^{er} janvier 1990.

c) FRAIS À TITRE JUSTIFIÉS.

Vous avez la possibilité, si vous estimez que la déduction forfaitaire pour frais de 10% est insuffisante en regard des frais que vous avez engagés au cours de l'année 1991, de demander que vos frais soient retenus, à la condition de fournir un état détaillé dans le cadre « autres renseignements » (page 6 de la déclaration normale ou page 4 de la déclaration simplifiée) et de conserver les justificatifs que le service des impôts vous exigera.

Vous devez alors ajouter à vos salaires les indemnités forfaitaires et remboursements et frais qui vous ont été alloués par votre employeur et, si ce dernier met à votre disposition pour vos déplacements professionnels, la valeur correspondant à cet avantage en nature.

Dépenses de mobilier, matériel et outillage pour les besoins de la profession. - Vous pouvez déduire les dépenses de mobilier, matériel et outillage pour les besoins de la profession. Vous pouvez déduire les dépenses de mobilier, matériel et outillage pour les besoins de la profession. Vous pouvez déduire les dépenses de mobilier, matériel et outillage pour les besoins de la profession.

Frais d'études d'examen. - Les dépenses déductibles à titre de dépenses professionnelles lorsque les diplômes recherchés permettent l'amélioration de la situation professionnelle ou l'accès à une autre profession.

Frais supplémentaires de repas. - Si vous n'avez pas conservé les justificatifs précis, ils peuvent être évalués à une fois et demie le montant du minimum horaire garanti par repas, soit en moyenne pour 1991 de 24,32 F à 24,59 F, pour les salariés dont la rémunération excède le plafond de la Sécurité sociale (137 760 F pour 1991), et à une fois le minimum pour les autres salariés, soit en moyenne de 16,21 F à 16,39 F pour ceux ne relevant pas de la Mutualité sociale agricole et de 20,26 F à 20,49 F pour ceux qui y relèvent. Entendu, vous devez justifier de la réalité et du montant des dépenses.

Frais de transport du domicile au lieu de travail. - La déduction est admise lorsque la distance entre le domicile et le lieu de travail ne présente pas un caractère anormal. A titre de règle pratique, le compte tenu de la jurisprudence du Conseil d'Etat cette distance est présumée normale jusqu'à une trentaine de kilomètres.

Il s'ensuit que, dans le cas où le contribuable réside à une distance plus importante de son lieu de travail, il lui appartient d'établir que cette circonstance n'a pas un caractère anormal, compte tenu du lieu où il exerce son activité et des circonstances propres à son cas particulier. Il est notamment tenu compte de l'importance de l'agglomération où il travaille ainsi que des conditions de logement. Ainsi, pour les grandes villes, il est admis, d'une manière générale, que les salariés habitant en banlieue puissent déduire, dans le cadre des frais réels, leurs frais de transport.

En revanche, si c'est pour des raisons de convenance personnelle que vous avez fixé votre habitation loin de votre lieu de travail, vous ne pouvez prétendre à la déduction des frais de transport.

Pour évaluer les frais de voiture dans le cas où vous ne disposez pas de la totalité des justificatifs, l'administration publie, à titre indicatif, un barème de prix de revient kilométriques suivant la puissance du véhicule, le nombre de kilomètres parcourus pour la profession qu'il appartient de justifier.

Au cas où le barème a été refondu pour éviter les effets de seuil.

Il n'y a pas de refonction à opérer sur le prix de revient lorsque le véhicule est ancien ou a été acheté d'occasion ni à distinguer selon la nature des parcours (ville ou route).

Locaux professionnels. - Les loyers de locaux ainsi que les charges s'y rapportant (dépenses d'entretien, location, impôts locaux...) sont déductibles à la condition que l'employeur n'ait aucune pièce à la disposition du professionnel. Lorsque le usage mixte (habitation, profession), la déduction porte sur les seules charges correspondant au local professionnel : elles sont calculées en proportion de la superficie de ce local par rapport à la superficie totale du logement.

Les propriétaires de leurs locaux professionnels peuvent déduire un loyer fictif ou leur valeur locative. Seule est déductible, pour ces personnes, la déduction effectivement subie par les locaux au titre de l'année d'imposition : la déduction étant exceptionnelle, l'administration ne peut déduire que les justificatifs précis des contribuables qui pratiquent telle déduction.

Voyageurs représentant de l'entreprise. - Les dépenses occasionnées par les relations avec la clientèle (correspondances, invitations, cadeaux...) peuvent être évaluées, en cas d'impossibilité de fournir des justificatifs, à 2% des commissions avec un maximum forfaitaire de 3 500 F.

Cotisations syndicales. - Les cotisations versées par les salariés sont entièrement déductibles en cas d'option pour la prise en compte de leurs frais professionnels réels.

Mais, dans le cas où les salariés ne peuvent bénéficier de la nouvelle déduction d'impôt relative à ces cotisations (voir paragraphe g).

DÉDUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES. L'exercice de certaines professions confère droit à une déduction supplémentaire pour frais. Vous devez indiquer le montant de votre revenu qui correspond, ainsi que le taux admis pour la déduction de l'impôt (vous devez ajouter vos indemnités de fin de votre salaire). Cette déduction est limitée à 2000 F.

Une déduction supplémentaire de 25% est accordée aux écrivains ou compositeurs pour les droits d'auteur intégralement déclarés par des auteurs soumis au régime des salaires. Elle est limitée à 2000 F (si vous percevez d'autres salaires ouvrant droit égale-

ment à une déduction supplémentaire, indiquez, dans la colonne « autres renseignements » de la déclaration, par la déduction, le détail de la nature des sommes bénéficiant de ces déductions).

e) PENSIONS, RETRAITES ET RENTES VIAGÈRES À TITRE GRATUIT.

Il faut entendre par pension, retraite ou rente viagère tout versement d'un capital ou d'un bien meuble ou immeuble.

Principales exonérations. - Sont exonérées de l'impôt sur le revenu : l'allocation aux vieux travailleurs versée par la Sécurité sociale, l'allocation aux adultes handicapés, l'allocation supplémentaire allouée par le Fonds national de solidarité, la pension versée aux victimes militaires, les rentes viagères servies à titre de dommages-intérêts en vertu d'une condamnation judiciaire pour réparation d'un préjudice corporel entraînant une incapacité permanente totale, les pensions des accidents du travail ou de maladies professionnelles, la pension d'invalidité versée, pour un ascendant disposant de ressources, directement à une personne ou à un établissement hospitalier.

Doivent être déclarées les pensions :

- les pensions de vieillesse et de retraite servies par le régime général de la Sécurité sociale ou les autres régimes, par les régimes complémentaires de retraite et la prévoyance, pour les fonctionnaires civils et militaires ;

A NOTER. - Si le paiement de votre pension a été mensuel en 1987, les aménagements prévus pour l'imposition ne portent que sur l'année 1991, l'organisme payeur. Vous devez figurer sur votre déclaration la somme indiquée par cet organisme.

Les pensions d'invalidité (sauf : les pensions d'assurance-invalidité dont le montant n'excède pas la cotation des vieux travailleurs ou le montant de l'intérêt de la pension) dépassent pas le plafond prévu par l'attribution de l'allocation ; les pensions allouées en vertu du code des pensions d'invalidité et des victimes de guerre ;

Les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations des dispositions du code civil ;

L'allocation de garantie de ressources aux travailleurs en préretraite, à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle dans les conditions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977, les allocations servies en vertu de conventions du Fonds national de l'emploi dont le montant est :

- les rentes constituées à titre gratuit dont le régime d'imposition est identique à celui des pensions.

Le plafond mensuel de l'abattement de 10% dont bénéficient les pensions est fixé à 2 000 F. Il s'applique par foyer. En revanche, l'abattement minimum reste fixé à 1 800 F par bénéficiaire. Lorsque le plafond doit jouer (loyer perçu de pensions dont le montant est supérieur à 293 000 F), il est, pour le cas de l'abattement de 20% (voir paragraphe f ci-après), réparti au prorata des pensions de chacun.

REMARQUES :

Frais de transport de retraite Gogues dans tous les cas une note justificative à votre déclaration). - Les déductibles des salaires, le cas échéant, des pensions de la profession ou à personnellement affectés à ces pensions.

Si le bénéficiaire ne dispose pas de salaires ou pensions, les rachats doivent être portés dans la rubrique « autres renseignements » de la déclaration.

Sommes retirées des pensions perçues au titre d'un plan d'épargne-retraite (PER). - Les retraits effectués sur un PER ainsi que les arrérages perçus au titre de ce plan sont imposables en tant que pensions, lorsqu'ils ont été soumis au prélèvement l'impôt sur le revenu. Les personnes concernées peuvent se procurer dans les services des impôts l'imprimé spécial qui leur permettra de déterminer les sommes à déclarer.

ABATTEMENT DE 10% SUR LES SALAIRES ET PENSIONS. Cet abattement ne s'applique qu'à la fraction des salaires et pensions qui excède 200 000 F. Il est limité à 12 000 F.

Son taux est ramené à 10% pour la fraction comprise entre 200 000 F et 250 000 F. Les salaires nets versés à des dirigeants par les sociétés dans lesquelles ils contrôlent plus de 33% des droits sociaux, au-delà de 440 000 F s'ajoutent à l'ensemble des rémunérations en 1991 et non plus à leur montant unitaire.

COTISATIONS SYNDICALES VERSÉES PAR LES SALARIÉS ET PENSIONNÉS. Les cotisations versées en 1991 par les salariés et pensionnés à un syndicat représentatif de salariés ou de fonctionnaires ouvrent droit à une réduction d'impôt.

Cette réduction d'impôt est égale à 30% (au lieu de 20% l'année passée) du montant des cotisations versées, limitée toutefois à 1% des salaires, pensions ou rentes viagères, à titre gratuit (déduction de l'impôt sur le revenu). Le plafonnement est effectué directement par l'ordinateur.

Les personnes qui demandent à bénéficier de cette réduction d'impôt doivent obligatoirement joindre, à leur déclaration de revenus, le reçu qui leur a été délivré par le syndicat.

REMARQUE. - Les salariés qui optent pour la prise en compte de leurs frais professionnels réels n'ont pas droit à cette réduction d'impôt (voir paragraphe c).

b) RENTES VIAGÈRES À TITRE ONÉREUX (en contrepartie de l'aliénation d'un capital ou d'un bien meuble ou immeuble).

Utilisez une colonne pour chaque rente et inscrivez le montant brut de la rente et l'âge que vous avez au moment de l'entrée en jouissance. Désormais, ainsi que le taux admis pour la déduction de l'impôt par l'ordinateur. Elle est égale à : moins de 50 ans : 70% ; 50 à 59 ans : 50% ; 60 à 69 ans : 40% ; plus de 70 ans : 30%. Si vous percevez une rente viagère en vertu d'une clause de réversibilité, inscrivez l'âge que vous aviez au moment du décès du précédent bénéficiaire. Si elle a été initialement constituée au profit d'un ménage, c'est l'âge du conjoint le plus âgé au moment de l'entrée en jouissance qui doit être retenu.

Prix de revient kilométrique (1991, frais de garage exclus)

Puissance administrative	Jusqu'à 5 000 km	Jusqu'à 20 000 km	Au-delà de 20 000 km
	F	F	F
3 CV et moins	1,85	5 990 + (d x 1,11)	1,26
4 CV	2,23	7 346 + (d x 1,02)	1,47
5 CV	2,48	8 646 + (d x 1,11)	1,62
6 CV	2,67	9 626 + (d x 1,19)	1,75
7 CV	2,78	10 426 + (d x 1,25)	1,82
8 CV	2,99	11 426 + (d x 1,35)	1,97
9 CV	3,07	12 426 + (d x 1,41)	2,04
10 CV	3,22	13 426 + (d x 1,49)	2,15
11 CV	3,29	14 426 + (d x 1,55)	2,21
12 CV	3,53	15 426 + (d x 1,65)	2,37
13 CV	3,59	16 426 + (d x 1,72)	2,43
au-dessus			

d = nombre de kilomètres parcourus par le professionnel.

Exemple : a) Pour un parcours de 10 000 km, le montant des frais de déplacement s'élève à : 2,48 F x 10 000 = 24 800 F.

b) Pour un parcours de 20 000 km, le même véhicule, ce montant déductible s'élève à : 2,48 F + (8 000 x 1,11 F) = 17 526 F.

c) Enfin, pour un parcours de 22 000 km, le même véhicule, la déduction s'élève à : 1,82 F x 22 000 = 40 040 F.

DOSSIER

2. - Revenus des valeurs et capitaux mobiliers

Un abattement unique s'applique globalement sur les revenus d'obligations et d'actions. Son montant, fixé à 8 000 F, est porté à 16 000 F si vous êtes marié.

a) Revenus de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants (ligne AB).

Doivent notamment être déclarés sous cette rubrique, pour leur montant brut, lorsqu'ils sont pas inclus dans les recettes provenant d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale, non commerciale ou agricole, les produits :

- des créances hypothécaires, privilégiées et chirographaires ;
- des dépôts à vue ou à échéance fixe ;
- des cautionnements en numéraire ;
- des comptes courants ;
- des clauses d'indexation affectées aux dépôts ou à la disposition de vos fonds associés ;

des bons de capitalisation d'une durée inférieure à six ans (bons souscrits avant le 1^{er} janvier 1990) ou huit ans (bons souscrits depuis le 1^{er} janvier 1990), sauf option pour le prélèvement libératoire.

Pour les bons de caisse, il faut ajouter au produit perçu le montant du crédit d'impôt, ce dernier étant par ailleurs porté ligne EY.

Les produits dans le cadre d'un plan d'épargne populaire (PEP) lorsque le titulaire a effectué en 1991 une opération conduisant à la clôture de son plan : retrait, retrait partiel, du cadre du PEP. Aucune déclaration n'est cependant à effectuer si la clôture du plan a été intervenue le 1^{er} janvier 1991. L'un des cas de force majeure prévus par la loi : décès du titulaire du plan ou son conjoint ; expiration des droits aux assurances chômage prévues par le code du

travail à la suite du licenciement du titulaire plan de conjoint.

Sont exonérés d'impôt les intérêts livret A, la caisse d'épargne, du livret bleu d'une durée inférieure à six ans, du compte épargne-logement (ou d'un plan) du livret d'épargne du travailleur manuel, du CODEVI du livret d'épargne d'entreprise.

b) Revenus de valeurs mobilières (lignes DE, FG, HF et JK).

Il s'agit :

- des intérêts, arrérages et produits de nature obligations, actions et autres titres d'emprunts négociables ;
- des actions à parts sociales distribuées aux associés de sociétés ;

Les intérêts suivants sont exonérés :

- les intérêts de l'emprunt 4,5% de 1973 ;
- les produits des parts de fonds communs de placements à risque, certaines conditions ;

produits des titres déposés sur les engagements d'épargne à long terme.

En dehors des jettions de présence des distributions n'ayant pas le caractère de dividendes, les revenus des valeurs mobilières peuvent avoir supporté une retenue à la source (obligations, titres d'emprunts), soit l'impôt sur les sociétés ou le précompte en lieu, soit un impôt étranger éventuellement imputable en France. Tout ou partie de cette retenue est imputable sur le crédit d'impôt (valeurs à revenus) ou valeurs étrangères ou avoir fiscal

dividendes des actions françaises.

Pour déclarer vos revenus, conformez-vous aux

indications figurant les justificatifs qui vous sont remis par les établissements payeurs qui doivent, obligatoirement, être joints à votre déclaration : la somme à déclarer comprend le revenu net perçu auquel s'ajoute le montant du crédit d'impôt ou de l'avoir fiscal. Le montant du crédit d'impôt et de l'avoir fiscal, arrondi au franc supérieur, doit être déclaré ligne EY : il sera déduit du montant brut de l'impôt et, s'il est supérieur à ce dernier, restitué. Ne déclarez pas le crédit d'impôt rapportant à des revenus mobiliers exonérés, il n'est pas déductible.

L'abattement mentionné plus haut est accordé automatiquement. Vous ne devez pas le déduire.

Un abattement supplémentaire de 1 000 F est accordé pour les intérêts de l'emprunt d'Etat 8,80% de 1977 (ligne DE).

Vous pouvez déduire, ligne CA, les frais de garde de vos valeurs.

En raison de l'abattement des revenus d'obligations et d'actions, vous pouvez avoir opté pour le prélèvement libératoire sur vos produits d'obligations, alors que cette option vous a été défavorable. Dans cette situation, déclarez ligne FZ le montant des revenus d'obligations que vous soumettez au prélèvement libératoire (il figure sur le justificatif de la banque, sous l'avis fiscal). L'ordinateur imputera l'abattement, d'abord vos produits d'actions, puis vos revenus d'obligations, et, s'il apparaît que vous ne profitez pas à plein de l'abattement en raison de votre option, le trop-versé est automatiquement calculé et déduit de votre impôt, voire restitué.

Si votre impôt est inférieur à 440 F, les revenus de valeurs et capitaux mobiliers déclarés à 2 supportent un impôt complémentaire de 1%.

3. - Revenus fonciers

Les contribuables qui perçoivent les plus-values énumérées ci-après ont dû en principe recevoir une déclaration normale. Ceux qui auraient reçu un formulaire simplifié et qui seraient néanmoins n'auraient pas utilisé cet imprimé mais une déclaration normale n° 2042 N qu'ils se procureront auprès de leur service des impôts ou de leur

Ne pas à déclarer ici que les revenus des immeubles bâtis ou non bâtis, en location ou en jouissance, mais qui sont affectés à l'habitation (terrains non cultivés réservés à la chasse...), ainsi que les revenus accessoires qui ont leur origine dans le droit de propriété ou d'usufruit (droit d'affichage, droit de chasse...) qui proviennent des propriétés dont vous réservez la jouissance ou que vous donnez en location. Il ne s'agit pas, par exemple, de revenus perçus par contrepartie de la location, d'un particulier ou d'une société, de panneaux ou d'emplacements publicitaires sur un terrain ou une maison vous appartenant.

ATTENTION ! - Les entreprises ou les professionnels de la publicité déclarent à l'administration fiscale les revenus au titre du droit d'affichage.

Les dépôts de garantie sont déclarés, s'ils sont, au départ du locataire.

Exonération des loyers tirés des locations consenties à des personnes de condition modeste. - Les propriétaires qui, au 1^{er} janvier 1991, un logement de location RMI ; étudiants bénéficiaires d'une bourse (titulaires du RMI) ; organismes à but lucratif agréés mettant les logements loués à la disposition de personnes défavorisées ; exonérés d'impôt sur les loyers qu'ils tirent de leur location.

Le logement loué doit répondre aux minimaux (superficie, confort) fixés par le décret n° 90-783 du 3 septembre 1990 et le loyer ne doit pas excéder, par mètre carré habitable, 239 F annuels en Ile-de-France et 249 F annuels dans les autres régions.

Pour bénéficier de l'exonération, vous devez joindre une déclaration de revenus précisant les conditions de location, le nom du locataire, les pièces justificatives qu'il remplit les conditions requises, ainsi qu'une copie du contrat de location.

NOUVEAU. - Les subventions de l'Association nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) constituent des revenus fonciers, imposables au même titre que les loyers perçus. Sont également taxables, les recettes, les indemnités d'assurance se rapportant à des dépenses de construction ou d'agrandissement, les subventions et indemnités est à comprendre dans les charges déductibles des revenus fonciers.

Si vous louez un appartement meublé ou des locaux nus mais à une personne qui est une société de gestion qui les destine à la location meublée et si la location présente un caractère commercial (cas des modalités du bail, reportez-vous à la B « Locataires meublés non professionnels » du chapitre 4.

Vous devez joindre à votre déclaration l'annexe bleue n° 2044, vous l'avez pas reçue, demandez-la à votre centre des impôts (ou dans certaines mairies), ainsi que les loyers perçus. Sont également taxables, les recettes, les indemnités d'assurance se rapportant à des dépenses de construction ou d'agrandissement, les subventions et indemnités est à comprendre dans les charges déductibles des revenus fonciers.

Copropriétaires : pour être déductibles, les provisions pour avances au syndic doivent avoir été reversées en 1991 par ce dernier aux entrepreneurs (conservez l'attestation du syndic).

Sorti des déficits fonciers.

1) En principe, ils ne peuvent s'imputer que sur d'autres revenus fonciers réalisés la même année, ou cinq années suivantes s'il s'agit d'immeubles urbains ou les neuf années suivantes pour des propriétés rurales.

2) Exceptionnellement, des déficits fonciers peuvent être admis en déduction des revenus (ils doivent alors être détaillés sur la 4 de l'annexe n° 2044) ; c'est le cas des déficits :

- provenant d'immeubles classés historiques (les loyers sont sur la page 4 de l'annexe) ;
- subis par les nus-propriétaires d'effectuer les travaux de grosses réparations (art. 15 du code civil) ;

- résultant de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière d'un secteur sauvegardé ou dans un périmètre de réhabilitation immobilière sous réserve que les quatre conditions suivantes soient remplies : les déficits doivent résulter de travaux portant sur des locaux d'habitation ; le propriétaire doit s'engager à louer les locaux nus à usage de résidence principale du locataire pendant au moins neuf ans la location doit débiter au cours de l'année qui suit l'achèvement des travaux de réhabilitation ; le propriétaire bailleur doit signer une convention pour neuf ans avec le préfet.

3) En pratique, pour les déficits subis en 1991, il vous suffit de reporter sur la ligne CE (il s'agit de revenus fonciers) de la déclaration ou la ligne CH dans les cas exceptionnels visés ci-dessus. L'administration fera le calcul.

des déficits des années antérieures n'ont pu encore être imputés, mentionnez sur la ligne CF la rubrique REVENUS FONCIERS, s'il s'agit de déficits exceptionnels cités ci-dessus (immeubles historiques...), à la rubrique « DÉFICITS GLOBAUX », rubrique 6, ligne F.

Si vous avez demandé à bénéficier de 1986, 1987, 1988, 1989, 1990 ou 1991 d'une réduction d'impôt pour la construction ou l'acquisition d'un logement neuf situé en France, vous vous êtes engagé(e) à le louer non meublé à l'usage d'habitation principale pendant une durée de neuf ans (à compter du 1-6-1986) ou six ans (à compter du 1-6-1986). Vous devez alors inscrire sur l'annexe n° 2044, les précomptes ou loyers de location. D'autre part, pour un achat ou une construction d'un logement neuf réalisé entre le 1-6-1986 et le 31-12-1989, vous bénéficiez pour les loyers des dix premières années de location d'une déduction forfaitaire de 35% au lieu de 8%. Enfin, le montant de la déduction forfaitaire est égal à 25% pour les logements neufs, acquis ou construits, à partir du 1^{er} janvier 1990 (ou assimilé). Si l'engagement de louer à usage d'habitation principale pendant neuf ans ou six ans n'est pas respecté en 1991, vous devez réintégrer le supplément de déduction obtenu en 1986, 1987, 1988, 1989 ou 1990. Portez le montant du supplément sur la ligne 35 de l'annexe n° 2044.

4. - Revenus des professions non salariées

Si vous relevez du régime du bénéfice (ou de la déclaration contrôlée, reportez-vous aux plus-values éventuelles à la rubrique 4 en distinguant s'ils proviennent ou non d'activités exercées en France ou d'une activité étrangère).

BÉNÉFICIAIRES AGRICOLES

Est exploitant agricole le contribuable (propriétaire exploitant, métayer ou fermier) qui tire un revenu régulier de la culture des produits qu'il récolte (même s'il exerce une autre activité). Il en est de même si vous êtes membre d'une société de personnes ayant pour objet l'exploitation d'une propriété agricole ou forestière, d'un GIEC ou d'un groupement forestier.

Régime de l'impôt.

Vous devez souscrire une déclaration spéciale n° 2031 avant le 1^{er} avril. Si vous avez un autre revenu, vous devez souscrire une déclaration d'ensemble d'un délai allant jusqu'au dernier jour du mois suivant celui de la publication des résultats forfaitaires au Journal officiel.

Mais si vous avez d'autres revenus, vous devez souscrire la déclaration générale des revenus dans le délai normal, en inscrivant une croix dans la case de la ligne RH, SH ou TH (forfait non encore fixé).

Si vous avez une activité de tourisme à la ferme ou si vous effectuez des travaux forestiers pour des tiers, si si vos recettes correspondantes n'excèdent pas 100 000 F, vous pouvez inscrire la case de la ligne RH, SH ou TH (forfait non encore fixé).

REMARQUE. - Les revenus accessoires (location du droit d'affichage, de chasse, d'exploitation de carrières, redevances foncières...) perçus par les propriétaires exploitants agricoles sont imposables aux revenus fonciers (déclaration n° 2044), sauf lorsque les revenus sont inscrits à l'actif d'une exploitation soumise au régime du bénéfice. Dans ce dernier cas, ces produits sont imposables dans la catégorie des revenus agricoles.

Régime de l'impôt.

Ce régime s'applique aux exploitants individuels dont la moyenne des revenus des trois années précédentes (1989-1990) est comprise entre 100 000 F et 750 000 F et qui ne pas déjà être à un régime d'imposition. Les exploitants peuvent opter pour le régime transitoire. Les exploitants ne peuvent relever de ce régime pendant plus de cinq ans. Il se caractérise par des obligations comptables réduites. Vous devez alors souscrire la déclaration spéciale n° 2136 de la déclaration d'ensemble des revenus le 4 mai 1992 au plus tard, quelle que soit la date de clôture de l'exercice.

Régime de l'impôt.

Le régime est applicable sur option, soit obligatoirement lorsque les revenus de l'exploitation sont comprises entre 100 000 F et 1,8 million de francs pendant trois années consécutives (1989 et 1990).

Vous devez souscrire la déclaration spéciale n° 2139, un bilan simplifié n° 2139 A de la déclaration d'ensemble des revenus le 4 mai 1992, quelle que soit la date de clôture de l'exercice.

Régime de l'impôt.

Si la moyenne de vos revenus de 1989 et 1990 est comprise entre 1,8 million de francs et de plein droit sous ce régime. Vous pouvez également opter pour le régime si vous le souhaitez ou si vos revenus sont comprises entre 100 000 F et 1,8 million de francs. Dans ce cas, vous devez déposer la déclaration spéciale n° 2143 et la déclaration des revenus au plus tard le 4 mai 1992, quelle que soit la date de clôture de l'exercice.

Déduction des déficits.

ne peuvent donner lieu à imputation sur le revenu global lorsque le revenu d'autres revenus dont dispose le contribuable est inférieur à 100 000 F.

BÉNÉFICIAIRES INDUSTRIELS

COMMERCIAUX

En principe, les personnes qui exercent leur activité à titre professionnel, personnellement, ou comme associé d'une société de personnes, ou particuliers peuvent être imposables dans cette catégorie de revenus lorsqu'ils exercent des opérations :

- d'achat et de vente d'immeubles soit à titre d'intermédiaire, soit à titre personnel mais habituel ;
- location d'établissements industriels ou commerciaux munis du matériel ou du mobilier à leur exploitation ;

- location en meublé ; toutefois, les personnes qui louent ou sous-louent en meublé une ou plusieurs pièces de leur habitation principale exonérées des produits de location, à la condition que les pièces louées constituent, pour le locataire, sa résidence principale et que le prix de location demeure fixé à des limites raisonnables. Les locations de chambres d'hôtel n'excèdent pas 1 000 F par an sont également exonérées.

Régime de l'impôt.

C'est le régime des petites entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas 500 000 F (150 000 F pour un prestataire de services). Il faut alors déposer une déclaration spéciale n° 951 au plus tard le 15 février 1992 pour les entreprises dont le forfait est renouvelable en 1992 et au plus tard le 4 mai 1992 pour celles dont le forfait est fixé en 1990 pour la période 1990-1991. Dans ce dernier cas, vous devez reporter le chiffre de la déclaration des revenus, lignes RJ, SH ou TH. Si, au contraire, le bénéfice de 1991 doit être fixé en 1992, il convient de cocher la case pondant à la ligne.

La loi fixe à 1 millions (900 000 F pour les prestataires de services) la limite d'application de ce régime (dont peuvent également bénéficier, sur option, les forfaitaires).

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

Régime de l'impôt.

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 4 mai 1992.

DOSSIER

5. - Les plus-values et gains divers

a) LES IMMEUBLES

Certaines d'immeubles sont exonérées :

- la résidence principale, pourvu que vous l'ayez occupée pendant au moins cinq ans, ou depuis la date de l'achat, ou que vous soyez contraint de la vendre pour des impératifs d'ordre familial ou professionnel nécessitant un changement de résidence ;
- la première cession d'un logement (qu'il s'agisse d'une résidence secondaire ou d'un immeuble donné en location) lorsque le cédant ou son conjoint n'est pas propriétaire de sa résidence principale directement ou par personne interposée et que la cession n'a été réalisée qu'au moins cinq ans après l'acquisition ou l'achèvement. Toutefois l'exonération n'est pas applicable lorsque la cession intervient dans les deux ans de celle de la résidence principale. Ces deux ans de cinq ans ne sont pas exigés lorsque la vente est motivée par un impératif familial ou un changement de résidence ;
- les cessions inférieures à 30 000 F ;
- les cessions de terrains à bâtir ou des immeubles dénués de terrain au moins vingt-deux mètres carrés (11 F pour les cultures maraîchères, fruitières, pépinières ; 33 F pour les vignobles à appellation contrôlée et cultures florales ; 1 F pour les vignobles V.D.Q.S. ; 1 F pour les autres vignobles) ;
- les limites fixées respectivement à 4 F, 1 F, 26 F, 7 F et 5 F un jour franc après l'arrivée du Journal officiel du 1^{er} avril 1991 au chef-lieu d'arrondissement ;
- les expropriations consécutives à une déclaration d'utilité publique sous condition du rachat, dans les six mois, dans l'achat de biens de même nature que la construction d'un immeuble.

En outre, quand le total des immeubles possédés n'excède pas 100 000 F (plus 100 000 F par enfant à charge à partir du troisième), les plus-values immobilières réalisées au cours de la cession sont exonérées. De même, les plus-values des ventes effectuées par des retraités non imposables à l'impôt sur le revenu.

ATTENTION : Hormis les cas ci-dessus, lorsque vous réalisez une plus-value sur la vente d'un immeuble d'un logement, vous devez soumettre une déclaration spéciale n° 2049 de couleur verte. Réclamez-la à votre service des impôts, avec la notice explicative n° 2049 bis qui vous permettra de déterminer votre plus-value, après application des coefficients d'érosion monétaire et des réductions et abattements auxquels vous avez droit lorsque vous déterminez votre bien depuis plus de deux ans (plus-value à long terme).

La plus-value réalisée est soumise à l'impôt sur le revenu, à l'impôt sur le revenu, d'un système à quotient (à l'annexe) à atténuer la progressivité du barème.

b) LES MÉTAUX ET OBJETS PRÉCIEUX

1) OR ET AUTRES MÉTAUX PRÉCIEUX

Les métaux par lesquels les particuliers sont soumis à une forfaitaire de 7,5 % tenant lieu d'imposition de la plus-value. Cette taxe est notamment sur les ventes de lingots et de pièces. Aucune autre imposition n'est applicable.

2) OBJETS PRÉCIEUX (bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité)

En principe, les plus-values que vous réalisez sur la cession d'objets précieux sont exonérées. Toutefois, si vous possédez des pièces suffisantes pour justifier la plus-value de l'acquisition, vous devez, au moment de la vente, opter pour le régime général des plus-values des particuliers (prise en compte de l'érosion monétaire, inclusion de la plus-value dans le revenu de l'impôt sur le revenu). Le montant des impôts dont vous relevez sera alors notifié sur acceptation. Vous devez donc maintenant remplir la déclaration n° 2049.

c) PLUS-VALUES DE CESSON DE DROITS SOCIAUX (sociétés assujetties à l'impôt sur les sociétés)

Déclarez ligne SY de 1 à 3 le montant imposable des plus-values réalisées lors de la cession de droits sociaux des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés dont vous êtes devenu directement ou indirectement, à un moment quel qu'il soit, dans les cinq années précédentes, plus de 25 % des droits dans les bénéfices sociaux.

Le taux d'imposition est de 16 %. Les cessions à un membre de la famille sont imposables lorsque les titres sont conservés dans la famille moins de cinq ans, c'est-à-dire lorsque le cessionnaire, membre de la famille, revend les droits à un tiers.

NOUVEAU : L'imposition des plus-values résultant d'une fusion, d'une scission ou d'un apport de titres à une société soumise à l'impôt sur les sociétés peut être reportée au rachat ou à l'opération de cession ou au rachat de titres lors de l'échange. Le montant de la plus-value doit être reporté de taxation sur la déclaration n° 2042, ligne RZ du 5 de la déclaration.

d) GAINS DE CESSON DE VALEURS MOBILIÈRES, MATIF ET MONEP

Pour les gains de valeurs mobilières, vous devez soumettre une déclaration n° 2074 que vous devez effectuer, directement ou par l'intermédiaire d'un professionnel, pour un montant excédant 316 900 F :

- des opérations de Bourse au comptant sur le marché à règlement mensuel ;
- des cessions de gré à gré, à titre onéreux, de valeurs mobilières cotées ou négociées sur le marché hors cote, et droits portant sur des valeurs ainsi que des titres représentatifs de telles valeurs (actions de SICAV, parts de fonds communs de placement quel que soit le nombre de porteurs de parts).

Les plus-values sont imposées au taux de 16 %.

REMARQUE IMPORTANTE : Lorsque tous les titres que vous possédez dans un compte déposé chez un intermédiaire et lorsque celui-ci détermine lui-même le montant des gains réalisés, vous devez remplir la déclaration n° 2074. Le gain net est reporté directement au 5 de la déclaration n° 2074. N. à laquelle devra être joint le document fourni par l'intermédiaire.

Dans ce cas, l'option afférente au prix d'acquisition des titres acquis avant le 1^{er} janvier 1991 devra être exprimée dans une note jointe à la déclaration n° 2074. N. à moins que l'intermédiaire n'ait prévu de faire figurer sur le document qu'il vous a remis.

Si l'intermédiaire ne fait apparaître les pertes antérieures sur le document en cours, soumettre le formulaire n° 2074, afin de justifier du montant de l'imposition des pertes et ainsi de la différence entre le chiffre reporté sur la déclaration, rubrique 5, lignes SU ou SV.

Cessions de participations dans des sociétés ou titres de 25 % dans des sociétés non cotées. Les gains nets tirés de la cession de droits sociaux de sociétés non cotées assujetties à l'impôt sur les sociétés par les personnes détenant une participation inférieure ou égale à 25 % sont taxables dans les mêmes conditions que les gains de cession de valeurs mobilières.

La limite de 316 900 F s'applique au tenant compte de l'ensemble des opérations effectuées sur les titres cotés que sur les droits sociaux entrant dans le champ de la taxation.

Profits sur MATIF. - Les profits sur MATIF qui sont réalisés sur des titres cotés sont imposables à 16 % quelle que soit la nature de ces titres (emprunts obligataires ou actions). Ils doivent être déclarés sur le formulaire n° 2074 et reportés sur la déclaration d'ensemble à la rubrique 5, lignes SU ou SV.

Profits sur marchés à terme de marchandises ou sur marchés d'options négociables. - Les profits réalisés à titre occasionnel sur ces marchés, taxables à 16 %, sont portés à la ligne SU ou SV du 5.

Les gains et pertes réalisés sur ces marchés sur le MATIF ne se compensent pas. Par suite, les pertes sur marchés à terme de marchandises ou sur marchés d'options négociables ne doivent pas être mentionnées sur la déclaration n° 2042 N.

NOUVEAU : L'imposition des plus-values en cas d'échange de titres résultant d'un apport d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés pour des titres reportés au moment où s'opère la cession ou la rachat des titres reçus lors de l'échange. Le montant de la plus-value doit être reporté d'imposition sur la déclaration n° 2042, ligne RZ du 5 de la déclaration.

e) PLUS-VALUES DE CESSON DE DROITS SOCIAUX (sociétés soumises à l'impôt sur le revenu)

Les gains nets réalisés lors de la cession de droits sociaux de sociétés soumises à l'impôt sur le revenu sont imposables à 16 % lorsque le cessionnaire exerce une activité professionnelle non soumise au régime de la cession.

L'imposition est effectuée, quelle que soit l'importance de la participation de la cession, sur le montant net de la cession et quel que soit le montant des pertes.

Ces gains sont à déclarer à la ligne SX du 5.

f) DISTRIBUTIONS DES SOCIÉTÉS A CAPITAL RISQUE

Les distributions imposables au taux de 16 % doivent être portées sur la ligne SZ du 5.

g) LEVÉE D'OPTION DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS PAR LES SALARIÉS

L'avantage réalisé lors de la levée d'option d'achat d'actions de leur société par les salariés est exonéré, mais à condition que les salariés conservent ces actions pendant les cinq ans qui suivent l'attribution et, en outre, pendant l'année qui suit la levée d'option. Pour les actions acquises après le 1^{er} janvier 1990, le gain réalisé est taxable selon le régime des plus-values mobilières (voir § d). En cas de vente avant l'expiration du délai d'indisposabilité, sauf dans le cas de mise à la retraite, invalidité, décès, licenciement, l'avantage est imposable, après déduction des spécificités aux salaires (10 % et 20 %), selon le système du quotient qui est fonction du nombre d'années écoulées entre l'option et la levée d'option ou la cession des titres, décomptés en années entières (le quotient peut être de 1, 1/2, 1/3, 1/4 ; le premier cas, l'avantage s'ajoute purement et simplement aux salaires ; dans les trois autres cas, l'impôt est calculé sur l'avantage divisé par 2, 3, 4, puis le résultat est multiplié respectivement par 2, 3 ou 4). Voir le 1. - Traitements, salaires et pensions, § b.

6. - Charges à déduire du revenu

a) PENSIONS ALIMENTAIRES

Vous devez pouvoir justifier la déduction. Indiquez le nom et l'adresse des bénéficiaires.

1) PENSION VERSÉE À UN ENFANT MAJEUR

Est admise la déduction la pension alimentaire versée à un enfant majeur, célibataire ou marié, ne disposant pas de ressources suffisantes et auquel, par conséquent, ses parents doivent venir en aide (enfant sans emploi, étudiant de plus de vingt-cinq ans, enfant majeur compté à charge par un parent divorcé ou séparé...).

Ainsi, vous pouvez porter ligne UH :

- la pension versée à un enfant majeur célibataire ; elle sera admise dans la limite de 22 100 F par enfant (indiquez le nombre dans la case UJ) ;
- la pension versée à un enfant majeur marié (ou chargé de famille) : la limite est de 22 100 F si les beaux-parents de votre enfant participent également à l'entretien du jeune ménage (portez alors le chiffre 1 dans la case UJ) ; cette limite est portée à 44 200 F si vous assurez seul l'entretien du jeune couple ou si votre enfant chargé de famille : dans ce cas vous devez indiquer le chiffre 2 dans la case UJ et justifier que vous participez à l'obligation alimentaire en joignant à votre déclaration une attestation ou un certificat de la part des beaux-parents ou de votre enfant ou de son ex-conjoint si vous êtes séparés.

A NOTER : - Si la pension alimentaire déduite est versée à un enfant majeur (enseignement supérieur, vous avez droit à un avantage minimal qui s'ajoute à la déduction.

Cet avantage minimal est égal à 4 000 F par enfant concerné. Mais il ne peut excéder 25 % des versements.

Vous n'avez pas à calculer l'effectuer vous-même, l'avantage minimal étant déterminé automatiquement par l'administration.

Pour bénéficier de cette mesure, vous devez indiquer, lignes UK à UM la liste des pensions inscrites à la ligne UH versée à vos enfants dans l'enseignement supérieur. Vous devez également préciser à la ligne 6 la déclaration de l'enseignement supérieur de l'établissement d'enseignement supérieur où sont inscrits les enfants majeurs pour lesquels vous déduisez une pension alimentaire.

ATTENTION : - La déduction n'est possible que si vous n'avez pas d'enfant parmi les personnes à charge. En effet, les conditions (voir rubrique « Enfants à charge »), vous ne pouvez pas déduire la pension alimentaire, mais vous devez ajouter à vos revenus ceux qui ont été perçus par votre enfant (s'il a travaillé) ou par le jeune couple s'il est marié.

2) AUTRES PENSIONS ALIMENTAIRES (ligne UZ de la déclaration)

Sont déductibles les pensions alimentaires versées

aux ascendants et descendants (sauf en ce qui concerne les enfants majeurs : voir § 1 ci-dessus) en vertu de l'obligation alimentaire prévue par le code civil (à la condition de correspondre aux besoins de celui qui reçoit ces ressources de celui qui donne) au versement, entre époux séparés ou divorcés, en vertu d'une décision de justice lorsque le conjoint est imposé séparé.

La clause d'indexation n'a été prévue par le juge, vous pouvez révaloriser la pension que vous versez pour l'entretien des enfants mineurs dont vous n'avez pas la garde ou pour votre ex-conjoint. Utilisez à cette fin l'indice INSEE du coût de la vie.

Si vous vous acquittez en nature de l'obligation alimentaire en recueillant dans votre toit un ou plusieurs ascendants ou descendants, vous pouvez déduire de votre revenu, sans avoir à fournir de justification, une somme correspondant à l'évaluation des avantages en nature reçus pour les cotisations de Sécurité sociale. En 1991, cette évaluation s'élève à 15 900 F.

Les pensions alimentaires, même si elles doivent être déclarées par les bénéficiaires dans la rubrique « Pensions... » (lorsqu'elles ne sont pas déductibles, il est admis qu'elles ne soient pas imposables).

En cas de capital prévues en cas de divorce.

La pension alimentaire due en cas de divorce, pour l'entretien d'un enfant mineur, peut être remplacée par le versement d'argent aux mains d'un organisme accrédité chargé de verser à l'enfant une rente indexée.

Vous pouvez déduire de votre revenu le montant du capital versé divisé par le nombre d'années au cours desquelles la rente doit être versée.

La déduction ne peut excéder 1 900 F par an pour un même enfant, cette limitation n'étant toutefois pas applicable pour un enfant infirme.

Vous devez joindre à votre déclaration, la première fois que vous pratiquez la déduction, une attestation de l'organisme accrédité chargé du versement de la pension.

b) DÉDUCTIONS DIVERSES

Il s'agit des :

- versements effectués à titre obligatoire et gratuit constitués avant le 1^{er} novembre 1959 ;
- versements effectués pour la constitution de la retraite mutualiste des combattants et destinés à la constitution d'une rente donnant lieu à majoration de l'Etat (5 000 F pour 1991) ;
- intérêts payés, au titre des prêts de réinstallation ou de reconversion, par les Français rapatriés ou retransférés à l'étranger ;
- fraction des charges foncières relative aux monuments historiques ne procurant aucune jouissance ;
- cotisations obligatoires ou volontaires de cotisations ouvrières de Sécurité sociale qui n'ont pas été déduites d'un revenu particulier ;
- les charges sociales afférentes aux rémunérations versées aux employés de maison. Il est rappelé que les cotisations ouvrières (maladie, retraite, chômage...) ayant déjà été déduites du salaire, il n'y a lieu de

déduire une deuxième fois.

c) FRAIS D'ACCUEIL D'UNE PERSONNE DE PLUS DE 75 ANS

Une déduction est accordée aux contribuables qui accueillent sous leur toit une personne de plus de soixante-cinq ans (non parente en ligne directe) ayant pour 1991 moins de 36 955 F de ressources (plafond porté à 64 901 F si la personne est mariée). Il n'est, bien entendu, pas possible de cumuler cette déduction avec la prise en compte du nombre de parts d'un foyer fiscal.

Il s'agit d'une personne de plus de soixante-cinq ans ayant la carte d'invalidité. La limite de déduction est fixée, pour l'année, à 15 900 F par personne. Contrairement aux principes habituels, cet avantage ne s'applique pas à un revenu imposable pour le bénéficiaire, mais lors de la prise en compte du nombre de parts d'un foyer fiscal, c'est le cas entre ascendants et descendants.

Vous devez mentionner en outre le nom de la personne accueillie et le jour de sa naissance pour justifier de ses ressources.

d) ACQUISITION DE PARTS DE COPROPRIÉTÉ DE NAVIRES NEUFS

NOUVEAU : Les personnes physiques fiscalement domiciliées en France peuvent bénéficier de leur revenu les sommes versées, entre le 1^{er} janvier 1991 et le 31 décembre 1994, pour l'acquisition de parts de copropriété de navires civils de charge ou de pêche neuves, livrées au transport des marchandises.

La déduction est égale à 25 % des versements effectués au cours de l'année pour l'acquisition de parts de navires neufs en 1991. Cette déduction est plafonnée à 50 000 F pour les contribuables mariés et à 25 000 F pour les autres contribuables.

Cet avantage est soumis à la condition que l'acquéreur des parts les conserve jusqu'au 31 décembre de la quatrième année suivant celle de la déduction (31 décembre 1991 pour une déduction sur les revenus de 1991) et que la copropriété affecte le navire, c'est-à-dire pendant au moins cinq ans.

e) PERTES EN CAPITAL

Les personnes physiques qui ont souscrit au capital de sociétés créées entre le 1^{er} janvier 1987 et le 31 décembre 1991 peuvent déduire les pertes en capital subies en cas d'échec de la société. Il en est ainsi à la condition que la société soit soumise à l'impôt sur les sociétés, qu'elle ait une activité industrielle ou commerciale et se trouve en état de cessation de paiement dans les cinq ans qui suivent la constitution.

La perte, qui est égale au montant de la souscription diminuée des sommes éventuellement récupérées, est déductible dans la limite de 100 000 F pour les contribuables mariés et 50 000 F pour les autres contribuables.

Cette perte doit figurer à la rubrique 6, ligne CB. Il faut joindre à la déclaration une attestation de l'entreprise ou une copie du jugement concernant l'entrepris.

f) LA DÉTAXATION DU REVENU INVESTI EN ACTIONS

Vous (ou votre conjoint) êtes né avant 1932 et avez bénéficié d'une déduction entre 1978 et 1981, vous pouvez déduire les sommes versées à l'acquisition de nouvelles actions de sociétés françaises

ou assimilées (SICAV). Cette déduction porte sur le montant des acquisitions sur lesquelles vous avez réalisé au cours de l'année 1991.

Toutefois, si vous avez cédé de telles valeurs après le 1^{er} juin 1978, la déduction est limitée au montant de l'excédent des acquisitions sur les cessions réalisées depuis le 1^{er} juin 1978.

Deux autres conditions sont encore exigées :

- vous ne devez pas avoir ouvert un CEA.
- la déduction est automatiquement limitée à 6 000 F, augmentée de 500 F pour chacun des deux premiers enfants à charge et de 1 000 F par enfant à partir du troisième.

CETTE DÉDUCTION PEUT ÊTRE CUMULÉE avec l'abattement sur les revenus d'obligations et sur les dividendes.

Normalement, vous devez recevoir une notice spéciale n° 2041 AM (qui est également disponible dans les centres des impôts), sur laquelle vous trouverez le détail des opérations ouvrant droit à déduction et le montant de la déduction à reporter sur la déclaration.

Si vous vendez des valeurs pour vous procurer des disponibilités, sauf exception, l'invalidité de votre déduction des acquisitions sur les cessions réalisées pendant les cinq ans qui suivent l'année de la déduction.

Toutefois, si vous n'avez pas bénéficié de la déduction à partir de 1986, vous n'avez aucune soumission à fournir, votre revenu en cas de cession de vos valeurs en 1991.

Si vous n'avez pas bénéficié de l'obligation de conservation indiquée ci-dessus, vous devez réintégrer à votre revenu imposable (ligne DG) l'excédent de cessions réalisées (dans la limite des déductions précédemment déduites) non encore réintégrées ; pour calculer cet excédent, utilisez la notice n° 2041 AM. Vous pouvez l'ailleurs joindre, si vous le désirez, aux calculs à votre déclaration afin d'éviter toute demande d'explications.

Votre obligation de conservation peut prendre fin le 31 décembre de l'année de départ à la retraite.

Pour la déduction de la taxation, vous devez joindre à votre déclaration de revenus les états annuels remis par les intermédiaires et mentionner le montant approprié de la déduction.

g) SOUSCRIPTIONS EN FAVEUR DU CINÉMA OU DE L'AUDIOVISUEL

Une déduction est octroyée aux contribuables qui souscrivent en numéraire (espèces ou chèques) au capital agrégé des sociétés (SOFICA) qui ont pour activité exclusive le financement d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, à condition que ces œuvres aient reçu l'agrément du ministère de la culture.

La déduction est limitée à 25 % du revenu global (mais il n'y a pas de plafond en valeur absolue) ; la limitation est faite par l'ordonnateur. Les actions des SOFICA ne peuvent être prises en compte également pour la taxation « Memory » ou pour le CEA. Elles doivent être conservées au moins cinq ans.

ATTENTION : vous devez obligatoirement joindre à votre déclaration un relevé délivré par la SOFICA.

En cas de revente de titres achetés en 1986, 1987, 1988, 1989 ou 1990, vous devez réintégrer à vos revenus 1991 la déduction correspondante en mentionnant la reprise ligne GH.

DOSSIER

7. - Charges ouvrant droit à des réductions d'impôt (suite)

La base de calcul de la réduction plafonnée globalement pour la période 1990-1992 à 600 000 F pour un couple marié, 300 000 F dans les autres cas. Il en est de même pour celui qui souscrit à la constitution ou à l'augmentation du capital des sociétés immobilières d'investissement (SII) ou des sociétés civiles de placements immobiliers (SCPI) : la réduction de 10 % (calculée sur les trois quarts du montant de la souscription lorsqu'elle est antérieure au 18 septembre 1991 et sur la totalité du montant lorsque cette souscription intervient à compter de cette date) n'est accordée que si le souscripteur s'engage à conserver les titres pendant au moins six ans et si la société destine les fonds à cause de l'acquisition ou à la construction d'immeubles locatifs situés en France et affectés, aux trois quarts au moins, à l'habitation principale.

Enfin, au titre d'une année donnée, les investissements retenus que dans la limite de la moitié de la somme des plafonds, l'excédent éventuel étant imputé sur l'impôt sur le revenu de l'année suivante.

Vous devez obligatoirement joindre à votre déclaration l'engagement de location (ou de sous-location) pendant six ans et les justificatifs d'achat (ou attestation de la société).

m) INVESTISSEMENTS DANS LES DOM-TOM (lignes HA et HE)

Ils ouvrent droit à la réduction d'impôt. Sont visés seulement les souscriptions au capital des sociétés de développement régional des DOM-TOM ou des sociétés exerçant leur activité dans les DOM-TOM à collectivités d'outre-mer, mais également les achats de logements neufs occupés ou loués à la résidence principale, ainsi que les souscriptions au capital des sociétés ayant pour seul objet la construction de logements neufs loués à l'habitation principale.

La réduction est étalée sur cinq ans. Le taux est de 25 % de la somme des plafonds (soit, en fait, pour l'imposition des revenus de 1991, un taux de 5 %).

Vous devez joindre à votre déclaration l'engagement d'affecter le logement pendant cinq ans à l'habitation principale ou de conserver les titres pendant cinq ans (et, dans ce cas, l'attestation de la société).

NOUVEAU. - A compter de l'imposition des revenus de 1991, la réduction d'impôt se déduit de la somme des plafonds par application du barème progressif de l'impôt sur le revenu, après application, s'il y a lieu, de la décade prévue en faveur des contribuables en condition modeste.

COTISATIONS SYNDICALES se reporter aux

explications données au 1. Traitements, salaires et pensions, § 3.

o) CEA

Les achats nets d'actions effectués depuis le 1^{er} janvier 1989 dans le cadre d'un compte d'épargne en actions n'ouvrent plus droit à réduction d'impôt.

Toutefois, les personnes ayant bénéficié de réductions d'impôt au titre du CEA pour leurs investissements réalisés en 1986, 1987 ou 1988 restent soumises à deux obligations :

- Elles doivent maintenir en dépôt leurs valeurs chez un ou plusieurs intermédiaires agréés pendant cinq ans après la dernière réduction d'impôt. A défaut, les réductions d'impôt sont remises en cause, dans la limite de la prescription.

- En cas d'excédent des cessions sur les acquisitions au cours d'une année, il y a lieu à reprise dans la limite des réductions d'impôt accordées et diminuées en fonction de leur ancienneté.

Ainsi, en cas d'excédent des cessions en 1991, un reversement d'impôt doit être calculé sur les modalités indiquées page 11 de la déclaration n° 312 M (cette reprise d'impôt est reportée ligne 110 du 8 de la déclaration des revenus).

ATTENTION ! - Joignez à votre déclaration des revenus la déclaration spéciale n° 312 M ainsi que les états délivrés par les établissements gérant vos comptes. Si vous n'avez pas reçu cette déclaration spéciale, demandez-la au service des impôts. Elle comporte une notice explicative donnant le détail des opérations à effectuer.

A noter que les contribuables qui n'ont eu de réduction d'impôt pour le CEA qu'au titre de l'année 1983 et/ou 1984 et/ou 1985 n'ont pas à souscrire cette déclaration spéciale car la réduction n'est plus susceptible de reprise pour les opérations effectuées en 1991. Egalement, l'obligation de dépôt chez l'intermédiaire agréé avait cessé, pour les contribuables, au 1^{er} janvier 1991.

SI VOUS ÊTES DOMICILIÉ (E) A L'ÉTRANGER

- **Délais spéciaux.**

Selon le pays, vous disposez des délais suivants pour le dépôt de votre déclaration d'impôt :

- Europe, pays du littoral méditerranéen et de la mer Noire, Turquie : 30 avril 1992.

- Afrique (sauf pays du littoral méditerranéen), Amérique du Nord : 15 mai 1992.

- Amérique centrale et Amérique du Sud : 31 mai 1992.

- Asie, Océanie, autres pays : 30 juin 1992.

- **Lieux de dépôt.**

Adressez votre déclaration au Centre des impôts des non-résidents, 9, rue d'Uzès, 75084 Paris Cedex 02.

Toutefois, si vous résidez à Monaco, vous devez l'adresser au Centre des impôts de Menton, Le Triton, 7, rue Victor-Hugo, 06100 Menton.

- **Distribution des imprimés.**

Elle est assurée par les services consulaires français à l'étranger.

- **Personnes concernées.**

Les mesures ci-dessus sont applicables :

• aux personnes qui n'ont pas leur domicile en France mais y possèdent une ou plusieurs résidences secondaires ; elles sont imposables sur un revenu forfaitaire égal à trois fois la valeur locative réelle de ces habitations ou sur les revenus de ces habitations s'ils sont plus élevés ;

• aux personnes qui n'ont pas leur domicile en France mais y disposent d'une résidence : elles sont imposables si elles perçoivent des revenus de source française ;

• aux fonctionnaires ou agents de l'Etat qui exercent leurs fonctions ou sont chargés de mission dans un pays étranger ;

• aux salariés ou assimilés morales qui exercent une activité en France sans y avoir d'établissement.

Lorsqu'une personne a la source de ses revenus sur vos rémunérations commerciales ou les salaires de source française, portez ces revenus dans la rubrique 8, ligne NH, et joignez à votre déclaration un état indiquant :

- le détail des revenus portés sur la déclaration et, pour chacune, le pays ou l'adresse de la partie versante ;

- le montant des revenus correspondants.

REMARQUE : transfert du domicile à l'étranger. Si vous quittez la France définitivement, vous devez déclarer, dix jours avant votre départ, vos revenus de l'année du transfert de votre domicile à l'étranger, faute de quoi vous n'obtiendrez pas le quitus fiscal qui vous permettant de quitter le territoire français.

REVENUS ENCAISSÉS HORS DE FRANCE

Après avoir rempli l'annexe n° 2047, reportez ces revenus sur l'état récapitulatif d'ensemble sous la rubrique correspondant à leur nature, en les ajoutant éventuellement à vos autres revenus.

Si ces revenus ont été encaissés en monnaie étrangère, ils doivent être déclarés pour leur contre-valeur en francs français, calculée d'après le cours du change à Paris au jour de l'encaissement.

REVENUS PERÇUS HORS LE CADRE DE CONVENTIONS INTERNATIONALES ou par des fonctionnaires internationaux ou par des salariés envoyés à l'étranger par leur employeur ou fiscalement domiciliés en France.

Si vous êtes dans un des cas prévus pour bénéficier de l'exonération des revenus « étrangers », déclarez ligne N, case PH, de la rubrique ces revenus exonérés qui doivent être pris en compte pour le calcul du « taux effectif » d'imposition applicable à vos autres revenus normalement imposables (excluez toutefois de ce montant les revenus d'expatriation). Donnez le détail de ces revenus cités page 1 de votre déclaration.

DECLARATION SPECIALE DES TITULAIRES DE COMPTES BANCAIRES A L'ÉTRANGER

Les particuliers doivent déclarer les comptes bancaires et assimilés ouverts ou utilisés à l'étranger et retraçant des opérations à caractère personnel ou professionnel.

Un imprimé spécial, n° 3916, est mis à la disposition des particuliers dans les centres des impôts. Il doit être joint à la déclaration de revenus.

Cet imprimé spécial peut être remplacé par une déclaration sur papier libre.

Nous publierons mardi
(Le Monde daté mercredi 19 février)
le fin de notre dossier :
Comment calculer votre impôt



VITRES TEINTÉES.
AUTORADIO.
ESSUIE-GLACE ARRIERE.
SELLERIE RAFFINÉE.
INTERIEUR SPACIEUX.



LA SUPERCINQ SOUHAITE
UNE BONNE FÊTE A TOUS CEUX
QUI S'AIMENT.

RENAULT
LES VOITURES
À VIVRE

SERIE LIMITEE SUPERCINQ CAMPUS 51 200 F*

RENAULT - Elf. *Modèle présentée Supercinq Campus 5 portes - Essence - Prix au 12.02.92

L'apôtre

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

de Jean

L'apôtre du ballet d'action

Résurrection de « Jason et Médée », une « tragi-pantomime » de Noverre célèbre au XVIII^e siècle : un enchantement

de notre envoyée spéciale

En 1930 paraissent ses Lettres sur la danse (1), qui font grand bruit en Europe. Vivaldi reçoit un plaisir et répond : « J'ai lu, monsieur.

la conquête de l'autonomie de la danse, enfin libérée de la parole, chantée ou déclamée, qui la limitait jusque-là, le ballet d'action devint le ballet moderne. Peut-être Noverre fut-il le grand libérateur que pratiqua le plus grand des d'ennemis et de détracteurs : on lui reprocha des

Des films l'enchantement

Nous voici habilement parvenus à Jazon et Médée. Un des plus fameux ■■■■ cinquant ■■■■ que l'eu-
Noverre : créé en 1763 à Stutt-
■■■■, fait plusieurs fois repris dans
■■■■, notamment à la Comédie-
l'Opéra de Paris ■■■■ en Russie, puis
disparaît. Sa chorégraphie, comme
celle des autres, ■■■■ donc irrémédia-
blement perdue. ■■■■ des dessins,
critiques, lettres d'artistes, etc., ■■■■
■■■■ penché l'écrit du choro-
graphe svedois Ivo Cramer -
aujourd'hui ■■■■ déjà de savoureuses
évocations d'œuvres du passé comme
Ariqun mèdeux par amour, la *Dan-*
somnie et « qualité d' » *interprétation* ■■■■
non, « reconstruction » le ■■■■
qu'il ■■■■ de réaliser et signe de son
■■■■, pas de celui de Noverre, une
■■■■ prédominante, ■■■■
promptissime, exécutée avec une
■■■■ ■■■■ un choc incroyables par
de ■■■■ Rhin, Dominique
Delouche s'est inspiré Boquet
■■■■ costumes, et de
■■■■ pour ■■■■ pour ■■■■
■■■■, ■■■■ ■■■■ ■■■■

James Amar (Jason) ■ ■ ■ beau, si élégant qu'on lui pardonne ■ ■ ■ inconduite; on comprend qu'il hésite entre la séduction de Chantal Chazée (Médée) et celle de Claude Agrafeil (Créuse). Devant ■ ■ ■ d'horreurs. Noverre se flattait d'arracher des larmes ■ ■ ■ spectateurs. Aujourd'hui, nous sortons enchantés, ravis; pour la violence, nous en ■ ■ ■ ■ d'autres.

(1) Ramsay a publié, en 1778, une édition des *Lettres sur la danse*, de Noverre, conforme à l'édition originale de 1760 (elle a été augmentée par la suite, précédée d'un entretien avec Bèjart et d'un substantiel avant-propos de Thierry

► **Opéra** ■ **Strasbourg**, jusqu'au 16 février; **Mulhouse**, du 27 au 1^{er} mars.



« Je n'aime point ■ voir ■ les enfants ■ Jason/
Egorgés en dansant par une mère qui danse/
■ ■ ■ ■ ■ mesurés expirer en ■ ■ ■ ■ ■

Le bataillon de Saint-Petersbourg

GAUDEAMUS

Lev Dodine, le directeur du Théâtre **Italy** depuis 1983, avait été une révélation de la perestroïka. Nous l'avions découvert il y a trois ans au Festival d'automne **Frères** au superbe festival de plus de cinq heures sur la vie des **personnages** d'un **héros** sous Staline, tirée de l'œuvre de l'écrivain Fedor Abramov; ce remarquable pédagogue y avait travaillé pendant des années, du temps de la **répression**.

« Je t'encourage à l'égard du
 deuxième sexe, l'esprit concardier,
 l'antisémitisme, le racisme omni-
 présent » sein d'une armée – qui
 « dit « multinational » – à l'égard
 de ceux qui » sont « de natio-
 nalité russe, qui parlent à peine »
 « Où un Ouzbek, un Tzigane
 ou un juif » naturellement,
 l'objet » brimades. Comme, par
 exemple, pour « corvée de latrines,
 contrôlée personnellement »
 « commandant-abyoyer-instructeur
 » mouchoir blanc qui doit
 être immaculé.

acrobaties, la boule à zéro, l'uniforme en tire-bouchon, la dégaine irrécusable. *Gaudemus!*

NICOLE ZAND
(1) **Quille** en français, chez Maren Sell,
titre **Quille**.
- **MO** 1, bd Lénine, Bobigny. Tél. : 48-31-11-45. Jusqu'au 8 mars. Spectacle en français.

Philippe Van Kessel, Strasbourg-Bruxelles

C'est la combinaison de deux pièces que Philippe Van Kessel a dirigée : la direction du Théâtre national de Belgique, en 1990. Il succédait à Jean-Claude Drouot qui avait essayé d'en renouveler le répertoire et, en partie, la troupe. Son dépôt son aura et de ses efforts, il n'avait pas été suffisamment suivi, mais avait déblayé le

* Notre première invitation au Théâtre national a été le Scapin de Jean-Pierre Vincent avec Daniel Auteuil : ■■■ locomotive sérieuse. Mais cette année, nous ■■■ pris le Roberto Zucco de Kollès par Bruno Boeglin. Sans incidents, malgré quelques menaces. J'ai fait venir également l'Amphitryon de Klaus Gröber en amphitryon avec celui

défini la pièce — enchaînement de sketches qui vont de l'incendie du Reichstag à l'arrivée de l'armée soviétique à Berlin — comme « suite à *Grand-père et misère du Reich* de Brecht. Philippe Van Kessel y découvre « un regard lucide sur l'Allemagne fratricide. Le propos est terrible : tuer ou être tué, manger ou être mangé, trahir ou être trahi. On peut y déceler des images de l'Allemagne d'aujourd'hui, de la guerre du Golfe, de la Yougoslavie. »

« On attrait pu, pendant *un temps*, y voir celles du Chli. Müller à l'art de déier les morts. Pour moi, je veux seulement donner *un spectacle* sa force d'émotion, son universalité ».

COLETTE GODARD

► Centre Wallonie-Bruxelles,
46, ■■ Quincampoix, du ■■
février ■■ 3 mars, ■ 20 h 30.
sauf le dimanche ■ 17 heures.
Tél. : 42-71-26-18.

Mort du poète belge Francois Jacqmin

Le poète belge François Jacquin, Prix Max-Jacob de poésie, ■ mort mercredi 12 février en Belgique.

Né en 1929, près de Liège, il était l'auteur d'une dizaine de plaquettes et de livres d'art ainsi que ■ trois livres de poèmes. Il avait été lauréat ■ 1991 du 41^e prix Max Jacob de poésie pour ■ recueil, *Le Livre de la neige* (éditions La Différence).

François Jacquin avait été l'un des principaux représentants du groupe dit des « Types ■ or », poètes ■ prosateurs belges ■ réclamaient ■ plus ou moins des surréalistes et animateurs de la revue *Phantomas*. Outre le *Livre de la neige*, plusieurs de ses œuvres ■ ont été diffusées ■ France, ■ *Particules* (1981, Daily-Bul), *Etre* (1984, Prô Nian), ■ *les Saisons* (1988, Labor).

■ **Voyager large** ■
■ n'ont pas été déçus. Philippe van Kessel, qui codirigeait ■ l'essai, l'Atelier Saint-Étienne, a été influencé par l'école du NS où, appelé Jacques Las- ■ il a été professeur. « Je n'au- ■ faire grand-chose dit-il.

je n'avais pas rencontré des gens comme Lassalle, Emmanuel de l'Éricourt, René Gonzales, Philippe Chirry, Bernard Sobel... Et d'autres français encore, qui ne sont pas xénophobes... » appartient à la génération des flamboyantes années 70. Aujourd'hui seulement

Partagé ■■■■ beaucoup de
Bruxellois entre les cultures alle-
mande ■■■ latine, tout ■■■ moins
française, Philippe Van Kessel ■
un familier de Heiner Müller. Et,
finalement, c'est lui qui crée en
français ■■■ *Bataille* qui avait
révélé Manfred Karge ■■ Mathias
Langhoff il y a vingt ■■■ Müller

... a été
ne mise en scène.
une violence

ne création contemporaine
comme le théâtre en offre
Olivier Schmi

LE VIEIL HIVER

deux spectacles du TNP Villeurbanne.
Coprésentation Théâtre National de la Colline

actes écrits et mis en scène

Roger Planchon

15 rue Malte Brun 75020 Paris
43 66 43 60

FRAGILE FORET

...a été
une mise en scène
d'une violence
et d'un incuis.
Il est le chef d'une troupe
qu'il faudrait remercier
toute entière...
Une création contemporaine
comme le théâtre en offre
Olivier Schmi

CULTURE

VARIÉTÉS

Halte à Paris

Un duo superbe, voix et piano, joue les mi-temps à l'Olympia

CLAUDE NOUGARO
ET MAURICE VANDER
A l'Olympia

Dès son entrée en scène, Nougaro le Toulousain rappelle ses débuts à l'Olympia en 1964, jeune homme engoncé dans le rôle de vedette américaine de Dalida. Un temps où la chanson n'était que le filon qu'elle aujourd'hui, fait « tubes » et « hits » sur « des faisceaux hertziens ». Et disuse de rien du tout, faute d'avoir compris la bonne aventure.

L'aventure, justement, ses transports, son « ring », éternel retour de la figure du boxeur de ses combats, Nougaro l'aura bue jusqu'à plus soif. Mais le soir toujours là. Depuis un an, il parcourt la France, le pianiste Maurice Vander, de petits chapiteaux en salles des fêtes, s'accrochant à peine une pause à Blagnac le temps d'un album en direct d'un air entêtant, joujou ensoleillé qui traîne la radio : *Tendre*. Un passage force dans un univers de « bisous, poutous » arrachés sur la tranche par l'harmonica de Toots Thielemans, bien sûr le piano Maurice Vander, « une île de ».

Disparues les nouveautés new-yorkaises et les exotismes passés, le catalogue « nougaresque » proposé par l'auteur depuis l'année dernière d'abord un extrait d'acte de naissance d'une chanson française née du jazz d'ici, des dons musiciens de premier plan : Maurice Vander, bien sûr, l'accordéoniste Richard Galliano, le batteur Aldo Romano, le touche-à-tout Daniel Goyone...

Amour oblige

Du bestiaire Nougaro bâti acolytes, l'on retiendra le coq *la Ferme du Poitou*, le petit taureau, de femmes, la *Petite Fille en pleurs*, *Cécile* fille, villes, Toulouse, évidemment, toutes les qui grouillent dans la tête de Claude le Gascon.

Pour l'Olympia, virage nécessaire d'une tournée bien huilée, commencée, amour oblige, au Petit Journal Montparnasse, Claude Nougaro n'a changé d'optique. Tout juste a-t-il démenagé quelques buffets (*le Petit Oiseau de Marrakech*) pour glisser dans les espaces libérés d'inattaquables thèmes de

jazz américain, *Autour de minuit* (Monk), *Blue Rondo à La Turk* (Brubeck), lieux, fantômes bandits du chanteur Don Juan.

Lumière stricte, complets croisés, lunettes d'écaille, Nougaro, en attendant la naissance d'un nouvel album au printemps, n'aura jamais été aussi classique. Pour la bonne : « J'ai remarqué que le public aimait qu'on lui chante de vieilles chansons. Moi, chaque nouvelle chanson, je voudrais qu'elle soit vieille... ». Nougaro rit. Car le grand talent vient, puis, qu'il est profondément tragique. Il faut transformer un beau et en rigueur le nihilisme naturel. Les sacrés, ils sont, prière, le langage est aujourd'hui tellement galvaudé, souillé ! le chanteur quinquagénaire réussit coup, valise baladeuse, chanteur ironique, qui lâche jamais la scène d'une semelle, des mains de Maurice Vander, j'allais la magie d'un spectacle d'où le public comme il doit : heureux.

VÉRONIQUE MONTAUDO

Jusqu'au 16 février à 20 h 30, dimanche à 17 heures. Tél. : 47-42-25-49.

PHOTOGRAPHIE

L'énergie perdue de Jan Saudek

Le Tchecoslovaque plagie un monde qu'il avait réinventé

Lorsque Jan Saudek apparut sur les cimaises du Musée d'art moderne de Paris, en 1983, il plus important photographe tchécoslovaque était, dans son pays, un manutentionnaire qui ne pouvait abandonner sa profession peine devenir un parasite social. Les autorités connaissaient les photos de nus réalisés dans une minuscule, au deuxième sous-sol, devant une fenêtre irrégulière et au mur moite. Photos étranges réalisées dans des conditions étranges : « Après un mariage raté, je m'installe dans une cave, attendant de mieux. De l'eau ruisselle le long des murs : la nuit, j'entends les plâtres détrempés tomber. J'y restai sept ans » (1). Saudek à Prago est alors qualifié d'artiste pornographe par le régime communiste, mais sa réputation monte en France et en Europe, prise dans la spirale d'une tradition tchécoslovaque solide : Dřitkol, Funko, Sudek. Et maintenant Saudek, dont la cave « mériterait d'être classée historique », selon Michel Tournier.

Neuf ans plus tard, via rétrospective à Arles en 1990, Saudek, de retour à Paris, pour y présenter

récentes. Si la fameuse fenêtre est moins présente, on retrouve les thèmes qui constituent son onirique baroque : la femme sur-tout, le corps, la grossesse, les relations de couple, l'androgynie, la sexualité, les fantasmes, le rêve, la domination, le temps écoulé. On retrouve également les couleurs qui lui sont chères, chromes, postales du dix-neuvième siècle, images colorées inspirées d'un tableau de Mucha. Et, puisqu'on lui reproche d'utiliser des techniques du passé, Saudek a tiré d'antidotes tirages d'un siècle.

La pirouette habile. Elle masque pourtant la dévotion tant, des obsessions ressuscitées au point de produire des allégories lourdes. Les jeunes s'écarter un plus les jambes, les plus gros, les poses toujours plus provocantes, frôle le maniérisme et le conventionnel, l'énergie semble abandonnée cet aujourd'hui plagie univers. Saudek n'a rien de plus, il exploite un savoir-faire qui lui a apporté la consécration. Comment le lui reprocher : ses tirages sulfureux vendent petits

pains, 5 800 francs 1 000 francs séries ?

Une photographie coupe le souffle quelque chose de complètement nouveau, le plus des derniers travaux d'air frais, l'émotion qui envahissait le cadre, que où les jambes du père guidaient l'enfant. Saudek s'est malisé, abandonnant ses rêves, une image déjà vue.

MICHEL GUERRIN

(1) Saudek, *amour et autres bagatelles*, introduction de Michel Tournier, Arles Unlimited, 1991.

Œuvres récentes, galerie Thierry Baudouin, 6, rue Cassini, 75001 Paris; Tél. : 45-62-36-59. Jusqu'au 27 février.

Jan Saudek, photographe tchécoslovaque, au d'art moderne à Troyes, place Saint-Pierre, 10000 Troyes. Tél. : 25-80-57-30. Jusqu'au 28 février.

GLOBE

DOCUMENT

Edgar Morin
vers le
nouveau
moyen-âge
planétaire

MUSIQUES

L'orchestre de Krivine signe pour deux ans

Une convention pour l'image et le son dont devraient s'inspirer d'autres formations

LYON

de notre bureau régional

Alors que de nombreux orchestres, sur la lancée des nouveaux systèmes de transmission et son, en sont encore à réfléchir à une politique audiovisuelle, l'Orchestre national de Lyon signe un accord, vendredi 14 février. Ses dispositions semblent satisfaisantes aussi bien la ville de Lyon (l'Orchestre est une régie municipale) que le Syndicat des artistes professionnels de Lyon (SAMPL) et, bien sûr, les musiciens. Ces derniers, qui y ont pris deux réclamations à la quasi-unanimité le départ de leur directeur musical, Emmanuel Krivine. Signe d'un nouvel état d'esprit dans un ensemble réuni et renouvelé à près de 30 % des dix années écoulées ?

Cet accord, qui s'inscrit dans le projet d'« image et son » de la ville, vise à accroître le dynamisme et le prestige de l'Orchestre, destiné à M. Jacques Oudot, adjoint aux affaires culturelles, « à jouer en première division ». Depuis sa création, en effet, la formation lyonnaise n'avait pas de convention audiovisuelle, ce qui limitait la production discographique et restreignait fortement la diffusion par télévision et radio. En période, traînent des contenus qui attendent en justice.

Le texte présente plusieurs aspects originaux qui s'inspirent de l'expérience menée depuis sept ans par l'Orchestre lyonnais, celui de l'Opéra de Lyon. Il envisage d'abord l'audiovisuel dans tous ses paramètres et ne néglige aucun sup-

port. « même », explique le directeur général, M. Patrice Armengau, « dont on ne sait pas encore grand chose ».

Disque, télé et diffusion, distribution par câble ou par satellite, vidéotransmission, exploitations cinématographiques, spectacles vivants pris en compte et traités distinctement comme le demande la loi 1985 sur la protection des des interprètes. Moyennant une redevance forfaitaire acceptée par les musiciens, l'accord leur assure la garantie d'un minimum d'activités audiovisuelles et à rémunérer : quatre disques par soixante-trois heures

pour les diffusions télé et radio (dont de droits pour la promotion de l'Orchestre à diffusion régionale). Ce système met des rémunérations régulières et « tout à fait correctes », assure le délégué syndical, Joël Chiari. Il est également une garantie de qualité artistique : grâce à l'instauration du forfait, les interprètes ne seront plus contraints d'enregistrer un mil la partition et la montre.

Signée pour deux ans, cette convention est renouvelable pour un an par tacite reconduction. Un délégué, élu par les musiciens, sera l'interlocuteur de l'administration pour

toutes les questions audiovisuelles. Après la parution de *Requiem*, Fauré, dirigé par Emmanuel Krivine, la firme japonaise Denon enregistrera trois autres disques de musique française (Saint-Saëns, Franck, Bizet, Debussy). EMI va capter des pièces « virtuosités violonistiques avec Magistral Dumas. Des négociations sont ouvertes avec TF1, Antenne 2 et FR3, France-Musique, et, localement, avec Télé-Lyon-Métropole et Classique F. M. Pour financer ce programme, M. Armengau doit trouver 1 million de recettes supplémentaires, sur les 55 que compte son budget.

PIERRE MOULINIER

Le patrimoine discographique de l'ex-URSS en péril

En 1985, les responsables d'une dizaine de labels anglais indépendants inventaient le mot *world-music* pour leur production dans les bas des disques. Depuis, l'essor commercial et renommé des musiques traditionnelles urbaines prises sur « toute » surface du globe (*Worldwide*) n'ont cessé de se confirmer. L'European Forum of Worldwide Music Festivals, créé en novembre dernier à Berlin, a semblé, début février à Paris, une vingtaine d'organismes, représentants quarante-huit festivals de musique traditionnelle, méritent ou *world* Europe (Bourges, Angoulême, Riom, Oran, Saint-Chartier pour

France, les Womad pour Royaume-Uni. Outre l'évocation de l'impressionnant concert prévu cet été devant la nef de la cathédrale de Séville, un cri d'alarme a été lancé devant la naufrage de la compagnie Melody, qui avait le pôle de la production discographique dans l'ex-Union soviétique.

Concombe l'étranger son catalogue classique, Melody a également centré, publié, géré les enregistrements de musiques populaires et ethniques. Les bureaux régionaux faisaient office de collecteur d'archives, mais aussi de producteur. Des milliers de disques ont été conservés.

d'Alma-Ata, de Bakou ou de Tachkent, sans que des copies ne soient nécessairement expédiées à Moscou.

Ces bandes originales sont aujourd'hui menacées de disparition. « Par manque d'argent, les bandes sont réutilisées », elles détériorent, sans que l'on sache qui est responsable de quoi. Les matrices se perdent, la plus grande compagnie discographique du monde part à vau-l'eau. Ben Mendelson, patron du label anglais GlobeStyle, qui envisage un appel au mécénat institutionnel ou privé pour essayer de sauver ce patrimoine.

V. M.

RTL VOUS OFFRE 1000 PLACES

POUR LES REPRÉSENTATIONS DE

PYRAMIDE

PAR LE

BEJART

BALLET LAUSANNE

ÉCOUTEZ RTL TOUTE LA JOURNÉE DU 17 AU 21 FÉVRIER

AU PALAIS DES CONGRÈS DU 25 FÉVRIER AU 1^{er} MARS

LE BÉJART BALLET LAUSANNE SE PRODURA POUR LA DERNIÈRE FOIS À PARIS

D'ALBERT VII
PATR

Edgar en concert



Les stations touristiques tombent de haut

Propos **PHILIPPE BROUSSARD**

Le CNPF et la « Sécu »

A ■■■■ qui se demandaient ■■■■ patrons français disposent ■■■■ d'une stratégie vie-à-vis ■■■■ Sécurité sociale, qu'ils coagèrent en principe avec les syndicats, le CNPF apporte un début de réponse. Le 13 février, la commission du Sénat national du patronat français a adopté un ■■■■ d'orientation qui ■■■■ l'engagement grandissant. «Le système de protection sociale est incapable de redéployer et ■■■■ par ■■■■ des actions successives n'affecte aucun ■■■■ régulation», considère le CNPF. Selon le patronat, il faut ■■■■ enveloppe globale au système d'assurance-maladie, des dépenses d'assurance-vieillesse de façon ■■■■ que l'on mesure ce qu'il est possible de faire.

Nul besoin d'être grand maître pour discerner dans cette prise de position la signature de M. Jean-Louis Girai, qui présidait jeudi 13 février pour la dernière fois la commission sociale. Après vingt-huit ans de mandat, M. Girai a désigné son successeur, M. Jean Domenge (le mardi 11 février), une mission périlleuse : **bloquer les enveloppes des dépenses collectives à leur niveau actuel**.

est vrai que si, dans le domaine de la politique contractuelle, le bilan du président est... complet (accords sur l'UNEDIC, le travail temporaire, la formation professionnelle, l'apprentissage et les retraites complémentaires), il n'a en revanche jamais pu peser sur les décisions gouvernementales concernant la Sécurité sociale. Les transferts entre cotisations professionnelles, par exemple). Derrière le plaidoyer, son profil aussi... menace... voir les trois mille représentants patronaux qui portent les organismes de sécurité sociale, sans le pouvoir obtenir une représentation pareille. M. Girault, dans l'immédiat, gardera son mandat de vice-président de la Caisse nationale d'assurance-maladie, avant d'être disposé à donner lui-même le signal de la révolte.

Qu'en fait son rapport remis au CNAT en février 1988, préconisant une privatisation partielle de la protection sociale (présentée comme une idée un peu échangée sur le marché), et le coup de gueule... février 1992. M. Girault a mis de l'eau dans son vin. Le retour du flammé libéral sur la Sécurité sociale aura été long.

JEAN-MICHEL NORMAND

EN BREF

M. (DGB) du prési-
dent du Comité
social européen. — M. Mi-
Geuenich, membre du bureau fédé-
ral exécutif de la Confédération
syndicale allemande (DGB), a
répondre président du
Comité économique social (CES)
non unanimité européenne
L'effectif Geuenich, sin-
quante-sept ans, a acquis par
1115 voix pour, 8 et 8 abs-
lors de la plénière
du CES le 29 30 janvier. Le
nouveau président succède à
français, M. François Staedelin-
(CFPDT), récemment (le
d'adoption) pour l'ensemble
nautique, le CES représente
d'intérêt économiques et
sociaux membres de la
Communauté européenne.

Rectificatif. — La banque Indonésienne, actionnaire de la Banque française pour l'Orient (BFO), nous précise que la BFO n'est pas derrière la société SOFFIA. Société française pour l'industrie et l'armement, contrairement à ce qui a été indiqué dans le Monde du 12 février, dans notre article sur les Constructions mécaniques de Normandie à Cherbourg. Elle n'est pas actionnaire de la SOFFIA et ne s'est pas accordé de crédit.

M. Jeanneney plaide pour un développement des investissements dans la péninsule indochinoise

Trois mois à peine après M. Roland Dumas, M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat au ~~Ministère~~ ^{Ministère} extérieur, ~~est allé~~ ^{est allé} le 1 au 16 ~~juin~~ ^{juin} une ~~mission~~ ^{mission} officielle au Vietnam le ~~présentant~~ ^{présentant} successivement à Hanoi, Danang, ~~et~~ ^{et} Hô-Chi-Minh-Ville, d'où il rejoindra le Thaïlande. Venu présenter ~~l'image~~ ^{l'image} de ~~la France~~ ^{la France} la plus ~~modeste~~ ^{modeste} au Vietnam la plus ~~ambitieuse~~ ^{ambitieuse}, le secrétaire d'Etat, accompagné d'une délégation d'une quinzaine d'hommes d'affaires, aide ~~avec~~ ^{avec} ténacité pour le développement ~~des~~ ^{des} investissements français ~~dans~~ ^{dans} la péninsule indochinoise. Mais il ne ~~se~~ ^{se} ~~laisse~~ ^{laisse} ~~pas~~ ^{pas} ~~introduire~~ ^{introduire} en revanche, aucun ~~assouplissement~~ ^{assouplissement} de la politique française de ~~bilan~~ ^{bilan} budgétaires ~~en~~ ^{en} faveur ~~de~~ ^{de} ce pays surenné.

C'est qu'encre l'ouverture
technologique et capitaux occidentaux
repli sur soi, le Vietnam
(de Manade du janvier). A
l'image, sa nouvelle Constitution
qui protège l'entreprise privée et
les capitaux étrangers, mais préserve
la domination du Parti communiste
« avant-garde des classes labo-
riennes ». A l'image, la
réforme économique favorisant les
bloquant les projets de l'homme
d'affaires, le passage. A l'image,
enfin, les rues à Hanoï, où se
croisent trau, les treillis, des
l'homme. A l'image, les
éproues boutiques
nouvelles vitrines à marbre... Un
bouillonnement que le ministre du
Commerce du tourisme vietna-
miste, le ministre de l'économie
d'économie de marché place
la gestion de l'Etat »

elles **■** rendues au Vietnam pendant le seul mois d'octobre dernier?

■ En réalité, explique un homme d'affaires, il y a **moins** entre la signature d'un protocole d'accord et la réalisation, entre les **promesses** annoncées et ce qui **effectivement** se passe. C'est **pourquoi** il faut être **très** bien sûr, **avant** d'accepter de verser **des** milliards d'argent. Le Vietnam, en effet, n'a plus accès aux grands organes de crédit internationaux depuis 1985, à laquelle il fut déclaré **irréversible** au Fonds monétaire international (FMI) par la Commission des experts (CME) en 1988. Depuis, malgré les efforts de Paris pour trouver une solution amiable, Washington, qui applique toujours à son ancien ennemi un strict embargo, s'oppose à sa réadmission (le Monde du 8 octobre 1991). Un refus catégorique qui a fait, tout réaménagé qu'il est, la dette de Hanôï avec des **cent** de millions de dollars.

C'est notamment le cas de la France, à laquelle le Vietnam doit 1,1 milliard de francs d'arriérés. L'absence de règlement global, Paris estime ne pouvoir rééchelonner unilatéralement le dette et, en conséquence, ne pouvoir lui consentir aucun crédit public. Depuis 1983, la France pratique donc une politique de dons dont les montants, même réévalués - 95 millions de francs en 1991 - sont loin de pouvoir compenser les manques à l'appel.

M. Soyez : audacieux, lance M. Jeanneay : ses interlocuteurs vietnamiens. Sans attendre ■■■ normalisation de vos rapports ■■■ le FMI, ■■■ de nouvelles techniques financières, les comptes bancaires « off shore » [basés à l'étranger] qui permettraient de contourner ces difficultés ». Un appel insistant, mais difficilement entendu jusqu'ici. Comme si le dernier pas vers l'économie de marché était aussi le plus difficile à franchir. ■■■ la construction d'hôtels à celle d'une raffinerie ■■■ pétrole. ■■■ sont pourtant des dizaines de projets d'investissement ■■■ qui sont en jeu.

PIERRE-ANGEL

Tout en critiquant le programme des Nations unies pour le développement

La Chine fait pression pour être admise au GATT

Revenue sur la scène mondiale après un bannissement qui aura pas duré trois ans à la suite de la tragédie de Tiananmen, la Chine populaire, dans ses relations avec la communauté internationale, a lancé une vigoureuse opération de présence pour reprendre sa place au sein des discussions du GATT sur le commerce international, tout en prenant la tête d'une campagne de dénigrement à l'égard d'une agence des Nations unies, le PNUD, où elle est critiquée.

admirer : qu'encontrerai-ça sa réimpression dans le système commercial qui régit le **commerce** échanges **monétaires** **diaux**.

L'examen de la candidature chinoise au GATT s'est déroulé dans le contexte des relations tendues de **l'Asie** avec le monde industriel en raison de pratiques commerciales jugées de plus en plus sévèrement. **Les** Etats-Unis, bien que la Chine ait obtenu un soutien de principe de plusieurs pays occidentaux, dont la France, certains seraient enclins à favoriser plutôt la demande similaire de Taïwan, partenaire commercial **de** plus en plus sûr que la République populaire en l'état actuel de son développement. Le régime communiste a fait savoir qu'il n'accepterait de voir Taïwan entrer au GATT **qu'après** sa propre admission.

droit à l'homosexualité entre adultes consentants et des élections pluralistes au scrutin secret et universel ».

Les pays de ■ communiqué internationale ■ diffèrent par leur histoire, leur expérience, leur foi, leur système social et leur niveau de développement. Leur conception de la liberté ■ de la manière de la mettre en œuvre sont également variables. [...] La pratique consistant à appliquer les critères d'un pays ou d'un petit groupe de pays pour mesurer les autres relève de la logique du plus fort. [...] ■ décide. Il a accusé implicitement les instances dirigeantes du PNUD de ■ faire l'instrument du département d'Etat américain ■ des organisations internationales de défense des droits de l'homme dans leurs critiques contre ■ Chine, ■ annoncé que l'inclusion d'un chapitre négatif sur la situation chinoise dans le rapport annuel ■ l'organisation ■ ■ le rejet de l'absolutisme. La proposition d'une telle chinoise s'est fait l'écho d'autres interventions de délégués du tiers-monde ■ à ■ classement ■ injuste et non objectif ■.

Dans un autre forum international, la huitième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), dont les travaux se tiennent ces jours-ci en Colombie, le représentant chinois a présenté la responsabilité de la mode industrialisée sur la terre. Il a déclaré qu'il avait un devoir absolu auquel il doit être attaché : « La condition politique ». « Aucun modèle économique ne peut être imposé aux autres pays », a-t-il ajouté.

La réadmission de la Chine au GATT lui garantirait, face aux États-Unis, un statut de nation « la plus favorisée », qui dans la balance commerciale en raison des pressions du Congrès américain pour qu'elle améliore sa politique, des droits de l'homme. Face à l'exigence, Pékin n'a l'instant en rien modifié sa politique consistant à « évaluer alternativement l'admonestation bureaucratique et la sébille.

FRANÇOIS DEBOLLE

FRANCIS DEBON

Le constructeur automobile américain annonce des pertes record

Ford piégé par l'Europe

Le constructeur américain Ford a ramené en 1991 la plus lourde part de son histoire : 3,2 milliards de dollars, soit 12,5 milliards de francs. A l'instar de General Motors ou de Chrysler, la firme dirigée par M. Harold Poling a dû, l'année passée encore, étrangler ses activités aux États-Unis pour conserver ses positions sur un marché en pleine déprime. L'Europe, source traditionnelle de profits pour le groupe, n'a pas joué son rôle de contre-feu. Ford paie les droits de douane sur les voitures britanniques, et

761 millions de dollars de pertes pour Ford Royaume-Uni, 154 millions supplémentaires en France par le biais de la baisse de sport et berlines de luxe. Les résultats sont pour la firme de Detroit un échec cuisant. Ils soulignent combien la concurrence financière des constructeurs américains, principalement les premiers d'entre eux, est devenue redoutable. Les performances européennes, si elles expliquent, a posteriori, l'échec mis par les dirigeants de Ford dans l'entreprise, ne démontrent pas que les constructeurs accordés aux constructeurs japonais ont l'ascendant. L'enquête conclut à Tokyo et Bruxelles.

Ventes automobiles totalement déprimées, forte offensive des constructeurs nippons, qui y disposent désormais de la production flamboyante de Ford rencontre sur le marché britannique une situation qui rendait fort à celle qui prévalait sur son marché intérieur. Il y a quelques années, le groupe américain avait décidé de faire de la Grande-Bretagne l'un de ses principaux centres

qu'avait pour l'Europe. Ford, qui avait déjà acquis Aston Martin Lagonda et AC Motors, a échoué avec Rover en 1987, avant de reprendre une fois plus tard les prestigieuses et très brèves Jaguar. Au fil des acquisitions, Ford a acquis une expérience, de ce fait, d'installations ayant mal vieilli, pour la plupart totalement inadaptes à la nouvelle mode de production à vogue dans l'automobile. Les vagues de suppressions d'emplois y succèdent depuis plusieurs années. Il y a une autre leçon à tirer (le 10-11 septembre 1989, la direction britannique de Ford a décidé de fermer 1100 compressions dans 1100 usines prises dans le cadre d'un plan à long terme d'industrialisation).

Ces données britanniques, en effet, indiquent que l'Amérique du Nord a obtenu le plus grand nombre de commandes de matériel militaire au monde, devant l'Europe, l'Asie, l'Australie, l'Afrique et le Japon. Les ventes de matériel militaire ont augmenté de 100 pour cent en 1980 par rapport à 1979. Les ventes de matériel militaire ont augmenté de 100 pour cent en 1980 par rapport à 1979. Les ventes de matériel militaire ont augmenté de 100 pour cent en 1980 par rapport à 1979.

Au total, les résultats du groupe atteignent 2,26 milliards de dollars, pour un chiffre d'affaires en baisse de 88 milliards, un léger recul. A l'exception de la Grande-Bretagne, tout annonce pouvoir être un peu général de réductions d'effectifs, semblable à celui engagé par General Motors.

C. M.

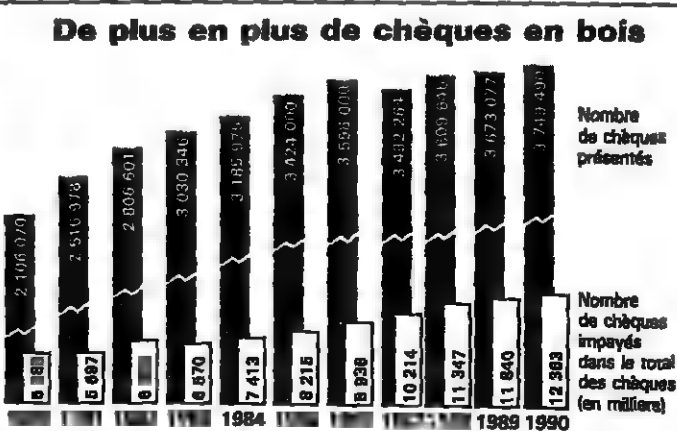
INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

● Ventes de détail : + 0,6 % en janvier... Les ventes de détail ont progressé de 0,6 % en janvier aux Etats-Unis, dépassant les prévisions de 0,5 % des principaux économistes, alors que le département du Commerce relevait également en hausse ses statistiques de ventes du mois de décembre. En décembre, les ventes de détail ont progressé de 0,1 %. L'administration américaine avait d'abord annoncé un recul de 0,4 %, malgré la politique commerciale agressive des magasins durant la période de Noël. Pour janvier, les experts tablent généralement sur une hausse de 0,4 %. Les ventes ont finalement progressé de 0,6 % et il s'agit de la plus forte hausse depuis le bond de 1,2 % enregistré en mai 1991.

CONSOMMATION

Les banques s'inquiètent des conséquences sur les comptes joints de la loi sur les chèques impayés



La nouvelle loi, plus sévère, pour limiter l'émission de chèques sans provision, en fait que des banques. Elle leur impose l'obligation de verser les chèques impayés à l'émissionnaire. Elle leur interdit de lever l'intérêt bancaire, ce qui complique le fonctionnement des comptes joints. Pour l'Association française des banques (AFB), le nouveau texte met tout simplement en péril l'existence de millions de comptes joints, en associant la responsabilité des titulaires du compte. La loi, dont l'application interviendra le 1er janvier 1984, prévoit de sanctionner exclusivement le signataire d'un chèque sans provision. La banque refuse le paiement.

Jusqu'à présent, les cotitulaires d'un compte étaient pénalisés ensemble après l'émission d'un chèque « en bois ». Une mesure parfois injuste. Mais, pour l'AFB, la mesure est pire que le mal. Elle est surtout bien plus coûteuse. La banque consentirait pour les banques de demander à tous les titulaires de comptes joints de désigner le responsable d'une éventuelle sans provision. Une opération dont le coût serait d'accroître les frais bancaires.

Jusqu'à présent, les cotitulaires d'un compte étaient pénalisés ensemble après l'émission d'un chèque « en bois ». Une mesure parfois injuste. Mais, pour l'AFB, la situation est pire : le mal n'est surtout bien plus coûteux. La loi, qui consisterait pour les banques de demander à leurs titulaires de comptes joints de désigner le responsable d'une éventuelle sans provision. Une opération dont le coût annuel pour l'accroissement des fraudes est évalué à 100 millions.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Secrétaire général de Renault

M. Michel Praderie devrait diriger l'AFPA

M. Michel Praderie, cinquantenaire, secrétaire général de Renault, devrait être élu le 4 mars directeur général de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes en remplacement de M. Guy Mateudi.

M. Michel Praderie, ancien directeur de Renault, ministre du Travail de M. Auroux, a été élu secrétaire général de Renault en 1984. Il a dirigé les affaires sociales de l'entreprise pendant dix ans. Il a été élu secrétaire général de l'AFPA en 1989.

M. Michel Praderie, ancien directeur de Renault, ministre du Travail de M. Auroux, a été élu secrétaire général de Renault en 1984. Il a dirigé les affaires sociales de l'entreprise pendant dix ans. Il a été élu secrétaire général de l'AFPA en 1989.

Tempête sur les quais

De nombreux dockers, de tous âges, ont été licenciés, de façon collective, par les entreprises de transport maritime. Les dockers ont été licenciés de façon collective, par les entreprises de transport maritime.

Après avoir consacré beaucoup de temps en consultations diverses et après s'être assuré du soutien à long terme de l'État, le ministre du Travail, M. Durruti, a annoncé le 28 novembre 1991, une opération dont le nom de code est "Tempête sur les quais".

Après avoir consacré beaucoup de temps en consultations diverses et après s'être assuré du soutien à long terme de l'État, le ministre du Travail, M. Durruti, a annoncé le 28 novembre 1991, une opération dont le nom de code est "Tempête sur les quais".

Après avoir consacré beaucoup de temps en consultations diverses et après s'être assuré du soutien à long terme de l'État, le ministre du Travail, M. Durruti, a annoncé le 28 novembre 1991, une opération dont le nom de code est "Tempête sur les quais".

Après avoir consacré beaucoup de temps en consultations diverses et après s'être assuré du soutien à long terme de l'État, le ministre du Travail, M. Durruti, a annoncé le 28 novembre 1991, une opération dont le nom de code est "Tempête sur les quais".

que constitue la fin du Taylorisme soit assimilée à une régression sociale.

Tout le paradoxe - et la difficulté - de l'action de M. Praderie est là : pour assurer la compétitivité de l'entreprise, il faut réduire les effectifs mais il faut aussi organiser la productivité en se servant davantage des hommes que de la modernisation de la production.

Pour cela, il lui a fallu mener une guérilla incessante contre la CGT et mettre un terme aux rapports privilégiés que la centrale syndicale entretenait depuis la création de la Régie avec les directions successives. Le secrétaire général de Renault n'a pas eu la langue dans sa poche.

D'ailleurs, dit-il, il n'y a pas une entreprise où l'on se cause, où l'on se "franc parler". D'où une multitude de conflits sociaux mais qui ont tourné en faveur des salariés.

Pour M. Praderie, "l'AFPA peut servir à relever le défi japonais : les hommes qui la composent, en continuant de privilégier la qualité de ses produits". Appelé par le ministre du Travail, M. Durruti, son ancien patron, M. Praderie a accepté de quitter Renault pour diriger l'AFPA.

Une longue série d'avantages

Les ouvriers d'un type particulier ne sont pas juridiquement des employés d'une entreprise, mais ils le sont en fait. Ils ont des avantages sociaux, des avantages financiers, des avantages matériels.

Une charge qui pèse sur l'entreprise, chaque ouvrier travaillant à son rythme, pour une rémunération annuelle moyenne

ancienne collaboratrice au sein du cabinet de M. Auroux - à diriger l'AFPA, M. Praderie estime que "Renault peut servir de modèle à l'AFPA". L'entreprise, lorsqu'elle est en danger, dispose d'une étonnante capacité de mobilisation. Bien sûr, il y a des choses que Renault ne peut pas faire.

Alors que M. Levy a quitté ses fonctions dans quelques mois, le PDG de Renault devrait être remplacé par un nouveau PDG désigné.

M. Gérard Vanderpote quitte la Renault pour la formation professionnelle. Député à la formation professionnelle depuis le 18 juillet 1990, M. Gérard Vanderpote a quitté ses fonctions. Il sera prochainement nommé à l'inspection générale de l'AFPA (IGAF). Auparavant, il a été directeur général de l'Agence nationale de l'emploi (ANPE).

de 146 200 francs, un dockeur ne décharge pas les cales des navires que 700 heures par an, tandis que les autres services ne travaillent que 1 830 heures. Le plan gouvernemental prévoit, outre des préretraites, congés de conversion et indemnités de départ assorties de conditions financières moins avantageuses que les autres services.

M. de ces innovations historiques, la CGT ne veut à aucun prix. Les dockers, des travailleurs comme les autres qui perdent leur liberté et entendent dans le droit commun social. Un sacrilège. Et la puissante fédération CGT éparpillée en six sections dans chaque grand port.

Saint-Nazaire : les dockers CGT créent leur propre syndicat. Le responsable CGT de Saint-Nazaire a annoncé, jeudi 13 février, la création d'un syndicat autonome, la Fédération des dockers de Saint-Nazaire (FDSN). Ce syndicat a pour but de défendre les intérêts des dockers de Saint-Nazaire.

ÉNERGIE

La réduction de la production pétrolière

L'Arabie saoudite bloque la conclusion d'un accord à l'OPEP

Les membres partenaires de l'Arabie saoudite au sein de l'OPEP ont fait pression sur ce pays, jeudi 13 février, lors de la conférence ministérielle à Genève, afin qu'il accepte la production de pétrole organisée par l'OPEP.

L'Arabie saoudite préconise plutôt un plafond de 22,8 mbj, supérieur de 200 000 barils à ce que souhaitaient les douze pays membres. Le ministre saoudien,

M. Hicham Nazer, a indiqué que les discussions ne décollaient pas. Pour le ministre saoudien, il y a des divergences de vues. Les analystes estiment qu'un accord ne sera conclu que si des sacrifices consentis par chaque pays producteur sont chiffrés. L'Arabie saoudite veut imposer un pourcentage de réduction à 10 %, ce qui leur accorde leur production lors de la crise du Golfe. Les petits pays pourraient accepter s'ils n'ont pas la suffisance pour garantir leur revenus pétroliers. (AFP)

CONJONCTURE

Grâce à l'amélioration du commerce extérieur

Le déficit des paiements courants de la France s'est fortement réduit en 1991

Le déficit de la balance des paiements courants de la France s'est réduit à 19,5 milliards de francs en 1991 par rapport à 1990, revenant à 52,9 milliards de francs à 33,4 milliards (nos dernières éditions du 14 février). L'annonce de ce résultat, jeudi 13 février, l'occasion de la publication hebdomadaire de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, a déclaré que la situation de la France était "bonne", précisant que "cette très sensible amélioration" faisait revenir le déficit à 0,5 % du PIB (produit intérieur brut), contre 0,8 % en 1990.

D'après les chiffres du Fonds monétaire international (FMI)

publiés par le ministère, ce déficit place la France juste derrière le Japon (qui connaît un excédent représentant 2,1 % du PIB) et les États-Unis (où le déficit est de l'ordre de 0,1 % du PIB). En Allemagne, le déficit des paiements courants représente 1,1 % du PIB, contre 1 % au Royaume-Uni.

Le ministère de l'Économie explique que la réduction du déficit français par les bons résultats du commerce extérieur au cours des derniers mois, « du fait du progrès de notre compétitivité et d'une diminution du déficit des transferts unilatéraux ». Le ministère note aussi la stabilité de l'excédent des services, qui est de 41,8 milliards de francs en 1990, contre 40,3 milliards de francs en 1989.

« l'accroissement du déficit des paiements courants est compensé par les progrès du tourisme ».

En 1991, les transactions de marchandises cumulées sur les douze mois ont dégagé un déficit de 52 milliards de francs, contre un solde négatif de 70,3 milliards de francs en 1990. Les services ont produit un excédent de 18,2 milliards de francs, soit un peu moins qu'en 1990 (21,5 milliards de francs). Les biens et services ont dégagé un excédent légèrement supérieur en 1991 à 41,8 milliards de francs, contre 40,3 milliards de francs en 1990.

COMMUNICATION

Une société d'économie mixte pour le sauvetage de La Cinq

M. Pasqua se dit prêt à soutenir M. Berlusconi

M. Charles Pasqua, président du RPR du conseil général des Hauts-de-Seine, a déclaré, jeudi 13 février, qu'il était prêt à soutenir M. Angelo Codignoni, représentant du groupe Fininvest en France, l'ancien ministre de l'Intérieur, resté très évasif quant au maintien éventuel de la proposition de loi sur le cas où le projet Berlusconi ne serait pas retenu.

Expliquant qu'il souhaitait voir aboutir la proposition de M. Berlusconi pour la reprise de La

Cinq, M. Pasqua a indiqué que la loi sur la reprise de La Cinq, « prête à participer au sauvetage de la chaîne », qu'il était prêt à soutenir. M. Pasqua a déclaré qu'il était prêt à soutenir M. Berlusconi, l'ancien ministre de l'Intérieur, resté très évasif quant au maintien éventuel de la proposition de loi sur le cas où le projet Berlusconi ne serait pas retenu.

Prendant la parole au cours d'un débat organisé au Sénat par le conseil national des collectivités locales, présidé par le député Jacques Baumel, M. Pasqua, qui a rappelé l'intérêt des collectivités locales et territoriales pour l'audiovisuel, a indiqué qu'il était prêt à soutenir M. Berlusconi, l'ancien ministre de l'Intérieur, resté très évasif quant au maintien éventuel de la proposition de loi sur le cas où le projet Berlusconi ne serait pas retenu.

président du conseil général des Hauts-de-Seine a indiqué que M. Berlusconi était prêt à soutenir M. Berlusconi, l'ancien ministre de l'Intérieur, resté très évasif quant au maintien éventuel de la proposition de loi sur le cas où le projet Berlusconi ne serait pas retenu.

La SEM, qui pourrait voir le jour avant la fin du mois d'avril, n'a pas vocation à devenir opératrice de La Cinq. Elle intervient dans la ligne éditoriale de la chaîne. Elle même, la barre maximale de 10 % de participation au capital actuel de La Cinq, que la société d'économie mixte s'est elle-même fixée, est pour elle une garantie destinée à ne pas faire perdre aux collectivités locales le risque financier du fonctionnement de la chaîne.

L'AGENDA

Bijoux
BIJOUX BRILLANTS
Tous les bijoux, or, argent, platine, diamants, saphirs, émeraudes, rubis, etc.

Cours
COURS D'ARABE
Tous niveaux, cours particuliers, cours de groupe.

Perron Opéra
Anglo des films, 4, rue de la République, 75001 Paris.

Télévision
VENDRE URGENT
55 cm, bon état, 150 000 F.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

8^e arrdt
RUE DE LA PAIX, 2 P, Cuisine, bain, salle de bains, 120 m², 1 500 000 F.

11^e arrdt
M. R. LENOIR
Proche métro, 2 P, 45 m², 1 200 000 F.

12^e arrdt
CHATEAU D'EAU, 2 P, 45 m², 1 200 000 F.

14^e arrdt
V. S. PARC MONTSOURIS
2/3 pièces, 55 m², 1 200 000 F.

16^e arrdt
BD MURAT
Partic. vd dans petit imm. ancien, 150 m², 1 200 000 F.

18^e arrdt
BUTTE-MONTMARTRE
2 P, Cuisine, 2 P, 45 m², 1 200 000 F.

ASSOCIATIONS

Appel
Pierre BERENI, président fondateur de l'EUROPE DES ARTS, organise le 2^e salon de l'ART ET DE LA CULTURE.

Cours
MATH +
Cours particuliers à domicile, stages intensifs.

Sessions et stages
YOGA
SIVANANDA, 12, rue de la République, 75001 Paris.

JAPONAIS
Par la suggestion, 45-45-03-58/44-58-58.

Associations

Appel
Pierre BERENI, président fondateur de l'EUROPE DES ARTS, organise le 2^e salon de l'ART ET DE LA CULTURE.

Cours
MATH +
Cours particuliers à domicile, stages intensifs.

Sessions et stages
YOGA
SIVANANDA, 12, rue de la République, 75001 Paris.

JAPONAIS
Par la suggestion, 45-45-03-58/44-58-58.

CECI VOUS CONCERNE ?

- La mise à jour de votre carte d'identité.
- La mise à jour de votre carte de vote.
- La mise à jour de votre carte de résident étranger.

Avec "l'écologie", vous pouvez gagner de l'argent. Les entreprises qui ont adopté des mesures écologiques ont obtenu des subventions de l'État.

Informez-vous le 24 février à 18 h 45, rue de la République, 75001 Paris.

Associations

Appel
Pierre BERENI, président fondateur de l'EUROPE DES ARTS, organise le 2^e salon de l'ART ET DE LA CULTURE.

Cours
MATH +
Cours particuliers à domicile, stages intensifs.

Sessions et stages
YOGA
SIVANANDA, 12, rue de la République, 75001 Paris.

JAPONAIS
Par la suggestion, 45-45-03-58/44-58-58.

VIE DES ENTREPRISES

Tandis que M. Bolloré en restructure l'état-major

SCAC-Delmas-Vieljeux menacé d'une lourde amende par Bruxelles

L'armement français SCAC-Delmas-Vieljeux (SDV), contrôlé par le groupe Bolloré, pourrait être condamné à payer une amende de l'ordre d'une centaine de millions de francs pour pratiques contraires à l'armement. C'est la recommandation que formule le Comité consultatif en matière d'armement et de positions dominantes dans le domaine maritime, après avoir étudié un groupement d'armateurs suspects de se livrer à la concurrence.

Les armateurs mis en cause regroupent le SECRETAMA, un organisme de gestion des marchandises dans le transport des marchandises, les pays africains. Le plus visé est l'armement Delmas-

Vieljeux, pour des faits concernant des opérations de ports français et les ports desservant l'Afrique de l'Ouest et du Centre entre les années 1980 et 1989. La prise de contrôle par la SCAC (groupe Bolloré) en juin 1991.

Leurs armateurs, leur reprochant de ne pas respecter les règles de concurrence dites 40-40-20, il s'agit d'un principe édicté par les Nations unies (CNUCED) suivant lequel 40 % des trafics, plus 20 % par des compagnies du pays expéditeur, et 20 % par des tiers. Les tiers, en l'espèce, sont estimés injustement exclus. « Nous n'avons jamais été informés par Delmas-Vieljeux de la gravité et de l'ampleur de cette

affaire », signale-t-il vendredi 14 février. Bolloré, nous pensions que l'amende n'excéderait pas le million de francs. Cette affaire aurait dû être portée à la connaissance des actionnaires et aurait vraisemblablement fait l'objet de provisions par Delmas-Vieljeux. Le chiffre d'affaires des opérations concernées, dont on ignore actuellement le montant.

Par ailleurs, M. Alain Wits, directeur général de SDV en charge des affaires maritimes et président de Delmas-Vieljeux, la prise de contrôle par la SCAC en juin 1991, doit quitter le groupe à la faveur d'une restructuration de l'état-major mise en place le 13 février. Jean-Guy Le... devient directeur général.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RACHAT

Colgate-Palmolive rachète Men-... - C'est le mariage du dentifrice de l'after-shave... mais aussi fin de cent quatorze ans d'indépendance pour la société américaine Men-... rachetée par géant Colgate-Palmolive pour 670 millions de dollars (3,7 milliards de francs). Selon Colgate, Men-... détient 16 % du marché américain des déodorants et des antiperspirants, c'est-à-dire la deuxième place. Colgate-Palmolive,

qui réalise près du quart de son chiffre d'affaires dans les lessives, un cinquième dans les dentifrices, un autre cinquième dans les produits d'entretien, le reste étant dans les soins du corps, a annoncé 6 milliards de dollars (33 milliards de francs) de chiffre d'affaires et un bénéfice net de 124 millions de dollars (plus de 1 milliards de francs).

RESULTATS

Compagnie Bancaire : recul de

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHRYSLER CORPORATION

Messieurs les Actionnaires sont informés que le Conseil d'Administration de la Société CHRYSLER CORPORATION, qui s'est tenu le 6 février 1992, a fixé l'Assemblée Générale Annuelle au 14 mai 1992, à 13 h 30, heure locale, dans les locaux de la CHRYSLER TECHNOLOGY CENTER, 800, Chrysler Drive East à Auburn Hills, MICHIGAN.

La date limite d'inscription des actionnaires pour pouvoir participer à cette Assemblée Générale a été fixée au 16 février 1992.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 208.806F

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 281.311F

Principaux collaborateurs :
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
« L'association des lecteurs du Monde »
« Le Monde-Entreprises »
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arès
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. : 46-62-96-73
de la SARL Le Monde et de Média et Régie Europe SA.

Commission paritaire Journaux
publiques n° 51/437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les tarifs et index : Monde au (1) 40-65-25-25

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-25

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement et l'adresse ci-dessus ou MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse ou provisoires : abonnés invités à formuler leur demande deux semaines à l'avance, en indiquant leur adresse d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 13 février

Bien orientée

Après un week-end de semaine particulièrement calme, la Bourse a tenté de se ressaisir jeudi 13 février. L'indice CAC 40, qui avait enregistré un léger gain à l'ouverture (+0,23 %), a fléchi à l'ouverture de l'après-midi, pour finir l'ouverture sur une note de -0,20 %. Le début d'après-midi, pour l'ouverture de la Bourse, a été marqué par un léger recul de l'indice CAC 40, qui a fléchi à l'ouverture de l'après-midi, pour finir l'ouverture sur une note de -0,20 %.

NEW-YORK, 13 février
L'indice S&P 500 a poursuivi sa progression, après avoir enregistré un léger recul à l'ouverture, pour finir l'ouverture sur une note de +0,23 %.

CHANGES
Dollars : 5,52 F
Vendredi 14 février, le dollar poursuivait sa progression, après avoir enregistré un léger recul à l'ouverture, pour finir l'ouverture sur une note de +0,23 %.

LONDRES, 13 février
L'indice FTSE 100 a poursuivi sa progression, après avoir enregistré un léger recul à l'ouverture, pour finir l'ouverture sur une note de +0,23 %.

TOKYO, 14 février
L'indice Nikkei 225 a poursuivi sa progression, après avoir enregistré un léger recul à l'ouverture, pour finir l'ouverture sur une note de +0,23 %.

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES
Les taux d'intérêt des euromonnaies ont poursuivi leur progression, après avoir enregistré un léger recul à l'ouverture, pour finir l'ouverture sur une note de +0,23 %.

Le Monde-RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

PARIS :

Second marché (réaction)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3856	3800	Loxinvest	189	
Amstel Assoes	276		Locatex	80 10	
B.A.C.	68		Locatex	114 70	112 50
Boen (S)	800		Molier	168	
Boen (S)	265 10	265 10	Publi-Print	265	264
CAL-de-Fr. (C.G.I.)	780	780	Rand	490	
Calson	379		Rhone-Alp. (S.I.)	202	
Card	780	780	S.H.M.	148	
C.E.G.E.P.	180		Saint-Invent (S.I.)	95 80	
C.F.P.	260		Santé	320	
C.N.I.M.	945	945	S.M.T. (S.I.)	120	
Conforama	1035		Sogo	270	
Crest	180 50		T.T.I.	374 80	371 50
Daplan	365		Thomson H. (S.I.)	230	
Daplan	1164		Unilog	217	
Danachy Worms	340		Val et Co	95	
Danachy	899	910	Y. St-Laurent Group	848	821
Davies	212				
Devle	131				
Dolac	180				
Edison (S.I.)	251	250			
Edison	116				
Edison	107	110			
Edison	385				
Edison	200				
Edison	771	800			
Edison	85				
Edison	933	978			
Edison	169 20				
Edison	68				

MATIF					
10 % - Cotation en pourcentage du 13 février 1992					
Nombre de titres estimés :					
COURS	ÉCHÉANCES				
	Mars 92	Jun 92	Sept 92		
Dernier	108	109 38	109 68		
Précédent	108 14	109 48	109 76		

Options notional					
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE		
	Mars 92	Jun 92	Mars 92	Jun 92	
109	0,04	1,18	1,03	0,78	

CAC 40 A TERME (MATIF)					
Volume : 9 109					
COURS	Février	Mars	Avril		
Dernier	1 893	1 898	1 911		
Précédent	1 873 50	1 896	1 901		

BOURSES					
Dollars : 5,52 F					
Vendredi 14 février, le dollar poursuivait sa progression, après avoir enregistré un léger recul à l'ouverture, pour finir l'ouverture sur une note de +0,23 %.					

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)					
Paris (14 février) : 1 893					
New-York (13 février) : 1 896					

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES					
COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS			
Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	5,5250	5,5280	5,6045	5,6185	
Yen (100)	4,3228	4,3269	4,3723	4,3795	
£	6,9586	6,9640	6,9482	6,9585	
Deutsche mark	3,4018	3,4042	3,4040	3,4085	
Franc suisse	3,7863	3,7993	3,8096	3,8185	
Libre sterling (1000)	4,5281	4,5317	4,5051	4,5134	
Libre sterling (100)	9,7818	9,7899	9,7744	9,7850	
	5,4226	5,4273	5,3853	5,3956	

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES					
UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	3 15/16	4 1/16	4 1/16	4 1/8	4 1/8
Yen (100)	5 7/16	5 9/16	5 11/16	6 1/8	6 1/8
£	10 3/16	10 5/16	10 3/16	10 3/16	10 5/16
Deutsche mark	9 1/2	9 5/8	9 1/2	9 1/2	9 5/8
Franc suisse	7 5/16	7 1/16	7 1/16	7 1/4	7 3/8
Libre sterling (1000)	11 7/8	12 1/8	11 7/8	11 3/4	12 1/4
Libre sterling (100)	10 7/16	10 9/16	10 1/4	10 3/8	10 1/4
Franc français	12 3/8	12 5/8	12 3/8	12 3/8	12 5/8
	9 15/16	10 1/16	9 15/16	10 1/16	10 3/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur les marchés de la BNP.

Le Monde-RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Vendredi 14 février :
Parce Lalonde,
PDG de la société de parapluie
PLC.

Lundi 17 février :
Arnaud-Daniel de Sèze,
PDG de Volvo France,
« Le Monde L'économie » dans
18 février publie une enquête
sur le groupe Volvo.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 14 FÉVRIER

Cours relevés à 10 h 12

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

SICAV

13/2

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Cote des Changes

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/2	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET VALES	préc.	14/2
			achat	vente			
Eaux-Uns (1 sac).....	5 457						
Ecu.....		340 820			Or fin (jul en barre).....	82900	
Allemagne (100 dm).....	16 543				Or fin (en lingot).....	82900	
Belgique (100 f.).....	16 543				Napoléon (200).....	357	
Pays-Bas (100 fl.).....	202				Pièce Fr (10 f.).....	405	
Italie (1000 lire).....	4 533				Pièce Suisse (20 f.).....	356	
Danemark (100 kr.).....	87 870				Pièce Lette (20 f.).....	364	
Gdu-Bretagne (1 l.).....	9 781				Souverain.....	486	
Grèce (100 drachme).....	2 943				Pièce 20 dollars.....	3065	
Suisse (100 kn.).....	379 880				Pièce 10 dollars.....	1102 50	
Autriche (100 sch.).....	88 880				Pièce 5 dollars.....	635	
Norvège (100 kr.).....	48 413				Pièce 50 pesos.....	2340	
Espagne (100 pes.).....	5 411				Pièce 10 florins.....	371	
Portugal (100 esc.).....	3 956						
Canada (1 \$ can.).....	4 814						

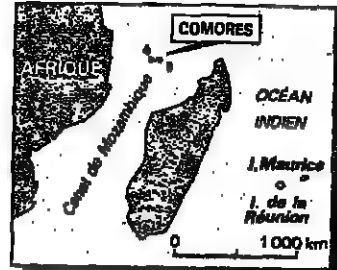
c - coupon détaché - o - offert - *

BIBLIOGRAPHIC SOURCES

Le Monde

S A N S V I S A

Comores, des mercenaires aux parrains



Derrière une voile, peut-être une descendante des princesses chiraziennes débarquées sur l'île treizième siècle

Les trois îles de la République fédérale islamique Comores furent, dans des temps anciens, l'archipel aux « sultans batailleurs » et, plus près de nous, pendant dix longues années, la terre d'aventure du mercenaire Bob Denard. Aujourd'hui, le pays de l'ylang-ylang (la fleur à parfum) et du cœlacanthe (le poisson de la préhistoire) souffre de tous les maux de l'Afrique. A son chevet, deux parrains : l'Etat français et le secteur privé sud-africain.

■ SMAËL, un homme de vingt ans, se réveille au matin sur une plage, à la pointe nord de Ngazidja (Grande Comore), son lieu natal. Il remplit des bouteilles d'oxygène, remise des plongeurs, aligne les planches de voile. Plusieurs fois par jour, il s'échappe un instant à lire le Coran. A un quart d'heure de marche de là, un village de pêcheurs, à tous les villages de l'Afrique intérieure : des terres, pou-
 dépeintes, chèvres dociles, maisons de paille et mosquées. Un chemin, pourtant, à deux côtés de la route côtière, sur une dizaine de kilomètres, des constructions dur semblent être à l'abandon, comme au commencement d'un projet d'une prospérité.

■ Dans un autre songe, SMAËL est sultan. Il a débarqué en Grande Comore au treizième siècle parmi ses compatriotes métis, fils de filles d'Arabes et de Perses mêlés Bantous de la côte orientale de l'Afrique. Il imagine deux princesses chiraziennes qui vont engendrer les deux lignées royales, les rivaux, les Ngazidja. L'archipel vite connu sous le nom des « îles aux sultans batailleurs ». Le pays se déchire, il devient définitivement musulman. Au dix-huitième siècle, les Comoriens affrontent les invasions des pirates de Madagascar, le commerce d'esclaves bat son plein. En 1885, le sultan Saïd Ali signe un accord commercial avec le planteur Léon Humbert, qui s'approprie la plupart des terres. Il fera régner la terreur jusqu'à sa mort, en 1914. Grande Comore, protectorat français depuis 1885, est annexée par la France en 1907. Et l'Histoire suit son cours, sans laisser de traces visibles dans le paysage.

■ L'Afrique du Sud s'intéresse au sort des Comores, un certain Bob Denard accoste les îles, mercenaires dans la baie de Mohéli. Ils formeront pendant dix ans la garde présidentielle, une trentaine de gros bras belges français à la tête d'une armée de cinq cents hommes, dotée chaque année par Pretoria de quelque 10 millions de francs.

■ Aux anciens de dix longues années musclées provoque instantanément la poudure. Certains regrettent les « autres » couverts « l'ordre » révolu, d'autres se taisent, détournent le regard. Ismaël rigole. Il se souvient très bien des phrases codées du président Abdallah : « J'ai des « sir » vous dire, mais les « enfants » sont là. » comorien, « sir » signifie pantalon, mais aussi secret. Les « enfants » désignent Denard et les « affreux ».

montrent jamais. Dans les abîmes des profondeurs volcaniques, à 300 ou 500 mètres de fond, les cœlacanthes mènent leur vie. Au dernier recensement, ils étaient cinq. Une équipe scientifique conduite par un chercheur allemand s'épuise à descendre la nuit à batiscaphe et à guetter par quart sur un radar les agissements du poisson mythique, dont certains disent un « vite qu'il serait » « chaloneur manquant » l'évolution des espèces. La sienne, il est vrai, née il y a trois cinquante millions d'années ! Et deux nageoires ventrales déclenchent les hypothèses plus hardies quant à une éventuelle excursion du gros animal au rivage, et, plus tard, l'amphibie.

De notre envoyée spéciale

Laurence Folléa

Lire suite 31

AU SOMMAIRE



Cures, ... p. 32	Escalier (p. 30)	Téléx (p. 30)
Vieux ciseaux, ... p. 30	Jour (p. 34)	Table (p. 35)
La table, la bourride ... p. 35		
Paris, l'église américaine ... p. 36		

LAPONIE/CANADA



Brochure L'ÉTÉ D'HIVER SCANDITOURS dans les Agences Voyages et La Maison de la Scandinavie Pays Nordiques rue Tronchet 75009 Paris Tel (1) 47 47 65

Comores des mercenaires aux parrains

Suite de la page 29

Au large d'une montagne qui tombe à pic dans l'océan, à 1 kilomètre à peine des rochers noirs formés par la lave, l'équipage se relaie du Jago, une bulle de métal jaune bardée de projecteurs. Sur le pont, un confrère français, grand barbe, sec, l'œil bleu pétillant, raconte comment le celacanthé fut découvert, par qui - Miss Latimer - et où : dans la rivière Chalumna ; c'est pourquoi le nom de celacanthé est *Latimeria chalumnae*. Le spécimen de l'emblème de la région du globe. C'est un formidable appât touristique.

Retour au nord-ouest de Grande Comore, où le Galawa déploie ses ailes en largeur, sur 1 kilomètre d'envergure. Allées fleuries, salons ouverts, quatre vents, casino, clientèle majoritairement sud-africaine. Ouvert pour la première fois en 1988, le palais a fini de fermer ses portes lors de l'attentat qui frappa mortellement le président Abdallah le 26 novembre 1989. Le crime, perpétré, a-t-on dit, par le garde du corps du chef de l'Etat, a fini de ternir la déjà triste réputation des hommes forts d'alors. Bob Kerzner et ses amis ont été remerciés un jour de décembre, sous un soleil de plomb, la vie, peu à peu, a repris.

Géré par la compagnie World Leisure Management, le puissant homme d'affaires sud-africain Sol Kerzner, racheté au groupe Sun International, l'hôtel Galawa s'affirme, juste après l'Etat, deuxième employeur du pays. Soixante-dix pour cent de

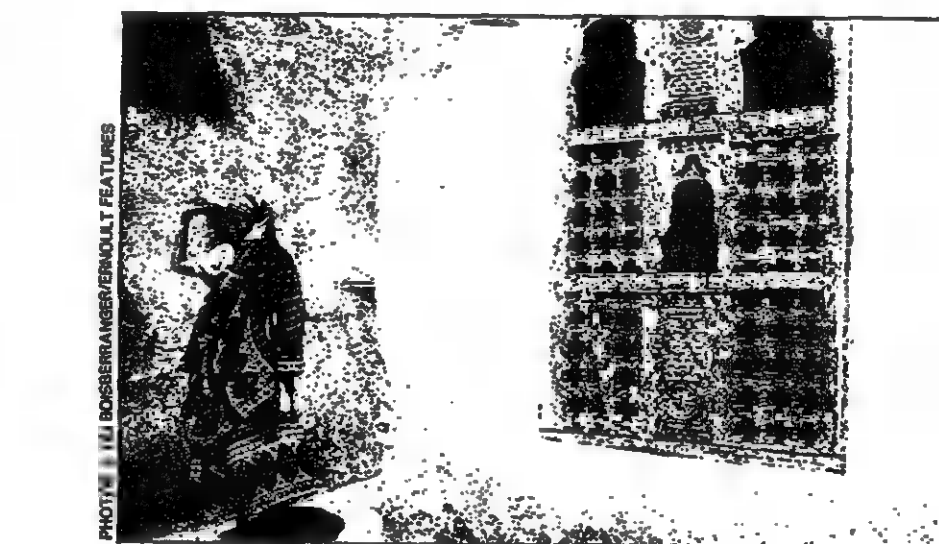
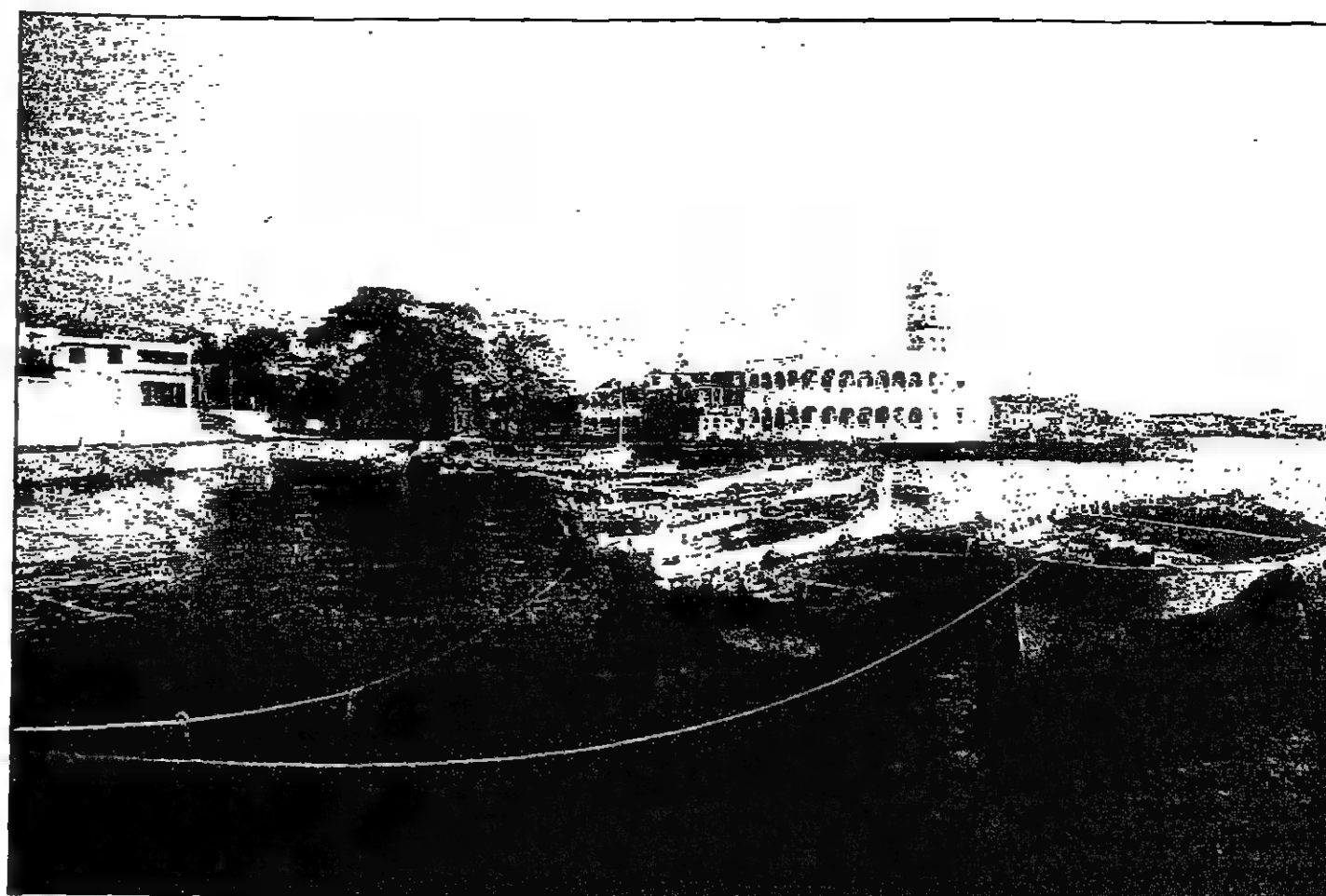
trois mille salariés sont comoriens. Peter Bacon, directeur adjoint de la société, explique que l'Afrique du Sud connaît une grave récession et que le blocus imposé par nombre d'investisseurs occidentaux ; il y a des volontiers que l'océan indien est une proie désignée. Déjà implantée aux Seychelles, la compagnie a investi de 4 à 5 millions de francs pour remettre le Galawa à l'état. La totalité des investissements hôteliers sud-africains aux Comores avoisinerait les 160 millions de francs. Et le projet d'ouvrir une école hôtelière pourrait bien voir le jour.

Tandis que le privé d'Afrique du Sud relance les affaires, l'Etat français, lui, débourse par principe. Les Comores résument les seules des maux de l'Afrique, victime d'une guerre d'influence, cette fois entre Paris et Pretoria. En 1989, l'aide française s'est élevée à 150 millions de francs ; à une substantielle réduction de la dette. En 1990, la France a versé environ 10 millions de francs à l'Etat comorien, dont 10 millions d'aide budgétaire, notamment destinée à rattraper les retards de paiement de près de huit mille fonctionnaires comoriens.

Paris s'arroge ainsi le contrôle de la jeune administration insulaire, victime d'un clientélisme galopant, et jette un œil sur la vie politique et démocratique de l'archipel quinze partis. Les mauvaises langues vont même jusqu'à affirmer que « pas un ministre n'est nommé sans l'agrément de l'ambassadeur de France ».

Quelques six mille coopérants en poste aux Comores, une vingtaine de médecins, et une trentaine d'officiers et de militaires veillent à la « rééducation » des militaires. Les prix prohibitifs des transports contribuent cependant à limiter les arrivages de touristes européens et les retours au pays des expatriés. Le Fonds européen de développement, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international visent pour leur part l'objectif de l'autosuffisance alimentaire. Dans ce pays agricole à 90 %, les paysans font un ou deux récoltes par jour.

Ismail est un jeune responsable. Il fait vivre sa famille et prie Dieu chaque jour pour que le fonctionnement de l'hôtel continue. Depuis la remise en service du Galawa, en effet, il y a l'eau et l'électricité au village. Et des emplois pour les habitants du Nord. Car le décollage économique du pays est loin d'être acquis. La belle époque des exportations de vanille, de coprah ou de ylang-ylang - dont



Les Comores sont le premier producteur mondial - touche à sa fin, la dette intérieure se creuse. La rentrée scolaire est sans cesse reportée, et ces deux dernières années ont tout bonnement été « perdues » pour les élèves. Seules les écoles coraniques fonctionnent. M. Mohamed Said Abdallah Mchamama, ministre des finances et de l'économie, reconduit dans ses fonctions lors du remaniement ministériel du 7 janvier, est aussi le gendre du président en exercice. Saïd Mohamed Djobar, il souhaite s'attaquer à « l'assainissement des finances publiques ». Vaste programme, qui répond comme en écho au désir exprimé par le président François Mitterrand au cours d'une visite à Moroni, en juin 1990.

Les émir arabes ont financé routes, les Japonais ont débouqué une aide alimentaire de 40 millions de francs, des missionnaires américains enseignent l'anglais. Comoriens dans leur langue natale, les Chinois ont édifié le Palais du peuple, un parlement flamboyant, des Iraniens sont venus, puis repartis. A l'époque, les observateurs se frottaient les yeux. L'islam est la comorienne, sunnite de rite shaf'ite, pacifique, solidement ancré dans les pratiques sociales et les traditions. M. Mchamama rappelle que « les Français ont résisté près de quarante ans dans l'île » et que « pas un Comorien s'est converti au catholicisme ». Mais, ajoute-t-il aussitôt, ici, le fanatisme ne passerait pas. Si quelques jeunes se laissent enturbaner, ce serait un feu de paille, un phénomène de mode. L'islam a beau être modéré, il fait quand même des ravages. La « grande mariée » (handal) n'est peut-être pas une priorité pour Ismaël, mais Comorien n'y déroge.

Etrange rituel des îles qui veut

que, à sa naissance, chaque fille aînée dispose d'un terrain où la famille construira sa demeure. Voici les édifices fantômes qui surprennent l'arrivant. Un peuple entier s'endette, la construction peut durer des années. Et c'est avec le sable des rares plages que les pierres sont cimentées. Difficile, dans ces conditions, d'envisager l'aménagement touristique d'un littoral déjà desservi par son sous-sol volcanique.

Le marié doit offrir à sa future épouse entre 500 grammes et 1 kilo d'or. Ses premières femmes peuvent et doivent l'aider dans sa quête. Le temps de réunir la somme, d'acheter bijoux et montres à la campagne, pierres et colliers à la ville, il est souvent bien plus âgé que sa promise. Le grand mariage fera de lui un notable. Il portera le turban coloré et la canne qui vont avec, prendra

part aux discussions villageoises sera assis en bonne place à la mosquée. Les filles devenues femmes n'auront pas trop de mal à divorcer. Trois « je te divorce » prononcés à l'affilée sous le toit conjugal et la décision sera irrévocable. Les mariés repartiront souvent chacun de son côté. Elle gardera la maison, l'or, et lui la tenue d'apparat.

Sur cet îlot de 50 km de long sur 12 km de large - soit un quart de la Corse - chaque vendredi Moroni, la capitale, les bonnets blancs brodés convergent vers le port. Du « Caltex », le quartier populaire où les routes en terre battue, sous les toits de tôle, nichent bazars et boutiques, de la place des ministères où les immeubles ajourés, vieillots, ressemblent à des lycées, du vieux marché aux mille épices, les hommes affluent. Autour de la corniche,

le cercle des maisons blanches basses se referme. Grande Mosquée du vendredi. La colline couvre d'un ciel d'orage. Sous la jette, de grosses barcasses de bois attendent le marée. Au pied de la petite tour carrée d'où s'échappe la longue plainte du muezzin, une place encore ensolée.

Les fidèles se tiennent prêts, et discutent, le tapis à la main. Sur l'escalier où s'accumulent claquettes et babouches, les jeunes laissent passer les cheiks et les hadji courbés dans leur boubou doré. Les vieux pèlerins gravissent lentement les marches et disparaissent, pieds nus, dans le dédale des couloirs tapissés, jusque sur les balcons où ils dodelinent à genoux, le dos aux turquoises du port.

Ismaël s'éveille. Son désir le plus proche ? Partir. « Voyager, voir à l'extérieur », lui, l'exode est une valeur. La communauté comorienne en France compte 80 000 âmes, dont 40 000 à Marseille. Moroni abrite 25 000 habitants. Plus de la moitié de la population, 500 000 personnes sur les trois îles, a moins de vingt-cinq ans. Comme dans le reste de sa génération, quelque part à l'est de Madagascar, en face du Mozambique, de Zanzibar ou de la Tanzanie, Ismaël rêve éveillé d'un eldorado dont on ne sait pas très bien s'il est mystique ou matérialiste.

De notre envoyée spéciale
Laurence Folléa

► Il ira : Comores aujourd'hui, par Jean-Claude Klotchkoff, les éditions du Jaguar, 239 pages, 130 F.

**ISLANDE
geysers
et volcans**
avec votre voiture
à bord du
car-ferri "Norðna"
de la Smyril Line
Votre agent de voyages
ou agent général
Voyages AGRIPA
40, rue Étienne-Marcel
75002 Paris Tél. 45 03 81 50

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde RADIO TÉLÉVISION

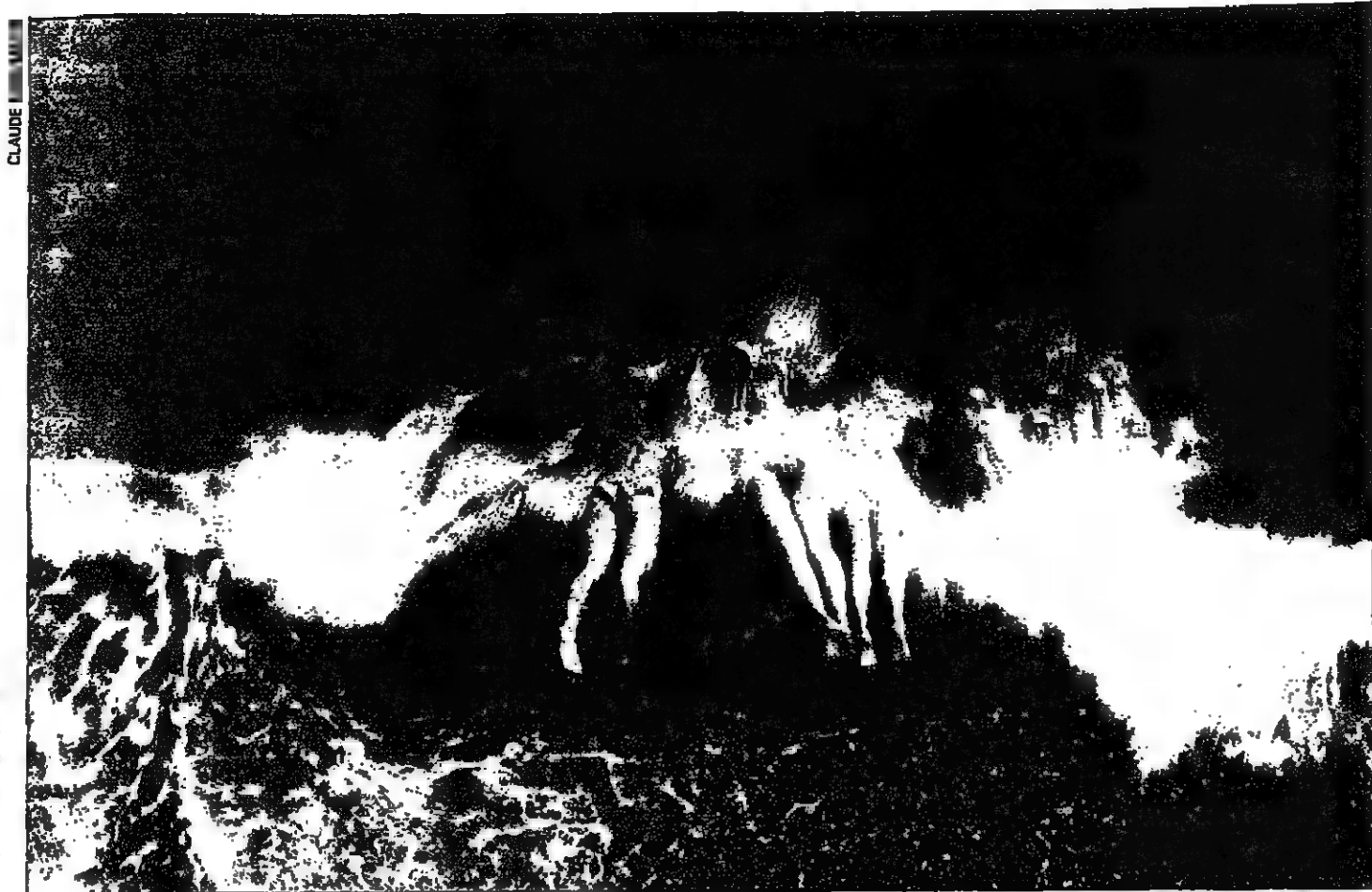
Camino FAVORISE LES DÉCIDÉS !

Il y a ceux qui attendent les autres... Il y en a qui peuvent déjà aller aux prochaines vacances. Camino propose des avantages financiers exceptionnels. Early Bird, les accompagnés moins chers. Plus tôt vous réservez l'un de nos accompagnés, aux États-Unis, en Israël ou en Israël, il vous coûte. Vous pouvez réserver jusqu'à 3000 F par personne (selon la durée de voyage et la préférence de votre inscription) !

Option Prix Minimum. La fin des vacances. Rien de plus désagréable qu'une hausse de tarif résultant de fluctuations monétaires. En versant 70 % d'acompte lors de l'inscription, le prix peut plus tard être révisé (mais nous révisons à la baisse). Vous voulez les avantages, contactez notre agence de voyages ou téléphonez-nous pour connaître le point de contact le plus proche.

Camino
VIAJES RÊVE MAJEUR
136, rue Championnet 75018 Paris Tél. : (1) 44 92 80 00





Il ne faut pas manquer de courage, mais vite il paraît que les bienfaits se font sentir. Dans les algues sous les jets d'eau de mer du centre de thalassothérapie de Dinard.

UN peu avant midi, le soleil apparaît brusquement. La pluie avait cessé. Mais, à 300 mètres d'altitude, comme nous filions vers le nord, au-dessus de l'estuaire de la Rance, le barrage, puis l'île de Cézembre à l'est, le vent soufflait à trente-cinq nœuds, moins de travers. Le petit monomoteur, un Robin DR 400, avançait comme il pouvait, c'est-à-dire d'une façon comique : « Regardez comme on marche en crabe », dit Michel.

Michel Le Bévilion, la soixantaine, pilote de ligne à la retraite depuis peu, formateur à l'aéroclub de la Côte d'Emeraude. Entre deux grains, il a trouvé la trouée de lumière qu'il fallait. Derrière nous, nous avons mis le cap vers l'ouest, Saint-Malo, où l'homme, né à Dinard, a passé une partie de sa jeunesse. Devant nous, le cap Fréhel. Ce Breton, amoureux de tout, il a des grands yeux à tout, il a des simples pour le dire : « La Côte d'Emeraude est vraiment émeraude, il y a des jours où elle est plus émeraude ».

Au loin, la promenade du Clair de Lune de Dinard, « ancien chemin de douanier, je crois », et, présent, les îles de la droite, Hebihens, la pointe de Saint-Jacques, « ça va survoler Fort-la-Latte ». On survole la masse ocre : « Ça a de la gueule, hein ? » Ailleurs, il y a ces monuments qui en jettent, des plages frimeuses, qui draguent, ici, ils se contentent d'avoir « de la gueule », d'être « superbes », pourquoi aller chercher d'autres mots ? Entre deux caprices de la météo, l'œil se lève, on voit des découpures de la côte, on sent le temps parler de jazz. Le fils, contrebandier, qui joue Michel Legrand, et le pianiste martiniquais Joah. L'autre qui fait une école de cinéma à Paris. Les loisirs du nouveau retraité : dessiner, gratter la guitare, voler. A terre, nous poussons l'avion dans le hangar. « C'est toujours qu'ils dorment ».

Vendredi, passé 10 heures. On « détente » bien sûr, « relaxation », tout n'est que rève, la paresse, flemme éboulée. Je

traîne le peignoir, sandales de caoutchouc dans cet établissement de thalassothérapie, avec une pensée émue pour les travailleurs. Et avec la bénédiction d'un médecin, le docteur Alain Deledique, auteur d'un ouvrage au titre polémique *Vous ne pouvez plus ignorer la thalassothérapie* (épuisé).

Ce spécialiste en rééducation qui, avec Jean Bobet, le frère du cycliste, a fait Oléron (1973), Carnac (1978), Quiberon (1983), et se prépare à conquérir le Japon (Shima) cette année, est le thalassothérapeute de Dinard. Le paracuriste commence obligatoirement un entretien avec lui. Où il apparaît que la vie parisienne, hélas ! déforme la jeunesse, entre autres désagréments.

Mon seul souvenir de « thalasso » remonte à un voyage à Vichy, à la fin des années 70, une baignoire immense où fusaient des jets d'eau, brillaient des robinets chromés, une manivelle menaçante, le vit coup de ciseaux d'une personne en blouse blanche dans un sachet en plastique contenant des algues, n'avait-elle dit, des algues de Bretagne, odeur d'iode, douze minutes de traitement tout à fait personnelle.

Première surprise : cure de thalassothérapie, plutôt agréable. Deuxième surprise, petit portrait : contrairement aux idées reçues, le curiste d'aujourd'hui n'est pas jeune. Bruno, vingt-huit ans, Lillois émigré à Dinard, kinésithérapeute, livre les chiffres : « La majorité des gens ont moins de cinquante ans ; 10 % seulement ont plus de cinquante ans ; ils forment un tiers de la clientèle, mais ils voyaient moins ». Evolution culturelle. Nouveau rapport au corps. Progrès du stress. On aurait passé des temps à peaufiner le profil, s'il n'y avait mieux à faire.

Par exemple, mariner vingt minutes dans un bain de sur- vie, le corps enduit d'une chaude confiture d'algues. « Afin de vous recharger en oligo-éléments et en sels minéraux. En plus ça rend la peau douce, c'est moi qui ajoute », lance le jeune hydrothérapeute. Comme pour les infirmières, le métier est plutôt féminin. Il faut au minimum un BEP « sanitaire social » et une certaine aisance relationnelle. Depuis 1963, m'explique-t-on, la ville rêvait d'un tel lieu. Saint-Malo, dont les thermes existent depuis vingt ans, a depuis bientôt deux ans ce redoutable concurrent.

Qui parlait de flemme ? Le parcours du curiste est courageux. Jets sous-marins : gym dans une

piscine d'eau de mer, travail des cervicales, des hanches, des fessiers, des genoux, des chevilles. Et la douche à jet : d'accord pour l'eau chaude projetée à 4 mètres pile, profil, face : j'esquive l'eau froide. Entre deux soins, on se repose sous un brouillard violet d'eau de mer. On a fait la promesse d'arrêter le tabac, l'alcool, de se nourrir sainement, d'éviter les ascenseurs et de téléphoner à maman.

Vendredi, 17 heures. Quatrième surprise : la thalassothérapie fait vraiment du bien. Qui en doutait ? Le type qui marche à présent sur guillemets dans les rues de Dinard. Nul n'est censé croire les guides touristiques, mais à proximité des îles Anglo-Normandes, l'influence britannique, cela se voit.

Henri Fermin, historien de Dinard, auteur depuis vingt ans d'une montagne de livres sur la station balnéaire, nous accueille dans les jardins du Musée du Pays de Dinard qu'il dirige. Debout devant le château flanqué de quatre tourelles d'époque Second Empire, l'homme de quarante-sept ans à tête de marin qui n'aurait jamais navigué (je lui dis que je vais écrire ça, il trouve la formule drôle, éclate de rire) raconte Dinard.

Bonne nouvelle : « Ce matin, il

a gelé, les vents venaient de l'est. On a entendu les cloches de la cathédrale de Saint-Servan, à quelques kilomètres d'ici. Cela veut dire qu'il ne va pas pleuvoir pendant deux-trois jours. » Une volée d'enfants surgissent de l'école proche, courent en piaillant après une balle dans le bassin vide.

Henri Fermin raconte l'histoire de la villa construite en 1868 par l'architecte Jean-Baptiste Pichot pour Napoléon III et l'impératrice Eugénie, mais elle tenait à y emmener son petit chien Bichon. Il détestait la bête. Dispute du couple impérial, rideau.

Notre interlocuteur remonte à l'âge de la pierre taillée, à l'époque où l'on pouvait aller à pied de Dinard à Jersey (la côte d'Emeraude était alors occupée par de vastes forêts). Il sort une lampe à graisse du néolithique, parle d'une nécropole en grès de l'époque du bronze, montre des outils gallo-romains, débouche sur les premiers châteaux forts, examine un parchemin du quinzième siècle.

Henri évoque les premiers âges de la station balnéaire : 1852-1858 ; soit de l'implantation britannique (la famille Faber) à la construction de la première villa, l'établissement du bourg, la mise au service du premier bateau à vapeur entre Saint-

Malo et Dinard ; la Belle Epoque. Entre 1870 et 1892, un riche (et malin) Libanais issu d'une famille française, le comte Rochefort-Dahab, lance une spéculation foncière effrénée. Il crée l'idée d'un chemin de fer entre Dinard et Dinard. L'affaire est jouée.

L'Américain Emily Hughes Hallett, entre 1892 et 1914, n'aura plus qu'à devenir « la reine de Dinard », accueillant dans sa villa Monplaisir les gratins de l'Europe, les rois, les reines, les princes. Jusqu'à ce que la guerre poursuive l'intermittence, vienne contrarier le destin du lieu, les fêtes grandioses. Dinard se transforme en un hôpital.

En 1918 commence le roman des Années folles, jusqu'au krach de Wall Street en 1929 : les Américains rentrent chez eux ; une loi anglaise oblige les anciens officiers des armées d'Egypte à des indes à passer leur retraite en Angleterre. Les casinos sont désertés, ferment. Et 1936 amène les congés payés. Dinard compte aujourd'hui 10 300 habitants (environ six fois plus l'été).

Vendredi, 19 heures. Angèle boulevard Fierté et rue Levasseur, les deux artères principales de Dinard, je rencontre le maire à sa pharmacie, qui porte son nom, Mallet. Personnage inattendu en cette Bretagne septentrionale, sorti tout droit de l'univers de Marcel Pagnol, l'accent en moins, mais le style y est. Il se présente d'ailleurs Marius, mais s'invente pas. Aimé, populaire, m'assure-t-on, la rondeur hilare, l'homme a décidé de changer l'image de Dinard « à coups d'électrochocs ».

Dinard, on m'avait dit : « coiffe », « charmant », « vieillot », « le plus vieux golf de France », « le plus vieux golf de France ». On avait oublié le Festival du film britannique (troisième édition bientôt), les grands concerts gratuits : la Compagnie créole, Kassav, Johnny Hallyday l'an dernier, foules. Cette année, on avait pensé à Patrick Bruel (hélas, bouclé jusqu'à la fin du prochain millénaire, au moins).

Deux camions de pompiers débarquent, pia-pia hurlant, à l'angle de la rue René-Keiffer, non loin. « Allez voir qui passe. Ce sont des pompiers », crie le maire. « Fumée suspecte », dit quelqu'un. Par-dessus les toits, l'immeuble d'un croissant de lune magnifique. Le ciel est clair, étoilé.

Samedi, 13 heures, au restaurant Le Goëland, à Saint-Lunaire, l'une des six stations du canton de Dinard, autour de deux énormes plateaux de fruits de

mer. Il y a le maire, deux adjoints, deux navigateurs qui préparent un rassemblement de pêcheurs traditionnels à la Côte d'Emeraude pour 1993, le président du journal Ouest-France, Jean-Claude Camus, producteur de Johnny Hallyday, qui propose Michel Fugain pour le prochain concert. Le maire se lève, quarante-huit ans, pour prendre une décision.

« Il faut être un peu fou pour chanter devant 30 000 personnes », dit Camus, entre deux gorgées de Badoit. Petites lunettes brechtiennes, le président du Syndicat des producteurs de spectacle et « Victoire 92 » raconte sa vie. Une histoire optimiste. L'histoire d'un dix-sept ans, à la gare de Lyon, sans plus, les petits métiers, plongeur, le premier sur un coup de bluff. Et deux semaines de gervurraminer plus tard. Le producteur se dirige vers le téléphone, appelle Eddy, revient en disant : « Il ne travaille pas l'été ». Mais Fugain, le maire, ça bien, Fugain. Très bien. La décision est prise. Camus dit que le maire est prêt. Nous allons voir une très amusante exposition de dinosaures. Camus porte la dernière chemise américaine de Johnny (signée par le grand homme). Pour sa fille (quatre ans) un pteranodon de fabrication chinoise (10 francs).

Dimanche, 7 heures. Il manque un verre à mes lunettes ; il drait d'autres lunettes pour le retrouver. Le Bon Dieu qui prodige le bonheur me sauve de justesse. Je dois voler avec Michel Le Bévilion. Et bonjour à l'été, on dirait un lac ce matin, la ville blanche aux toits d'ardoise, l'horizon, le ciel couleur d'aminium. En fin d'après-midi, arc-en-ciel. De ma fenêtre, je regarde les braves en bottes de caoutchouc à marée basse. Un type traverse le bras de mer avec deux bancs de sable, son chien fou lui fait du mal. Regret de n'avoir pas une paire de jumelles pour voir s'ils sont vraiment fous. Je me console à l'idée que les moines vérifient à ma place.

De notre envoyé spécial
Jean-Claude Charrier

Aix
LES BAINS
73100 SAVOIE
RESPIRATOIRES :
ORL-BRONCHES-ASTHME
DES MUQUEUSES
THERMES DE MARLIOZ
79.61.00.91

Aix
LES BAINS
73100 SAVOIE
RESPIRATOIRES :
ORL-BRONCHES-ASTHME
DES MUQUEUSES
THERMES DE MARLIOZ
79.61.00.91

Aix
LES BAINS
73100 SAVOIE
RESPIRATOIRES :
ORL-BRONCHES-ASTHME
DES MUQUEUSES
THERMES DE MARLIOZ
79.61.00.91

Aix
LES BAINS
73100 SAVOIE
RESPIRATOIRES :
ORL-BRONCHES-ASTHME
DES MUQUEUSES
THERMES DE MARLIOZ
79.61.00.91

Aix
LES BAINS
73100 SAVOIE
RESPIRATOIRES :
ORL-BRONCHES-ASTHME
DES MUQUEUSES
THERMES DE MARLIOZ
79.61.00.91

Aix
LES BAINS
73100 SAVOIE
RESPIRATOIRES :
ORL-BRONCHES-ASTHME
DES MUQUEUSES
THERMES DE MARLIOZ
79.61.00.91

Cures à la cap

Le maire de Dinard, Jean-Claude Camus, a décidé de lancer une cure de thalassothérapie à la cap. Cette cure, qui consiste à se baigner dans l'eau de mer, est proposée aux habitants de Dinard. Elle est gratuite et peut être pratiquée à tout moment de l'année. Elle est particulièrement recommandée pour les personnes souffrant de problèmes de circulation, de rhumatisme, de douleurs articulaires, etc. Elle est également bénéfique pour les personnes souffrant de stress, de fatigue, de troubles du sommeil, etc. Elle est pratiquée dans les thermes de Dinard, qui sont situés à proximité de la mer. Elle est encadrée par des professionnels de la santé, qui veillent à la sécurité et au bien-être des patients. Elle est une véritable cure de bien-être, qui permet de se reconnecter avec la nature et de retrouver l'équilibre.

Balaruc sur le podium

Pour la première fois, Balaruc-les-Bains a été élu « ville la plus agréable à vivre » en France. Cette distinction, qui récompense les communes pour leur qualité de vie, leur environnement, leur patrimoine, etc., a été attribuée à Balaruc-les-Bains par un jury national. Cette victoire est le fruit d'un travail de longue haleine, qui a permis de mettre en valeur les atouts de la commune. Balaruc-les-Bains est une commune de 14 000 habitants, située dans le département de l'Hérault. Elle est connue pour ses plages, ses jardins, ses monuments, etc. Elle est une destination de choix pour les touristes, qui viennent y passer leurs vacances. Elle est également une commune dynamique, qui propose de nombreuses activités pour tous les goûts. Cette victoire est une reconnaissance de l'engagement des habitants de Balaruc-les-Bains pour leur commune. Elle est une source de fierté pour tous les Balaruciens.

Le plus grand
Remise en forme à Balaruc
Plus de 14 000 m2

bic
biologie

THERMALISME

Cures
à la cape

Le thermalisme français avait jusqu'ici bien tenu sa route. Moins de vent, léger changement d'allure, aujourd'hui, il navigue à la cape : les cent quatre stations thermales, qui totalisaient 640 182 curistes en 1990, n'auront pas trouvé en 1991 les 10 000 patients supplémentaires qui leur auraient permis de dépasser le très symbolique seuil des 650 000. Pourtant, la profession continue d'investir, parlant sur une image dynamique et modernisée de la thalassothérapie.

DIFFICILE de croire en une réelle fiabilité des chiffres quand certaines stations ajoutent à leurs cures médicalisées de vingt et un jours, remboursées par la Sécurité sociale, ces nouvelles cures dites « de remise en forme », plus courtes et plus souples, qui s'adressent à une clientèle souvent plus jeune et plus sportive. Encore plus difficile de raisonner sur des résultats précis quand un des syndicats professionnels, l'UNET, pratiquant une politique... à courte vue, les dissimule le plus longtemps possible.

On sait que les stations d'Auvergne - Royat, La Bourboule, Le Mont-Dore et Châtelguyon notamment, ont subi la saison dernière une sévère chute de tension. De leur côté, les dix-sept villes d'eaux des Pyrénées auront connu une déailliance beaucoup plus légère puisqu'elle est chiffrée à -1,01 % (100 641 curistes en 1991 contre 101 674 en 1990), en dépit des petits malaises affichés par Luchon, Barbotan et Cauterets. Quant aux dix-sept stations de la région Rhône-Alpes, leur (bon) état reste stationnaire - elles accueillent, bon an mal an, 120 000 curistes - les faiblesses enregistrées par Divonne, Thonon et Aix-les-Bains ayant été compensées par les progressions de La Léchère, Brides-les-Bains et Vals-les-Bains.

On ne peut encore, pour autant, en conclure que le thermalisme français est en mauvaise santé. Même si le séjour thermal donne lieu à un certain nombre de remboursements, qui profitent à 90 % des curistes, il n'est pas exclu que cette petite baisse de forme soit due, tout simplement, au mauvais contexte actuel, qui a frappé bien plus durement d'autres secteurs économiques.

Après tout, 70 % des frais de déplacement sur la base d'un billet de chemin de fer de deuxième classe et 959 francs de forfait hébergement, c'est toujours bon à prendre, mais c'est loin de couvrir la totalité des dépenses du curiste (en moyenne, 8 000 francs pour trois semaines), qui doit par ailleurs, pour en bénéficier, ne pas dépasser un plafond de ressources annuelles fixé à 93 754 francs, augmenté de 50 % par conjoint et par personne à charge. Il est vrai en tout cas que, si l'on continue à juger le thermalisme français sur son dynamisme en investissements, le diagnostic serait plutôt



Photo de Pierre Boucher dans « Visions du sport, photographies 1860-1960 », de Jean-Claude Gautrand, éditions Admira.

favorable. On n'en finirait pas d'aligner les exemples de stations qui, ces dernières années, ont englouti beaucoup d'argent, non seulement pour effacer les traces d'un passé prestigieux qui commencent à peser lourd sur leur image, mais aussi pour se lancer résolument dans la grande bataille moderne de la remise en forme et du tourisme de santé. Neyrac-les-Bains engage 34 millions de francs dans la construction d'une résidence de trente studios qui communique avec des thermes flamboyants.

Dax, pourtant solidement installée en tête du classement des stations avec plus de 56 000 curistes, transforme un vieux hôtel thermal en un moderne établissement de cure flanqué de quatre-vingt-dix studios pour une facture de 38 millions de francs.

Saint-Gervais investit 37 millions de francs dans une recons-

truction intégrale afin de pouvoir traiter 600 curistes par jour en dermatologie et 400 en ORL. Vittelet englobe la bagatelle de 70 millions dans la rénovation totale de ses thermes, appelés aujourd'hui « espace-cure » et « espace-forme ».

Modeste station du Jura puisqu'elle ne reçoit encore que 1 360 curistes par an, Lons-le-Saunier gomme délibérément l'époque où ses thermes étaient construits grâce à une souscription locale et injecte dans leur rénovation la coquette somme de 12 millions de francs. Bien que lourdement endettée, Brides-les-Bains, qui a déjà dépensé 90 millions de francs dans ses Thermes d'Orsi et son centre de recherche diététique, entend bien profiter au maximum de l'élan olympique et de la nouvelle liaison téléportée qui la relie désormais au vaste domaine skiable de Courchevel-Méribel-Val-Thorens.

Mal payées en retour, les sta-

tions thermales ? On ne les critiquera certes pas de s'être lancées dans la grande bataille du tourisme de santé et d'avoir, dans la foulée de Contrexéville inventant, en 1979, son forfait-ligne de dix jours, tenté d'attirer une nouvelle clientèle avec des formules plus souples et plus courtes relevant plus de la remise en forme que du séjour médicalisé. Cure antitabac d'Aix-Martin, forfait dermoesthétique de La Roche-Posay, Ecole du dos et de la mémoire d'Uriage, formules antistress de Nérès-les-Bains, minceur vitale de Capvern, Canal-Relax de Chaudes-Aigues : il y avait sans doute là matière à effacer le cliché suranné que projettent encore, et souvent à tort, nos stations thermales.

Mais peut-il vraiment en être autrement quand la profession, profondément divisée, n'a jamais su se retrouver sur un projet global de promotion et ne se réunit très artificiellement qu'une seule fois l'an, au moment de ses Thermaliés ? Allez donc vous étonner après cela si la thalassothérapie, qui est pourtant encore loin de totaliser le même nombre de curistes - on les estime aujourd'hui à 150 000, - a su s'approprier non seulement l'image d'une remise en forme dynamique, mais encore celle d'une forme de tourisme toutes saisons qui sait se médiatiser quelle que soit la période de l'année.

Il n'est peut-être pas faux d'affirmer que quarante-cinq centres de cures marines ancrés çà et là sur les côtes françaises, c'est sans doute beaucoup compte tenu d'une clientèle qui n'est pas encore considérable. C'est une affaire entendue les instituts de thalassothérapie ont sans doute fait le plein de curistes aisés qui peuvent s'offrir les hôtels souvent luxueux directement reliés aux unités de soins. Mais ils commencent aussi à recevoir une frange plus modeste de touristes qui ont compris que le plus cher n'est pas le traitement - de 300 à 450 F par jour - et que l'on peut fort bien loger dans un hôtel plus modeste, voire dans une location de vacances proche : la chaîne Orion s'est, par exemple, fort bien placée sur ce marché. Quand il ne s'agit pas des propriétaires de résidences secondaires voisines des centres de cures marines, ou de même d'une clientèle locale.

S'il est vrai que certains instituts récemment implantés commencent à connaître des difficultés financières, il n'est donc pas interdit d'espérer que ceux qui ont la possibilité d'attendre une rentabilité à long terme finiront par attirer une clientèle plus populaire et, du même coup, à démocratiser la thalassothérapie.

A commencer par ces nouveaux centres qui bénéficient du soutien de grands groupes comme Accor (les Thalassa de Dinard, d'Oléron ou des Sables-d'Olonne, par exemple), Yves Rocher (L'Océanthal de Pornichet), Pelège (L'Alliance de

Pornichet), Royal-Monceau (Institut Bobet de Biarritz et de Pont-Croesty) ou Concorde (L'Atlantique d'Anglet). Dernier exemple en date : celui de Serge Blanco, qui vient de créer à Hendaye un complexe hôtel-thalasso dont les murs appartiennent à la Mutuelle des artisans, commerçants et industriels de France (MACIF).

Pour son premier essai sur ce terrain, l'ancien capitaine de l'équipe de France de rugby a joliment réussi son coup puisque l'espace-forme qu'il a conçu avec son associé kinésithérapeute est doté des éléments les plus appréciés du public : dans une succession de bassins d'eau de mer dont les températures varient de 18 °C à 36 °C, il y a des jets sous-marins pour les pieds, chevilles et cuisses, des sièges micro-bulles pour le dos, des cols de cygne pour les épaules, un contre-courant pour les abdominaux, un bassin de marche pour les jambes lourdes, etc.

Et ce n'est pas fini. Tandis qu'Accor annonce un nouveau Thalassa à Hyères en juillet, Phytomer révèle qu'il inaugurera un nouveau centre à Fréjus au même moment. Et, sur la Côte d'Azur toujours - qui était curieusement un peu en retard dans ce domaine - le groupe Flototel met la dernière main à Biomimer, qui ouvrira en mai prochain entre le port de plaisance et la futuriste marina Baie des Anges de Villeneuve-Loubet.

Des cabines de soins conviviales avec aquariums et musique douce, des baignoires bouillonnantes personnalisées mises en route grâce à des cartes à puce programmées selon les besoins de chacun, six piscines, deux niveaux articulés autour d'un vaste patio pour profiter au maximum du soleil : l'ensemble - 14 000 mètres carrés de surface, s'il vous plaît - se positionne déjà comme le plus grand centre de remise en forme marine d'Europe, peut-être du monde. Où s'arrêteront les vagues de la thalassothérapie ?

Guy Delachey

Balaruc
sur le podium

PETIT changement au classement des villes d'eaux françaises. Balaruc, la seule station thermalisée soulevant le rhumatisme avec du limon maritime, prend la troisième place jusqu'ici occupée par Amélie-les-Bains. 31 625 curistes en 1991 pour Balaruc en hausse (30 144 en 1990), 30 107 pour Amélie (30 575 en 1990) et 28 600 pour Luchon (28 418 en 1990), toutes deux en baisse. La petite ville de l'Hérault passe de la cinquième à la troisième place et monte sur le podium. Positions inchangées pour Gréoux, sixième, devant Barbotan, La Bourboule, Royat et Bagnoles-de-l'Orne.

Les Thermaliés 92 ont lieu du 19 au 23 février à Paris, au Palais des Congrès de la Porte Maillot. Ouverture de 10 heures à 19 heures, nocturne le vendredi 21 février jusqu'à 22 heures. Renseignements : Minitel 36-25-12-12, code Thermalies.

Informations sur les modalités de remboursement des cures thermales dans le Journal téléphonique du thermalisme, 47-20-14-65.

Adresses : Syndicat des établissements thermaux (SNET),

10, rue Clément-Marot, 75008 Paris (47-20-45-25) ; Union nationale des établissements thermaux (UNET), 16, rue de l'Esplanade, 75005 Paris (43-25-11-85) ; Fédération Mer et santé, 60, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris (47-05-37-51) ; Maison de la thalassothérapie, 128, avenue Malakoff, 75016 Paris (45-00-58-00) ; Thalassa international, 34, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (45-51-19-22).

Le plus grand Centre de Thalassothérapie,
Remise en Forme et Beauté du Monde ouvre ses portes le 2 Mai :
Plus de 14 000 m2 pour votre corps et votre esprit !

ESPACE
THALASSOTHÉRAPIE
ESPACE MÉDICAL
ESPACE
REMISE EN FORME
ESPACE BEAUTÉ

Pour en savoir plus et encore sur
ce véritable lieu
d'harmonie et de bien être :

BIOVIMER
MARINA BAIE DES ANGES
06270 VILLENEUVE-LOUBET
Tél. : (16) 93 22 71 71
appel gratuit : 05 408 408

ESPACE DÉTENTE
ESPACE SÉMINAIRE
ET CONFÉRENCE

BARS, PLAGE PRIVÉE
RESTAURATION
GASTRONOMIQUE ET
DIÉTÉTIQUE

biovimer
biologie vitale de la mer

EAU MINÉRALE NATURELLE D'Auvergne
HYDROXYDASE
SOURCE D'ÉQUILIBRE BIO-MINÉRAL

DES PROPRIÉTÉS PRÉSERVÉES

hydroxydase, eau minérale naturelle exceptionnellement riche en éléments minéraux et légèrement gazeuse, présente la particularité remarquable d'être embouteillée inaltérée et ainsi de conserver en flacon les propriétés favorables à la santé qu'elle possède à la source.

UNE AIDE EFFICACE

hydroxydase accompagnée d'une bonne hygiène alimentaire aide à :
- detoxifier l'organisme,
- lutter contre les excès de poids et inconvénients d'une alimentation trop riche,
- acquies un bon équilibre biomérical (magnésium : 243 mg/l oligo-éléments...)

UNE UTILISATION SIMPLE

hydroxydase, consommée régulièrement à raison de deux à trois flacons par jour pendant trente jours, permet de réaliser une cure d'eau minérale inaltérée ou que l'on soit (bureau, domicile...) dans des conditions idéales.

hydroxydase est présentée en coffret-cure de 20 flacons-dose de 20 centilitres.

Vente en pharmacie et dans certains magasins de produits diététiques.

Cette eau à domicile

hydroxydase
SOURCE MARIE-CHRISTINE NORD
63340 LE SEUIL SUR COUZE

hydroxydase



Bridge

n° 1473

DÉDUCTION
SUR L'ENTAME

Contre un chelem à Sans Atout il est très rare d'entamer sous un gros honneur, en revanche c'est une attaque qui n'est pas exclue contre un chelem à la couleur. et le déclarant devra tenir compte des enchères pour savoir si cette éventualité doit être envisagée comme le montre cette donne de l'Américain Kantar.

♠ 10 9 8 7 6
♥ A 2
♦ R V 3
♣ 9 3 2

♠ 4
♥ 9 7 6 5 4
♦ 10 7 6 4
♣ D 10 5

♠ 5
♥ R V 10 8
♦ D 9 5
♣ V 8 7 6 4

♠ ARDV 3 2
♥ D 3
♦ A 8 2
♣ AR

Les annonces les plus simples (S. don. E.-O. vuln.) pourraient être les suivantes :

Sud Ouest Nord Est
1^{re} passe 2^{de} passe 3^{de} passe 4^{de} passe
5^{de} passe 6^{de} passe 7^{de} passe 8^{de} passe

Ouest ayant entamé le 5 de Cœur, comment Sud doit-il jouer pour gagner le PETIT CHELEM À PIQUE contre toute défense ? Fallait-il faire l'impatte à Cœur à la première levée ?

Réponse :

Deux lignes de jeu sont possibles, et la décision dépend des annonces que Nord-Sud ont faites.

1^{re} Si Nord a déclaré une couleur à Carreau ou à Trèfle, Sud peut supposer qu'Ouest a jugé nécessaire de faire une entame offensive sous un gros honneur d'une couleur qui n'a pas été déclarée (Cœur), et Ouest peut donc avoir le Roi de Cœur, et l'impatte à Cœur est alors logique. Si elle échoue, on aura encore la chance de réussir l'impatte à Carreau sur Ouest.

2^{de} Si la marche au chelem a été directe (comme dans les annonces réelles), il est peu probable qu'Ouest ait pris le risque d'attaquer sous le Roi de Cœur (sauf pour placer le déclarant au pied du mur à la première levée). La pique est alors de prendre avec l'As de Cœur, d'éliminer les atouts adverses, puis les Trèfles (en cou-

pant le troisième Trèfle) et de rejouer Cœur. Si Est a le Roi de Cœur (cas de notre donne) il devra se jeter dans la fourchette à Carreau du mort ou jouer dans coupe et défausse...

UNE ÉCHELLE
DES VALEURS

Avec cette donne jouée dans un tournoi en Bulgarie, il y a plusieurs lignes de jeu pour essayer de réussir le grand chelem à Carreau, mais il n'y en a qu'une seule qui n'échoue pas. Cachez les mains d'Est-Ouest pour voir si vous auriez trouvé celle qui avait huit chances sur dix de gagner.

♠ 10 8 7 5 4
♥ A 2
♦ R V 3
♣ 9 3 2

♠ 4
♥ 9 7 6 5 4
♦ 10 7 6 4
♣ D 10 5

♠ 5
♥ R V 10 8
♦ D 9 5
♣ V 8 7 6 4

♠ ARDV 3 2
♥ D 3
♦ A 8 2
♣ AR

Ouest ayant entamé le Valet de Pique, comment Yaskikov propose-t-il de réussir contre toute défense ce GRAND CHELEM À CARREAU ?

Note sur les enchères :

Sud Nord
1^{re} 2^{de}
3^{de} 4^{de}
5^{de} 6^{de}
7^{de} 8^{de}

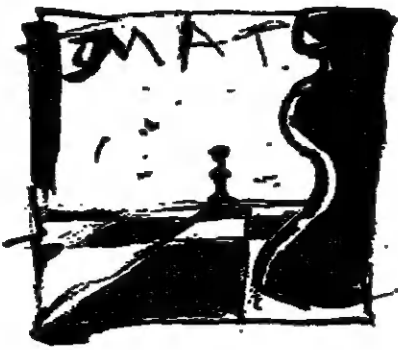
Quand Nord a pu sauter à « 6 Cœurs », Sud essaie le grand chelem en montrant que sa couleur à Carreau est pleine, et Nord décide de passer en craignant une perdue à Cœur.

COURRIER
DES LECTEURS

Joyeux anniversaire (n° 1465)

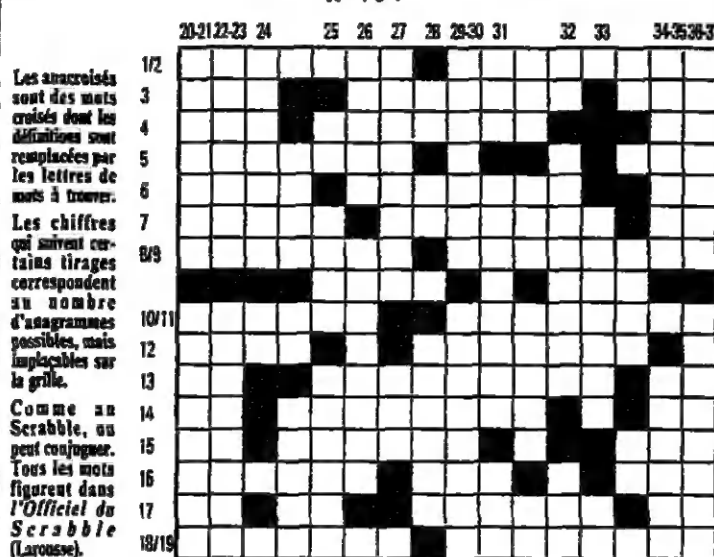
P. Gilbert a trouvé comment Stayman a gagné son grand chelem (en s'attaquant Est) et il précise à juste titre que toutes les autres lignes de jeu échouent, et que, si Ouest entame son singleton à Pique, le contrat chute toujours.

Philippe Brugno



Anacroisés (R)

n° 704



HORIZONTALEMENT

1. AGMINSU. - 2. EILNPRUV (+ 1).
3. AENISS. - 4. ACIMPST.
5. AEILLT. - 6. AAILN. - 7. EEE-
NOSU. - 8. EGINOST. - 9. EPRSTU.
10. DDEPN. - 11. EINNSTU (+ 1).
12. ACEIMRS (+ 4).
13. AEHOPRT. - 14. ADEEHR.
15. ABEGNR. - 16. AEGLSU (+ 3).
17. EIRSSU (+ 3). - 18. EENRST (+ 2).
19. EENNST (+ 1).

VERTICALEMENT

20. AGMINSU. - 21. ACENTUV.
22. AAEILL. - 23. BEEILL.
24. AGILNOS (+ 1). - 25. AEERTT
(+ 2). - 26. AADNORST.
27. AEEMNST (+ 1). - 28. DEORS
(+ 2). - 29. CLOOPS. - 30. ANOIPST
(+ 2). - 31. ACHERTU.
32. AEIPST (+ 4). - 33. EEMISS
(+ 2). - 34. EIPRSU (+ 2).
35. EEEINN. - 36. EENRSS.
37. AEILLN.

SOLUTION DU N° 703

1. PASTORAL (PARLOTAS). -
2. GRUTIER. - 3. DORIQUE.
4. ADENOIDE. - 5. EGAYENT.
6. ITERATIF. - 7. STERAGE (CEAS-
TER.). - 8. TRAPEZE (RETAPEZ
TAPEREZ). - 9. INTERAGI, exercé une
action réciproque (INGERAIT INTE-
GRAI).

GRAI). - 10. SECURIT (CUISTRE
CURISTE RECUITS). - 11. OVA-
LAIRIS. - 12. CABERNET (BER-
CANTE). - 13. ILMENITES (MELI-
NITES). - 14. IDEALE (DELAIE).
15. VECTEURS. - 16. STERIDE
(DETRES DISERTE REDITES). -
17. TOASTER (ROTATES TAROTES).
18. DECAUSER, vi. dire du mal (belg.)
(CADREUSE CARDEUSE DECEUSAI).
19. PIANISTE (PIETINAS).
20. ECRIVT. - 21. RUSTAUDE.
22. SCLETERE (SCARTES RECE-
LATES SELECTERA). - 23. CHE-
RATES, exagérées (CHARTRES HEC-
TARES RACHETES TRACHEES).
24. ODNATE. - 25. RONCEUSE
(COENURES CORNEUSE ENCOURES
ENCROUES). - 26. ARDOISE (DOSE-
RAI ERODAIS IODERAS). - 27. STA-
TIFS, exprimant la durée. - 28. GUEU-
SENT. - 29. AUMUSSE, fourrure pour
chanoine. - 30. TETANISE (SAIN-
TET.). - 31. USAGERE (GER-
SEAU.). - 32. ORANGERA. - 33. IRE-
BANAS. - 34. SOTTIES (SOTTISE).
35. RETRECI (ETRECI...). -
36. CONSOEUR (ECROUONS).

Michel Charlemagne
et Michel Duguet

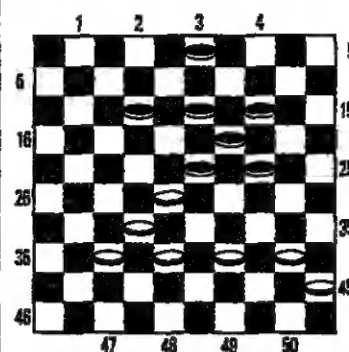
Dames

n° 425

LE COIN DU DÉBUTANT

Le coup royal : C'est l'ancien maître français Sonier qui a donné ce nom à un coup dont la principale caractéristique tient à une offre de trois pions, amenant le pion noir 23 à la case 34.

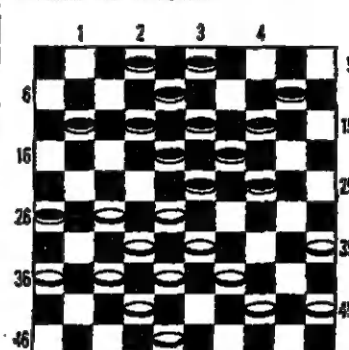
SCHEMA



Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 32-27. (23x34) [prise majoritaire prioritaire : règle illustrée dans la chronique 417 (Le Monde du 26 octobre 1991)] 40x7, +.

Exemple d'application. - Comme pour tous les thèmes classiques, les applications du coup royal sont innombrables, et régulièrement des mécanismes inédits viennent en enrichir les variantes.



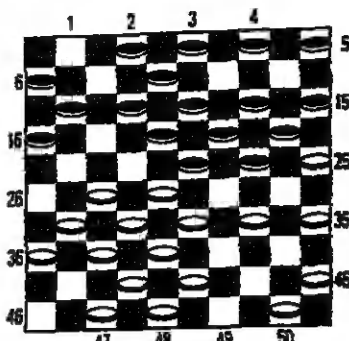
Les Blancs jouent et gagnent.

A la faveur d'un temps de repos, le pion 44 sera porté à la case 40 pour effectuer, au temps suivant, une rafle de six pions.

SOLUTION : 27-22 (18x27) 32x21 (23x34) [la principale caractéristique] 44x40 (26x17) 40x161, +.

L'UNIVERS MAGIQUE

Par 39-34! les Blancs préparent un piège très raffiné. Un piège dont la paternité reviendrait à Jesson, damiste parisien de très haut niveau, qui l'aurait tendu avec succès, en 1910, au champion du monde de l'époque, L. Weiss.



Les Noirs exécuteront le coup dit de la « bombe », et, sur une riposte lointaine, difficile à déceler, les Blancs gagneront le pion : (24-30) 35x24 (19x39) 28x10 (39x28) 25x14 (4-9) [les Noirs y croient toujours] 32x23 (15x4) 43-39!! [la réplique] (9x20) 39-33!! (18x29) 33x151, B+1.

SOLUTION DU PROBLÈME

n° 424
I. WEISS (1900)

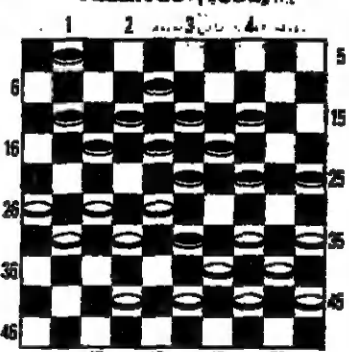
Blancs : pions à 10, 16, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 37, 39, 41, 43.

Noirs : pions à 4, 7, 12, 19, 20, 25, 40, 42, 44, 45 et Dames à 46, 48, 50.

26-21!! [premier instrument de torture face aux solutionnistes très avertis] (4x15) 16-11!! (7x16) 27-22!! (16x47) [quatrième dame noire à... enlever] 22-18!! [enfermement des dames à 46, 47, 48...] (12x41) 29-23!! [installe une... cinquième dame sur la même rangée!] (40x49) 23x14 (25x43) 14x25!! +, curiosité incroyablement acrobatique sur motif final d'une pyramide tronquée ou du buoir. Peut-on mieux faire?...

PROBLÈME n° 425

TELLINGS (1933)

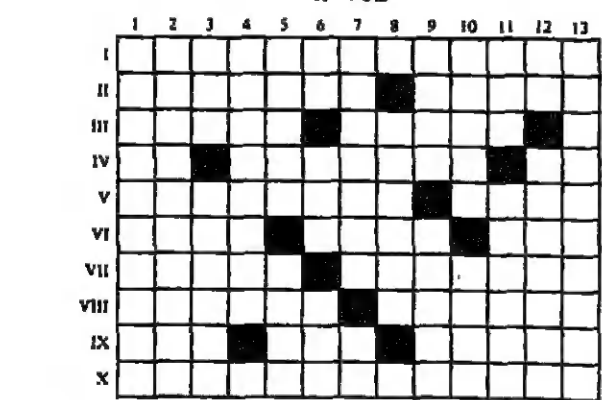


Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION dans la prochaine chronique.
Jean Chazé

Mots croisés

n° 702



HORIZONTALEMENT

1. Elle est très rarement silencieuse. - II. Particulièrement respecté. Rit-il donc tant? - III. Il a de l'éclat. Creuse. - IV. C'est lui le plus éclatant. Femi comme on le demande. Dans la couture. - V. Révé secret de ceux qui ne font pas. Compositeur italien. - VI. Peut se manger en salade. Fut cruint dans ses empires et au dehors. Quasar. - VII. Envies. Mat-tait de mauvaise humeur. - VIII. Cours en ville. Ce n'est pas une lettre légère. - IX. Sa tonalité est toujours égale. Une pointe suffit. Comme chez lui sur la terre. - X. Intéressément dépressif pour les psychiâtres.

VERTICALEMENT

1. Myosotis de papier. - 2. Pour porter ce nom, la volure est forcément belle. - 3. Fait toute la lumière. Habitué. - 4. On n'en voit pas la fin. - 5. On l'a probablement un peu cogné. Profite de son pétrole, moins de ses idées brutes. - 6. Préposition. Sort l'Est. Signe d'étonnement. - 7. Mit en grand émoi. Saint. - 8. Une façon de prendre des mesures.

SOLUTION DU N° 701

Horizontalement
I. Saint-frusquin. - II. Ingéni. Tourne. - III. Man. Ora. Tenon. - IV. Utopiste. Lent. - V. Loris. Apis. Di. - VI. Amas. Pils. Cas. - VII. Tin. Célé. Jets. - VIII. Estonie. Fofie. - IX. Utérin. Bouton. - X. Resplendissant.

Verticalement
1. Simulateur. - 2. Anatomiste. - 3. Ignorantes. - 4. Ne. Pis. Orp. - 5. Trois. CNIL. - 6. Fers. Peine. - 7. Stalle. - 8. Ut. Epie. BD. - 9. Sot. Is. Foi. - 10. Quels. Jour. - 11. Une. Cèle. - 12. Inondation. - 13. Nantisent.

François Dorlet

Echecs

n° 1476

58^e ET DERNIER CHAMPIONNAT
DE L'URSS, 1991.

Blancs : A. Chirov.
Noirs : O. Nikolenko.
Partie française.
Variante d'avance.

1. e4... e5 2. f4... f5 3. g4... g5 4. h4... h5 5. g5... f6 6. f6... e7 7. e7... d6 8. d6... c5 9. c5... b4 10. b4... a3 11. a3... b2 12. b2... c1 13. c1... d2 14. d2... e3 15. e3... f4 16. f4... g5 17. g5... h6 18. h6... g7 19. g7... f8 20. f8... e9 21. e9... d8 22. d8... c7 23. c7... b6 24. b6... a5 25. a5... b4 26. b4... c3 27. c3... d2 28. d2... e1 29. e1... f2 30. f2... g3 31. g3... h4 32. h4... g5 33. g5... f6 34. f6... e7 35. e7... d6 36. d6... c5 37. c5... b4 38. b4... a3 39. a3... b2 40. b2... c1 41. c1... d2 42. d2... e3 43. e3... f4 44. f4... g5 45. g5... h6 46. h6... g7 47. g7... f8 48. f8... e9 49. e9... d8 50. d8... c7 51. c7... b6 52. b6... a5 53. a5... b4 54. b4... c3 55. c3... d2 56. d2... e1 57. e1... f2 58. f2... g3 59. g3... h4 60. h4... g5 61. g5... f6 62. f6... e7 63. e7... d6 64. d6... c5 65. c5... b4 66. b4... a3 67. a3... b2 68. b2... c1 69. c1... d2 70. d2... e3 71. e3... f4 72. f4... g5 73. g5... h6 74. h6... g7 75. g7... f8 76. f8... e9 77. e9... d8 78. d8... c7 79. c7... b6 80. b6... a5 81. a5... b4 82. b4... c3 83. c3... d2 84. d2... e1 85. e1... f2 86. f2... g3 87. g3... h4 88. h4... g5 89. g5... f6 90. f6... e7 91. e7... d6 92. d6... c5 93. c5... b4 94. b4... a3 95. a3... b2 96. b2... c1 97. c1... d2 98. d2... e3 99. e3... f4 100. f4... g5 101. g5... h6 102. h6... g7 103. g7... f8 104. f8... e9 105. e9... d8 106. d8... c7 107. c7... b6 108. b6... a5 109. a5... b4 110. b4... c3 111. c3... d2 112. d2... e1 113. e1... f2 114. f2... g3 115. g3... h4 116. h4... g5 117. g5... f6 118. f6... e7 119. e7... d6 120. d6... c5 121. c5... b4 122. b4... a3 123. a3... b2 124. b2... c1 125. c1... d2 126. d2... e3 127. e3... f4 128. f4... g5 129. g5... h6 130. h6... g7 131. g7... f8 132. f8... e9 133. e9... d8 134. d8... c7 135. c7... b6 136. b6... a5 137. a5... b4 138. b4... c3 139. c3... d2 140. d2... e1 141. e1... f2 142. f2... g3 143. g3... h4 144. h4... g5 145. g5... f6 146. f6... e7 147. e7... d6 148. d6... c5 149. c5... b4 150. b4... a3 151. a3... b2 152. b2... c1 153. c1... d2 154. d2... e3 155. e3... f4 156. f4... g5 157. g5... h6 158. h6... g7 159. g7... f8 160. f8... e9 161. e9... d8 162. d8... c7 163. c7... b6 164. b6... a5 165. a5... b4 166. b4... c3 167. c3... d2 168. d2... e1 169. e1... f2 170. f2... g3 171. g3... h4 172. h4... g5 173. g5... f6 174. f6... e7 175. e7... d6 176. d6... c5 177. c5... b4 178. b4... a3 179. a3... b2 180. b2... c1 181. c1... d2 182. d2... e3 183. e3... f4 184. f4... g5 185. g5... h6 186. h6... g7 187. g7... f8 188. f8... e9 189. e9... d8 190. d8... c7 191. c7... b6 192. b6... a5 193. a5... b4 194. b4... c3 195. c3... d2 196. d2... e1 197. e1... f2 198. f2... g3 199. g3... h4 200. h4... g5 201. g5... f6 202. f6... e7 203. e7... d6 204. d6... c5 205. c5... b4 206. b4... a3 207. a3... b2 208. b2... c1 209. c1... d2 210. d2... e3 211. e3... f4 212. f4... g5 213. g5... h6 214. h6... g7 215. g7... f8 216. f8... e9 217. e9... d8 218. d8... c7 219. c7... b6 220. b6... a5 221. a5... b4 222. b4... c3 223. c3... d2 224. d2... e1 225. e1... f2 226. f2... g3 227. g3... h4 228. h4... g5 229. g5... f6 230. f6... e7 231. e7... d6 232. d6... c5 233. c5... b4 234. b4... a3 235. a3... b2 236. b2... c1 237. c1... d2 238. d2... e3 239. e3... f4 240. f4... g5 241. g5... h6 242. h6... g7 243. g7... f8 244. f8... e9 245. e9... d8 246. d8... c7 247. c7... b6 248. b6... a5 249. a5... b4 250. b4... c3 251. c3... d2 252. d2... e1 253. e1... f2 254. f2... g3 255. g3... h4 256. h4... g5 257. g5... f6 258. f6... e7 259. e7... d6 260. d6... c5 261. c5... b4 262. b4... a3 263. a3... b2 264. b2... c1 265. c1... d2 266. d2... e3 267. e3... f4 268. f4... g5 269. g5... h6 270. h6... g7 271. g7... f8 272. f8... e9 273. e9... d8 274. d8... c7 275. c7... b6 276. b6... a5 277. a5... b4 278. b4... c3 279. c3... d2 280. d2... e1 281. e1... f2 282. f2... g3 283. g3... h4 284. h4... g5 285. g5... f6 286. f6... e7 287. e7... d6 288. d6... c5 289. c5... b4 290. b4... a3 291. a3... b2 292. b2... c1 293. c1... d2 294. d2... e3 295. e3... f4 296. f4... g5 297. g5... h6 298. h6... g7 299. g7... f8 300. f8... e9 301. e9... d8 302. d8... c7 303. c7... b6 304. b6... a5 305. a5... b4 306. b4... c3 307. c3... d2 308. d2... e1 309. e1... f2 310. f2... g3 311. g3... h4 312. h4... g5 313. g5... f6 314. f6... e7 315. e7... d6 316. d6... c5 317. c5... b4 318. b4... a3 319. a3... b2 320. b2... c1 321. c1... d2 322. d2... e3 323. e3... f4 324. f4... g5 325. g5... h6 326. h6... g7 327. g7... f8 328. f8... e9 329. e9... d8 330. d8... c7 331. c7... b6 332. b6... a5 333. a5... b4 334. b4... c3 335. c3... d2 336. d2... e1 337. e1... f2 338. f2... g3 339. g3... h4 340. h4... g5 341. g5... f6 342. f6... e7 343. e7... d6 344. d6... c5 345. c5... b4 346. b4... a3 347. a3... b2 348. b2... c1 349. c1... d2 350. d2... e3 351. e3... f4 352. f4... g5 353. g5... h6 354. h6... g7 355. g7... f8 356. f8... e9 357. e9... d8 358. d8... c7 359. c7... b6 360. b6... a5 361. a5... b4 362. b4... c3 363. c3... d2 364. d2... e1 365. e1... f2 366. f2... g3 367. g3... h4 368. h4... g5 369. g5... f6 370. f6... e7 371. e7... d6 372. d6... c5 373. c5... b4 374. b4... a3 375. a3... b2 376. b2... c1 377. c1... d2 378. d2... e3 379. e3... f4 380. f4... g5 381. g5... h6 382. h6... g7 383. g7... f8 384. f8... e9 385. e9... d8 386. d8... c7 387. c7... b6 388. b6... a5 389. a5... b4 390. b4... c3 391. c3... d2 392. d2... e1 393. e1... f2 394. f2... g3 395. g3... h4 396. h4... g5 397. g5... f6 398. f6... e7 399. e7... d6 400. d6... c5 401. c5... b4 402. b4... a3 403. a3... b2 404. b2... c1 405. c1... d2 406. d2... e3 407. e3... f4 408. f4... g5 409. g5... h6 410. h6... g7 411. g7... f8 412. f8... e9 413. e9... d8 414. d8... c7 415. c7... b6 416. b6... a5 417. a5... b4 418. b4... c3 419. c3... d2 420. d2... e1 421. e1... f2 422. f2... g3 423. g3... h4 424. h4... g5 425. g5... f6 426. f6... e7 427. e7... d6 428. d6... c5 429. c5... b4 430. b4... a3 431. a3... b2 432. b2... c1 433. c1... d2 434. d2... e3 435. e3... f4 436. f4... g5 437. g5... h6 438. h6... g7 439. g7... f8 440. f8... e9 441. e9... d8 442. d8... c7 443. c7... b6 444. b6... a5 445. a5... b4 446. b4... c3 447. c3... d2 448. d2... e1 449. e1... f2 450. f2... g3 451. g3... h4 452. h4... g5 453. g5... f6 454. f6... e7 455. e7... d6 456. d6... c5 457. c5... b4 458. b4... a3 459. a3... b2 460. b2... c1 461. c1... d2 462. d2... e3 463. e3... f4 464. f4... g5 465. g5... h6 466. h6... g7 467. g7... f8 468. f8... e9 469. e9... d8 470. d8... c7 471. c7... b6 472. b6... a5 473. a5... b4 474. b4... c3 475. c3... d2 476. d2... e1 477. e1... f2 478. f2... g3 479. g3... h4 480. h4... g5 481. g5... f6 482. f6... e7 483. e7... d6 484. d6... c5 485. c5... b4 486. b4... a3 487. a3... b2 488. b2... c1 489. c1... d2 490. d2... e3 491. e3... f4 492. f4... g5 493. g5... h6 494. h6... g7 495. g7... f8 496. f8... e9 497. e9... d8 498. d8... c7 499. c7... b6 500. b6... a5 501. a5... b4 502. b4... c3 503. c3... d2 504. d2... e1 505. e1... f2 506. f2... g3 507. g3... h4 508. h4... g5 509. g5... f6 510. f6... e7 511. e7... d6 512. d6... c5 513. c5... b4 514. b4... a3 515. a3... b2 516. b2... c1 517. c1... d2 518. d2... e3 519. e3... f4 520. f4... g5 521. g5... h6 522. h6... g7 523. g7... f8 524. f8... e9 525. e9... d8 526. d8... c7 527. c7... b6 528. b6... a5 529. a5... b4 530. b4... c3 531. c3... d2 532. d2... e1 533. e1... f2 534. f2... g3 535. g3... h4 536. h4... g5 537. g5... f6 538. f6... e7 539. e7... d6 540. d6... c5 541. c5... b4 542. b4... a3 543. a3... b2 544. b2... c1 545. c1... d2 546. d2... e3 547. e3... f4 548. f4... g5 549. g5... h6 550. h6... g7 551. g7... f8 552. f8... e9 553. e9... d8 554. d8... c7 555. c7... b6 556. b6... a5 557. a5... b4 558. b4... c3 559. c3... d2 560. d2... e1 561. e1... f2 562. f2... g3 563. g3... h4 564. h4... g5 565. g5... f6 566. f6... e7 567. e7... d6 568. d6... c5 569. c5... b4 570. b4... a3 571. a3... b2 572. b2... c1 573. c1... d2 574. d2... e3 575. e3... f4 576. f4... g5 577. g5... h6 578. h6... g7 579. g7... f8 580. f8... e9 581. e9... d8 582. d8...

TABLE

La bourride

On a pu écrire que la bourride était « le troisième personnage d'une véritable trinité culinaire ». De la Provence, bien sûr ! Et avec la bouillabaisse et l'aïoli-sau (celle-ci, que l'on appelle autrefois bouillabaisse d'Henri IV, ne différenciant de la bouillabaisse classique que par l'élimination de la rascasse). La bouillabaisse est de Marseille et de partout sur la Côte, agrémentée de la « rouille », mélange d'ail et de piment rouge pilés, ingrédient qui, selon Léon Daudet, mettrait « le bouillon et ses fêches de pain à la puissance deux ».

La bourride, elle, est de Sète. Sète (autrefois Cette) est doublement un port, sur la Méditerranée et sur l'étang de Thau. La bouillabaisse a été chantée par de nombreux poètes, Mistral en tête. Ici, on la veut sans pommes de terre, là avec. Ici, très « vaillète », là rien qu'un soupçon (« Un souffle, un souvenir » dira Jacques Normand).

Et Joseph Méry exaltera ses fins poissons :

...Que Neptune, aux feux du ciel ardent,

Choisit à la fourchette et jamais au trident !

La bourride a aussi ses chants. Et J.-B. Germain, poète provençal du dix-huitième siècle, imaginait que les Dieux, lassés de l'Olympe, venaient s'en délecter. C'était « la bourride dei Dieux ». Alors pourquoi ne point lui dédier aussi le célèbre distique de Paul Valéry :

O récompense après une

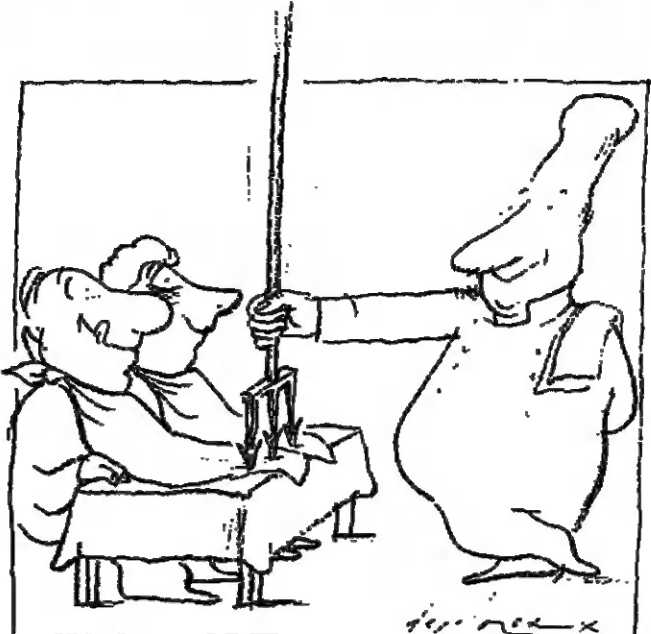
l'émée

Qu'un long regard sur le

calme des Dieux.

Un long regard dégustateur sur ce plat divin qu'est la bourride, dont on a aussi pu dire qu'elle était « l'union de l'ail et de la soupe de poissons ». Mais de quels poissons ?

Il en est d'elle comme de la bouillabaisse : à chacun sa recette, qu'il veut, naturellement, « la



vraie » ! Dans sa *Cuisinière provençale* (qui recue les compliments de Mistral), J.-B. Reboul y propose loup, merlu et baudroie. D'autres plus de variétés. A Paris, l'ami Gras (en sa *Fortitude agrandie* et toute rénovée du 104 rue Balard, Paris-15^e; tél. : 45-54-35-41) ajoute à la baudroie et au loup de la dorade. J'en reparlerai. Tandis qu'aux *Senieurs de Provence* (295, rue Lecourbe, Paris-15^e; tél. : 45-57-11-98), la bourride (sur commande) peut, toujours remarquable, contenir jusqu'à six poissons.

Mais les puristes sont formels : c'est la baudroie (les Parisiens disent la lotte) qui est « le » poisson de la bourride sétoise. Là-bas, on apprécie celle de *La Gallette* (place des Mouettes; tél. : 67-51-16-77) et celle de *La Ravasse* (27, quai Général-Durand, Paris-15^e; tél. : 67-74-38-46). A Paris, celle de Pierre Vedel est, elle aussi, uniquement de baudroie.

Cher Pierre Vedel ! Il était rue des Morillons, en face d'où habitait Brassens, comme lui sétois et fier de l'être. Et Brassens en avait fait sa cantine. Depuis quelques années, le voici au 19 rue Duranton (tél. : 45-58-43-17), égal à lui-même, accueillant et amical dans un décor chaud d'atmosphère, posant sa soupe d'escargots, sa morue aux pois chiches, sa blanquette de ris d'agneau, etc. Et naturellement sa bourride « comme à Sète », que l'on arrosera d'un rosé Trinquedol (je n'invente rien !). Décidément, la bourride est un plat d'amitié !

La Reynière

► Signalons aussi que la bourride n'a pas émigré que dans le quinzième arrondissement, et les amateurs appréciant celle de Jean-Claude Cousty en son *Petit Navire* (14, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris-5^e; tél. : 43-54-22-52). Fermé le dimanche et lundi.

Semaine gourmande

La Ciboulette

Prends-toi, brave Jean-Pierre Coffe, nous avons pris un repas à La Ciboulette et tu n'y étais pas ! J'avais envie de jouer les Henry IV, me souvenant que ce fut l'enseigne du premier restaurant de Coffe, lorsque nous y allions avec Raymond Oliver. Celui-ci, ou plutôt celle-ci, n'en a que le nom, certes. Ce mini-bouddoir d'une vingtaine de places est animé par deux charmantes personnes amies. Le chef Norbert Mézard, très sage, le menu des déjeuners : choix d'entrées melle-mello de la mer, de viandes (excellente andouillette grillée quoique non tirée à la ficelle), fromage ou dessert. La carte propose un verre de loupac pour escorter le foie gras, une darme de brochet au beurre blanc et des filets de perche (rues sur les cartes) au poivre vert, un gratin de pommes de terre à la tome fraîche pour accompagner le filet grillé, tandis que celui de canard (magret) est aux pêches. Compter 250 F.

► La Ciboulette, 36 bis, rue Laugier (17^e). Tél. : 47-63-56-66. Fermé dimanche.

A La Grange Batelière

Le petit monde de la salle Drouot s'y presse aux déjeuners. Le soir il doit faire bon d'y découvrir cet authentique bistrot parisien, cossu, à deux pas des boulevards, où l'accueil de Françoise et la cuisine de Jacques (Meunier) sont de qualité. Lui fut chef, naguère, de Paul et France. La carte, enrichie de trois ou quatre plats du jour, est alléchante. La salade de saint-jacques (cuites à point, tièdement savoureuses dans l'huile vierge entomatée de frais), les petits gris en cannelloni sauce au vin rouge, la matelote de Marennes au vin d'Arbois, le blanc de poularde bressane au vin jaune, entre autres, évoquent Brillat-Savarin proclamant que l'on devient rôtisseur mais qu'on nait saucier. Gentille carte des vins (dont quelques-uns au verre). Compter 250-300 F. Quatre sortes de pains.

► A La Grange Batelière, 16, rue de la Grange-Batelière (9^e). Tél. : 47-70-85-15. Fermé dimanche et lundi soir. Parking : Drouot. Carte bleue.

La Petite Tour

Ici, cela fait quelques années que M. Israël s'est installé au « piano » de la chère Marinette. Il a retapé le cadre et, bien qu'il soit ignoré du Gault-Millau, nous réjouit d'une cuisine irréprochable agrémentée par l'accueil de son épouse. Classique, ce « grav-lax » (saumon cru à l'aneth) voisine le foie de canard chaud aux myrtilles, les soufflés d'oursins, la cassiolette d'escargots aromatisée. Le filet de sole aux mandarines tient tête à l'aile de raie aux câpres, le magret est « aux lentilles » (originale escorte; n'est-ce pas Daquin ?) et le caneton aux pêches. Mais, classiques, le rognon est moutarde et la côte de bœuf grillée. Nombreux desserts et honorable carte des vins. J'ai retrouvé aussi, dans les desserts, les « cerises Jubilées » (un classique oublié dont l'origine est controversée au point que, à Bruxelles, j'ai vu annoncer « giboulée de cerises ». Un régal !)

► La Petite Tour, 11, rue de la Tour (16^e). Tél. : 46-20-09-31. Fermé dimanche. Parking : 19, rue de Passy. AE-DC-CB. Chiens acceptés.

Armand au Palais-Royal

Sous les arcades historiques, les chuchotis évoquent les grandes tables d'hier, du Café de Foy au Café Lemblin, du Café de Valois au Café de Chartres, puis le Vefour ressuscité par Raymond Oliver. Ils murmurent aujourd'hui le nom d'Armand, dont J.-P. Féron, associé avec Bruno Roupie, a fait le rendez-vous gourmand du coin. A la carte (compter 400-450 F) et au menu « déjeuner » (170 F) s'ajoute désormais, matin et soir, un menu-carte à 240 F exceptionnel. Mon menu : soupe d'huîtres chaudes au saint-jérôme, rognon de veau au jus, feuilleté de chavignol et dessert. Mon compagnon préfère le saumon fumé Olsen (de l'île de Bornholm), la poularde de Bresse grillée sauce diable. Tout cela très remarquable en un décor rustiquement élégant.

► Armand au Palais-Royal, 2-6, rue de Beaujolais (1^{re}). Tél. : 42-60-05-11. Fermé samedi midi et dimanche. AE-DC-CB. Chiens acceptés.

Miettes

Au Prince de Galles, 33, avenue George-V, le chef Dominique Cécillon, prépare, pour la période du 18 au 29 février, un dîner « De la Saint-Cochon » (380 F). Quatre services autour du porc cuisiné entre les amuse-bouche et les desserts.

Pour célébrer l'Europe, Patrick Henrioux, le chef de La Pyramide de Vienne, digne successeur du célèbre Point, offrira (jusqu'au 15 avril) le gîte à

ses clients et présentera l'addition réglable en euros.

L'Armoise, le bon petit restaurant du 67 rue des Entrepreneurs (Paris-15^e), fermera désormais le dimanche et le samedi midi.

Rémi Flachard, libraire-éditeur, 9, rue du Bac, a retrouvé une correspondance inédite de Grimoire de la Reynière à la famille Chagot (1813-1832). Quarante-six lettres, qu'il va publier en édition rare.

GASTRONOMIE

La Taverne
L'Ambassade d'Alsace
des grands boulevards.

24 Bd des Italiens, Paris 9^e
Tél. : 47.70.16.64

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plén centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur, De 280 F à 420 F
FAX : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Ete-hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade.
Meublé, chambres studios, chambres,
1/2 pens., pens. complète, séj. libres
HÔTEL LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
et **HÔTEL LE BEAUREGARD**,
tél. : 92-45-82-62. FAX : 92-45-80-10.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
***NN LOISIR DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
Tél. : 53-29-95-94 - Fax : 53-28-42-96.

Italie

VENISE
Hôtel LA FENICE
ET DES ARTISTES***
San Marco N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333 Fax. 52-03-721
et son Restaurant
nouvelle ambiance « bohème »
TAVERNA LA FENICE
Tél. : (41) 52-23-856 Fax. 52-31-866.

Suisse

LEYSIN
Alpes Valdoises
HÔTEL SYLVANA***
Pour vos vacances d'hiver, situation
exceptionnelle à 90 m des plates de ski.
Chambres tout confort.
Prix demi-pens. selon saison Fr 57,-
à 90,- (tenv. FF 285,- à 360,-) tt compr.
Fam. Bonelli. Tél. 19-41/2534-11-36.
CH-1834 Leysin.

Vous avez dit bistrot ?

BISTROT ou bistrot ? L'un ou l'autre se dit ou se disent, ou s'écrivent ! Et l'Académie française, il y a quelques lustres, l'a reconnu, notant que le mot désigne « populairement » un marchand de vin et un petit restaurant. Quant à l'origine du terme, elle reste sinon inconnue du moins discutée. Il fut imprimé la première fois en l'an 1884, croit-on, dans les *Souvenirs de la Roquette* de l'abbé Moreau. De toutes les suppositions, la plus crédible est une descendance du mot bistrouille, au départ synonyme de mauvais mélange ou d'eau-de-vie de médiocre qualité.

Gaston Esnault dans son *Dictionnaire des argots* nous donne comme variantes : bistre, bistrotet et bistringue (encore que ce dernier dérivant de bistringue ait une connotation bruyante puisqu'il s'agissait, au départ, d'un air de contredanse en vogue vers l'an 1794 !). En tout cas, le mot fait image et je dirais presque, avec Raoul Ponchon, que :
...Le mot bistrot m'enchantait
Je lui trouve un air guilleret !

Aujourd'hui le bistrot (l'aime mieux avec un « t », pour pouvoir appeler la bistrote !) est, pour le Parisien, d'abord un zinc (utilisé ou non), un décor banal,

des habitués fidèles, un patron ou une patronne « en situation » et faisant aussi le plus souvent restaurant. Mais attention ! Une cuisine bien particulière, d'un classicisme « populo », d'une saveur gouailleuse, d'une perfection simple : une cuisine en manches de chemise et en bretelles, en quelque sorte !

Je me répétais cela en lisant le *Petit Lebey 1992 des bistrots parisiens* (Ramsay). Ouvrage précieux certes, utile et de bon aloi. Mais... mais il me peine de voir le Prix du meilleur bistrot décerné aux restaurants Batifol (qui sont déjà une dizaine dans Paris, sans compter les autres enseignes du même animateur). Fussent-ils excellents, ils sont l'antithèse du bistrot vrai, c'est-à-dire « typé » par l'accent du patron et de sa cuisine. De même, un bistrot implique des additions modestes. Je sais bien qu'il y a des années déjà l'*Ami Louis* de la rue du Vertbois faisait courir le Tout-Paris « in » et que Maggy Vaudable abandonnait facilement « son » Maxim's pour roucouler avec ses amis devant le vénérable « papa Magnin ». Mais pourtant, même si comme moi l'on préfère à l'assiette ce qu'il y a dedans, classer dans les bistrots cette enseigne

où l'addition dépasse facilement les 600 F me semble abusif. Tout autant que pour ce *Petit Bedon* succursaliste de Suresnes, où Lebey signale « quelques ratés en cuisine » mais où il a réglé une addition de 300 F !

De même, signaler au rayon des brasseries la *Fontaine d'Auteuil* (35 bis, rue La Fontaine, Tél. : 42-88-04-47), de l'excellent Xavier Grégoire et où, que je sache, on n'a jamais servi de bière à un comptoir inexistant, me semble une erreur de jugement.

Revenons aux bistrots. Il me plaît de voir honorer en ce guide de vrais bistrots comme *L'im-passe* (4, impasse Guéménée, Tél. : 42-72-08-45), une « Table de Maigret », ce qui explique tout et qu'il eût fallu souligner : *Moissonnier* (28, rue des Fossés-Saint-Bernard, Tél. : 43-29-87-65), un classique ; *Savy* (21, rue Bayard, Tél. : 47-23-46-98) ; *Anjou-Normandie* (13, rue de la Folie-Méricourt, Tél. : 47-00-30-59) ; *Chez Pierre* (117, rue de Vaugirard, Tél. : 47-34-96-12) ; *Le Saint-Vincent* (26, rue de la Croix-Nivert, Tél. : 47-34-14-94) ; *Aristide* (121, rue de Rome, Tél. : 47-63-17-83) ; *Chez Fred* (190 bis, boulevard Pereire, Tél. : 45-74-20-48) ;

Chez Léon (32, rue Legendre, Tél. : 42-27-06-82)... et d'autres que j'oublie, comme Lebey en a oublié.

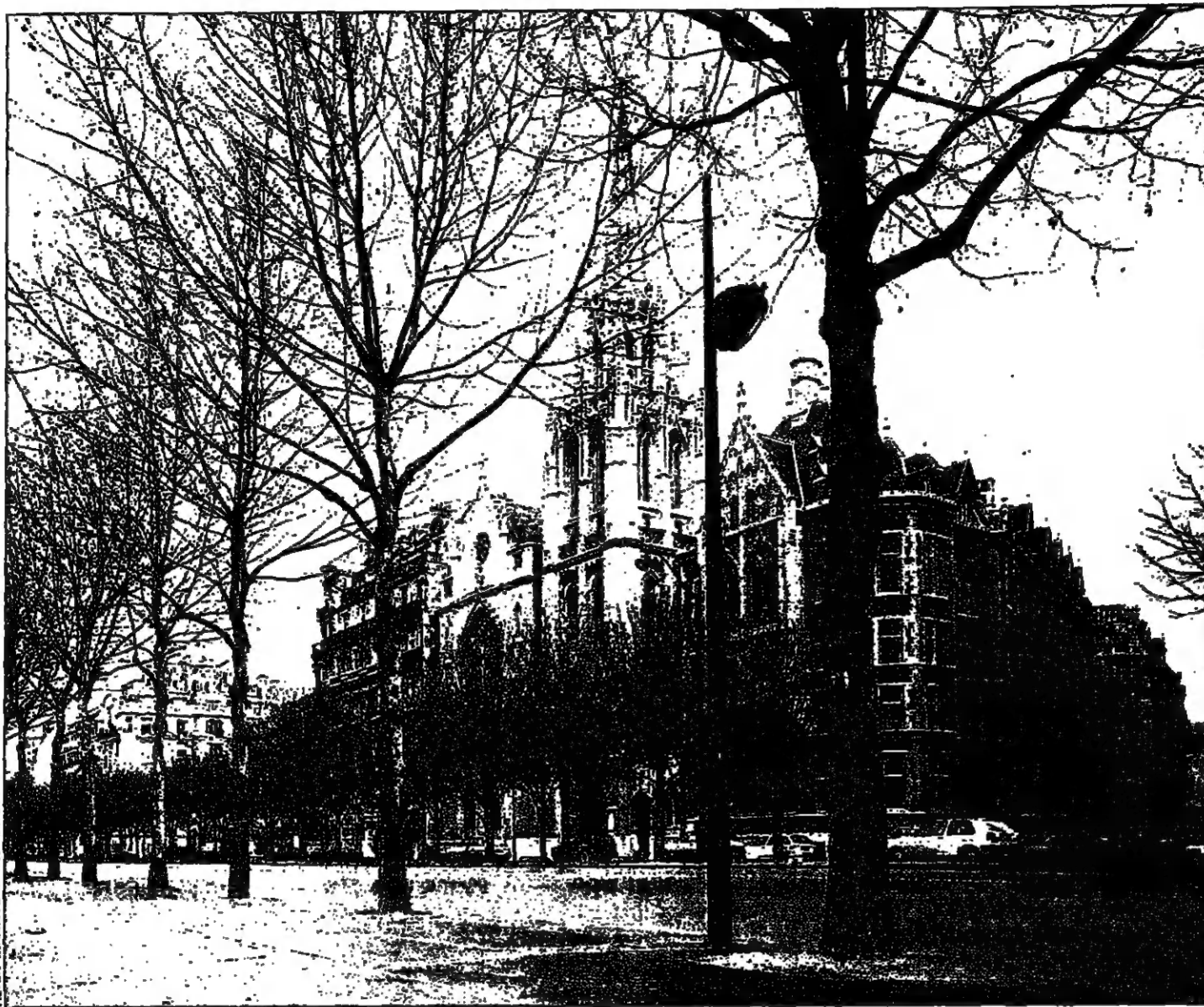
Encore une fois, la distance entre un bistrot et un restaurant reste infime. *Chez Benoit* (20, rue Saint-Martin, Tél. : 42-72-25-76), dont on va fêter le quatre-vingtième anniversaire, était, du temps de son créateur Benoit Matray, un merveilleux bistrot où Galtier-Boissière m'initia à arroser de bouzy rouge les portugaises vertes.

Il figure aujourd'hui parmi les meilleurs bistrots dans le *Petit Lebey*. A juste titre pour la qualité du produit, leur « cuisinement », la cave : Michel Petit, le petit-fils de Benoit, ayant de qui tenir. Mais est-il encore un bistrot ? Plutôt un restaurant, peut-il sembler, tant par le cadre, l'accueil d'une empreinte distinction, les additions enfin. Ce qui pourrait à la fois troubler le touriste anonyme et Gavroche, non ?

L. R.

Dernière minute. - Un bistrot selon mon cœur vient de naître, c'est *Le Bistrot d'Albert* (150, boulevard Pereire, Tél. : 48-88-93-68). J'en reparlerai.

Clocher d'Amérique



ILS ont traversé l'Atlantique il y a quelques jours ou bien plusieurs années; ils sont là pour quelques semaines ou pour la vie. Ce sont les Américains de Paris.

Pour eux comme pour Hemingway, Paris est une fête: Paris leur plaît et les accueille bien, ces émigrés-là. La Fayette et la révolution américaine, les parachutes en Normandie et la Libération ont scellé une relation d'échange solidaire qui éclaire la moindre conversation entre les ressortissants des deux nations. L'engouement des Français pour le voyage aux États-Unis, qui ne se dément pas — ils étaient huit cent mille l'an dernier, — les rend plutôt curieux et ouverts quand ils croisent sur leur sol un habitant du Michigan ou de l'Ohio, eux qui connaissent déjà New-York et San-Francisco et qui préparent des vacances dans l'Idaho.

Mais il arrive un moment, entre Versailles et la Pyramide, entre le plaisir de commander des cafés à la terrasse des bistrot et de «faire» les bouquinistes du quai des Grands-Augustins, où un léger spleen s'empare du voyageur et où il aimerait, lui qui maîtrise mal les langues étrangères, s'exprimer en toute confiance dans son idiome d'origine, et entendre en retour les mêmes vagues sonorités.

Il aimerait, comme New-York a sa Little Italy et comme toutes les villes ont leur Chinatown, que Paris lui offre une «Little America». Un lieu dont il connaîtrait les règles et où il pourrait en confiance ne pas craindre la faute de goût, le non-respect des formes. Deux refuges, deux sanctuaires s'offrent à lui, comme dans n'importe quelle petite ville de son pays, l'église et le bar: Paris c'est le Sank Roo Do Noo, le Harry's bar de la rue Daunou (numéro 5) où l'on sait préparer le Tom Collins comme à Atlanta. Paris côté prières et actions de grâce, repas du dimanche pris en commun, c'est le 65, quai d'Orsay.

Où se retrouvent, sinon à l'église américaine, cette jeune femme tout juste arrivée de Californie pour travailler à Paris, ces étudiantes de Washington ou d'Indianapolis, cet ingénieur de la General Motors en mission pour quelques mois à Gennevilliers, et ce couple, fidèle parmi les fidèles, qui a pris sa retraite dans la vallée de la Loire depuis plusieurs années et qu'un TGV ramène chaque dimanche de leur village près d'Azay-le-Rideau?

«L'église, c'est ce qui rassemble», nous dit l'un d'eux. Lorsqu'on appartient à une minorité, elle rassemble deux fois plus. Dans la capitale, les protestants américains ont le choix entre le quai d'Orsay (presbytériens, évangélistes, baptistes...) et la cathédrale anglicane de l'avenue George-V; les orthodoxes russes ont leur cathédrale rue Daru; l'église arménienne, construite sur le modèle du «sanctuaire d'Et-

chmiadzine, voisine, rue Jean-Goujon, avec celle des Italiens de Paris tandis que les Polonais se réunissent rue Saint-Honoré. Au-delà de la pratique religieuse et de ce qu'elle signifie pour chacun, ces lieux de culte offrent évidemment aussi accueil, assistance, éducation et solidarité.

C'est particulièrement vrai de cette église américaine du quai d'Orsay, devenue au fil des ans un véritable petit centre culturel et social par les activités qu'elle anime, ou qu'elle abrite. Un lieu vivant tous les jours, toute la journée: ceux qui «aiment chanter» participent à la chorale, il y a les concerts du vendredi soir et les répétitions de *scottish dance*. L'étudiant qui cherche un job ou une chambre et vient consulter les panneaux de petites annonces, croise les jeunes élèves de deux écoles maternelles bilingues (l'une appliquant les principes pédagogiques de Maria Montessori) qui jouent des locaux.

Plus «américain» est le militantisme associatif, tourné vers le «siècle» et ses maux et qui fait du 65 quai d'Orsay une adresse connue de ceux qui veulent arrêter de boire ou de fumer, de manger trop ou de dépenser sans compter, d'être dépendants de l'une ou l'autre de ces aliénations qu'un *twelve steps program*, comme disent les Anglo-Saxons, un programme en douze étapes, va les aider à surmonter.

«Quand je suis arrivé à Paris, la toute première fois, j'ai pris un taxi à la gare du Nord, j'ai demandé le 62 quai d'Orsay, l'église américaine. Et le chauffeur m'a répondu, non, monsieur, c'est au 65...» Le docteur Thomas E. Duggan, pasteur de l'église américaine de Paris depuis quatorze ans, se souvient de sa surprise, ce jour-là. Aux yeux des Parisiens, elle fait partie du paysage de la rive gauche, dans un style gothi-

Aux yeux des Parisiens, elle fait partie du paysage, discrète et pourtant typée, avec sa flèche de bronze oxydé, derrière les arbres du quai d'Orsay. Le bâtiment d'angle affiche un style gothique de brique à parements de pierre, et, parfois, un drapeau signale son appartenance. Aux yeux des Américains, elle est presque un phare, un lieu de culte dans leur langue, protestant mais oecuménique, un lieu de rencontre et de rassemblement, un repère dans la vie du voyageur ou de l'expatrié.

que flamboyant qui n'avoue pas son jeune âge: soixante ans tout juste. Inauguré en 1931, l'ensemble des trois édifices, l'église, le clocher et le presbytère à l'angle, avait eu l'honneur, en novembre 1930, du numéro 1 de l'*Architecture d'aujourd'hui*: on y montrait, audace constructive au même titre qu'un «gratte-ciel» de trente-deux étages alors en chantier à Anvers, la charpente métallique érigée par Carroll Greenough, architecte à Paris, et Cram et Ferguson, de Boston, pour le clocher, ouvrage qui allait bientôt être recouvert de pierre finement sculptée et ouvragée.

L'histoire de «la plus ancienne église américaine établie hors des États-Unis», comme l'indique une plaque à l'entrée, avait commencé au milieu du dix-neuvième siècle: c'était en 1857, et les protestants américains choisissaient «Paris, capitale de l'Europe continentale» pour y installer leur avant-poste. Aujourd'hui, les voyageurs américains trouvent des haltes pour leurs prières à Helsinki et à Stavanger, à Varsovie et à Anvers, à Moscou et à La Haye, à Berlin, à Bonn ou à Kuwait City, à Prague ou au Caire.

En 1857, la première église avait été éditée rue de Berni, sur la rive droite. Le nouveau site sera d'ailleurs largement matière à débats dans la communauté

propre comme au figuré. Ignorée des guides d'architecture «moderne» à cause de son style historiciste, l'église est pourtant un exemple de ce goût pour le gothique flamboyant qui faisait fureur aux États-Unis dans ces années-là (jusqu'au gratte-ciel du *Chicago Tribune*, à Chicago) et qui est harmonieusement illustré ici: la voûte en briques de la nef, le mobilier de bois sombre (les bancs portent une plaque au nom de leur donateur), les vitraux commandés par le pasteur de l'époque, Joseph Wilson Cochran, où l'on a la surprise de trouver non seulement les quatres évangélistes, mais aussi une représentation de saint François, sainte Geneviève et saint Christophe, ce qui est surprenant dans une église protestante, sont de belle facture. On remarque aussi un chef-d'œuvre (classé), les deux vitraux art nouveau dus au talent du célèbre Tiffany, apportés de la première église et remis en place ici. Tout cela est bien entretenu, l'orgue vient d'être remplacé, mais on cherche à réunir deux millions de francs pour remplacer la toiture.

Animés de la confiance «expansionniste» des communautés religieuses d'avant-guerre, les bâtisseurs des années 20 édifièrent une église de cinq cents places pour une paroisse qui ne comptait alors qu'une centaine de membres. Ce n'était pas si mal vu, car le pasteur Duggan prêche, chaque dimanche à 11 heures, devant une assemblée de quatre cents fidèles. La moitié seulement sont originaires des États-Unis; un sur cinq vient d'Asie, un autre cinquième d'Afrique. On les retrouve dans les différents groupes et «ils se mélangent plus qu'ils ne le feraient aux États-Unis», estime leur pasteur. «C'est une église très cosmopolite».

Des convictions très diverses sont représentées: «Cela va des

Au coin du quai d'Orsay et de la rue Jean-Nicot, dans le septième arrondissement, l'église américaine de Paris, protestante et oecuménique

évangélistes, très stricts, qui suivent la Bible à la lettre et envoient des missions destinées essentiellement à la conversion, aux presbytériens qui admettent une certaine liberté d'interprétation des textes et considèrent leurs missions à l'éducation et à la santé autant qu'à la christianisation, précise le pasteur Duggan. Mais tous s'accordent sur la foi dans le Christ sauveur».

Bien au fait des rouages de l'administration française, le pasteur est à l'écoute des cas particuliers qui se présentent à lui et peut orienter les nouveaux venus. Mais l'action humanitaire proprement dite est relayée par les grandes organisations auxquelles l'église américaine verse une quote-part de cent mille francs sur son budget annuel.

Responsable d'une communauté à la fois soudée et mouvante, le pasteur Duggan voit passer beaucoup de monde. «Quand je suis arrivé, la moyenne d'âge était autour de cinquante ans et il y avait beaucoup de couples, de familles. Maintenant, c'est plutôt quarante ans, beaucoup de célibataires, d'étudiants ou de jeunes travailleurs. La plupart restent trois à cinq ans: certains viennent au début de l'année pour se faire des amis et parfois on ne les revoit plus». Comme en Amérique, on se rassemble aussi bien pour chanter et prier que pour partager des repas: le traditionnel dîner de Thanksgiving, en novembre, ou le *Pot luck supper*, «souper à la fortune du pot» où chacun apporte un plat et qui a réuni, tout dernièrement, quelque soixante-dix personnes.

Chaque dimanche, après l'office, une tasse de café est servie dans le presbytère et permet aux nouveaux venus de se faire connaître. Surtout s'ils participent au déjeuner qui suit. Et, comme le dit l'une des fidèles de cette communauté de voyageurs venus des quatre coins de la planète, «ce n'est pas l'Amérique, ici, c'est plutôt les Nations unies».

Michèle Champenois

Église américaine de Paris: 65, quai d'Orsay, 75007 Paris. Tél.: 47-05-07-99. Service religieux le dimanche à 11 heures. Concerts le vendredi soir: Jazz New Orleans, le 14 février, à 20 heures. Journal gratuit, en anglais, dirigé par Bob Bishop, qui donne des informations sur la vie culturelle dans la capitale. The Paris Free Voice, mensuel, tiré à 18 000 exemplaires (tél.: 47-53-77-23). Vente de vêtements et de livres d'occasion, le premier et le troisième samedi du mois, de 14 heures à 17 heures.

Plusieurs
refusent une

Que l'aire
de l'armée rouge?

Le...
de l'armée rouge?

Les...
de l'armée rouge?

Les...
de l'armée rouge?

Les...
de l'armée rouge?

Les...
de l'armée rouge?

Les...
de l'armée rouge?

Les...
de l'armée rouge?